DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — Nº 12644 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 24 SEPTEMBRE 1985

Dollar : une action efficace

Le dollar a violemment chuté, lundi matin 23 septembre, perdant 55 centimes à Paris et cotant 8,25 F. Après le communiqué surprise des ministres des finances des cinq pays les plus industrialisés, réunis la veille à New-York, qui ont déclaré vouloir faire baisser la monnaie américaine, les opérateurs ont vendu celle-ci en masse.

Que s'est-il donc passé à New-York ? On a suffisamment ironisé dans ces colonnes sur l'inefficacité et l'inutilité des sommets en tous genres pour, cette fois, se permettre de dresser l'oreille, et cela pour une série de raisons.

A l'échelle des nations comme à celle des individus, les décisions sont le plus souvent prises sous la contrainte et sous la menace. Or, à l'heure actuelle, la situation est si explosive que la concertation est devenue inévitable.

Tout d'abord, la surévaluation du dollar, de 15 à 30 % estime-t-on, est reconnue « pour la première fois » par les plus grands pays industrialisés, tout simplement parce qu'elle est en train de créer une tension intolérable entre les Etats-Unis et leurs partenaires. Il devient de plus en plus difficile au président Reagan de retenir le Congrès sur la pente irrésistible du protectionnisme. Le monstrueux déficit commercial des Etats-Unis, dû pour une bonne part à cette surévaluation, ravage leur industrie et leur agriculture, et les parlementaires de Washington ne sont pas différents des autres.

Si la guerre commerciale éclate, nul ne sait jusqu'où iront les hostilités, et les partenaires du géant américain, notamment le Japon, le savent bien. En outre, et ce point est capital, la Maison Blanche, malgré son opposition viscérale et traditionnelle à toute intervention sur les marchés des changes, sauf en cas de « désordres », paraît disposée à contribuer à la baisse du dollar. Comment ? « C'est ce qui n'est pas dit dans le communiqué, mais nous en avons parlé toute la journée », a déclaré le représentant français, M. Bérégovoy.

Les marchés des changes ont perçu l'avertissement clair et net, comme on l'a vu. Ensuite, et le dossier est encore plus explosif, la situation des pays endettés se dégrade rapidement, que ce soit en Afrique ou en Amérique latine. La baisse inévitable des prix du pétrole détruit littéralement l'économie du Mexique et du Nigéria, tandis que le Fonds monétaire international est accusé, du fait de ses exigences « à court terme », de pousser au désespoir et à la ruine l'Argentine et le Brésil, pour ne pas parler du Pérou et de la Bolivie. Une étude récente de la Banque interaméricaine de développement est impitoyable.

Peu de jours avant l'ouverture de la session annuelle du Fonds à Séoul, les cinq grands pays industrialisés, dont les banques commerciales craignent de plus en plus pour leurs créances, savent qu'ils vont être vigoureusement attaqués et se préoccupent de la parade. Aussi voit-on, ô surprise ! les Etats-Unis accepter le principe d'une aide massive à l'Afrique, refusée au début de l'année, et assouplir leur attitude envers le rôle de la Banque mondiale, mieux dotée de ressources à long terme pour relayer un Fonds monétaire en passe de se déconsidérer.

Certes la réunion surprise de New-York ne règle rien dans l'immédiat, si ce n'est la mise en œuvre de moyens techniques pour faire baisser le dollar : c'est le plus facile. Mais la situation est devenue trop grave et les craintes de contagion trop vives pour qu'on puisse se contenter, une fois de plus, de ne rien faire.

(Lire nos informations page 40.)

QUI A ORDONNÉ LE SABOTAGE DU « RAINBOW-WARRIOR » ?

Majorité et opposition pressent M. Fabius d'établir les responsabilités politiques

« Ils ont agi sur ordre ! » *Le premier ministre a reconnu, dimanche 22 septembre au soir, que le sabotage du* Rainbow-Warrior, *le 10 juillet dernier, dans le port d'Auckland, avait été commis par un commando de nageurs de combat français, et que cette* « vérité cruelle » *avait été* « cachée » *à M. Bernard Tricot.*

Le successeur de l'amiral Lacoste à la direction des services secrets, qui sera nommé mercredi en conseil des ministres, sera chargé de « réorganiser » *l'ensemble de la direction générale de la sécurité extérieure.*

En revanche, le chef du gouvernement estime que les agents qui ont réalisé l'opération doivent être mis « hors de cause », *parce qu'ils* « n'ont fait qu'obéir ».

M. Laurent Fabius se déclare également favorable à la constitution d'une commission d'enquête parlementaire, comme le demandaient, notamment, les députés communistes.

La crise politique n'en est pas pour autant dénouée, et les premières réactions se rejoignent pour poser une autre question : qui a donné l'ordre de couler le bateau écologiste ?

D'autre part, on apprenait en début d'après-midi que M. Paul Quilès, ministre de la défense, aurait découvert que des parties « essentielles » *du dossier de la mission des agents de la DGSE en Nouvelle-Zélande avaient été détruites.*

(Lire page 7 l'article de Jean-Marie Colombani.)

« Cruelle vérité »

par DANIEL VERNET

En déclarant *« ce sont des agents de la DGSE qui ont coulé ce bateau »*, M. Laurent Fabius a implicitement rendu hommage à la presse, qui, la première, a dévoilé ce que les milieux gouvernementaux s'efforçaient de cacher. M. Mitterrand lui-même l'avait admis avec quelque agacement : dans l'affaire Greenpeace, la lecture des journaux lui a plus appris que les notes de ses propres services.

Si des journalistes n'avaient pas mené l'enquête à Paris, Auckland, Londres, Nouméa..., les responsabilités dans le sabotage du *Rainbow-Warrior* n'auraient sans doute jamais été clairement établies. Affaire subalterne ? Outre qu'il y a eu mort d'homme et qu'il était pour le moins excessif de couler en territoire étranger un bateau pour enrayer la campagne antinucléaire du mouvement écolo-pacifiste, le sabotage du *Rainbow-Warrior* est devenu une affaire d'Etat à partir du moment où un membre du gouvernement a fait délibérément écran à la vérité.

(Lire la suite page 8.)

La dernière demeure de Picasso

par ANDRÉ CHASTEL

M. François Mitterrand inaugure ce lundi 23 septembre, en présence de Mme Jacqueline Picasso, le musée Picasso, hôtel Salé, à Paris, qui accueillera le public à partir du 28 septembre. L'ampleur des collections réunies fait de l'ouverture du musée un événement culturel international.

Dans un ouvrage récent sur les « maisons d'artistes » — les demeures modelées par les exigences des rêves ou la culture des géants : Rubens, Goya, Delacroix... — on a bien été obligé de conclure que ce thème attachant prenait fin avec Picasso. Trop de domiciles, laissés à l'abandon au départ, sans autre marque personnelle qu'un prodigieux désordre, scrupuleusement, superstitieusement préservé, la porte fermée sur des souvenirs. Rien de fixe et rien d'organisé, le travail de cet ouvrier frénétique étant une perpétuelle fuite en avant.

« Je m'attendais à un atelier d'artiste, et c'était un appartement transformé en capharnaüm » ; ainsi Brassaï décrit-il celui de la rue La Boétie, vers 1930. Vauvenargues, où Pablo est mort en 1973 et où il est enterré, n'était aussi qu'un lieu de passage provisoire. Avec le musée qu'on inaugure maintenant dans un des plus beaux hôtels classiques de Paris, c'est le point d'arrivée inattendu, la demeure finale du génie qu'il faut décrire et saluer.

Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, peu importe ; c'est un événement de grande taille. Disons tout de suite qu'on lui devait bien cela. Avoir donné tant d'animation à la scène artistique, suscité tant de réprobation et d'éloges, bénéficié d'une extraordinaire escorte poétique et littéraire : Apollinaire, Cocteau, Reverdy, Eluard, René

L'hôtel Salé, musée pour un démiurge

Char, à laquelle André Malraux s'est ajouté pour finir ; avoir défendu sa solitude dans le tumulte de la gloire ; avoir étonné le public au point de devenir slogan, lieu commun... Tout cela méritait, bien sûr, l'hommage que Paris et l'Etat ont élaboré avec un soin et un faste dont, à notre connaissance, aucun artiste n'a jamais bénéficié. D'autres ont eu de grandes funérailles. Picasso, plus que centenaire (il est né en 1881), se voit, à la suite d'un jeu de circonstances extraordinaire, installé dans son palais.

Etait-ce bien le lieu ? La solution juste a-t-elle été trouvée ? Il s'est agi, à l'origine, de sauver un hôtel et un site affreusement malmenés par des utilisateurs sans culture. Les édifices anciens tendent l'un après l'autre — à commencer par le Louvre, après tout — à trouver une fonction qui justifie une rénovation et un entretien convenables. Fallait-il, pour créer un circuit continu et multiplier les alvéoles utiles, fragmenter, articuler à l'aide de murs nets et durs des espaces propices en réservant aux parties nobles la part belle ? C'est le parti qui a été adopté, à la suite de recherches consciencieuses, dont chronique a déjà été faite (1). Et c'est une réussite.

Picasso, certes, n'aimait pas les maisons neuves ni les parois blanches, en quoi il s'éloignait ironiquement de son temps. On lui a donc assigné, pour fixer sa gloire, un hôtel du milieu du dix-septième siècle, une demeure grandiose. Mais les cheminements y ont été conçus en fonction des œuvres à exposer. Pour une fois, la maison de Picasso se plie à l'exigence de l'art, le temps du capharnaüm est fini. Mais non sans amener de multiples surprises que le savoir-faire de Dominique Bozo et de l'architecte Simounet a su ménager. Car c'est précisément l'étrange comportement de l'artiste envers ses propres travaux qui a permis ce grand, cet invraisemblable déploiement.

Rien n'aurait été possible en effet sans la donation — extraite d'un énorme héritage. Le public en a été informé en son temps par une exposition au Grand Palais (1979-1980).

(Lire la suite page 13.)

(1) On se reportera à la *Revue de l'art* nº 68 (juin 1985) : études de Jean-Pierre Babelon, Bruno Foucart, Roland Simounet.

UN RAPPORT DU COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN

France, an 2000

L'an 2000 est à la mode. Sondages d'opinion, articles de journaux, émissions de télévision y sont consacrés. Sans parler du livre de M. Laurent Fabius, attendu pour le 25 septembre et qui y fera certainement référence. Comme s'il s'agissait, en dressant ainsi le tableau des craintes et des espoirs des Français pour la fin du siècle, de dépassionner des échéances politiques prochaines et de faire le lit d'un premier ministre qui n'aura après tout dans quinze ans que l'âge actuel de... Michel Rocard.

C'est justement M. Fabius qui a demandé, en mars 1985, au Commissariat général du Plan, d'amorcer une réflexion prospective sur les principales questions qui se poseront à notre société en l'an 2000. *Faire gagner la France*, rapport du Plan, dont le supplément économique du *Monde* publie des extraits résumés par la rédaction, ne saurait être une image fidèle de ce que sera l'Hexagone dans quinze ans. Depuis ses *Réflexions pour 1985* — publiées en 1965 — le Plan sait de quelle humilité doit s'accompagner la prospective. Et il y aurait quelque contradiction à annoncer une ère de changement rapide en dressant un tableau figé de l'avenir. Mais la difficulté d'explorer le long terme ne saurait servir de prétexte pour ne rien faire.

Les experts du Plan tirent ainsi de leurs travaux quelques certitudes. Pour ne prendre qu'un exemple, le régime des retraites de la fin du siècle est déjà *« joué »*. Même si la fécondité se redressait dès demain très fortement, il n'en faudrait pas moins augmenter les cotisations de 40 % d'ici à l'an 2000 ou réduire les pensions à due concurrence.

Quels sont alors les grands domaines de changement ? En premier lieu, l'organisation de la production et sans doute de la conception même de l'entreprise. Les structures tayloriennes, mal adaptées à cette période de bouleversements, devraient éclater progressivement, au bénéfice d'organisations moins hiérarchisées. Et cette révolution de l'intelligence aura des conséquences sur la formation, les qualifications, les modes de vie.

Ces changements se produiront dans un environnement international incertain : situation des pays en développement, montée du protectionnisme, déséquilibre du financement de l'économie mondiale du fait du déficit américain, déclin possible de l'Europe. Or l'extérieur a une importance croissante : 1 % de croissance mondiale en moins, c'est six cent mille chômeurs de plus en France dans les dix ans.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 40 et, pages 35 à 37, notre dossier dans « le Monde Economie ».)

débats

Rassembler

Malgré les vicissitudes du jour, la droite comme la gauche flirtent avec l'idée de « rassembler » les Français. Pour Jean-Pierre Roux, il suffirait que la majorité d'aujourd'hui accomplisse franchement sa « révolution culturelle », et pour Huguette Bouchardeau qu'elle s'adonne moins au spectacle, écoutant les questions que les gens se posent et tentant d'y répondre. Quant à Pierre Massé, il pense que la jeunesse peut entraîner tous les Français vers des attitudes de courage et d'initiative.

Un peu d'esprit spartiate

Regarder au-delà des échéances prochaines

par PIERRE MASSÉ (*)

AU cours de la première moitié de ce siècle, la France a été engagée dans deux guerres meurtrières. Elle est sortie de la première épuisée par sa victoire et a connu vingt années d'illusions, de déceptions et de stagnation. En particulier, sa production ne dépassait pas en 1938 le niveau de 1928.

En 1940, la IIIe République a sombré sous l'humiliation de la défaite, et notre pays, durant quatre ans, a été victime d'une occupation comptant parmi les épreuves les plus sombres de son histoire.

Un sursaut national, incarné par le général de Gaulle, lui a permis de prendre part à l'écroulement du nazisme, et de retrouver sa liberté et son rang. Alors s'est développée, en même temps qu'un renouveau démographique, et en dépit de divisions politiques en métropole et d'affrontements outre-mer, une onde de croissance économique qui a duré près de trente ans, dans une démocratie libérale où règne l'Etat de droit. La production nationale a été mutipliée par plus de trois. La diffusion sociale de l'expansion, bien qu'imparfaite, a permis aux Français d'accéder aux biens matériels qui facilitent la vie et la mobilité, aux soins médicaux, à de larges congés, à des retraites honorables. Le pouvoir d'achat actuel d'un smicard dépasse celui d'un cadre moyen de 1950. Enfin, l'intelligence française a participé activement au développement de la connaissance, qui est l'un des aspects les plus positifs de notre siècle.

1974 a marqué un tournant, dû au dérèglement monétaire international, à la concurrence mondiale, au choc pétrolier. De 1974 à 1984, la production nationale s'est encore accrue, mais de plus en plus lentement. Il n'a pas été possible d'assurer simultanément l'équilibre extérieur, la progression de la demande et le financement des investissements. Des éléments importants de notre potentiel industriel se sont dégradés, et deux millions et demi de Français subissent l'épreuve, matériellement et moralement très lourde, du chômage.

Il appartiendra aux historiens de demain de replacer cette rupture, tant qualitative que quantitative, dans le contexte d'une mutation de l'économie planétaire, dont les centres d'activité se déplacent et dont le rééquilibre se dessinerait plus facilement si l'endettement international était moins lourd et la violence moins répandue, moins dévastatrice et moins aveugle. Il appartient aux citoyens d'aujourd'hui de prendre des décisions politiques difficiles.

Libre d'engagement partisan, mais animé d'une conviction profonde, je souhaite que les débats politiques soient conduits sans attaques ni outrages personnels, avec un grand respect de la véracité de l'information, et que la part de spectacle qu'ils comporteront inévitablement ne détourne pas l'attention des Français des grands problèmes qui, au-delà des échéances prochaines, commanderont leur avenir.

En cette fin de siècle et dans le monde qui l'entoure, la France sera nécessairement conduite, peut-être même sans s'en rendre compte, à prendre des décisions affectant sa liberté, son identité et son rang. Elle ne peut éviter un déclin qui, cette fois, serait irréversible, que si les Français, entraînés par une jeunesse porteuse d'avenir, se détournent de la tentation de l'indifférence et du vide, s'ils renoncent à la crispation de chacun sur des acquis menacés pour tous, s'ils entrent sans esprit de retour dans la voie de l'initiative, de la créativité et du courage, s'ils acceptent des efforts et des sacrifices partagés, si l'étendue du chômage en France et l'apparition de la famine dans les régions déshéritées du monde suscitent en eux un peu de l'esprit spartiate récemment évoqué par un grand historien.

Sur ces conditions, le consensus devrait être assez fort pour orienter l'action de tout gouvernement, quel qu'il soit.

(*) Membre de l'Institut. Ancien commissaire général au Plan.

Assez de phrases assassines

Sortir du « spectacle de variétés » politique

par HUGUETTE BOUCHARDEAU (*)

IL y a un an, Laurent Fabius se proposait de « rassembler » les Français. Et il reprenait en cela un souhait exprimé à plus d'une reprise par le président de la République. Il faut bien convenir que le rassemblement attendu n'est pas là, et que ce qu'on nomme la vie politique se nourrit aujourd'hui, en France, de plus de polémiques que de propositions constructives. Part de la réalité, part des médias dans ces feux de broussailles ? J'ai suffisamment l'expérience de ce qui « intéresse » les tréteaux politiques pour ne pas ignorer comment on sélectionne ceux qui passent au devant de la scène : un homme (une femme ?) politique a d'autant plus de chances d'être « repris » comme on dit, et donc entendu, qu'il glisse dans ses propos la phrase assassine ou le jugement implacable sur l'adversaire qui donnent du piment aux feuilletons en cours.

Est-il possible de dire aujourd'hui qu'on aimerait bien sortir des « variétés », et que la pièce qui se déroule en sous-sol mériterait un peu d'éclairage ? Le *Rainbow-Warrior* ? J'avais, au moment de l'attentat, envoyé un message de sympathie à Greenpeace. Une fois que l'on a dit, aujourd'hui, qu'il y a eu crime – comme dans tout attentat, – qu'il est normal que les responsables soient punis, qu'ajouter ?

Autre numéro préféré des variétés politiques : les supputations sur le rapport de forces qui s'établira en mars prochain et sur les différentes figures d'équilibre possibles. Avec quelques sketches supplémentaires sur l'attribution de telle ou telle tête de liste dans tel ou tel département. La manière dont peuvent fonctionner nos institutions dans un rapport de forces différent de ceux qu'a connus jusqu'ici la Ve République n'est pas un sujet sans intérêt ni sans importance ; les inquiétudes sur le fonctionnement possible de la représentation proportionnelle après vingt-cinq ans de système majoritaire méritent bien, aussi, quelque attention. Mais on voudrait y voir un peu plus de froideur et de distance, on voudrait y sentir plus assourdies les passions particulières.

Je pense, moi aussi, que le débat politique devrait se concentrer aujourd'hui sur l'important : s'interroger d'abord sur les besoins de la France et sur la crise à laquelle elle se trouve confrontée. Crise économique, vieille d'une douzaine d'années, vis-à-vis de laquelle une droite indolente n'a pas su réagir. Crise politique qui coupe le pays en deux blocs antagonistes au niveau des appareils, alors qu'à l'évidence les Français aspirent à une certaine forme de consensus. Crise sociale qui trouve son origine dans la volonté d'une caste de maintenir ses privilèges.

Des amis publient un ouvrage (1). J'ai accepté de donner une préface. J'ai accepté parce que ce livre ose écouter les questions que les gens se posent et tente d'y répondre.

Il ose, par exemple, à propos de l'école, reconnaître que la question n'est pas d'abord qu'elle soit plus ou moins privée ou publique, mais que nos enfants y soient accueillis, formés, bien préparés à la vie d'adultes.

Il ose, à propos du chômage, reconnaître que personne ne sait comment le résoudre et que la question est dès lors celle de la réinsertion de ceux qui sont exclus du monde du travail. Affirmer que la priorité doit être l'action contre l'intolérable exclusion sociale de ceux que la société expulse du monde du travail implique des solutions courageuses qui, parfois, transgressent nos idées et nos traditions forgées par des décennies de luttes ouvrières.

Alors il faut rechercher des orientations : autoriser un certain travail « hors travail », organiser un partage du travail en favorisant la réduction du temps de travail et sa flexibilité, affirmer que la modernisation de l'entreprise est essentielle et qu'elle est autant sociale (remise en cause du système hiérarchique, des modalités de formation, de promotion, de valorisation) qu'économique, tenir ensemble productivité et amélioration des conditions de travail, réhabiliter la prise de risque personnel.

Mais ces questions-là peuvent-elles être entendues par ceux qui décident des thèmes en vogue de la politique ? Elles ne permettent pas de simplifier, de caricaturer, elles s'accommodent mal des petites phrases ; elles impliquent discussion, négociations, recherche de consensus, volonté de transparence.

Et si c'était de cela qu'il faut aujourd'hui parler ?

(*) Ministre de l'environnement.

(1) Jean Mitoyen, *C'est dur d'être de gauche*, éditions Syros qui paraît ces jours-ci.

A quand l'« aggiornamento » de la gauche ?

Tendre la main à tous les républicains...

par JEAN-PIERRE ROUX (*)

L'UN des axes de la pensée qui est la nôtre est la notion d'union nationale, de rassemblement des Français pour la France. Aussi nous ne pouvons que souhaiter le consensus. Jacques Chirac n'a-t-il pas souligné récemment que *« tout ce qui va dans le sens de l'union nationale est bon »* ? Lorsque nous constatons des mesures positives allant dans ce sens, nous les appuyons d'où qu'elles viennent, y compris de nos adversaires politiques.

Mais le problème qui se pose aujourd'hui, c'est la perte de crédibilité de la « gauche ». Je ne parlerai même plus du Parti communiste français dont l'anachronisme dans une société comme la nôtre devient évident pour tous. En revanche, le Parti socialiste aurait pu, à l'image d'autres partis sociaux-démocrates accomplir un « aggiornamento » honnête devant le pays. Or, à la place de cela, nous avons eu un discours (avant 1981 et après) combinant dogmatisme et illusions et une pratique allant dans le même sens pendant les premières années du « régime rose ».

Maintenant, la pratique est plus nuancée par rapport à 1981-1983, mais cela se fait sous la forme de reniements et d'hypocrisie, non sous la forme d'une « révolution culturelle », par l'acceptation que l'espoir des Français ne réside pas dans la « révolution sociale », la « rupture avec le capitalisme », la « lutte des classes », mais dans l'union des Français autour d'une politique pragmatique, libérale et sociale.

Si cela arrivait, nous qui tendons la main à tous les républicains, nous serions prêts à œuvrer au « consensus » que nous souhaitons, pour lequel nous travaillons et que nous avons réalisé pendant la Résistance, à la Libération et en 1958.

La France mérite que son peuple s'unisse pour la servir. Que dès maintenant chaque Française, chaque Français se rassemble pour la République et pour la France, et nous verrons dans quelque temps se construire ce « consensus » qui permettra au pays de dépasser des clivages désuets et paralysants.

(*) Maire d'Avignon (RPR), conseiller général, conseiller régional, député au Parlement européen.



COURRIER DES LECTEURS

A propos des « Digressions » de M. Frank

D'une petite note destinée au « Courrier des lecteurs » relative aux « Digressions » de M. Bernard Frank publiées dans *le Monde* du 21 août 1985, M. Frank lui-même a extrait une phrase qu'il reproduit dans ses « Digressions » du mercredi 4 septembre 1985 et qui, isolée de son contexte, lui permet de se livrer à d'ironiques commentaires me faisant passer, au minimum, pour un ignorant.

Rétablissons donc ce que j'avais écrit.

Quand M. Frank affirme que si le maréchal Pétain n'avait pas demandé l'armistice en juin 1940, *« les Français laissés à eux-mêmes sans maréchal prestigieux se seraient débrouillés* (sic !), *comme ils auraient pu »*, que les quatre années de l'Occupation sont, pour nous, ce que *« les Peaux-Rouges et la guerre de Sécession »* sont à l'histoire américaine, il se livre tout bonnement à un exercice gratuit du style Café du commerce ou si le nez de Cléopâtre avait été plus long, qui s'apparente à une illusion rétrospective délirante. Qu'on délire dans des romans, soit ! Avec les faits du passé, non ! On ne badine pas avec l'histoire.

PIERRE BOURGET
Ecrivain et journaliste.

Les « muralistes » américains

A propos de l'article « Sans toit ni loi », de Jacques Siclier, publié dans *le Monde* du jeudi 29 août 1985, je me permets de vous faire remarquer que j'ai été très choquée par le qualificatif de « naïf » employé au sujet de l'art mural américain contemporain, qui fait l'objet du très beau film d'Agnès Varda *Mur, mur*. Je pense qu'il est tout à fait impropre de qualifier cet art de naïf, impliquant ainsi qu'il s'agit d'un art facile, ne nécessitant aucune formation professionnelle artistique, art à la portée de tous (...).

Agnès Varda ne rend pas magique cet art naïf, comme le dit Jacques Siclier, elle montre un phénomène qui explose depuis une quinzaine d'années dans toutes les grandes villes américaines et qui répond à un besoin profond d'humanisation de ces villes. Or, si ces peintures murales paraissent magiques, ce n'est pas seulement grâce à la caméra d'Agnès Varda, mais c'est qu'elles sont le résultat d'un effort réel de la part de peintres muralistes qui ont pour la majorité une importante formation universitaire et qui ont choisi d'offrir leur art à leurs communautés ou à leurs quartiers, cherchant le plus souvent à illustrer des luttes quotidiennes et à embellir l'environnement de tous. Citons, parmi les plus célèbres, Ray Patlan, artiste muraliste d'origine mexicaine, qui travaille en Californie depuis une trentaine d'années et qui a reçu son enseignement des plus grands maîtres du muralisme, à savoir Siqueiros lui-même. Il en est de même pour la plupart des muralistes américains. Comment parler d'« art naïf » ou de rendre magique un art naïf quand cet art est le fruit d'années entières de recherches et d'efforts ? (...)

Docteur LAURENCE MORECHAND
(Sorbonne-Nouvelle).

Contradictions

Début septembre, à « L'heure de vérité », M. Laurent Fabius nous a expliqué que deux choses étaient importantes pour l'avenir de la France : la formation des hommes et l'habitude de tout un chacun d'utiliser l'informatique.

Imaginer notre étonnement : nous sommes une société d'informatique qui a embauché en 1984 environ cent personnes, en grande majorité des jeunes diplômés, pas toujours informaticiens, que nous formons pendant trois à six mois (à temps complet) aux techniques d'aujourd'hui. Pour beaucoup d'entre eux, nous percevions jusqu'à présent de l'Etat une prime appelée « contrat emploi-formation ».

Cette prime ne couvrait évidemment qu'une partie des frais que nous engageons, elle était versée dans des délais extrêmement longs, etc. Mais enfin, le gouvernement de M. Fabius a décidé de la supprimer l'an prochain.

GERARD PHILIPPOT
(Paris.)

Le sens de la vie

A propos du texte de Stan Rougier « En panne de raisons de vivre » (*le Monde* du 3 septembre 1985), est-il indispensable pour bien vivre de croire que la vie a un « sens » ou qu'il y a des « raisons de vivre » ? Ne suffit-il pas que la vie ait du goût et que l'on ait le goût de vivre ? La vie n'a point à être justifiée. Elle est à elle-même sa propre justification. C'est pourquoi le respect de la vie est bien plus important que le sens qu'on lui donne. Les gens qui donnent un sens à la vie ne sont-ils pas trop souvent prêts à massacrer ceux qui lui donnent un autre sens.

JACQUES MADAULE.

Abattage rituel et paix publique

M. Alain Woodrow écrit dans *le Monde* du 27 août que les communautés israélites et musulmanes demandent aux autorités françaises de respecter leurs croyances en matière d'abattage rituel.

Désolé, mais c'est le contraire qui est vrai. En régime de séparation de l'Église et de l'État, il appartient aux responsables des cultes de s'assurer que ceux-ci s'exercent dans le respect des lois de police et de sûreté. Dans l'intérêt de la paix publique, et dans ce seul intérêt, les autorités peuvent leur faciliter les choses, mais sans plus.

Si, demain, des tenants de l'hindouisme s'installent massivement en France, serons-nous obligés, pour « respecter leurs croyances », de laisser déambuler les vaches dans les rues ?

J. GROSDIDIER DE MATONS
(Washington).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

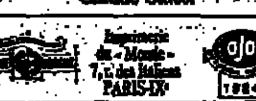
Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

DIPLOMATIE

LA PRÉPARATION DU SOMMET REAGAN-GORBATCHEV

Washington attend que Moscou précise ses propositions sur les armements stratégiques

De notre correspondant

Avec la présence aux Etats-Unis du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, la préparation du sommet qui doit réunir, en novembre, MM. Reagan et Gorbatchev, est entrée dans sa phase active. De part et d'autre, les positions restent en apparence très fermes. Dans une interview au magazine *US News and World Report*, le directeur de l'Institut soviétique sur les Etats-Unis et le Canada, M. Arbatov, a déclaré que les négociations sur le contrôle des armements *« perdraient tout leur sens »* si M. Reagan persistait à refuser toute discussion sur son Initiative de défense stratégique (IDS). A Washington, cependant, on n'exclut pas que des formules de compromis puissent être élaborées.

Washington. — La véritable ouverture du sommet américano-soviétique, prévue pour le mois de novembre à Genève, a lieu, cette semaine, aux Etats-Unis, avec deux mois d'avance. Mercredi 25 septembre à New-York, puis vendredi à Washington, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, doit rencontrer successivement MM. Shultz et Reagan, et l'on prévoit généralement que le Kremlin utilise ces entretiens pour préciser les concessions qu'il serait prêt à faire dans le cadre d'un marchandage sur le programme américain de défense antimissiles.

« Certains signes », dit-on en tout cas de très bonne source à Washington, laissent penser que telle est l'intention de Moscou. La presse américaine a, de son côté, bénéficié d'indications soviétiques allant dans le même sens. Or depuis que M. Gorbatchev a déclaré, le 3 septembre dernier, qu'il présenterait des *« propositions radicales »* de réduction du niveau des armes nucléaires offensives si les Etats-Unis acceptaient de limiter aux études en laboratoire leurs recherches sur la « guerre des étoiles », la tournure que prendra le sommet de Genève dépend très largement — quoi qu'on en dise à la Maison Blanche — de ce que signifie précisément le terme *« radical »* pour le premier secrétaire soviétique.

Dissensions

En principe, M. Reagan continue de rejeter — il l'a répété la semaine dernière — l'idée de faire de son projet une *« monnaie d'échange »*. La seule négociation qu'il accepterait devrait porter, selon lui, sur les conditions du déploiement des armes antimissiles en faveur desquelles seront poursuivies des recherches nullement limitées aux laboratoires, puisqu'elles iront jusqu'aux *« essais »* et au *« développement »*.

En réalité, le jour où seront détaillées les propositions soviétiques, les chiffres des uns et des autres compteront pourtant, car Washington ne pourrait pas, sans mal, purement et simplement repousser une possibilité de réduction du niveau des armes nucléaires au seul nom des bienfaits discutés et discutables d'un système stratégique. Outre que ce serait offrir le beau rôle à Moscou, ce serait adopter là une position difficilement tenable à terme tant l'approfondissement des difficultés économiques, dues au déficit budgétaire, et l'approche des échéances électorales de 1986 et 1988 pèseront en faveur de nouvelles limitations de l'effort de réarmement américain.

Si M. Reagan donnait l'impression, dans ces conditions, de tourner le dos à une occasion de détente dans les relations avec l'URSS, la guérilla que la Maison Blanche doit mener pour empêcher le Congrès de couper plus largement dans les dépenses du Pentagone deviendrait, demain, plus difficile encore qu'aujourd'hui. Dépendant en la matière, au Sénat, de républicains qui craignent d'y perdre leur majorité en 1986 et, à la Chambre, d'une frange de démocrates fermes sur les questions de défense, mais pas prêts à le suivre sur tout, le président américain a d'autant moins les moyens de la politique réaffirmée dans sa dernière conférence de presse que celle-ci ne fait pas l'unanimité au sein de sa propre équipe.

Le département d'Etat — c'est notoire — ne juge souhaitable la fermeté sur l'IDS que dans la mesure où elle favorise la création du rapport de forces nécessaire à la conclusion d'un accord. Mme Reagan, sans la faveur de laquelle on garde difficilement celle du président, appartient également au camp de la souplesse. Bien qu'il évite soigneusement de se laisser placer en porte à faux, par rapport à M. Reagan, son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. McFarlane, est, enfin, plus proche de M. Shultz que du secrétaire à la défense, M. Weinberger, qui, avec ses adjoints civils, personnifie le rejet de la politique de contrôle des armements.

> *Si les offres de Moscou en matière d'armements nucléaires sont assez concrètes, le président Reagan pourrait accepter de négocier sur son projet de « guerre des étoiles ».*

Bref, ce n'est pas le camp de l'intransigeance qui pèse le plus. Compte tenu du pragmatisme foncier de M. Reagan, cette situation explique que, tout en répétant qu'il ne cèdera rien sur la défense antimissiles, le président américain se soit lentement laissé entraîner dans une logique de compromis. Ce fut d'abord, à quatre mois des élections de novembre 1984, l'acceptation de l'ouverture de discussions sur les armes spatiales en compensation de la reprise, par les Soviétiques, des pourparlers sur les armes offensives, stratégiques et de moyenne portée, qu'ils avaient rompues quelques mois plus tôt. Puis il y eut l'accord donné par M. Shultz, et bruyamment dénoncé par M. Weinberger, à l'établissement, dans les négociations ouvertes à Genève depuis janvier dernier, d'une *« interrelation »* entre les questions des armes offensives (nucléaires) et défensives (antimissiles). Il y eut enfin la proposition de sommet, lancée par la Maison Blanche dès l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev, et qui oblige, par essence, sinon à définir un terrain d'entente, du moins à manifester bon sens et bonne volonté.

Il ne faudrait pourtant pas croire que M. Gorbatchev joue sur le velours. Pour tenter de limiter le défi technologique et financier que le développement de l'initiative stratégique poserait à son pays, il doit envisager des sacrifices sur le niveau d'armement atteint par l'URSS. Forcer la main à M. Reagan sur l'IDS reviendrait donc à créditer sa politique de *« paix par la force »* d'un résultat tangible. Pour avancer vers la définition d'un compromis avant que l'occasion ne s'en estompe, M. Gorbatchev a dû, aussi, dans son entretien du 3 septembre avec une délégation du Sénat américain, admettre la poursuite de la recherche fondamentale sur l'IDS, alors que Moscou demandait auparavant l'arrêt complet du programme.

Un rêve de science-fiction ?

Pour marquer de véritables points auprès du Congrès et de l'opinion occidentale et pousser M. Reagan dans ses retranchements, le « numéro un » soviétique se doit encore, cette semaine ou à bref délai, de prendre des risques en entrant dans le concret. Si les propositions qu'il formule ne sont pas suffisamment spectaculaires pour frapper les esprits et présenter de réels avantages pour les Etats-Unis, la pression s'atténuera sur M. Reagan que rien n'obligera vraiment à céder. Si, au contraire, M. Gorbatchev veut lancer une offre qui ne puisse être refusée, il lui faut accepter — et faire accepter par ses militaires, souligne-t-on à Washington — d'abandonner des avantages bien réels (en armes existantes) contre l'éloignement dans le temps d'une menace qui pourrait, au bout du compte, se révéler n'être qu'un rêve de science-fiction.

Sur cette toile de fond, il y a une certaine logique à envisager, comme on le fait souvent à Washington, que le sommet puisse se solder par un échec, mais un échec suffisamment habillé d'accords mineurs (sur les relations culturelles et scientifiques ou, plus important, l'institutionnalisation des conversations bilatérales sur les crises régionales) pour laisser la porte ouverte à la recherche d'un compromis. Auquel cas, toute la question serait de parvenir à une définition commune et acceptable pour les deux parties du mot « essai » : du stade, autrement dit, qui suit la recherche et précède la capacité de production en série et, donc, de déploiement.

Ardue, la définition des mots est un travail auquel excellent les diplomates et, optimiste, M. McFarlane affirmait dimanche à la télévision qu'un accord, fondé sur une « combinaison » d'armes offensives et défensives, était possible dans l'année.

BERNARD GUETTA.

Le traité de non-prolifération nucléaire a été reconduit

Nations unies (Genève) *(AFP)*. — La conférence chargée de « revoir » le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) tous les cinq ans s'est séparée, samedi 21 septembre, à Genève, après l'avoir reconduit sans changement.

Elle a cependant adopté par consensus, c'est-à-dire sans vote, un long texte final recommandant notamment l'ouverture *« le plus rapidement possible de négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire »*, l'ouverture de négociations pour un traité interdisant tous les essais nucléaires (actuellement les essais souterrains sont encore autorisés) et un moratoire sur les essais en attendant qu'intervienne un traité les interdisant complètement.

Le texte condamne par ailleurs Israël pour avoir bombardé la centrale nucléaire de Tammouz en 1981, et exige de l'Afrique du Sud qu'elle renonce clairement à l'arme nucléaire en se joignant au TNP.

La conférence n'a en revanche pas pu se mettre d'accord sur deux textes antagonistes de l'Irak et de l'Iran s'accusant mutuellement de vouloir détruire les installations nucléaires de l'autre. Ces deux textes ont été simplement ajoutés en annexe à un document final de la conférence après une nuit de vains conciliabules.

Cette conférence de « révision » a lieu tous les cinq ans depuis l'entrée en vigueur du traité en 1970. Celle qui s'est terminée samedi s'était ouverte le 27 août dernier, sous les auspices de l'ONU.

Le traité a une double vocation : éviter la prolifération « horizontale » de l'arme nucléaire, c'est-à-dire sa possession par un nombre de pays de plus en plus grand, et la prolifération « verticale », qui est la conséquence de la course aux armements des pays qui possèdent déjà l'arme nucléaire.

La plupart des délégués reconnaissaient que sur le premier point, le traité a plutôt bien fonctionné, grâce notamment aux efforts de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et le nombre des pays détenteurs de la bombe reste stable. Par contre, sur le deuxième point, ils notent au contraire que la course aux armements nucléaires, chez les pays détenteurs, s'est accélérée au cours des dernières années et que, de ce point de vue, le traité est un échec.

Par ailleurs, ces milieux ont remarqué avec satisfaction que l'URSS et les Etats-Unis ont soigneusement évité de faire de la conférence un nouveau champ d'affrontement et que les rapports entre les deux délégations *« ont été bons et dépourvus de toute polémique »*.

Le bilan économique de la tournée européenne de M. Alfonsin est maigre

Le président argentin, Raul Alfonsin, a terminé, samedi 21 septembre à Toulouse, une tournée européenne d'une semaine en Yougoslavie, en RFA et en France, au cours de laquelle il a obtenu des promesses d'investissements pour son pays lourdement endetté.

M. Alfonsin, qui était accompagné de son ministre de l'économie, M. Juan Sourrouille, et de l'élite industrielle argentine, a lancé un pressant appel aux investissements étrangers, qui seront *« protégés et garantis comme s'il s'agissait d'investissements argentins »*.

En Allemagne fédérale, il a obtenu des projets d'investissements pour 600 à 800 millions de dollars. En France, un accord-cadre a été signé pour une coopération économique, industrielle et financière qui sera concrétisée en janvier 1986, lors de la prochaine réunion de la commission mixte franco-argentine.

Mais les investisseurs français sont réticents à s'installer dans un pays où les prix sont bloqués, bien que M. Sourrouille leur ait promis que son gouvernement y mettrait fin *« le plus vite possible »*. Ils ont toutefois été impressionnés par le plan d'austérité imposé en juin dernier aux Argentins, et qui a déjà réussi à faire tomber le taux d'inflation mensuel de 30 % à 3 % par mois.

L'hyper-inflation (900 % en 1984) a été endiguée, mais le problème de la dette extérieure (48 milliards de dollars) reste entier. Bonn a proposé à Buenos-Aires de rééchelonner une fraction de sa dette à la RFA. Et, à Paris, M. Alfonsin s'est félicité de l'attitude conciliante de M. Mitterrand sur cette question. Le président français *« a clairement dit qu'il fallait envisager d'une autre manière le problème de la dette latino-américaine, et cela est positif »*, a déclaré M. Alfonsin.

Les Argentins et les Français sont donc d'accord sur les principes, même si des divergences apparaissent. Ainsi Mme Édith Cresson, ministre français du commerce extérieur, a rappellé au ministre de l'économie argentin, qui se plaignait du *« protectionnisme »* de la CEE, que la Communauté européenne était le premier importateur agricole mondial et le quatrième client de l'agriculture argentine.

ASIE

Chine

Le « rajeunissement » du comité central se traduit par l'entrée de 56 membres

De notre correspondant

Pékin. — La conférence nationale du PC chinois a élu dimanche 22 septembre, *« à bulletin secret »* les nouveaux membres des organes centraux — comité central, commission des conseillers, commission de discipline — avant de clore ses travaux ce lundi matin. Cinquante-six titulaires entrent ainsi au comité central (dont vingt-sept anciens suppléants) et trente-cinq militants deviennent suppléants, ce qui remplace exactement les vétérans qui avaient démissionné la semaine dernière (1).

L'entrée de ces nouveaux membres au Parlement du parti confirme les déclarations des dirigeants sur le rajeunissement et sur la nécessité de promouvoir des personnes qualifiées. La moyenne d'âge des nouveaux élus est de cinquante ans, et 76 % d'entre eux ont eu une éducation supérieure. Ils représentent la nouvelle vague de jeunes cadres responsables nommés depuis le douzième congrès du PCC en 1982, et plus particulièrement depuis un an.

Ainsi trouve-t-on parmi les nouveaux promus au comité central :

— Onze ministre comme titulaires (dont les nouveaux responsables de la police et du contre-espionnage) et trois comme suppléants ; deux vice-ministres (dont le numéro deux des affaires étrangères, M. Qian Qichen) sont élus titulaires et un suppléant ;

— Trois responsables de départements dépendant du comité central : organisation, propagande et relations internationales (2) ;

— Treize secrétaires provinciaux du parti. Tous ceux-ci sont désormais au comité central ;

— Neuf gouverneurs de province comme titulaires et deux suppléants. Sept gouverneurs (sur vingt-neuf) ne sont pas des membres du comité central et trois ne sont que suppléants ;

— Quatre des sept chefs des nouvelles régions militaires, les trois autres étant déjà membres du comité central. Par contre, deux des commissaires politiques ne sont pas promus et un est élu suppléant ;

— Le nouveau commandant en chef de l'armée de l'air et un chef d'état-major adjoint des forces armées.

Le rajeunissement est donc incontestable. Mais ces remplacements ne semblent pas s'être faits sans marchandages. Ainsi le maréchal Ye Jianying a-t-il quitté le bureau politique, mais son fils, Ye Xuanping, gouverneur de la province de Canton, et son gendre Zhou Jiahua, ministre de l'industrie de l'armement, entrent au comité central. Le général Li Desheng, démissionnaire, voit entrer au comité central plusieurs de ses anciens adjoints de la région militaire de Shenyang (Mandchourie). Quatre des dix démissionnaires du Politburo entrent à la commission des conseillers (vétérans) : MM. Wang Zhen, Li Desheng, Song Renqiong et Zhang Tingfa. Parmi les six autres, cinq conservent d'importantes positions.

L'avant-dernière étape de cette opération destinée à la fois à moderniser l'équipe dirigeante et à consolider l'emprise de M. Deng Xiaoping et de ses partisans sur le parti est donc achevée. Reste, pour connaître le nouvel équilibre des pouvoirs, à attendre la publication prochaine de la liste des nouveaux membres du bureau politique et du secrétariat du PC. Ce sera chose faite de l'issue du cinquième plénum qui doit se réunir incessamment.

PATRICE DE BEER.

(1) Cinquante-six nouveaux entrent à la commission des conseillers, qui compte désormais cent quatre-vingt-deux membres (plus dix), et trente et un à la commission de discipline.

(2) Le nouveau chef de la propagande, M. Zhu Houze, avait remplacé, en juillet, M. Deng Liqun, très engagé dans la campagne contre la *« pollution spirituelle »* (1983).

Inde

A LA VEILLE DES ÉLECTIONS AU PENDJAB

Attentat et arrestations à New-Delhi

De notre correspondant

New-Delhi. — Jour J moins 3, le sang a coulé. A soixante-douze heures des élections générales au Pendjab, l'Etat des sikhs demeure à peu près calme, et c'est à New-Delhi que les terroristes ont apparemment décidé de frapper. Une « bombe-transistor », du type de celles qui avaient fait quatre-vingts morts, en mai dernier, a explosé dimanche dans un quartier populaire de la capitale, déchiquetant trois personnes. Deux autres engins piégés ont été découverts peu après, aux alentours de la gare centrale du vieux Delhi.

Dès l'annonce de l'attentat, dimanche matin 22 septembre, la radiotélévision officielle a interrompu ses programmes et invité la population à ne se saisir d'aucun objet suspect dans la ville et à alerter la police en cas de découverte douteuse. Comme à l'accoutumée, ces avertissements ont amplifié l'inquiétude du public.

Les quelque deux mille personnalités qui bénéficient d'une protection rapprochée dans la capitale ont vu leur sécurité immédiatement renforcée, et des barrières métalliques ont été dressées autour des résidences de certains notables. La police aurait arrêté trois suspects.

A la veille du week-end, une centaine de sikhs, parmi lesquels des militaires, des fonctionnaires, des hommes d'affaires et quelques politiciens avaient été appréhendés pour interrogatoire dans la capitale. Selon les autorités, qui ont notamment investi quatre grands *gurdwaras* (temples sikhs) de la ville au cours du raid, *« une grande quantité de littérature séparatiste et d'utiles carnets d'adresses »* ont été saisis. L'opération, officiellement, visait à faire avancer l'enquête concernant l'assassinat de deux politiciens hindous ces dernières semaines (Lalit Maken et Arjun Dass).

Il s'agit aussi, bien entendu, de maintenir la pression sur les extrémistes sikhs de manière à prévenir tout attentat pouvant empêcher le bon déroulement des élections au Pendjab. Cet Etat est étroitement quadrillé, et il n'est pas impossible, d'après les autorités, que les terroristes décident de frapper à New-Delhi plutôt que dans les villes très protégées d'Amritsar ou de Chandigarh. L'objectif des extrémistes est de dissuader, y compris par le recours à la terreur, les électeurs pendjabis de se rendre, mercredi, aux urnes.

PATRICE CLAUDE.

PROCHE-ORIENT

Liban

Violents affrontements à Beyrouth-Ouest entre « alliés » islamiques

De notre correspondant

Beyrouth. – Apre bataille de rues entre « alliés » à Beyrouth-Ouest, dimanche soir, bataille rangée entre pro-Syriens et *Arafatistes à Tripoli* depuis plus d'une semaine : le « camp islamique » dans toutes ses composantes – chiites contre druzes et sunnites à Beyrouth, sunnites contre alaouites à Tripoli – est la proie de violents déchirements.

Les affrontements de dimanche soir à Beyrouth, qui se sont poursuivis jusqu'aux petites heures de ce lundi, opposaient le PSP de M. Walid Joumblatt au mouvement Amal de M. Nabih Berri. Si ce dernier peut à juste titre être qualifié de chiite, il est devenu abusif de considérer le PSP comme druze, du moins à Beyrouth. La milice de M. Joumblatt l'est encore en montagne, mais dans la capitale elle s'est grossie d'un apport de combattants violemment antichiites n'ayant plus de milice propre où s'enrôler et même de Kurdes non Libanais.

Ce ne sont pas les premiers affrontements du genre et les escarmouches entre les deux milices dont les positions se chevauchent et s'entrecroisent à tous les coins de rues du secteur musulman de la *capitale, sont quasi quotidiennes.* Les principales batailles antérieures ont été invariablement suivies de la réaffirmation d'une alliance « indéfectible » et « stratégique » entre elles. En vain. Malgré l'exaspération de la population de Beyrouth-Ouest, à maintes reprises nettement exprimée par le mufti et les assises islamiques, hautes instances du sunnisme, malgré la constitution d'un comité de sécurité chapeauté par les officiers syriens, les incidents recommencent aussitôt la bataille arrêtée.

Cent cinquante morts à Tripoli

Ainsi en a-t-il été dimanche soir. Double circonstance aggravante : d'une part, pour la première fois, les mortiers et canons – des chars notamment de la part d'Amal qui en a reçus de Syrie – ont été utilisés par les alliés-ennemis ; d'autre part, les deux milices se battaient à Beyrouth alors que leurs chefs, MM. Berri et Joumblatt, étaient réunis à Damas pour définir une position commune en vue d'une négociation avec leurs ennemis, déclarés ceux-là, du camp chrétien, les Forces libanaises récemment « récupérées » par les autorités syriennes.

A Tripoli, la guerre à épisodes entre le MUI (Mouvement de l'unification islamique), intégriste sunnite ayant des liens étroits avec la tendance arafiste des Palestiniens et le PAD (Parti arabe démocratique), dont l'ossature est constituée d'alaouites, et qui s'appuie sur l'armée syrienne présente autour de Tripoli, a atteint une violence inégalée. Les combats n'ont pas connu de trêve depuis huit jours. Les morts recensés dépassent cent cinquante et les blessés approchent les cinq cents.

Damas accuse les « *bandes d'Arafat* » d'être responsables de la bataille de Tripoli. Mais, partie implicite au conflit, la Syrie y joue aussi le rôle de médiateur, ses officiers étant membres, là également, d'une commission locale de sécurité. Les pro-Syriens ont fait monter les enchères politiques en posant cinq conditions à une reprise du dialogue, axée sur l'éviction des hommes de M. Yasser Arafat de la ville du Liban nord et de son port

LUCIEN GEORGE.

M. Dumas a bon espoir en une prochaine libération des otages français

M. Roland Dumas, ministre français des relations extérieures, a indiqué dimanche 22 septembre au micro de Radio-Monte-Carlo qu'il avait bon espoir que les négociations en vue de la libération des otages français détenus au Liban finiraient par aboutir, « *peut-être même à une date assez rapprochée* ».

Il s'est toutefois refusé à révéler la nature des négociations en cours, admettant malgré tout qu'un des problèmes posés était celui de la libération par les Israéliens des prisonniers chiites du camp d'Atlit.

« *Il nous revient qu'un certain nombre de prisonniers n'auraient pas été libérés, ce qui a servi de prétexte à retarder la libération de nos compatriotes ; c'est un point que nous sommes en train de vérifier* », a-t-il dit.

Interrogé sur la prochaine visite à Paris du numéro un soviétique M. Mikaïl Gorbatchev, M. Dumas a souligné que ce premier voyage officiel en Occident « *est une marque de considération à l'égard de la France* ».

M. Dumas a réaffirmé la position française concernant à la fois la « guerre des étoiles » et l'équilibre des forces. « *La France*, a-t-il dit, *considère que cet équilibre a été le meilleur gage de paix au cours des quarante dernières années et qu'il ne faut pas démanteler ce dispositif (...). Elle est d'accord pour la réduction des armements au plus bas niveau et elle condamne tout ce qui pourrait conduire à un surarmement, notammment dans l'espace.* »

Il a ajouté que l'appartenance à l'alliance atlantique de la France, qui refuse de se déterminer par rapport à tel ou tel bloc, « *ne peut faire l'objet d'aucune discussion, d'aucun marchandage (...). Le fait que la France soit un allié fidèle, personne n'en doute. Même pas les Soviétiques. Mais que la France ait une vue personnelle, originale et indépendante sur les problèmes de sécurité dans le monde, les rapports Est-Ouest et sur la défense, personne n'en doute non plus* », a-t-il dit.

LA GUERRE DU GOLFE

Le président Khamenei réitère sa menace de fermer le détroit d'Ormuz

Téhéran, *(AFP.)* – Le président iranien Ali Khamenei a averti une nouvelle fois, dimanche 22 septembre, que, si les attaques irakiennes sur les « *installations pétrollères iraniennes* » conduisaient à une interruption des exportations de pétrole de la République islamique, « *l'Iran interdirait, de toutes ses forces, le détroit d'Ormuz à tous les pays exportateurs de pétrole de la région* ».

Le chef de l'Etat iranien, qui est également chef du Conseil supérieur de défense, a lancé cet avertissement au cours d'un défilé militaire à l'ouest de Téhéran, marquant le début de la « *semaine de la guerre* », à l'occasion du cinquième anniversaire du conflit irako-iranien.

Le président de la République islamique a ajouté que l'Iran continuerait de répondre aux attaques de l'Irak sur ses installations pétrolières dans le Golfe « *par des coups portés aux installations économiques irakiennes* ». Il a toutefois souligné que ce type de riposte durera aussi longtemps que les exportations de pétrole iranien ne seront pas arrêtées.

Il s'agit de la première réaction officielle de Téhéran à l'annonce – de différentes sources indépendantes – que le terminal pétrolier de Kharg pourrait être hors d'état de fonctionner par suite des bombardements irakiens de jeudi dernier.

Jusqu'à présent, les autorités iraniennes étaient restées silencieuses, se contentant d'annoncer la mort jeudi de deux marins coréens au cours de l'attaque irakienne d'un pétrolier à l'ouest de Kharg. Ce silence avait été interprété par les milieux compétents de la capitale iranienne comme une indication de la gravité des dégâts occasionnés au terminal. En effet, Téhéran annonce, en cas d'échec des bombardements irakiens, que les bombes sont tombées dans la mer ou sur les rochers.

Si les capacités d'exportation de l'île de Kharg – par où transite 90 % du million et demi de barils/jour que représentent les exportations iraniennes – sont « *considérablement réduites* », comme le laisse entendre samedi la *Lloyd's List*, quotidien de la compagnie d'assurance maritime londonienne, la République islamique verrait alors sa capacité financière à poursuivre une guerre longue fortement entamée.

Le conflit épuise en effet de 30 à 50 % des revenus du pétrole iranien, évalués au total entre 17 et 19 milliards de dollars par an, selon des estimations de sources diplomatiques occidentales à Téhéran.

Israël

Jérusalem condamne la prochaine rencontre entre Mme Thatcher et deux membres de l'OLP

De notre correspondant

Jérusalem. – Mme Thatcher n'a pas la cote en Israël. En moins d'une semaine, le gouvernement britannique a pris deux décisions qui irritent et inquiètent les dirigeants de l'Etat hébreu, alimentant une nouvelle fois un sentiment latent anti-anglais, toujours prompt pour des raisons historiques à resurgir : la conclusion d'un accord de principe pour la livraison à l'armée de l'air saoudienne de quarante-huit chasseurs-bombardiers Tornado; l'annonce d'une prochaine rencontre à Londres entre Mme Thatcher et une délégation jordano-palestinienne comprenant deux responsables de l'OLP.

La double initiative britannique était en tête de l'ordre du jour du conseil des ministres dominical à Jérusalem. M. Shimon Pérès a indiqué avoir reçu un message de Mme Thatcher où celle-ci l'informait de la prochaine rencontre de Londres. Le premier ministre israélien a précisé que sa réponse prendrait la forme d'une protestation « *contre les ventes d'armes britanniques à la Jordanie et à l'Arabie saoudite, deux pays toujours officiellement en guerre avec l'Etat juif* ». « *Ces ventes*, ajoute M. Pérès, *interviennent à un moment où la Grande-Bretagne se montre très vigilante au sujet des ventes d'armes susceptibles, selon elle, d'affecter sa sécurité* » (il s'agit d'une allusion aux fournitures d'armes à l'Argentine).

Pour M. Pérès, il est en outre « *difficile de comprendre que Mme Thatcher s'apprête à rencontrer des membres d'une organisation engagée dans des activités terroristes alors qu'elle affirme elle-même s'opposer à toute concession au terrorisme* ». Les deux responsables palestiniens qui feront le voyage de Londres sont M. Mohamed Milhem, ancien maire de Khalhoul (Cisjordanie), expulsé en 1980, et Mgr Elias Khoury. Le premier est l'un des quinze membres du comité exécutif de l'OLP; le second appartient au Conseil national palestinien, le « Parlement » de l'OLP.

Les Israéliens redoutent que Mme Thatcher, *premier dirigeant* occidental à recevoir une délégation jordano-palestinienne, montre ainsi l'exemple aux Américains. Le précédent de Londres, craint-on à Jérusalem, ouvrirait plus facilement la voie à une rencontre similaire au département d'Etat. Comparant Mme Thatcher à Neville Chamberlain, un député travailliste, M. Amnon Linn, a accusé le premier ministre britannique de « *fermer les yeux sur les plans de l'OLP visant à liquider Israël* ». La presse israélienne publie en bonne place les condamnations de la prochaine rencontre par la communauté juive de Grande-Bretagne.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ECHEC D'UNE MANIFESTATION DES PARTISANS DU RABBIN KAHANE PRÈS DE TEL-AVIV

Jérusalem *(AFP, AP)*. – Plusieurs milliers d'Israéliens ont répondu aux appels de diverses organisations pacifiques en se réunissant dimanche soir 22 septembre à Guivataim (sud de Tel-Aviv) pour *empêcher la tenue sur place* d'une manifestation légale organisée par le rabbin Meir Kahane, député du Parti pacifiste anti-arabe Kach.

Accompagné de quelque deux cents de ses partisans, le rabbin Kahane a vainement tenté de se faire entendre et de lancer une violente diatribe contre le président israélien, M. Haim Herzog, qui avait récemment exprimé sa « *répulsion* » à l'égard du « *mouvement fasciste Kach* ».

Les slogans et les appels à la haine anti-arabe du rabbin Kahane ont été étouffés par les huées de la foule, dans laquelle on pouvait remarquer de nombreux artistes et intellectuels. Bombardé de tomates et d'œufs, le rabbin Kahane a crié aux manifestants : « *Nous ne détestons pas les Arabes, mais vous détestez les juifs ! Quand nous serons au pouvoir, nous saurons comment nous occuper de vous !* »

Le maire de Guivataim s'est félicité de cette « *victoire de la démocratie israélienne* ». (...) *Cet événement doit être commémoré. Je suggère que la place centrale de notre ville s'appelle dorénavant place de la Démocratie* », a-t-il ajouté.

AFRIQUE

Les conflits en Angola

- *Les forces sud-africaines ont achevé leur retrait*
- *Forte offensive des troupes gouvernementales contre l'UNITA*

Les forces sud-africaines ont achevé leur « *mission* » dans le sud de l'Angola, *commencée le 16 septembre*, et qualifiée de « *poursuite à chaud* » contre les maquisards namibiens de la SWAPO, et ont regagné leurs bases en Namibie, a annoncé, dimanche 22 septembre, à Windhoek, le général George Meiring, commandant en chef des forces sud-africaines du Sud-Ouest africain. « *Depuis lundi dernier*, a-t-il précisé, *15 terroristes de la SWAPO ont été tués.* » Neuf accrochages ont eu lieu contre les maquisards et 49 d'entre eux ont *été faits prisonniers*. « *32 agents entraînés localement et détenteurs d'explosifs ont été capturés*, a indiqué le général Meiring. *17 autres, qui faisaient partie d'un réseau de renseignement et avaient ordre de transporter des explosifs ont aussi été faits prisonniers.* »

Les opérations militaires sud-africaines ont été concentrées aux environs de Nehome et Evale, à une centaine de kilomètres à l'intérieur du territoire angolais. Les forces de Pretoria, composées d'environ 500 hommes, n'ont subi aucune perte, a précisé le général Meiring. Elles ont, en outre, saisi 384 kilos d'explosifs découverts dans quatre dépôts distincts.

De son côté, le gouvernement angolais avait indiqué dès le début de l'opération que celle-ci avait pour but de venir en aide aux rebelles angolais de l'UNITA, le mouvement de M. Jonas Savimbi, qui se heurte à une offensive des troupes de Luanda dans le sud-est du pays. Celles-ci ont apparemment remporté plusieurs succès militaires, notamment dans la province de Moxico, où, au terme d'une bataille de cinquante-deux jours, l'état-major de l'UNITA a donné à ses troupes l'ordre d'évacuer la ville de Cazombo, que les rebelles angolais détenaient jusque-là

Des Soviétiques au combat

Samedi 21 septembre, à Jamba, M. Jonas Savimbi a déclaré au cours d'une conférence de presse : « *Si nous étions obligés d'évacuer Jamba, notre quartier général de brousse, nous reconstruirions un deuxième Jamba.* » Il a cependant affirmé que l'offensive angolaise a été stoppée par les troupes de l'UNITA à 200 kilomètres de Jamba. M. Savimbi a, d'autre part, indiqué que, pour la première fois, des Soviétiques avaient participé aux combats en assurant le commandement tactique de diverses unités.

L'offensive « en tenailles » des forces gouvernementales aurait également été stoppée à 28 kilomètres au nord de Mavinga, autre base de l'UNITA située à 225 kilomètres au nord de Jamba, où de violents combats continuaient vendredi, a assuré M. Savimbi. Jusqu'à présent, 150 combattants de l'UNITA ont été tués, 630 blessés et 15 on été portés disparus, a-t-il précisé, ajoutant que l'UNITA a tué 1 200 soldats angolais, 3 soviétiques et 18 cubains. L'UNITA aurait également abattu 4 chasseurs Mig.

A Luanda, la presse officielle angolaise a vivement condamné, samedi, la reconnaissance officielle par Pretoria de l'aide que l'Afrique du Sud fournit à l'UNITA. Vendredi, le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan, avait, pour la première fois, reconnu que *son gouvernement* « *s'est engagé à fournir de l'aide à l'UNITA tant qu'il y aura en Angola des forces étrangères* ». Le quotidien *Jornal de Angola* souligne qu'il s'agit d'un « *aveu définitif que le déclenchement de l'agression actuelle dans la province de Kuando-Kubango* (sud-est du pays) *est destinée à répondre aux difficultés rencontrées par leurs protégés de l'UNITA face à l'offensive des forces armées angolaises* ».

Enfin, à Moscou, dans une première réaction officielle, l'agence Tass « *condamne résolument l'agression criminelle perpétrée par la République sud-africaine* » contre l'Angola. Moscou « *exige la cessation immédiate et totale des hostilités* » et réclame l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de « *mesures efficaces contre l'agresseur* ». – *(AFP, Reuter.)*

République sud-africaine

Constitution d'une « alliance » réformiste pour abolir l'apartheid « sans violence »

Environ 150 représentants de plus de 50 organisations réformistes sud-africaines ont décidé, samedi 21 septembre, de constituer une « alliance » qui cherchera à réunir une « convention nationale » afin de promouvoir le dialogue entre toutes les forces politiques du pays et tenter d'« *abolir l'apartheid sans violence* ». Parmi les délégués, en majorité blancs, figuraient certains hommes d'affaires qui ont rencontré, la semaine dernière à Lusaka, les dirigeants en exil de l'ANC (Congrès national africain), des dignitaires religieux comme le cardinal de Durban, Mgr Denis Hurley, des universitaires, ainsi que des dirigeants noirs des bantoustans. Le Front démocratique uni (UDF, principale force légale anti-apartheid) n'était pas représenté à cette réunion, qui s'est déroulée à Johannesburg.

Des incidents se sont, en outre, produits samedi dans une banlieue noire du Cap, aux funérailles de 8 des 42 victimes des récentes émeutes dans cette ville. La police a tiré des balles de caoutchouc pour disperser la foule, estimée à 40 000 personnes, qui assistait aux obsèques.

Dans la cité noire de Kwazakele, près de Port-Elizabeth, sur la côte est, des émeutes ont éclaté, et un Noir a été brûlé vif après que sa maison eut été incendiée vendredi soir. M. Louis Le Grange, ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, a déclaré le même jour qu'il ne saurait accepter un accroissement de la répression contre les émeutiers, car celle-ci, a-t-il dit, entraînerait de nouvelles victimes. M. Le Grange répondait à une demande en ce sens que lui ont faite les délégués du Congrès de la section du Transvaal du Parti national (au pouvoir). Le ministre de la loi et de l'ordre a indiqué que quelque 670 Sud-Africains ont été tués en quinze mois d'émeutes, et 2 500 autres blessés. Onze policiers ont trouvé la mort, 350 ont été blessés, tandis que 420 autres ont été chassés de leur maison. En outre, 10 000 personnes ont été arrêtées au cours de cette période. « *Imaginez le travail administratif que cela a entraîné !* », a ajouté le ministre. – *(AFP, Reuter.)*

Soudan

VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE FRÈRES MUSULMANS ET SUDISTES A KHARTOUM

4 morts, plus de 50 blessés

Les violents affrontements de samedi matin 21 septembre à Khartoum entre adversaires et partisans du colonel sudiste John Garang ont fait quatre morts et une cinquantaine de blessés graves parmi les manifestants, selon un bilan obtenu de source occidentale dans la capitale soudanaise.

Deux des manifestants ont été tués par balles et deux à l'arme blanche. La plupart des blessés sont grièvement atteints. Selon la même source, la police a procédé à des arrestations, mais on ignore le nombre des personnes appréhendées.

Le calme est revenu samedi en début d'après-midi à Khartoum, mais d'importantes forces de police sont toujours en place dans les rues et aux points stratégiques de la capitale. Les policiers des brigades anti-émeutes sont armés de boucliers, de matraques et de mitraillettes.

Les Frères musulmans, selon la police soudanaise, avaient sollicité jeudi l'autorisation de manifester samedi pour protester contre l'offensive en cours des rebelles dirigés par le colonel John Garang contre deux localités du Soudan du Sud, Nasir et Bor, respectivement au sud-est et au sud du pays. Les autorités avaient refusé d'autoriser cette manifestation, qui a dégénéré en violents affrontements entre partisans et adversaires du colonel Garang. – *(AFP.)*

LE CONFLIT DU SAHARA

Le Front Polisario dément être l'auteur de l'attaque contre deux bateaux espagnols

Le Front Polisario a démenti, dimanche 22 septembre, à Paris, avoir revendiqué l'attaque, la veille, d'un patrouilleur et d'un chalutier espagnols au large des côtes de l'ancien Sahara espagnol. Affrontement au cours duquel un officier marinier espagnol a trouvé la mort.

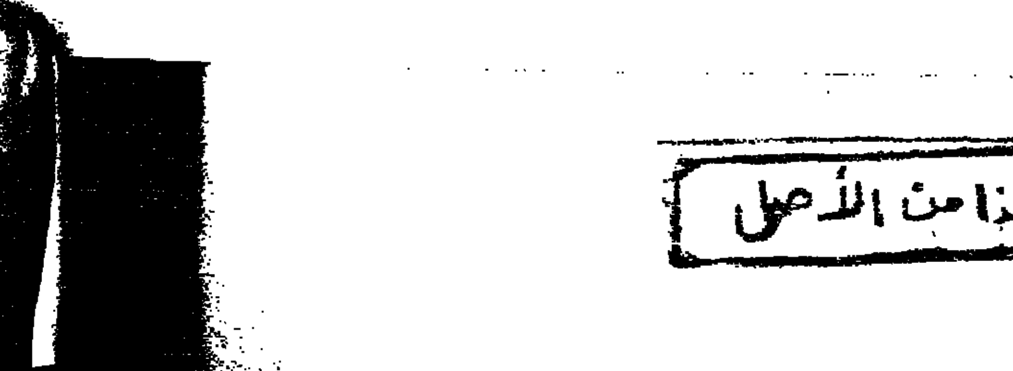
La radio maritime espagnole Onda Pesquera avait auparavant déclaré avoir reçu de Paris un appel téléphonique revendiquant l'attaque au nom du Front, qui lutte depuis neuf ans pour l'indépendance de l'ancien Sahara espagnol.

« (...) *A aucun moment la représentation du Front Polisario en France n'a formulé de telles allégations. Cette odieuse et vaine manœuvre, qui est l'œuvre des services policiers marocains, est destinée à ternir l'image de marque du Front Polisario*, précise le communiqué du Front.

Dans la matinée, l'Espagne a annoncé qu'elle riposterait durement aux attaques de samedi, et a réclamé la libération immédiate de sept marins-pêcheurs du chalutier *Junquito* portés disparus.

« *Le gouvernement agira avec sévérité dès que les auteurs seront connus, et tirera les conséquences politiques d'une action aussi inqualifiable* », a précisé un communiqué du ministère des affaires étrangères à Madrid,CC1455 où cette affaire a provoqué un très vif émoi.

Il était environ 22 h 30, vendredi soir, lorsque le chalutier *Junquito*, qui pêchait dans les eaux de Cabo Blanco, non loin de la frontière mauritanienne, a été attaqué. Alertés par ses signaux de détresse, des chalutiers se sont rendus sur les lieux. Le *Junquito* était en flammes et ses sept hommes d'équipage avaient disparu tout comme les embarcations de sauvetage. Sur le pont : des traces de sang et des douilles ainsi que des fragments de grenades antichar. Les attaquants ont récidivé le lendemain en mitraillant, depuis la côte, un patrouilleur de l'armée espagnole, le *Tagomago*, qui participait aux recherches des disparus, accompagné d'un remorqueur. Le caporal José Manuel Castro, dix-huit ans, tué dans l'attaque, est le premier soldat espagnol à trouver la mort dans une action de guerre depuis le retrait espagnol du Sahara en 1976. – *(AFP, Reuter.)*



GOUPIL G4

MAINTENANT C'EST EVIDENT

Le groupe français SMT constate aujourd'hui le succès éclatant de sa nouvelle gamme G4, totalement compatible et surpuissante, orientée réseaux de communication et besoins des grandes entreprises. ■

COMPATIBILITÉ ET PERFORMANCES : MAINTENANT C'EST L'IDEAL

Les avis sont aujourd'hui unanimes :

plus performant et plus rapide, c'est très difficile : le Goupil G4 laisse loin derrière lui les principaux PC du marché, tous les logiciels standard fonctionnant de deux à cinq fois plus vite sur G4 que sur un simple PC ;

plus compatible, c'est encore plus difficile aujourd'hui, tant sur le plan du hardware que du software, tous les tests spécialisés l'ont démontré clairement ;

plus attirant et plus "classe", c'est là tout à fait impossible : le design du G4 est indiscuté et a déjà été primé pour ses qualités ergonomiques et esthétiques.

Il semble donc qu'avec la gamme Goupil G4, les managers d'aujourd'hui trouvent les produits professionnels, performants et sûrs, dont ils pourront être parfaitement satisfaits pendant de longues années. ■

RESEAUX LOCAUX : SÉCURITÉ ET AVANCE TECHNOLOGIQUE

"MS/net (Microsoft ©) est aujourd'hui le standard mondial de réseau local pour micro-ordinateurs, aime à répéter Jean-François Vaysset, Directeur du Développement du groupe SMT, et c'est pourquoi nous l'avons retenu et que nous l'installons depuis mars 1985."

Le groupe SMT a été en effet le second constructeur mondial à proposer MS/net au travers de son réseau GOUPILnet (jusqu'à 64 G3PC ou G4 compatibles sur une paire torsadée de 1200 mètres).

Marquant ainsi sa compétence dans ce domaine et l'importance de sa collaboration avec les équipes de Microsoft, il apporte à ses grands clients une solution sûre pour le court et le moyen terme. ■

CONNEXION AUX GRANDS SITES : SANS SURPRISE

En tout état de cause, la communication d'entreprise reste l'axe stratégique privilégié du groupe qui propose de nombreuses solutions professionnelles dans les domaines des microserveurs vidéotex (en liaison avec la société Méta-Vidéotex) et du télétex. En outre, la SMT et ses équipes Télécommunications offrent toutes les solutions constructeur de connexion, directe ou en grappe, aux grands sites :

VIP 7700, Questar, BSC 2780 et 3270, SNA 3270 et 5251, DSA et X25...

SMT et Goupil, maintenant, c'est évident. ■

LA CONVIVIALITÉ : UN AVANTAGE DÉCISIF.

Super-machine, le Goupil G4 est équipé en standard de l'intégrateur graphique Windows (Microsoft ©) et devient ainsi, immédiatement, le compatible le plus convivial. C'est en effet le 9 mai dernier, au cours d'une réunion au Pré Catelan, que Bill Gates et Claude Perdrillat, Présidents de Microsoft et de Goupil, ont signé l'accord (le 1er au niveau mondial) visant à offrir Windows avec chaque G4. Cet avantage significatif marque, de la part du groupe SMT, la volonté de faciliter l'approche des grands produits bureautiques et aussi, comme le précise François Baeza, Directeur des Ventes France, "celle de préparer les futurs marchés de la formation où l'entreprise investit depuis plusieurs années". Une telle orientation est en effet complétée par un effort tout particulier dans le domaine des logiciels éducatifs avec les meilleurs systèmes d'EAO du marché actuel.

LES SERVICES : AUJOURD'HUI, C'EST GOUPIL.

La formation de l'utilisateur, l'installation du matériel, la capacité de proposer non seulement tous les grands logiciels standard mais encore des programmes spécifiques, une gamme complète de contrats d'entretien de 24 à 72 heures sur l'ensemble du territoire, une large équipe technique centrale et une "hot-line" à toute heure disponible, autant d'éléments essentiels d'une vraie politique constructeur au service de ses clients. Autant d'éléments sur lesquels la SMT et ses filiales travaillent depuis des années et qui expliquent aussi leur réussite d'aujourd'hui.

SICOB Stand 3-A n° 3100

GOUPIL

SMT-GOUPIL
3, rue des Archives 94000 Créteil
Tél. : (1) 399.15.15
Télex 262043 F

...mort d'Axel Springer

Le plus grand et le plus controversé ...es patrons de presse en Allemagne fédérale

De notre correspondant

Bonn. – Le plus grand, mais aussi le plus controversé des patrons de presse ouest-allemands, Axel Springer, est mort dimanche a Berlin-Ouest, des suites d'une pneumonie. Il était âgé de soixante-treize ans. Son empire, constitué au lendemain de la guerre, occupe une position dominante sur le marché de la presse quotidienne et dominicale en République fédérale. Avec 5 millions d'exemplaires, le journal populaire *Bild* est le plus fort tirage de la presse quotidienne en Europe.

Le fils d'un petit imprimeur de Hambourg, devenu le maître redouté du plus vaste empire de presse, est mort sans successeur.

Des ruines fumantes de Hambourg à son fief de la Kochstrasse à Berlin-Ouest, où l'immeuble du groupe *occupe 400 mètres le long du* « mur », la carrière d'Axel Caesar Springer est intimement liée aux quatre dernières décennies de l'histoire allemande. Accusé d'abêtir le peuple en jouant sur le sensationnalisme, redouté par le monde politique, le magnat de la presse exigeait de ses journalistes le respect de quatre grands principes : œuvrer en faveur du rétablissement pacifique de l'unité allemande ; s'employer à la réconciliation entre Allemands et juifs ; récuser le totalitarisme sous toutes ses formes et défendre l'économie de marché. Un programme dont il avait fait une machine de combat contre la gauche et la jeunesse estudiantine, coupables à ses yeux de vouloir traiter avec les communistes de l'Est ou de mettre en doute le système économique et social sur lequel s'est reconstruite la République fédérale. Il a tenté aussi par tous les moyens dont il disposait d'entraver l'Ostpolitik de l'ancien chancelier Willy Brandt.

Bild, qui s'adresse aux « petites gens », se garde pourtant bien d'aborder les problèmes de fond et de vouloir éduquer. *« A tous ceux qui restent sagement à leur place*, notait il y a quelques années un diplomate occidental, *on promet un bonheur paisible, loin de l'agitation syndicale et de la politique. Le lecteur doit être amusé, distrait, chloroformé. Pas dérouté ou choqué, surtout pas ennuyé ou mis mal à l'aise. Il lui faut du rêve et des illusions, quitte à tronquer les nouvelles s'il le faut, à les escamoter ou à accorder une place disproportionnée à des informations sans intérêt.* » Le moment venu, ce lecteur *n'en sera* que plus perméable aux quelques idées-massues qu'on veut lui faire défendre : l'ordre, la démocratie, la *primauté des valeurs* traditionnelles allemandes, la réunification.

Springer s'est-il rendu compte sur le tard des contradictions de son système ? Après l'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates en 1969, après son dernier grand combat contre l'*Ostpolitik*, il prend ses distances par rapport à la politique, partageant désormais son temps entre l'une de ses résidences des Alpes et la consolidation de son empire. Avec 2,4 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires en 1984, dix-huit titres et deux imprimeries ultra-modernes, le goupe Springer emploie *onze mille* personnes dont mille quatre cents journalistes.

Né en 1912 à Altona, l'un des faubourgs ouvriers de Hambourg, Axel Caesar fait ses premières armes comme journaliste dans le petit *Altona Nachrichten* que publie son père, parallèlement à son activité principale d'imprimeur.

Pas pour très longtemps cependant : le journal familial est fermé par les nazis, la guerre éclate. Il échappe à la conscription en raison *d'une maladie du pancréas* et *il lui* faudra attendre la fin des hostilités pour trouver l'occasion de réaliser son rêve. Il a alors trente-trois ans. L'entreprise familiale n'est plus que ruine, l'*Altona Nachrichten* toujours interdit, par l'occupant britannique cette fois. Mais grâce à sa pratique de la langue anglaise, à son aisance et à son dynamisme, il parvient à obtenir trois licences de journaux, un véritable trésor, vu la parcimonie dont font preuve les alliés dans ce domaine. Il lance immédiatement un premier mensuel publiant le texte des émissions de la radio Nordwest-Deutsche Rundfunk, puis, la même année, en 1946, il crée sur le modèle du *Listener* de la BBC le magazine de programme radiophoniques *Hör Zu*. Il obtient un succès total, qui ne s'est pas démenti jusqu'à aujourd'hui. Avec 3,5 millions *d'exemplaires, Hör Zu est toujours* le plus vendu des magazines de radio et de télévision, devant *Funk Uhr* (2,2 millions d'exemplaires), qui appartient aussi au groupe.

La construction de l'empire

Axel Caesar ne s'arrête pas cependant en si bon chemin. Passionné par la radio et les premiers balbutiements de la télévision, il lance en 1948 son premier quotidien, le *Hamburger Abendblatt*, qui innove par son langage direct, accessible à tout le monde. *Bild*, qui est publié pour la première fois en 1952, et qui cette fois s'attaque au marché *national*, n'est que le *prolongement* de ce premier succès. C'est un triomphe : en quelques années, le tirage atteint *les 4 millions* d'exemplaires.

Désormais, solidement assis, le groupe peut se permettre d'acheter aux Anglais une « danseuse », le quotidien *Die Welt*, considéré à cette époque, en 1953, comme le meilleur journal d'information sur la place allemande. Ce quotidien, de tendance nettement conservatrice, tire aujourd'hui à 200 000 exemplaires et perd de l'argent.

En 1956, est lancé l'hebdomadaire dominical *Bild am Sonntag*, qui s'ajoute à *Die Welt am Sonntag*, et assure au groupe un contrôle quasi absolu sur la presse dominicale. En 1959, Springer rachète la vieille maison d'édition berlinoise Ullstein, éditrice du *Berliner Zeitung* et du *Berliner Morgenpost*. Au faîte de sa carrière, il installe son siège au cœur de l'ancienne capitale du Reich, d'où son bureau domine le « mur » et les deux parties occidentale *et orientale de Berlin*.

Jusqu'à sa mort, les grandes bases de son empire n'ont pas fondamentalement changé, même s'il a continué de s'étendre en direction de la presse spécialisée, puis féminine, sans ignorer les nouveaux médias. En revanche, le groupe vient d'être transformé en une société anonyme, dont 49 % des actions ont été réparties en juillet dernier dans le public.

Marié cinq fois, Axel Caesar a *eu* deux fils et une fille, dont un seul avait paru capable d'assurer la succession. *Il s'est suicidé en 1980*. Sa dernière femme, Frieda, fait partie du conseil de surveillance de la société créée le 1er juin 1985, et dans laquelle lui-même n'avait conservé que 26,1 % des actions ; 24,9 % des actions du groupe avaient été cédées dès 1983 aux éditions Burda. Axel Springer avait envisagé de faire des trois fils Burda ses seuls héritiers, en leur cédant la majorité de son capital, ce à quoi s'est opposé l'Office ouest-allemand des cartels.

HENRI DE BRESSON.

LE TREMBLEMENT DE TERRE AU MEXIQUE

Répliques de la peur

Quatre jours après le très violent séisme de magnitude 8,2 qui a ravagé Mexico, le 19 septembre, il est encore impossible d'avoir une idée exacte du nombre des victimes : 1300 morts selon le ministère de la justice, plus de 2000 morts pour le ministère de l'intérieur, 4000 à 6000 morts pour les journaux mexicains, 10 000 selon l'ambassade des Etats-Unis. Quant aux blessés et disparus, les estimations, partielles, varient de 5000 à 20 000 personnes.

Comme toujours après un violent séisme, la terre continue à trembler et elle s'agitera ainsi pendant des mois. Dans l'ensemble, toutes ces « répliques » sont faibles, à l'exception d'une qui s'est produite le 20 septembre en début de soirée et qui a *atteint* la magnitude de 7,8.

De toutes parts arrivent des équipes et du matériel de secours ainsi que de l'argent, qui fait cruellement défaut. Et d'autant plus que le séisme va forcer au chômage de nombreuses personnes qui avaient un emploi dans tous les secteurs d'activité.

De notre envoyé spécial

Mexico. – *Il* y a désormais, ici, les hauts lieux de l'épouvante, comme il y avait ceux du tourisme et de l'histoire. Le « Guide bleu » oral, qui se répand peu à peu à Mexico, *parmi les journalistes* qui ont afflué, est d'un genre particulièrement morbide. Il y a les destructions banales; *déconseillées. Les* catastrophes petites; déconseillées. Il y a les monstruosités qui méritent un détour et les horreurs qu'il serait impardonnable de ne pas avoir vues.

Alors, regardons. On peut commencer par une visite à la Colonia Roma, quartier situé dans le centre de Mexico, au sud-est. Ricardo, trente-deux ans, et Elena, vingt et *un ans, lui professeur, elle étudiante*, sont mobilisés depuis jeudi matin pour venir en aide aux sinistrés. Sur sa petite Golf Volkswagen, Elena – qui vit dans une banlieue chic, lointaine et épargnée – a collé de grandes feuilles de papier sur lesquelles elle a dessiné des croix rouges. *Son ami et elle sont chargés* – se sont chargés – de transporter de la nourriture dans des centres d'hébergement.

Après le parc, où des milliers de personnes passent *les nuits, soit* qu'elles n'aient plus de maison, soit qu'elles aient peur d'y dormir – voici la place de Rio-de-Janeiro. Au centre, sur son socle, très haut, se *dresse une réplique du David de* Michel-Ange... Impassible, frêle et puissant : il a tenu.

Gymkhana : de nombreuses rues sont coupées. Pour faire un kilomètre à vol d'oiseau, *il faut en faire* trois en zigzag. Des jeunes volontaires font la circulation. A La Roma, on voit peu de policiers ou de militaires. Dans les rues ne circulent *que ceux qui ont vraiment* quelque chose à y faire. Les Mexicains sont ainsi : les autorités ont demandé aux gens de rester *chez eux, sauf* nécessité, et la consigne est respectée, scrupuleusement.

Voici ce qui reste d'un bâtiment de l'université de Chapultepec. Il y avait là trois cents étudiants et professeurs, à l'aube, jeudi... Cela fera *sans doute trois cents morts. Sous* cette masse un peu rose d'où s'élève un nuage, mélange de poussière et de suie d'incendie. Disons-le une fois pour toutes : désormais, à Mexico, ce n'est plus seulement la fumée qui monte des édifices détruits. Il y a aussi – le temps ayant passé – l'odeur des corps en décomposition. Et ce ne sont pas les masques de tulle, obligatoires pour ce circuit (afin d'éviter les risques d'infection) qui empêcheront l'odeur de la mort de flotter, écœurante, dans tous les quartiers atteints.

Roma détruite

Dans La Roma, il y a eu sans doute trois mille morts. De nombreux immeubles sont détruits. Les autres ne sont pas brillants. C'est le *plus sinistré de tous les quartiers.* Dans une cour d'école on a recueilli plusieurs centaines de sans-abri. Ils ont eu le temps de prendre chez eux quelques vêtements qu'ils ont empilés dans des cabas ou de gros sacs de toile. Leurs meubles, le reste de leurs affaires, la mémoire des familles, les jouets des enfants sont encore quelque part, dans une tour penchée, un immeuble fissuré, une maison à *ciel* ouvert, *inaccessible* pour l'instant, ou peut-être pour toujours.

Il règne au centre d'hébergement une animation fébrile. Les « primeros auxilios » (premiers secours) affluent. Tout est classé, stocké, répertorié. Elena donne un carton de petits pots pour bébés. On lui demande son nom et la provenance du lot. *Afin de noter* tout cela sur un grand cahier. Solidarité, discipline, méticulosité.

Calle (rue) Jalapa, à La Roma, le centre d'accueil est installé dans une *école épargnée* mais *à vingt mètres* d'une tour qui, elle, a été rudement secouée. Il s'agissait d'un *immeuble* presque achevé, de quinze étages. On voit encore le panneau proposant aux passants des studios tout confort et des deux pièces agréables. Il faudra *les démolir.*

Sur les ruines, dans la lourde chaleur tropicale, une odeur qui donne l'ampleur de la catastrophe.

Elena et Ricardo vont repartir chez eux. Comme beaucoup de secouristes volontaires, ils sont exténués... Le devoir de solidarité n'exclut pas le droit au repos. De même que la catastrophe n'arrête pas toute la vie. A La Roma, devant un immeuble de logements en ruine, que l'on fouillait à la recherche de survi*vants, un marchand de glaces ambu*lant faisait tinter sa cloche...

Des fourmis sur des ruines

Un peu plus loin sur la gauche, un immense chantier fumant... et bruyant. Deux pelleteuses, des grues, des dizaines de sauveteurs aux casques multicolores s'activent comme des fourmis sur les restes d'un immeuble d'habitation. Sou*dain, l'un d'eux fait* un *grand* geste des deux bras. Signal convenu – sur tous les chantiers – pour obtenir le silence. Les moteurs cessent aussitôt de fonctionner. Le compresseur se vide lentement. *Tous* les sauveteurs s'immobilisent. Des centaines, des milliers de personnes – sur le chantier et alentour – s'arrêtent de bouger et de parler. On écoute les ruines. On va peut-être sauver un homme. Un médecin est monté sur la butte de gravats... Deux minutes *passent, lourdes. Il n'y a rien.* Ce sera peut-être pour la prochaine fois. Un nouveau geste, et le travail reprend.

Le ministère des communications, non loin de La Roma, est l'un des trois ministères touchés par le séisme avec ceux de la marine et du travail. Il s'agit d'un immense bâtiment en équerre d'une quinzaine *d'étages sur environ deux cents mè*tres de côté. Il n'est pas complètement détruit, mais il a perdu en hauteur... Les derniers étages se sont effondrés. Sur un mur en pignon, une peinture murale, de trente mètres de haut, à la gloire des travailleurs de la communication, est devenue une sorte de frise chaotique, sculptée par le séisme, surréaliste. On détruira sans doute et l'immeu*ble* et l'œuvre d'art.

Rejoignons Tlatelolco et la place des Trois-Cultures, l'un des endroits où le bilan est le plus désastreux. Les ruines du grand immeuble d'ha*bitation où ont péri*, d'après les estimations les plus sérieuses, au moins deux mille personnes, sont devenues un vaste chantier. Les ordres sont émis à partir d'une camionnette du PRI (le Parti révolutionnaire institutionnaliste, au pouvoir au Mexique depuis des dizaines d'années) sur laquelle ont été *montées* deux gigantesques enceintes acoustiques.

On fouille, à coups de pelles, de pioches, à l'aide de barres de levier, de pics, de *marteaux-piqueurs*, de massues. Des pelleteuses ramassent les débris déjà fouillés. Des camions, dans un ballet bruyant, les emportent au loin, laissant, eux, une trace fumante. A quelques dizaines de mètres, c'est l'intendance. Elle suit bien : buvette pour tous, nourriture, aire de repos pour les équipes qui se relaient... Au fond, tout cela constituerait un spectacle réconfortant si ne flottait sur l'ensemble, dans la lourde chaleur tropicale de ce milieu *de journée, une odeur dont on ne* voulait pas reparler mais qui s'impose et donne le sens, la clé, du spectacle entier.

Retour au centre historique avec le Zocalo, l'un des plus beaux sites de la capitale mexicaine. Les touristes y reviendront plus tard... Au fond, la cathédrale. A sa gauche, le palais de la présidence de la République. En *face, la mairie, ou palais* du « régent ». Tout est en ordre. La place est silencieuse et presque vide. L'armée y a établi ses quartiers pour temps de séisme. Des dizaines de ca*mions sont alignés, mais ils ne suffi*sent pas à occuper tout l'espace. Rien à voir, rien à dire. Sauf que derrière sa belle façade, la mairie a beaucoup souffert. Il flotte sur cet ensemble un silence total, funèbre.

Un peu plus au sud, voici la rue Pino-Suarez. *C'est le quartier* des grands magasins. Un grand magasin détruit avant l'heure d'ouverture cela donne ceci, trois jours plus tard : un immense bric-à-brac. *Rayonnages dans tous les sens*, vêtements neufs encore sur leurs tringles et suspendus dans le vide, rayons meubles à *ciel ouvert*, rayon matelas comprimé sous le béton, grand bazar des gravats, grands magasins de la poussière. On dirait le tas de trésors d'un chineur géant. Ici, plus de chif*fre d'affaires, tout disparaîtra*.

L'odeur de la mort

Là, un immeuble qui fut d'habitation. Ici, un atelier qui fut de confection. Plus loin, des bureaux aux archives pendantes. Vanité des *occupations bureaucratiques* soudain annulées par la terre qui tremble. Et puis soudain, sur une petite place ombragée, on voit à *la* sortie d'une église la vie, décidément, s'imposer effrontément : c'est un mariage. Une nouvelle vie qui commence.

Voici maintenant le complexe Pino-Suarez qui était – dans la rue du même nom – un ensemble de cinq tours de bureaux. Il faudra détruire ce qui ne l'est pas. Une tour *de vingt étages – il s'agissait* des services du procureur général de la République, principale autorité judiciaire du pays – est tombée sur sa voisine de huit étages. L'ensemble a chu sur un boulevard, à l'entrée d'un passage souterrain, on dit qu'il n'y a pas eu de victimes dans cette masse de *poutrelles tordues*, de béton fracassé. Par terre, dans un caniveau, des archives judiciaires, des formulaires de citations à comparaître. Le vent les emportera.

Ici, continuer à pied, une rue détournée conduira à l'hôpital Juarez *et à ce qui en reste. En chemin, on* voit les trottoirs envahis de meubles, regroupés par famille. Tout ce qui vit encore dans ce quartier a quitté les maisons. Si tout n'est pas tombé, *tout a souffert. Quatre femmes*, parmi des dizaines d'autres. Elles sont assises du côté de l'ombre, près de leur patrimoine : un bric-à-brac de 3 mètres de haut et de large. *« Vous êtes-là depuis quand ? »*

– Trois jours.

– Vous dormez sur le trottoir ?

– Oui.

– Vous habitiez où ?

– En face.

– Vous attendez quoi ?

– On va sûrement démolir notre maison et nous reloger.

– Comment vous nourrissez-vous ?

– Des gens passent.

– Depuis jeudi, avez-vous vu des représentants des autorités ?

– Non ! Personne.

– Il y a des centres d'hébergement pourtant !

– Oui, ils sont réservés aux gens qui ont des enfants en bas âge, c'est normal. »

Qu'est-ce qu'on peut souhaiter d'autre que du courage à des sans-abris victimes d'un tremblement de terre, à Mexico, quand on prend congé d'eux ?

Enfin l'horreur absolue : l'hôpital Juarez. Il y avait une tour de douze étages et des bâtiments annexes. La tour est devenu un tas, d'une hauteur d'une douzaine de mètres. Les annexes ont mieux résisté.

Montons au-dessus de ce qui fut *sans doute la cuisine centrale* de l'hôpital Juarez. Au rez-de-chaussée on peut voir trois grands tonneaux métalliques emplis de petits pains que personne ne mange, de pommes de terre abandonnées sans doute là jeudi dernier à 7 h 19... Une échelle verticale et l'on débouche sur la terrasse à *10 mètres du haut de la* « tour ».

Ils *sont* une cinquantaine à *s'affai*rer là-haut. Avec lenteur, car le but n'est pas tant de déblayer – il y faudra des mois – que de trouver des gens encore vivants.

Il y en a, on le sait, puisqu'on a déjà sorti plusieurs dizaines de miraculés extraits de cette masse compacte. Il y a des morts aussi, en plus grand nombre. Calcul rapide : soixante malades au moins par étage, à raison de douze étages, cela fait sept cent vingt victimes possibles parmi les malades, plus le personnel et les victimes d'alentour : on dit qu'ici plus de mille personnes auront péri. Dehors des milliers de visages anxieux : les familles qui espè*rent encore. A l'intérieur* de l'enceinte de l'hôpital, des centaines de blouses blanches, inquiètes : le personnel survivant qui espère pour les collègues disparus. Personne ne parle.

Les secouristes jettent en bas tout ce qu'ils trouvent : lits, matelas, dossiers médicaux, briques, blocs de pierre ou de béton, restes de cloisons, *planches et poutrelles*... Tout cela, en tombant, fait un bruit sinistre et provoque de petits éboulements. Il y a parfois des miracles : dans la maternité effondrée d'un autre hôpital, on a retrouvé cinquante-huit bébés vivants sur cent cinquante. Extraordinaire force de la *vie à ses débuts, capable de résister* à des dizaines de milliers de tonnes de ruines malgré l'odeur insupportable de la mort.

La mort... cela conduit au cime*tière... A une heure de route du cen*tre, derrière un marché aux tentes rouges et un mur de brique, le cimetière civil San-Lorenzo-Tesonco s'apprête à accueillir de nouveaux morts. Situé aux marges de la ville et de la montagne, cet immense cimetière de plusieurs dizaines d'hec*tares serait, en d'autres occasions*, un lieu idéal pour une promenade d'agrément. Un vent frisquet balaie l'immensité. On respire enfin à 2 000 mètres. On voit aux alentours les montagnes embrumées qui entourent Mexico. Mais on ne voit plus la ville, dans sa cuvette. Mexico est comme disparue, invisible, escamotée.

Au fond de cette immense nécropole où les morts gisent sous la verdure, il y a un chantier gardé par la police. Quatre pelleteuses, de front, creusent le sol. Quatre fosses communes. Chacune, explique le chef du chantier, aura 30 mètres de long, 3 de haut et 3 de large. *« Capacité ? » « Environ trois cents par fosse »*, à quoi s'ajoutent les six cents fosses individuelles qu'on creuse pour les *victimes identifiées*. On les creuse un peu plus loin, près de la montagne rouge qui barre le fond du cimetière. Cette partie est recouverte d'une herbe haute. Avant *de creuser, il faut faucher. Ils* étaient une dizaine, ce soir-là, à faucher en silence, pour qu'on puisse enterrer ici les morts qu'on était en train d'exhumer des décombres, là-bas, *dans la cuvette de Mexico.*

BRUNO FRAPPAT.

Nid de béton

De notre envoyé spécial

Mexico. – Ils étaient au Mexique depuis huit jours et pensaient y rester encore deux bonnes semaines. Pour un voyage de noces, venir ici était *plus coûteux, mais plus original* que d'aller à Venise. Catherine et François ne sont pas près d'oublier.

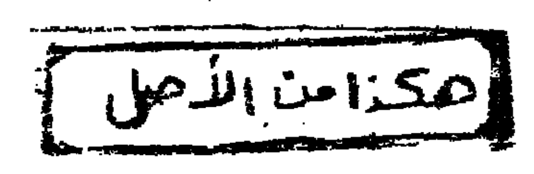
Jeudi à l'heure de la première *secousse, ils étaient encore au* lit, dans leur chambre de l'hôtel Romano, un bel hôtel de six ou sept étages – difficile de les compter aujourd'hui – bien situé, à l'est du *Paseo de la Reforma*. Ils étaient dans la tenue qu'on adopte généralement, dans l'intimité, à l'occasion de ce genre de voyages. Quand les murs de la chambre se sont penchés vers eux, ils ont cru leur dernière heure venue.

Ce ne serait pas pour cette fois. Par une chance extraordi*naire, les murs se sont rejoints*, enserrant les montants de leur lit et formant au-dessus de lui une sorte de tente de béton. Cela leur laissa suffisamment d'espace pour respirer dans l'obscurité. Recroquevillés sur leur lit, hébétés par le silence et la peur, ils ont commencé à crier, vainement bien sûr... L'hôtel était devenu *un vaste tombeau* où venaient de mourir des dizaines de clients et d'employés. Seule issue possi*ble, puisque le* haut et *les* deux côtés étaient barrés par le béton autour de leur lit : creuser et passer par le bas... A mains nues, ils ont alors entrepris de creuser *leur matelas, puis leur sommier*. A travers les décombres de ce qui avait été le plancher, ils purent rejoindre l'extérieur après deux heures d'efforts. Et c'est *ainsi que vers 9 h 30, jeudi*, les sauveteurs de l'hôtel Romano, éberlués, ont vu sortir des gravats deux jeunes Français entièrement nus, mais recouverts de *poussière, de plâtre, de larmes* et de sueur.

Catherine et François viennent de rentrer en France pour y terminer leur voyage de noces.

B. F.





L'AFFAIRE GREENPEACE

M. Fabius avoue sa faiblesse pour reprendre l'offensive

« Aucune bataille n'est jamais perdue d'avance ; on peut toujours refaire son retard... » A n'en pas douter, ces fortes paroles d'un socialiste qui revient de loin, M. Olof Palme, inspirent désormais les faits et gestes du pouvoir (1). Pour refaire son retard, dû en partie, semble-t-il, à une constante sous-estimation, par lui-même et par M. Mitterrand, de cette regrettable affaire Greenpeace, M. Fabius joue – si l'on peut dire – sur deux registres : l'exigence morale et l'aveu de sa propre faiblesse.

La tradition, en France, dans ce genre d'affaires, porte davantage au maquillage, à la confection d'une vérité officielle, qu'à la recherche de la vérité elle-même. Au sein du gouvernement, un homme comme M. Roland Dumas (si l'on en juge par les propos tenus par le ministre des relations extérieures quelques heures à peine avant la prestation du premier ministre) appartient à cette école-là, dissimulatrice. L'autre, purgative, est incarnée par MM. Fabius, Joxe et Quilès. Va donc pour l'exigence morale ! M. Paul Quilès découvre en deux jours ce que le pouvoir n'a pas trouvé en deux mois et, du même coup, désigne du doigt l'homme qui faisait écran à la vérité, M. Charles Hernu.

Cette rapidité révèle également, de la part du premier ministre, un changement de tactique. Au départ, M. Fabius donne huit jours à M. Quilès pour obtenir une vérité totale. Or, M. Quilès nous livre une vérité partielle en quarante-huit heures, et M. Fabius renvoie la recherche de la vérité totale au successeur de l'amiral Lacoste, mais aussi au Parlement, que le PC et l'opposition, à des degrés divers, le pressaient de saisir. Cette commission parlementaire d'enquête est, en fait, un message explicite à l'opposition : si vous voulez la vérité, à vous aussi de la chercher ; c'est donc aussi sur vous que retombera la responsabilité d'une mise en cause éventuelle de l'armée. Mise ainsi en demeure de prendre ses responsabilités, que fera l'opposition ? Elle est plutôt *tentée*, à son tour, de se défausser. M. Madelin, délégué général du PR, s'est empressé de juger cette initiative trop tardive pour être acceptée.

L'injonction s'adresse surtout aux barristes, qui ont été, notamment M. Mestre, ancien et toujours proche collaborateur de M. Barre, les plus virulents contre M. Mitterrand. Car eux seuls ont intérêt à ce que l'affaire dégénère et atteigne le chef de l'Etat.

L'exigence morale manifestée par le premier ministre a donc deux visages.

Côté face, le courage. On ne comprendrait pas que la gauche agisse autrement. M. Jospin, d'ailleurs, ne comprendrait pas, lui, que le gouvernement se retranche derrière les travaux d'une commission d'enquête parlementaire.

Côté pile, la malice, *peut-être*. Si la thèse d'un complot politique, dirigé contre le chef de l'Etat – thèse avancée par M. Claude Estier et à laquelle semble croire M. Mitterrand, – est la bonne, alors les travaux de la commission d'enquête peuvent se retourner contre l'opposition, au moment où celle-ci demande la tête du premier ministre et, pour certains, celle du président de la République.

Il est vrai que l'opposition n'est plus seule à vouloir frapper plus haut, et plus fort : *« Dans une affaire aussi grave, les militaires n'ont pu agir sans en référer à un niveau politique très élevé »*, a déclaré M. Alain Savary.

Tel est aussi l'enjeu de cette recherche du temps perdu par le gouvernement : reprendre les choses en main pour éviter que ne se crée un climat déliquescent, où les principaux rouages de l'Etat échapperaient au contrôle d'un gouvernement que l'on dit condamné par l'échéance de mars 1986.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Interview du premier ministre suédois dans *le Matin* du 23 septembre.

LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

« Ils ont agi sur ordre »

M. Laurent Fabius qui avait à ses côtés M. Paul Quilès, a fait à la presse, dimanche 22 septembre, à 20 h 25, à l'hôtel Matignon, la déclaration suivante : « Le nouveau ministre de la défense vient de m'informer des premières conclusions de l'enquête menée sur l'affaire du *Rainbow-Warrior*. J'ai tenu à vous les faire connaître immédiatement. Ces conclusions permettent désormais de cerner la vérité : ce sont des agents de la DGSE qui ont coulé ce bateau ; ils ont agi sur ordre ; cette vérité a été cachée au conseiller d'Etat Tricot.

» J'ai rendu compte au président de la République de ces faits graves et nous avons estimé que des mesures immédiates s'imposent.

» 1) Un nouveau chef de la DGSE sera nommé dès le prochain conseil des ministres. Il devra prioritairement réorganiser l'ensemble de ses services.

» 2) Le gouvernement est favorable à la création d'une commission d'enquête parlementaire. Les simples exécutants doivent évidemment être mis hors de cause, car il serait inacceptable d'exposer des militaires qui n'ont fait qu'obéir aux ordres et qui ont parfois accompli dans le passé pour notre pays de très dangereuses missions.

» Mesdames et Messieurs,

» La vérité sur cette affaire est cruelle, mais il importe, comme je m'y suis engagé, qu'elle soit clairement et totalement établie. »

Un acte de contrition

Le premier ministre était acculé, pressé par les événements... et par le chef de l'Etat. Position particulièrement inconfortable pour un chef de gouvernement qui n'avait fait qu'*« une seule promesse »* aux Français lors de sa nomination, en juillet 1984 : *« Je vous dirai la vérité »*, qui rappelait récemment encore l'*« exigence morale »* dont se prévaut la gauche dans son action, et qui se soucie tant de son avenir politique personnel... Le « *suivant* », dont la tête était déjà demandée par l'opposition, c'était lui.

Pour essayer de « sauver les meubles », après ces deux mois d'embarras et d'irrésolution, M. Fabius n'avait d'autres choix, après le remplacement de M. Hernu par M. Quilès, que de suivre le conseil du premier secrétaire de son parti : *« Aller jusqu'au bout et très vite. »* A défaut de pouvoir aller *« jusqu'au bout »*, il a décidé, dimanche après-midi, après un nouvel échange de vues avec M. Mitterrand à l'Elysée, en présence de M. Quilès, d'agir sans plus attendre, alors que quarante-huit heures auparavant, il avait octroyé au nouveau ministre de la défense un délai de huit jours pour poursuivre les investigations gouvernementales jusqu'à l'annonce de nouvelles décisions. Pour la première fois dans cette affaire, le premier ministre a ainsi pris l'initiative, anticipant sur le cours des choses, pour ne plus paraître sur la défensive.

L'opération médiatique a été vite et bien montée. La presse fut convoquée à 20 heures à l'hôtel Matignon, et vingt-cinq minutes plus tard la déclaration du premier ministre surprenait les téléspectateurs et les auditeurs entre la poire et le fromage.

Faute avouée à moitié pardonnée ? Même quand on ne peut plus éviter le *mea culpa* devant une « vérité cruelle », il faut avoir du cran pour se livrer à un aveu public en forme d'autocritique et, sur ce registre, dimanche soir, M. Fabius a incontestablement fait preuve de dignité. Sans doute le premier ministre escompte-t-il que l'opinion publique, en général, lui en saura gré, davantage en tout cas que les dirigeants de l'opposition et du PCF, peu sensibles apparemment à cet acte de contrition. Sans doute espère-t-il aussi que les militaires apprécieront positivement sa volonté de mettre « hors de cause » les simples exécutants du sabotage. Sans doute mise-t-il enfin sur la procédure de la commission d'enquête parlementaire pour calmer le jeu politique, canaliser la crise dans une voie feutrée, afin si possible de pouvoir parler d'autre chose avant les élections législatives.

Déficience

Quelle que soit l'efficacité de ce contre-feu tardif, la déficience de l'hôtel Matignon, dans la gestion politique de l'affaire, n'en sera pas gommée pour autant et ce constat pourrait conduire M. Fabius à revoir la répartition des tâches à l'intérieur de son propre cabinet. Jusqu'à présent, en effet, la charge de superviser les dossiers de ce genre, relevant autant de la police que de la défense, incombait, dans l'équipe des cinq principaux conseillers du premier ministre, à M. Claude Silberzahn. Contrairement à ses deux derniers prédécesseurs, M. Michel Delebarre, dans les cabinets de M. Pierre Mauroy, et M. Philippe Mestre, dans les derniers cabinets de M. Raymond Barre, le directeur du cabinet de M. Fabius, M. Louis Schweitzer, inspecteur des finances, se montre, en effet, peu enclin à traiter personnellement ce genre de dossier.

Il y a peut-être en là une faille qui explique qu'aucun clignotant d'alerte n'ait véritablement fonctionné à l'hôtel Matignon. La nomination de M. Silberzahn à la préfecture de la région Haute-Normandie intervenue le 31 juillet, alors que l'affaire commençait à dégénérer, n'a certainement pas amélioré les choses, tandis que le chef du cabinet militaire du premier ministre, le général de brigade Robert Castaldi, n'avait d'autres sources – semble-t-il – que celles du ministère de la défense.

Sa vigilance ayant été prise en défaut, le chef du gouvernement pourrait inclure dans sa réflexion sur les réformes de structures nécessaires la recherche des moyens d'améliorer aussi les dispositifs d'information et de surveillance à l'intérieur de la machine gouvernementale.

ALAIN ROLLAT.

« GORGE PROFONDE » ?

La chasse à la *« gorge profonde »* est ouverte. Après l'enquête du *Monde* sur l'affaire Greenpeace, nos confrères s'interrogent sur nos sources. La mythologie journalistique aidant, ils les assimilent à une *deep throat* (gorge profonde) au sommet de l'Etat, du surnom donné par Bernstein et Woodward – les reporters du *Washington Post* responsables de l'enquête sur le Watergate – à leur principal informateur. La comparaison n'est pas déshonorante mais elle ne tient pas : l'enquête du *Washington Post* a duré deux bonnes années, avec d'autres conséquences politiques.

Certains chasseurs ont néanmoins trouvé une proie : *« gorge profonde »*, ce serait M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, dont nous avons pourtant écrit qu'il manque de curiosité dans cette affaire, ne voulant pas trop savoir ce que ses services savaient. M. Joxe, qui milite aux côtés de M. Mitterrand depuis presque aussi longtemps que M. Hernu, n'était pas notre informateur. Sur le fond, cette traque a de quoi surprendre. Dans la presse américaine, elle paraîtrait tout à fait incongrue. *Just facts* : ce qui importe, c'est que les informations soient fiables, crédibles. Tout journaliste se livrant à un travail d'investigation, sait qu'aucune information n'est désintéressée. La manipulation est, pour lui, un paramètre inévitable. Comment y parer, sinon en ne s'appuyant pas sur une seule source, en recoupant, en vérifiant.

Vouloir à tout prix identifier nos informateurs ne relève-t-il pas d'une conception... policière de l'histoire où, derrière toute révélation journalistique, il devrait forcément y avoir un complot : l'opposition contre le pouvoir, les policiers contre les militaires, les anti-cohabitationnistes contre les cohabitationnistes, le KGB contre la force de frappe ? N'est-il pas regrettable de voir certains céder à une forme de suspicion qui est, d'ordinaire, l'apanage des pouvoirs en place ?

L'AFFAIRE GREENPEACE



« Cruelle vérité »

(Suite de la première page.)

La presse devait-elle se prêter à des opérations de falsification et de camouflage ? Devait-elle refuser de publier ce qu'elle avait appris, recoupé, vérifié, parce que la vérité *« cruelle »*, selon le mot du premier ministre — risquait d'atteindre des membres du gouvernement et des officiers supérieurs ?

Familiers depuis longtemps du « journalisme d'investigation », les Anglo-Saxons (le *Times* et l'*Economist* par exemple) s'étonnent, pour s'en féliciter, du rôle joué dans l'affaire du *Rainbow-Warrior* par *le Monde* et d'autres journaux. La France les avait habitués à une presse respectueuse des pouvoirs, plus prompte à analyser et commenter qu'à chercher et découvrir, plus soucieuse de donner son opinion que d'apporter des informations.

Inutile de rappeler le rôle joué par le *Washington Post* dans l'affaire *du Watergate. En RFA aussi,* le *Spiegel* assume régulièrement cette *fonction d'empêcheur de mentir en* rond, ce qui lui vaut souvent l'indignation de la classe politique. Ainsi, la révélation de l'affaire Flick par l'hebdomadaire allemand aurait-elle mis en danger la jeune démocratie ouest-allemande plus sûrement que les hommes d'affaires qui distribuent des pots-de-vin et les hommes politiques qui les acceptent. Il *n'y a pas qu'en France* où certains jugent, à la limite, plus *scandaleux de dévoiler des actes* répréhensibles que de les commettre.

L'exigence de la vérité ne signifie pas *l'irresponsabilité. Le droit à* l'information implique des devoirs *que la presse, les journalistes,* doivent s'imposer à eux-mêmes, *quand les intérêts supérieurs de la* nation sont en jeu ; quand la publication d'une *nouvelle risque* d'entraîner la mort d'un homme, voire quand *le déploiement* des effets médiatiques « justifie » et encourage le terrorisme... *L'affaire* Greenpeace ne répond à aucun de ces cas de figure.

La presse n'est pas, ne devrait pas être, à côté de l'exécutif, du législatif et du judiciaire, un quatrième pouvoir participant à la gestion des affaires publiques. C'est, ce doit être, un contre-pouvoir, ou, plus exactement, un contrepoids à tous les pouvoirs, un antidote contre les raisons d'Etat et de parti. C'est ce qui distingue la démocratie, avec les risques de la liberté, des régimes totalitaires, avec leurs vérités fabriquées.

DANIEL VERNET.

La commission d'enquête parlementaire : des moyens d'investigation limités

Le premier ministre souhaite qu'une commission d'enquête parlementaire fasse la lumière sur les conditions dans lesquelles des agents de la DGSE ont coulé le *Rainbow-Warrior*. Il n'est pas évident que le moyen soit en concordance avec le but recherché.

Ces commissions ne sont que faiblement armées, juridiquement, pour faire éclater la vérité dans un tel domaine et ne sont pas une garantie que la vérité — si elle est établie — sera rendue publique.

Leur fonctionnement est régi par l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 sur le fonctionnement des assemblées parlementaires. Elles ne peuvent enquêter sur des faits donnant *« lieu à des poursuites judiciaires et aussi longtemps que ces poursuites sont en cours »*. Les rapporteurs de ces commissions *« exercent leur mission sur pièces et sur place »* ; et *« tous les renseignements de nature à faciliter cette mission doivent leur être fournis. »* Mais *« ils sont habilités à se faire communiquer tous documents de service à l'exception de ceux revêtant un caractère secret et concernant la défense nationale, les affaires étrangères, la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, et sous réserve du respect du principe de la séparation de l'autorité judiciaire et des autres pouvoirs »*. Les exceptions sont justement celles qui recouvrent l'affaire Greenpeace. Il n'est même pas sûr que les autorités de police pourront communiquer au Parlement les documents dont elles ont eu connaissance grâce à la commission rogatoire émanant de la justice néo-zélandaise.

Sous peine de poursuites

Toutes les personnes que la commission juge bon de convoquer doivent venir témoigner devant elle sous la foi du serment, *sous peine* de poursuites pénales. Mais ses travaux *sont soumis au plus grand* secret puisque l'ordonnance punit d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 500 à 8 000 francs *« ceux qui publieront une information relative aux travaux, aux délibérations, aux actes ou aux rapports non publiés des commissions d'enquête et de contrôle »*. Même si les journalistes apprennent quelque chose, ils n'ont donc pas le droit de rapporter leurs informations à leurs lecteurs. Cette disposition fut respectée *lors des deux commissions* créées au cours de cette législature, *celle sur le* SAC (1981-1982) et celle sur les « avions renifleurs » (1984). *Si dans le passé il put être* rendu compte des travaux de la *commission sur l'affaire de Broglie,* c'est parce qu'il s'agissait d'une *commission spéciale qui étudiait si* M. Michel Poniatowski, ministre de *l'intérieur au moment des faits,* devait être envoyé devant la Haute Cour de justice : la règle du secret ne lui était pas applicable.

Le rapport d'une commission d'enquête n'est pas forcément *rendu public. L'assemblée* dont elle relève *« peut décider par un vote spécial, et après s'être constituée en comité secret, de ne pas autoriser la publication de tout ou partie du rapport »*. Mais rien n'interdit *qu'une commission soit créée sur* un même sujet à l'Assemblée nationale et au Sénat. L'une des deux Chambres peut donc se montrer *moins discrète* que l'autre.

Le Parlement doit siéger pour que *puisse être créée une* telle commission. Il faudra donc attendre l'ouverture de *la session* d'automne, le 2 octobre, ou que le président de la République convoque une session extraordinaire.

Le règlement de l'Assemblée nationale précise la procédure qui sera suivie. Une fois la demande de création d'une commission d'enquête *déposée, elle est envoyée à* la commission des lois. Celle-ci dispose d'un *mois* pour l'étudier et donner son avis. L'avis rendu, la *conférence des présidents inscrit* le sujet à l'ordre du jour de l'Assemblée. Un court débat est organisé, à la suite duquel les députés se prononcent pour ou contre la constitution de cette commission. Si la décision est *positive*, les trois membres de la commission sont élus *par* l'Assemblée *« au scrutin majoritaire »*, précise l'ordonnance de 1958, *mais la tradition veut que* ce soit à la proportionnelle des groupes.

La commission élit son président et son rapporteur. *Elle dispose de six mois pour mener à bien* son enquête. Peut-être moins, en la circonstance, puisque la publication du rapport ne peut avoir lieu que pendant une session du Parlement, donc, sauf session extraordinaire, avant le 20 décembre 1985 à minuit, terme constitutionnel de la session d'automne.

Th. B.

LES RÉACTIONS

M. Dumas : ne pas porter préjudice à notre système de défense

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a déclaré au « Forum » de Radio-Monte-Carlo le dimanche 22 septembre : *« Il y a toujours place pour la recherche de la vérité (...) Par contre, il n'y a pas de place pour tout ce qui peut constituer une atteinte directe ou indirecte à l'armée, notre défense, à la sécurité de notre pays. Il faut bien cadrer cette enquête. »* M. Dumas s'en est pris moins à la presse, *« qui fait son devoir d'information »*, qu'à *« ceux qui l'alimentent »*. *« Il ne faut pas confondre la recherche de la vérité et tout ce qui peut porter préjudice à notre système de défense »*, a-t-il affirmé. *« Je suis, du reste, frappé*, a-t-il ajouté, *de voir que (...) tout se déroule au moment où s'engage, sur le plan international, une grande controverse au sujet de la force de dissuasion française, des essais nucléaires dans le Pacifique. Au moment où on réaffirme l'autonomie de défense de la France, il n'est pas concevable, pour un gouvernement responsable, de laisser entamer cette partie du patrimoine national. »*

M. Dumas estime que le président de la République a *« agi comme il croyait devoir agir »* et qu'il *« n'a pas besoin d'être sauvé »*. Interrogé sur une éventuelle mise en cause du chef de l'Etat, il a affirmé que *« ce serait profondément injuste à l'égard de la personne et inattendu à l'égard de la fonction et de l'institution »*, soulignant que personne, notamment parmi les dirigeants actuels de l'opposition, n'avait réclamé le départ du général de Gaulle après l'affaire Ben Barka. *« L'opposition a le comportement qu'elle croit devoir avoir, elle prend ses responsabilités devant le pays, devant l'histoire »*, a dit le ministre des relations extérieures.

M. MAUROY : anormal que l'information ne soit pas remontée

M. Pierre Mauroy, qui était, dimanche 22 septembre, l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », a notamment déclaré : *« Ce qui est anormal dans une telle affaire, c'est que, au plus haut niveau, on n'ait pas été informé. On ne peut pas imaginer qu'une opération de sabotage dans un pays allié, avec toutes les conséquences qu'elle peut avoir, puisse être réalisée par quelque service que ce soit, qu'il s'agisse des services secrets, sans que l'Elysée, Matignon et le ministère de la défense en soient informés. Le caractère anormal de cette affaire est que l'information ne soit pas remontée au plus haut niveau. C'est là que réside toute l'affaire. C'est là-dessus que portent les investigations et les interrogations (...) En tout cas, il ne pouvait pas être question de donner un ordre pour pratiquer un sabordage et couler un bateau dans un port d'un pays allié. C'est tout. Chacun d'ailleurs en convient, cela, c'est inacceptable et inadmissible. »*

Interrogé sur le rôle de la presse, dans la recherche de la vérité, l'ancien premier ministre a répondu : *« La presse fait son métier (...) J'approuve tout ce qui est fait et qui doit concourir à la manifestation de la vérité. »*

M. TRICOT RECONNAIT AVOIR ÉTÉ « BERNÉ »

M. Bernard Tricot, conseiller d'Etat, qui fut chargé du rapport sur l'« affaire Greenpeace », a répondu, lundi 23 septembre, par l'affirmative à la question de savoir *« s'il avait le sentiment d'avoir été berné »*.

« Oui, c'est tout ce que je peux dire », a-t-il déclaré dans une interview lundi à RTL, ajoutant : *« Je suis d'une tristesse profonde en pensant aux amis que j'ai rencontrés et dont je crains fort que certains n'aient pas dit la vérité ; et, d'autre part, je pense à tout le gâchis que cette affaire représente pour tous, pour la France, pour les institutions, pour tout. »*

M. JOSPIN : la vérité avance

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui participait, le 22 septembre à deux « fêtes de la rose », à Yssingeaux (Haute-Loire) et à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), a affirmé, après la déclaration de M. Fabius : *« Cela prouve que la vérité avance. On va dégager cette vérité, et, à partir d'elle, il faut décider, sanctionner et clarifier totalement cetta affaire. »*.

Auparavant, M. Jospin avait évoqué de précédentes « affaires », pour demander, à propos de l'attitude de l'opposition : *« Qu'est-ce que c'est que ces donneurs de leçons qui ont des squelettes dans leur placard ? »*

M. GAUDIN : il est impensable que les plus hautes autorités de l'Etat n'aient pas été au courant

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré dimanche 22 septembre, à Tarbes : *« Les socialistes auront échoué en tout, y compris en irritant l'armée française. Alors, qu'on ne reproche pas à un officier supérieur comme l'amiral Lacoste de ne pas vouloir parler ! »*

« Si il y a eu une expédition commandée, rémunérée, il est indiscutable que le général Saulnier a alloué les fonds, a ajouté M. Gaudin. *Il est donc impensable que les plus hautes autorités de l'Etat n'aient pas été au courant. »*

● *« L'Humanité » : qui a donné l'ordre ?.* — *« M. Laurent Fabius a été contraint de passer aux aveux... de ce que tout le monde sait et dit depuis des jours : le* Rainbow-Warrior *a été coulé par des « agents » français »*, écrit Claude Cabanes, membre du comité central du PCF, rédacteur en chef de *l'Humanité*, dans sont éditorial du lundi 23 septembre. *« Ainsi*, estime-t-il, *le premier ministre avoue le terrorisme d'Etat, prolongé par le mensonge d'Etat que nous n'avons cessé de dénoncer. Mais la vérité ne montre que le bout de son nez. A la question capitale (qui a donné l'ordre de saboter le navire de Greenpeace ?), il n'y a toujours pas de réponse. »*

LE PREMIER MINISTRE, M. LANGE : « LA FRANCE DOIT TENIR SA PAROLE »

Wellington *(AFP, Reuter).* — La position adoptée par la Nouvelle-Zélande se trouve *« justifiée et renforcée »* par les déclarations de M. Laurent Fabius, a estimé lundi 23 septembre le premier ministre néo-zélandais M. David Lange. Réagissant très rapidement aux propos du premier ministre français, M. Lange y a vu *« un retournement complet par rapport à la version présentée très récemment »*. Mais, a ajouté M. Lange, *« la France doit tenir sa parole, ceux qui ont effectué l'opération doivent être jugés »*.

Le premier ministre néo-zélandais a rappelé à ce propos les promesses faites auparavant par MM. Mitterrand et Fabius, et a vivement dénoncé la nouvelle attitude adoptée par les responsables français : *« L'idée que le fait d'agir sur l'ordre d'une puissance étrangère autoriserait quiconque à commettre impunément des actes criminels dans un autre pays et permettrait d'échapper aux poursuites et aux sanctions est bien évidemment totalement absurde. (...) Si cela devenait la règle pour la gestion des affaires internationales, ce serait une véritable anarchie. »*

LE COMMISSAIRE GALBRAITH : « LES DEUX PERSONNES ARRÊTÉES RESTENT INCULPÉES DE MEURTRE »

Auckland *(AFP).* — Le commissaire Allan Galbraith, chargé de l'enquête sur l'attentat contre le *Rainbow-Warrior*, a déclaré, lundi à Auckland, que le fait que la France reconnaisse que *ce sont* bien des agents de la DGSE qui ont coulé le navire de Greenpeace *ne change* rien au sort des deux officiers français détenus en Nouvelle-Zélande.

S'adressant à un groupe de journalistes, il a ajouté que la déclaration du premier ministre, M. Laurent Fabius, ne modifiait en rien le déroulement des investigations en cours. Il a précisé qu'au vu de la loi néo-zélandaise, le fait que le capitaine Dominique Prieur et le commandant Alain Mafart aient agi sur ordre n'influence en rien la justice de son pays.

« Les deux personnes arrêtées et détenues restent inculpées de meurtre et d'incendie volontaire, et ce qui se passe actuellement en France n'est d'aucune portée en ce qui concerne leur procès », a indiqué M. Galbraith, qui a rappelé qu'il y avait toujours trois officiers de police néo-zélandais à Paris.

M. FABIUS A FAIT SAVOIR A M. LANGE QU'IL ÉTAIT « NAVRÉ »

M. Laurent Fabius a fait savoir oralement à son homologue néo-zélandais, M. David Lange, qu'il était *« navré »* que l'affaire Greenpeace *« ait eu des conséquences sur les relations entre la France et la Nouvelle-Zélande »*, a indiqué, lundi 23 septembre, le porte-parole du Quai d'Orsay.

Le porte-parole a, en outre, précisé que le texte de la déclaration faite dimanche soir sur l'affaire Greenpeace par M. Fabius avait été remis lundi matin, à Wellington, à M. Lange, par l'ambassadeur de France en Nouvelle-Zélande, M. Jacques Bourgoin. Le porte-parole *n'a toutefois pas évoqué* d'éventuelles « excuses » du gouvernement *français aux autorités néo-zélandaises.*

Les « écolos-marins » : « sur ordre de qui ? »

De notre envoyé spécial

A bord du *Greenpeace*. — Les « aveux » de Laurent Fabius n'ont été connus à bord du *Greenpeace* que vers 15 heures dans l'après-midi du 22 septembre, *via* une radio australienne. Un petit bulletin de trois lignes a circulé de main en main, sans provoquer d'autre réaction que des haussements d'épaule ou, dans le meilleur des cas, une question évidente : *« La DGSE a agi sur ordre, oui, mais sur ordre de qui ? »*

Aussitôt ont commencé les appels du monde entier pour connaître « les réactions ». L'Australie, d'abord, Paris ensuite (France-Inter), puis la chaîne CBS de New-York, etc. Mais il n'y a pas la moindre réaction à bord du *Greenpeace*. Indépendamment du fait que les aveux du premier ministre français ne font que confirmer ce dont tout le monde, ici, était convaincu, il faut replacer ces « réactions » dans l'ambiance à bord du bateau.

A 3 heures de l'après-midi, chacun est occupé à ses tâches quotidiennes. Les uns dorment après leur quart de nuit, d'autres s'activent aux cuisines en écoutant des cassettes à tue-tête pour couvrir les bruits de vaisselle et les trépidations de la salle des machines. D'autres fricotent sur le pont, un *walkman* sur la tête, ou même passent des pièces d'acier à *la ponceuse*... Autant dire que les bruits du monde extérieur ont quelque peine à se répandre avant l'heure du dîner (18 heures) et que ce ne sont pas des aveux sans révélations qui vont provoquer des remous. *La conférence de presse de* Fabius ? Même pas un coup d'épée dans l'eau du Pacifique.

Seuls les « politiques » du bord, comme Gerd, le chef de l'expédition, Kjeld Olesen, l'ancien ministre danois, ou Dorothee Piermont, le député des « Grünen » (verts) allemands, ont jugé *« positives »* les déclarations de Fabius. Dorothee en particulier a estimé *« courageux »* que le gouvernement reconnaisse enfin que l'attentat avait été accompli sur ordre. Mais il faut bien comprendre que toutes les révélations, tous les aveux, toutes les péripéties, ne changeront rien aux plans des écologistes. Seul l'arrêt immédiat des essais nucléaires français pourrait éviter au *Greenpeace* l'étape de Mururoa, puisqu'il va de toute façon faire campagne en Antarctique pendant l'été austral.

« Même si Fabius et Mitterrand démissionnent, cela ne change rien pour nous, explique-t-on ici. *Seule une décision de suspendre maintenant les essais nucléaires peut modifier notre campagne. »* Les militants de Greenpeace ne sont pas seulement motivés, il sont entêtés, et ils n'ont toujours qu'une préoccupation immédiate : entrer en contact avec le bateau non identifié qui les suit depuis Panama. Mais ce navire, jusqu'ici, a évité soigneusement toute rencontre.

ROGER CANS.

GREENPEACE VA DEMANDER DES EXCUSES ET DES DÉDOMMAGEMENTS

Londres *(AFP).* — Greenpeace va demander *« des excuses et des dédommagements »* et engager une action en justice contre la France, dont le premier ministre a admis dimanche soir la responsabilité dans le sabotage meurtrier du *Rainbow-Warrior*, a déclaré à Londres un responsable de l'organisation écologiste. *« Nous savons maintenant à qui nous adresser pour demander des dédommagements et des excuses. Le piratage en mer est quelque chose de très grave. Greenpeace ne va pas manquer de lancer une action en justice »*, a déclaré M. Alain Connan, ressortissant français et commandant de bord pour cette organisation.

AUX ÉTATS-UNIS

Le rôle de la commission Ervin pendant l'affaire du Watergate

Malgré les comparaisons faites de plus en plus souvent par les commentateurs entre l'affaire du Watergate et celle du *Rainbow-Warrior*, il y a sans doute peu de chances — ou de risques, comme l'on voudra — que la commission parlementaire, dont M. Fabius a annoncé dimanche la création, s'inspire dans son fonctionnement *de la célèbre commission* Ervin, qui, pendant plus d'un an, *en 1973-1974, devait mener la* vie dure au gouvernement américain.

Première différence : ce n'est pas par *une volonté de l'exécutif que fut* créée le 7 février 1973 la commission *spéciale d'enquête dirigée par* l'infatigable sénateur démocrate de Caroline du Nord, *mais par un vote* du Sénat obtenu à la majorité écrasante *de soixante-dix-sept voix* contre zéro. Composée de sept membres *(quatre démocrates et trois* républicains), la commission se donnait un an pour remettre son rapport. Son champ d'investigation était *pratiquement illimité* : elle était en droit d'étendre son enquête à toutes les irrégularités commises par le Parti républicain au cours de la campagne électorale et d'exiger de tous les protagonistes de l'affaire qu'ils viennent témoigner. Le vice-président de la commission, M. Howard Baker, un républicain, qui aspire aujourd'hui à la Maison Blanche, devait même envisager d'auditionner le président Nixon en personne.

La volonté de recherche de la vérité est une chose, les moyens disponibles pour y parvenir en sont une autre. Le sénateur Ervin et ses six collègues n'auraient vraisemblablement pas pu accomplir leur tâche avec la précision qu'on leur a reconnue s'ils n'avaient pu s'appuyer sur une équipe de spécialistes à leur service : au total, trente-neuf enquêteurs et secrétaires dirigés par M. Samuel Dash, un professeur de criminologie de l'université Georgetown. En outre, en créant la commission, le Sénat décidait de lui affecter un crédit de 500000 dollars pour financer ses travaux.

Enfin, et c'est un point capital, dès le début de ses *hearings* (auditions), la commission Ervin bénéficia d'une extraordinaire publicité : *retransmise par les grandes chaînes* de télévision depuis le premier jour, *le 17 mai 1973, son enquête eut,* dans l'opinion, un retentissement *énorme rendant vaines toutes* les manœuvres de la présidence — et il *n'en manqua pas — pour tenter* de dissimuler la vérité. Difficile, dans *ces conditions de « cadrer »* la recherche des responsabilités, comme M. Roland Dumas, avec *un* cynisme tranquille, en a exprimé le *souhait dimanche.*

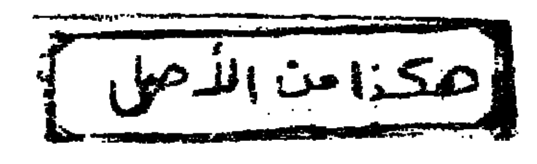
Le 13 juillet 1974, soit cinq mois plus tard, que prévu, la commission Ervin, après avoir interrogé des dizaines et des dizaines de protagonistes, *remettait son rapport.* Entre-temps, la commission judiciaire de la Chambre *avait* introduit *contre* le président une procédure d'*impeachment* visant à le destituer. Les sénateurs s'abstinrent donc de porter des *appréciations de nature à affecter* cette procédure ou de porter des *jugements sur l'homme. Mais ils se* montrèrent très durs pour son gouvernement, accusé de *« défier les lois pour se maintenir au pouvoir (...), dont les responsables sont indifférents à la moralité publique (...) et pour qui la fin justifie tous les moyens »*. Le 5 août, M. Nixon, vaincu, acceptait *enfin* de remettre à la commission judiciaire de la Chambre les enregistrements de trois conversations avec son collaborateur Haldeman, dont le contenu permettait d'établir ses responsabilités dans les tentatives pour étouffer la recherche de la vérité. La suite est mieux connue.

La commission Ervin ne devait pas se contenter d'enquêter sur les méandres du Watergate. Elle fit œuvre utile en faisant des propositions concrètes visant à empêcher les abus de pouvoir de l'exécutif. Cette demande de moralisation de la vie publique aboutit, en *1980*, au vote de la loi sur la surveillance des services de renseignement (*Intelligence* Oversight Act), qui institu*tionnalise le contrôle du législatif* sur le fonctionnement de la CIA.

MANUEL LUCBERT.

● *« Libérez les « Turenge ».* — Le Comité de soutien aux « époux Turenge », que préside M. Philippe Malaud (CNI), demande au gouvernement néo-zélandais de libérer immédiatement le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur, ces deux agents de la DGSE accusés d'avor participé à l'attentat contre le *Rainbow-Warrior*. Au cours d'une manifestation jeudi 19 devant l'ambassade de *Nouvelle-Zélande à Paris*, une quarantaine de personnes avaient exprimé à l'appel du comité *« l'indignation de la majorité du peuple français »* à propos du sort réservé aux « Turenge ».

★ Comité de soutien aux « époux Turenge », 106, rue de l'Université, 75007 Paris. Tél. : (1) 705-49-64.



parlementaire
tion limités

la commission
l'affaire du Waterg

Le Victor PC ne coûte que 24.900 F n'en déplaise à [redacted].

Le Victor PC 15 ne coûte que 24.900 F*.

Certains d'entre vous penseront peut-être – *et nous en connaissons qui aimeraient bien que ce soit vrai* – qu'à 24.900 F*, il ne peut s'agir que d'un PC "bradé". Une telle réaction est d'ailleurs compréhensible quand on songe aux prix pratiqués sur le marché, en matière de PC. Prenons par exemple [redacted]. Son PC coûte 50 % plus cher que le Victor PC 15.

Et pourtant, les performances du Victor PC 15 sont équivalentes, *voire supérieures*, à celles de l'[redacted] PC. La preuve, la voici :

Alors que la plupart des micro-ordinateurs propose une capacité de stockage de 10 Mo, le Victor PC 15, lui, offre une capacité de 15 Mo ! De plus, l'utilisateur du Victor PC 15 bénéficie, grâce à un moniteur de 14 pouces, de 30 % de surface écran supplémentaires (la quasi-totalité du matériel concurrent étant équipée d'un moniteur 12 pouces).

Et ce n'est pas tout ! Le Victor VU – l'interface utilisateur – permet un gain de temps appréciable en guidant dans son travail l'usager, par de simples messages organisés comme des menus. Finie, désormais, la consultation fastidieuse et peu pratique du manuel du système d'exploitation !

Et l'on pourrait parler des 5 emplacements d'extensions disponibles pour accroître les possibilités du PC...

Non décidément, [redacted] devra se faire une raison et s'accommoder de la présence sur le marché du Victor PC 15 ! Un PC compatible avec les standards du marché, aussi performant que celui que fabrique [redacted] et à un prix bien plus séduisant que celui affiché par [redacted].

Car au risque de le répéter et de déplaire à [redacted], ces 50 % sont difficilement justifiables. D'ailleurs les vendeurs d'[redacted] doivent déjà en savoir quelque chose...

Lesquels vendeurs d'[redacted] ne vont sans doute guère apprécier que nous vous donnions nos coordonnées - et que vous puissiez nous contacter à Victor Technologies - Tour Horizon, 52, quai de Dion-Bouton, 92800 Puteaux (tél. : 778.14.50) ; ou encore à Lyon : (7) 234.12.45 ; Montpellier : (67) 64.71.72 ; Nantes : (40) 89.24.28. Mais l'on ne peut contenter tout le monde et [redacted] !



** Configuration complète avec clavier et écran monochrome. Prix H.T. au 1/9/85. (Possibilité de location financière : 700 F par mois sur 48 mois - CEGEDATA.).*

VICTOR®

Comme [redacted] moins cher qu'[redacted]

politique

LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN CAMPAGNE

Cyclone tricolore

Plusieurs des principaux ténors de l'opposition doivent arriver mardi en Nouvelle-Calédonie pour participer à la campagne électorale avant le scrutin régional du dimanche 29 septembre. Font notamment le déplacement MM. Chirac, Léotard, Le Pen, Bariani, Blanc. La situation dans le territoire est relativement calme. Un incident a toutefois eu lieu, dimanche 22 septembre, près de Houaïlou, sur la côte est, où un gendarme a dû tirer un coup de feu de semonce pour faire fuir un groupe de Mélanésiens armés de fusils de chasse qui encerclaient un véhicule de la gendarmerie. Cet incident s'est produit à la suite de l'interpellation d'un canaque trouvé en possession d'une arme sur une voie de circulation alors que le transport des armes demeure interdit. A Nouméa, le FLNKS a diffusé, dimanche, les premières émissions de Radio Kanaky, installée dans un quartier résidentiel de la ville.

De nos envoyés spéciaux

Nouméa. – Il faudrait presque *un Monsieur Loyal* pour déclarer ouverte cette campagne-là. Ce que l'on n'ose appeler « le débat politique national » va, pour quelques jours, planter aux antipodes son chapiteau bariolé. On s'en pourlèche d'avance. On verra des députés en bras de chemise, sautant des avions de location pour courir dans les tribus faire la coutume avec les grands chefs. On savourera ces immortelles promesses *tricolores*, dont les visiteurs ne seront sûrement pas avares. On répétera ces images délicates de l'« indépendance-suppositoire » au « référendum-*coup-de-pied-où-je-pense* », dont raffole par-dessus tout l'inconscient collectif caldoche.

On connaît d'avance les morceaux de bravoure. M. Chirac dans son numéro de voltigeur sur la place des Cocotiers ; M. Le Pen s'en allant à Thio braver le Canaque. A la dernière *minute*, on a renoncé à envoyer M. Ukeiwé risquer encore un accueil à coups de cailloux dans son île de Lifou, où le FLNKS et les chefs coutumiers l'ont un *fois pour toutes* décrété indésirable.

A vrai dire, il ne manquera au spectacle qu'une seule chose : la réplique. Car le cyclone tricolore qui s'annonce rend, par contraste, plus assourdissant encore le silence du camp d'en face. Alors que près d'une quinzaine d'élus de l'opposition sont attendus, pas une seule personnalité de gauche n'est annoncée, à l'exception des membres des commissions de contrôle parlementaires qui viendront ès qualité. Quant aux indépendantistes canaques, il ne faut pas compter sur eux pour rivaliser de décibels avec les pro-Français. Assis en rond sous les bougainvilliers des tribus, ils vont, comme à l'habitude, palabrer à perte de vue, loin des caméras et des projecteurs.

Dans les deux rôles principaux donc, MM. Chirac, président du RPR, et Le Pen, président du Front national, qui ne saurait laisser au premier le monopole de la Calédonie française. Ils atterriront le même jour, le 24 septembre, et tiendront meeting à vingt-quatre heures d'intervalle. Mais pour les seconds rôles, quelle distribution ! Voici, pêle-mêle, MM. Léotard, secrétaire général du Parti républicain ; Pons, ancien secrétaire général du RPR ; Blanc, député de la Lozère ; Médecin, maire de Nice, dont ce sera la seconde visite en l'espace de quelques semaines, parmi bien d'autres.

Les acteurs sont donc connus, et il ne faut pas être grand clerc pour deviner le texte. Nul doute que l'on reprendra sur tous les tons la promesse formulée par M. Toubon d'organiser, dans la foulée d'une éventuelle victoire aux élections législatives de mars 1986, un référendum d'autodétermination.

Désobéissance civile ?

En revanche, il est moins certain que les leaders nationaux reprennent à leur compte la menace de M. Lafleur de paralyser les quatre nouvelles régions créées par ce statut si le RPCR n'obtenait pas la présidence de la région Centre. « *Si, malgré une majorité des voix, nous sommes minoritaires dans trois régions sur quatre, nous résisterons, je vous l'assure !* », a récemment averti le député RPCR.

Avec quelles armes M. Lafleur compte-t-il « *résister* » ? Il se refuse obstinément à le préciser. « *On peut tout refuser, y compris en s'asseyant par terre* », a-t-il simplement annoncé dans un meeting, ces derniers jours. Sur un éventuel mot d'ordre de « *désobéissance civile* », d'autres membres du RPCR se montrent en privé plus précis, faisant remarquer que « *90 % de la matière fiscale est prélevée dans la région de Nouméa que nous contrôlerons* ». A coup sûr, une grève de l'impôt paralyserait plus efficacement la mise en place des régions indépendantistes qu'une bataille d'obstruction juridique forcément aléatoire. « *Et on ne peut pas mettre quarante mille personnes en prison* », ajoute-t-on au RPCR.

Les élections les plus surveillées

Les anti-indépendantistes font donc un test de cette fameuse région Centre, qui englobe, entre autres, les deux villes-symboles de Bourail et de Thio, « *découpée sur mesure par Pisani pour la donner au FLNKS* », accuse M. Lafleur. Leurs couleurs y sont portées par M. Ukeiwé, qui y affronte M. Léopold Jorédié, « ministre de la sécurité » du « gouvernement de Kanaky », et le centriste Jean-Pierre Aïfa, maire de Bourail, à qui pourrait, finalement, échoir la présidence, au prix d'une alliance avec le FLNKS.

Paradoxalement, au petit jeu des alliances, le RPCR pourrait bien prendre sa revanche dans *une autre région*, celle des îles Loyauté. En effet, bien qu'exclusivement peuplées de Canaques, ces îles (Lifou, Maré, Tiga et Ouvéa) ne sont nullement gagnées d'avance par les indépendantistes. Par un de ces mystères dont la vie politique calédonienne est prodigue, il s'y amorce un surprenant rapprochement entre le RPCR et... le petit parti indépendantiste LKS (Libération kanake socialiste) de M. Nidoish Naïsseline, grand chef coutumier de l'île de Maré.

Sept sièges sont à pourvoir. Que le RPCR et le FLNKS en gagnent chacun deux et tout sera possible. « *Le LKS a évolué vers plus de libéralisme,* reconnaît M. Lafleur. *Avant, c'était les Foulards rouges, une organisation révolutionnaire et raciste. Maintenant, ils penchent pour une indépendance multiraciale, même s'ils ont du mal à échapper à leurs schémas.* »

Au LKS on se déclare, sans autre précision, « *prêt à négocier avec d'autres formations politiques* ». Mais les contacts entre les deux partis remontent déjà à plusieurs mois : en avril dernier, six élus de chacun des deux mouvements s'étaient rencontrés dans le plus grand secret, et vendredi, en fin de soirée, dans les locaux de l'Assemblée territoriale. M. Lafleur avait à cette occasion proposé un « *dialogue ouvert* » au LKS.

Si le FLNKS a finalement décidé, non sans réticence, de jouer le jeu de ces « institutions coloniales » que seront les régions, cela ne l'empêche pas de bouder la campagne officielle. Il méprise ainsi superbement les panneaux électoraux où s'étalent depuis une semaine les affiches du RPCR. S'il consent à bénéficier du temps d'antenne prévu par la campagne officielle, il se refuse obstinément à personnaliser sa propagande. Ainsi M. Tjibaou n'interviendra-t-il que quelques minutes à la fin de la campagne. Aux médias métropolitains, les Canaques préfèrent mener dans les tribus un intense travail de persuasion, dont le RPCR affirme, mais sans preuve, qu'il est parfois musclé, et de chasse aux abstentionnistes. Mais mener campagne loin des projecteurs n'empêche pas les Canaques de se voir déjà gestionnaires de plusieurs régions.

Avant même qu'il ait accédé à ce pouvoir, le FLNKS s'est lancé à corps perdu dans un débat un peu surréaliste sur le contrôle de « la base » des élus et de leurs possibles déviationnismes. A cette fin, un « comité de vigilance » a été mis en place dans la région Nord, à qui il incombera de combattre sans pitié toute « *tentation gestionnaire* ».

Plus clairement encore que ses camarades, M. Tjibaou, président du FLNKS, est déjà installé dans la peau du président de la région Nord. Il ne quitte plus sa mairie de Hienghène et ne rêve que de percer des routes, de créer des coopératives et de faire assimiler aux Canaques la notion d'autosuffisance. Bref, d'amorcer sur le terrain une véritable « *indépendance rampante* ».

Aussi déroutant que le silence des indépendantistes est celui du Haut Commissariat. De M. Pisani à M. Wibaux, c'est peu dire que le style a changé. Dans ces mêmes bureaux où, voici six mois, on échafaudait de mystérieuses alliances et, entre deux passes d'armes avec M. Ukeiwé, on rêvait d'indépendance-association, on s'est aujourd'hui réfugié dans une « *technicité militante* », pour reprendre la jolie formule d'un collaborateur de M. Fabius. Sous le règne de l'ancien ambassadeur à Beyrouth, nulle prophétie inspirée, nuls propos blessants ne s'échappent plus des murs de la résidence. Les leaders politiques ont cessé d'emprunter les portes dérobées pour rendre au délégué du gouvernement de discrètes et décisives visites. Il s'agit à présent d'organiser le ballet des quelque cent-quarante-six magistrats qui superviseront, en définitive, les élections les plus surveillées de toute l'histoire du territoire.

Il s'agit encore de veiller au grain, le calme actuel étant comme toujours ici gros de tous les orages. Mais le résultat est là : si l'on ne discute plus avec personne, « *au moins on peut discuter avec tout le monde* », explique un collaborateur de M. Wibaux. Et ce n'est pas mince.

FREDERIC FILLOUX et DANIEL SCHNEIDERMANN.

M. Mauroy propose l'organisation d'un congrès extraordinaire après les législatives

Invité du « Grand Jury RTL - *le Monde* », dimanche 22 septembre, M. Pierre Mauroy a évoqué l'après-mars 1986 en disant notamment : « *Le système proportionnel ne signifie absolument pas que, la gauche étant minoritaire, elle doive nécessairement entrer dans des combinaisons avec la droite. Dès lors que les Français, d'une façon très claire, donnent une majorité aux uns ou aux autres, il est parfaitement clair que les uns doivent gouverner et que les autres doivent être dans l'opposition.* (...)

» *Si nous sommes minoritaires, eh bien, il appartiendra aux autres de gouverner, et de gouverner dans un cadre constitutionnel qui prévoit que le président de la République ne termine son mandat qu'en 1988. Voilà, c'est clair.* »

A propos de l'attitude du PCF, l'ancien premier ministre a indiqué : « *Si le Parti communiste continuait dans la voie qui est actuellement la sienne, le retour à je ne sais quelle révolution impossible en cette fin de vingtième siècle, il ne pourrait qu'accentuer son déclin. S'il veut disparaître de la scène politique, c'est son problème.* (...) *Ce qui ne doit pas disparaître, ce qui ne peut pas disparaître de la scène politique, ce sont les hommes et les femmes qui faisaient confiance au parti, qui sont des gens de gauche qui, eux, de toute façon, doivent se rassembler.* »

Interrogé sur le cavalier seul auquel se livre M. Michel Rocard à l'intérieur du PS, M. Mauroy a indiqué : « *Je lui ai dit ce que je pensais, à savoir que je ne comprenais pas qu'il dépose une motion à un tel moment, et qu'il n'était pas opportun d'organiser un débat. S'il persiste, je souhaite ardemment qu'on puisse parvenir, à Toulouse, à une synthèse. (...)*

» *Les élections ont lieu en mars 1986. Il est sage d'attendre que cette échéance soit passée pour engager un débat que nous n'avons eu ni à Valence ni à Bourg-en-Bresse. Après le rendez-vous avec les Français, nous pourrions avoir un congrès extraordinaire pour tirer toutes les conclusions et toutes les conséquences de notre action au pouvoir pendant une législature.*

» *La thèse de Michel Rocard est la suivante : pour augmenter la crédibilité de la gauche, pour augmenter nos chances en mars 1986, il est essentiel de reconnaître que nous avons fait des erreurs. Des erreurs, nous en avons certainement fait. Mais, ce qui me surprend, c'est qu'il parle surtout de la relance de 1981, alors que, manifestement, ce qui fait problème avec l'opinion, c'est la politique de rigueur. La politique de rigueur traduit la volonté de la gauche de maîtriser l'économie. C'est une première. Auparavant, dans les autres expériences, on n'avait pas essayé de maîtriser l'économie et on n'avait pas duré. (...)*

» *Le Parti socialiste doit évoluer, mais en gardant son ancrage à gauche. Il ne doit pas poser le problème des alliances comme on le fait. Il doit d'abord poser le problème d'un projet politique qui soit adapté. C'est fondamental. Je pense notamment au problème du chômage, qui sera au centre de toutes les discussions. Il faut que la gauche apporte des solutions à ce problème.* »

M. Mauroy a conclu : « *Nous ne sommes peut-être pas entièrement compris aujourd'hui. Mais ma conviction est totale et entière : en redoublant d'efforts, en ne changeant pas de chemin, en restant dans l'axe qui est le nôtre, un jour nous vivrons l'expérience d'une société socialiste, d'un socialisme de la liberté, de la responsabilité qui répondra au vœu de nos concitoyens.* »

La campagne de M. Le Pen sera axée sur l'immigration

Le Front national relance sa croisade contre les étrangers. Leur nouveau statut, dans la France telle que la rêve l'extrême droite, les priverait notamment d'allocations familiales et de scolarité gratuite.

L'immigration est plus que jamais le cheval de bataille du Front national. Si M. Jean-Marie Le Pen a organisé une journée d'étude sur ce thème, samedi 21 septembre à Paris, c'était pour fournir des munitions aux cadres de son parti en vue des législatives de 1986 et bien se démarquer du RPR et de l'UDF, qu'il accuse de voler au secours de la victoire. Chaque responsable a reçu un ouvrage de documentation, une brochure de vingt-quatre pages et le texte d'une pétition appelant à un référendum sur l'immigration.

« *Il existe une araignée,* a dit M. Le Pen, *qui pond ses œufs dans le corps de sa proie insensibilisée; c'est la situation actuelle de notre pays : non seulement nous sommes l'objet d'une véritable invasion, mais nous l'encourageons.* » Par « *nous* », entendez « *la bande des quatre* » (PCF, PS, UDF et RPR), qui porte collectivement « *la responsabilité de vingt ans de laxisme* ».

Les différents orateurs ont développé les thèses bien connues du Front national. A savoir que l'immigration est une mauvaise affaire pour la France sur tous les plans : chômage, sécurité sociale, transfert de capitaux, délinquance, logement, éducation nationale et menaces sur l'identité française. « *Nous assistons à une véritable spoliation,* a ajouté M. Le Pen. *Une vague déferlante et conquérante, dont on peut mesurer matériellement la progression. Un jour, c'est un commerce qui tombe ; un autre jour, c'est un immeuble. Nous assistons à une véritable marabunta.* » Et de traduire dans la foulée : « *La marabunta, c'est la marche des colonnes de fourmis géantes dans la forêt vierge qui balaient tout ce qu'elles trouvent.* »

Il y a déjà en France, selon M. Le Pen, plusieurs centaines de milliers d'étrangers organisés, certains groupes sont même armés. « *Ces réseaux terroristes existent ; ils sont prêts à frapper.* » Un opposant iranien à Khomeiny ne lui disait-il pas récemment : « *Votre discours, M. Le Pen, pèche par sa modération.* » ?

Quand un navire fait eau de toutes parts, a expliqué M. Bruno Gollnisch, responsable national des « commissions argumentaires », on procède en trois étapes : « *Colmater la brèche, écoper, puis mettre le bateau en carénage pour le réparer durablement.* » Le Front national a des propositions pour chacun de ces stades : vingt-six mesures au total, qui, si elles étaient appliquées, modifieraient de fond en comble la législation française relative aux étrangers.

Proposition numéro un : « *Réaffirmer, par la voie d'un référendum populaire, le principe général et fondamental selon lequel les nationaux français ont dans leur pays des droits supérieurs à ceux des ressortissants étrangers, à commencer par le droit imprescriptible du respect de leur identité.* »

Ce principe de la « *préférence nationale* » serait concrétisé par une priorité aux Français pour le logement, l'éducation, la santé et l'emploi. Une taxe spéciale devrait être imposée aux employeurs de main-d'œuvre étrangère et aucune entreprise ne pourrait licencier un travailleur français tant qu'un immigré accepterait un poste similaire.

Plusieurs autres mesures transformeraient sensiblement le statut des étrangers. D'abord le Front national veut abroger la carte de séjour de dix ans, renouvelable de plein droit, qui avait été instituée en juillet 1984. Elle serait remplacée par des titres temporaires d'un an ou de trois ans et le statut de réfugié politique serait modifié. D'autre part, le travailleur non français ne serait ni électeur ni éligible aux élections professionnelles, sociales et syndicales. Enfin, on rétablirait l'obligation d'une autorisation administrative préalable pour toute création d'association étrangère, ainsi que les contrôles d'identité préventifs et l'expulsion administrative des délinquants et des clandestins.

Si M. Le Pen arrivait au pouvoir, tout chômeur étranger repartirait dans son pays, avec sa famille. Un travailleur immigré n'aurait d'ailleurs plus la possibilité de faire venir sa famille en France. Des caisses maladie, vieillesse et chômage autonomes seraient créées pour les étrangers, qui ne bénéficieraient plus des allocations familiales. Quant à leurs enfants, ils n'auraient plus droit à l'enseignement gratuit : leur instruction serait à la charge des parents, de l'employeur ou du pays d'origine. Enfin les transferts de devises seraient soumis à la stricte réciprocité.

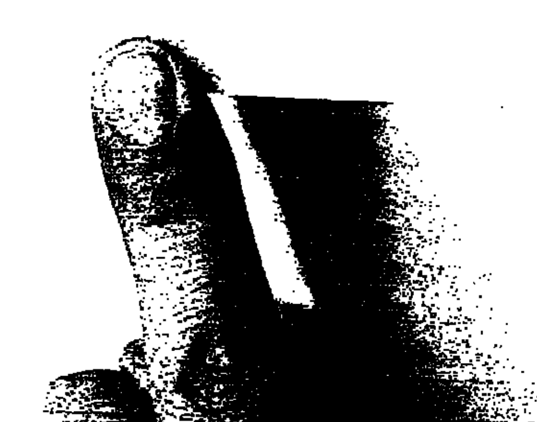
Supprimer la coopération

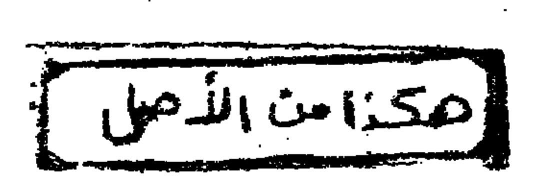
Un dernier train de mesures concerne l'acquisition de la nationalité française. « *C'est la chose la plus simple du monde : il suffit d'abroger des articles* », a expliqué M. Jean-Yves Le Gallou, ancien secrétaire général du Club de l'Horloge, qui vient de rejoindre le Front national. On supprimerait ainsi les articles 23, 24 et 33 du code de la nationalité, ainsi que les articles 44 à 51, qui permettent à certains étrangers de devenir automatiquement français à la naissance ou à dix-huit ans. On reverrait une série d'autres articles pour rendre notamment plus difficile l'acquisition de la nationalité par mariage avec un Français et élargir les possibilités de perte et de déchéance. Le manque de « *loyalisme vis-à-vis du pays* » serait pris en considération.

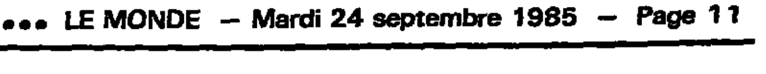
Enfin le Front national voudrait rétablir les incapacités juridiques provisoires pour les naturalisés (ne pouvoir se présenter aux élections qu'après « *un délai de décence* », comme dit M. Le Gallou) et instituer une prise de serment pour marquer « *cet honneur qui se mérite* ». Il ne resterait plus qu'à régler le problème des binationaux – en les obligeant à choisir – par des conventions avec les pays d'origine.

Les vingt-six propositions du Front national « *ne sont pas exhaustives* », précise M. Le Pen. Il en a ajouté pour sa part une vingt-septième, samedi, sous les applaudissements des cadres de son parti : la suppression de la coopération à l'étranger, qui ne présente « *strictement aucun intérêt* ».

ROBERT SOLÉ.









Ma stratégie c'est l'action.

En matière financière, il y a les passifs et les actifs. Les passifs laissent dormir ou péricliter leur portefeuille de valeurs, faute de décisions prises à temps.

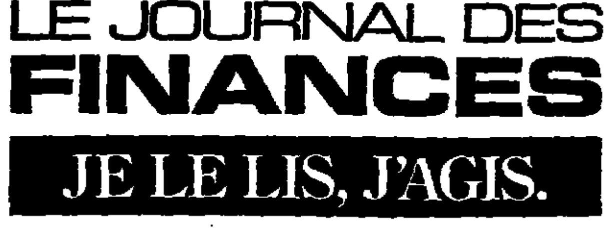
Les actifs, par contre, n'hésitent pas à gérer leurs finances de façon plus offensive, décidés à profiter au maximum des opportunités du marché.

C'est ma stratégie. Mais pour bien agir, il faut savoir, à temps et en détail. Pour cela, le Journal des Finances est pour moi le plus précieux des outils. Paraissant désormais le samedi, le Journal des Finances me fournit le panorama complet de la semaine, avec les cours de la séance du vendredi.

Ses analyses financières sans complaisance, ses prises de positions claires et précises, ses conseils judicieux sont pour moi irremplaçables.

Chaque samedi, ces informations vitales me permettent de prendre les décisions qui s'imposent, pour agir dès le lundi à l'ouverture.

Avec le Journal des Finances, j'ai choisi l'action et je m'en félicite.



société

ÉDUCATION

Mieux organiser la recherche

Le colloque sur la recherche en éducation organisé par le ministère de l'éducation nationale s'est ouvert le 23 septembre à la Sorbonne. Cette manifestation, qui doit réunir pendant deux jours plus de 2 000 chercheurs, enseignants, responsables d'entreprises, de syndicats, d'associations... a pour but de réfléchir sur tous les aspects de la formation scolaire, professionnelle, sociale, culturelle... et d'aider le gouvernement à dégager les grands axes de la recherche pour les années à venir (*le Monde* du 18 septembre). M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a souhaité que la recherche dans ces domaines soit mieux organisée, qu'elle fasse une place plus grande à l'interdisciplinarité et définisse plus clairement les rôles respectifs de la recherche fondamentale et de l'expérimentation sur le terrain. Il a suggéré la création d'un *« nouveau cadre institutionnel pour la recherche en éducation »*, tout en soulignant que cette évolution des structures devait reposer sur une analyse des missions à remplir à long terme et ne pas se limiter *« à modifier le statut de tel ou tel organisme »*.

Eragny-sur-Oise « ville morte »

Mille deux cents personnes ont défilé, samedi 21 septembre, dans les rues d'Eragny-sur-Oise (Val-d'Oise), qui organisait une journée « ville morte » pour demander la création d'un second collège. Le collège Pablo-Picasso, construit en 1974 pour 815 élèves, en compte aujourd'hui 1 150, et il est dans un état de délabrement avancé. Proche de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, cette commune a connu en quelques années un développement considérable. Soutenus par l'ensemble des organisations de parents et d'enseignants, par la municipalité (PC) et la conseillère générale (PS), les parents occupent le collège depuis la rentrée. *(Corresp.)*

MÉTÉOROLOGIE

Menace de cyclone aux Antilles

La tempête tropicale Gloria, qui menaçait depuis samedi Saint-Martin et Saint-Barthélemy, s'est transformée, dans l'après-midi du dimanche 22 septembre, en cyclone tropical. Mais, selon la station météorologique du Raizet (Guadeloupe), celui-ci devait passer à 100 kilomètres au nord des deux îles. L'état d'alerte maximale du plan ORSEC a été maintenu pour les deux îles par la préfecture, qui a aussi déclenché la pré-alerte pour la Guadeloupe, où la météo prévoit une forte houle.

La Sécurité sociale financera la psychiatrie de secteur dès 1986

Angers. — M. Edmond Hervé a présenté, lundi 23 septembre à Angers, les grandes lignes de la prochaine réforme de la psychiatrie publique. Devant les représentants de la Fédération nationale des associations Croix Marine d'aide à la santé mentale, le secrétaire d'Etat chargé de la santé a annoncé que le gouvernement proposerait, dès la session de rentrée du Parlement, un projet de loi visant à faire prendre en charge par l'assurance-maladie l'ensemble des dépenses extra-hospitalières de psychiatrie, soit, pour l'année 1985, près de 24 milliards de francs. Ce nouveau système devrait prendre effet à compter du 1er janvier 1986.

De notre envoyé spécial

La psychiatrie publique distingue schématiquement deux types de prise en charge : l'hospitalisation d'une part, le « secteur » de l'autre. D'un côté, on « enferme » pour soigner, de l'autre, les équipes médicales se déplacent pour aller soigner les malades là où ils vivent. Deux mouvements opposés dont l'accord est souvent difficile à réaliser et auxquels correspondaient jusqu'à présent deux types de financement.

Après de longues années d'attente — et dans les milieux professionnels l'amorce d'une grande désillusion — c'est donc fait : le gouvernement va modifier, pour l'harmoniser, le financement des activités de secteur en psychiatrie. L'objectif de la future loi sera de *« faire prendre en charge par l'assurance-maladie l'ensemble des dépenses extra-hospitalières de psychiatrie »*.

« Hospitalocentrisme »

Jusqu'en 1984 et en dépit de l'incohérence maintes fois dénoncée du dispositif, les malades traités par les psychiatres publics étaient pris en charge par l'assurance-maladie lorsqu'ils étaient dans l'hôpital et par les collectivités locales lorsqu'ils étaient en dehors des établissements hospitaliers. Une situation d'autant plus inacceptable que l'évolution des techniques et des médicaments s'opposait à un hospitalocentrisme de plus en plus dépassé.

En 1984, l'Etat décidait de se substituer aux départements. Cette décision n'alla pas sans heurts. Un trou de 350 millions apparaissant subitement en cours d'année faute de prévisions suffisantes. En 1985, ce sont au total près de 2,4 milliards de francs que l'Etat aura affectés au secteur psychiatrique pour la dernière fois. Le gouvernement entend en effet organiser le financement des activités de secteur par la Sécurité sociale au titre du budget global. Le projet de loi actuellement en préparation, a expliqué en substance M. Hervé, à Angers, comportera plusieurs dispositions : extension du service public hospitalier aux activités de sectorisation ; possibilité pour le centre hospitalier de « sortir de ses murs » pour intervenir, par exemple, aux lieux de résidence des malades ; rattachement des personnels départementaux du secteur aux hôpitaux correspondants.

« Il ne s'agit pas, a déclaré M. Hervé, *de rapatrier les personnels départementaux sur des activités intra-hospitalières mais, bien au contraire, de favoriser le redéploiement des personnels travaillant actuellement dans l'hôpital vers ces alternatives. »*

Déjà une note, datée du 4 septembre et signée des deux directeurs de cabinet de Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Hervé, a été adressée aux commissaires de la République. Ce document précise qu'*« il n'y aura plus de budget annexe pour les activités prises en charge jusqu'ici par l'Etat »*. L'ensemble des établissements hospitaliers étant soumis au système dit du budget global, les sommes correspondant aux activités intra et extra-hospitalières de psychiatrie seront donc allouées par les caisses d'assurance-maladie sous la forme de douzièmes mensuels.

De quelles garanties disposera-t-on à l'avenir pour le développement, souhaité par tous, des activités de secteur ? *« Qu'on me comprenne bien*, a déclaré M. Hervé, *l'objectif de cette réforme — décisive pour l'avenir de la psychiatrie publique — ne conduira pas à un hospitalocentrisme. Les budgets annuels hospitaliers ne feront l'objet d'une approbation par les autorités de tutelle que s'ils vont dans le sens d'un développement des alternatives de l'hospitalisation »*.

Parallèlement, un décret d'application précisera le rôle et la composition des nouveaux « conseils départementaux de santé mentale ». Ce décret définira aussi la plupart des équipements alternatifs à l'hospitalisation psychiatrique (*« centres d'accueil permanent » ; « centres de crise » ; « appartements thérapeutiques »*). Au total, un ensemble de dispositions qualifiées par M. Hervé de *« décisives pour l'avenir de notre dispositif de santé mentale »*. Ces mesures permettront aussi à l'Etat de faire des économies.

JEAN-YVES NAU.

APRÈS LE VIOL DU BOULEVARD MAGENTA

Le secret de Marie-Claude

On ne sait toujours pas où est Marie-Claude. On sait seulement un peu mieux qui elle est. Dimanche 8 septembre après 21 heures, une jeune fille se présentait à l'hôpital Lariboisière à Paris (*le Monde* du 12 septembre) : elle venait, a-t-elle alors expliqué, d'être violée. Ses agresseurs, en la plaquant à terre, sous une porte cochère du boulevard Magenta à Paris, lui avaient cassé un os de l'avant-bras.

Après avoir reçu des soins, la jeune fille était repartie en taxi à 3 heures du matin, refusant de passer la nuit à l'hôpital ou d'être raccompagnée en ambulance. Elle avait auparavant donné un coup de téléphone pour s'assurer qu'à son arrivée quelqu'un pourrait payer la course. Le lendemain, elle se présente au poste de police de la gare du Nord où elle explique qu'elle veut porter plainte ; on la dirige sur le commissariat du quartier, le commissariat Saint-Vincent, qui enregistre ses déclarations et le signalement de ses agresseurs, trois Nord-Africains, dont l'un, âgé d'une vingtaine d'années, le visage balafré, correspond au signalement d'un cambrioleur qui a déjà sévi dans le quartier et a abusé de ses victimes à deux reprises.

La procédure est transmise à la 8e section du parquet de Paris. La troisième délégation de la police judiciaire est chargée de l'enquête. Le 13 septembre, une information judiciaire pour viol en réunion est ouverte contre X. et confiée à M. Philippe Jeannin. La veille, le 12, Marie-Claude, accompagnée d'un ami, se présente une nouvelle fois à l'hôpital pour faire soigner son bras. Elle y rencontre un psychiatre. Depuis la jeune fille s'est évanouie dans la nature et, très vite, s'ils ne mettent pas en cause la réalité du viol (des certificats médicaux attestent que la jeune fille venait d'avoir des rapports sexuels vraisemblablement accompagnés de violences quand elle s'est présentée à l'hôpital), les enquêteurs s'aperçoivent qu'elle a menti sur bien des points. Elle affirme s'appeler Marie-Claude V..., être née à Port-Blanc en Bretagne il y a dix-neuf ans, travailler à Paris dans un bar ou un restaurant dont elle ne donne pas l'adresse. Elle dit qu'elle habite le 11e arrondissement de Paris, elle soutient que ses agresseurs après l'avoir violée, l'ont délestée de 350 F, et pense qu'ils lui ont aussi dérobé sa carte d'identité puisqu'elle ne la retrouve plus...

Ensuite les policiers, qui veulent à nouveau entendre la jeune fille, la convoquent, en vain. Ils font alors d'étranges découvertes. L'état civil ne trouve aucune trace d'une Marie-Claude V... née à Port-Blanc, village breton ou lieu-dit d'une autre région, pas plus que la Sécurité sociale qui ne lui a pas délivré de numéro. A l'adresse qu'elle a donnée, accompagnée d'un numéro de téléphone, habite aujourd'hui un jeune mécanicien sénégalais. Dans ce minuscule logement, une petite chambre et un couloir qui sert de salle de bains et de cuisine, aucune trace de présence féminine, pas le moindre vêtement, pas le moindre article de toilette qui pourrait laisser penser que Marie-Claude y aurait récemment séjourné. Le jeune Africain affirme ne pas connaître la jeune fille.

Son frère aîné, en revanche, explique à la police qu'il a bien rencontré une Marie-Claude, il y a deux ans, mais ne l'a plus revue depuis. Tout cela n'est, semble-t-il, ni tout à fait vrai ni tout à fait faux. Aucun courrier au nom de Marie-Claude n'a jamais été adressé à cet endroit. Les locataires de ce vieil immeuble délabré n'ont connu personne correspondant au signalement de la jeune fille. En revanche, lundi 9 septembre, le lendemain du viol, une voisine affirme avoir croisé dans le hall d'entrée une jeune femme au bras cassé à qui elle a dit bonjour.

Une seule piste

Entre-temps, l'histoire de ce viol public, le troisième dans la région parisienne depuis le mois de mai, est largement commentée dans la presse. Les appels à témoins une nouvelle fois ne donnent rien. Un peu partout, on dénonce la lâcheté du passant indifférent qui n'intervient pas pour défendre une jeune femme violée sous ses yeux et passe son chemin sans même appeler à l'aide. Mais pas de Marie-Claude... Alors les enquêteurs continuent d'enquêter. Ils ne disposent que d'une piste : cette adresse du onzième où ils ont le sentiment qu'on ne leur dit pas toute la vérité, comme si on cherchait à faire écran pour protéger la jeune fille. Comme si Marie-Claude avait choisi de garder l'initiative et se serait réservé la possibilité d'apparaître et de disparaître à sa guise. Quel secret veut-elle cacher ?

Marie-Claude, jolie jeune fille, blonde aux cheveux coupés très court, a les yeux pers que ceux qui l'ont rencontrée n'ont pas oubliés. Elle a l'air timide, réservée. Habillée « à la mode », elle a le front ceint d'un bandeau. Sans en exclure tout à fait l'hypothèse, ceux qui l'ont rencontrée dans les jours qui ont suivi le viol ne croient pas s'être trouvés face à une mythomane ou à une écervelée qui aurait monté un canular de mauvais goût, mais ils croient qu'elle cherche à se protéger. De quoi, de qui... La réponse, partielle, viendra au bout d'une dizaine de jours, lorsqu'une femme contacte les policiers de son quartier dans une ville de la région parisienne. Elle a entendu parler de l'histoire du viol du boulevard Magenta. Elle n'est sûre de rien, mais elle se demande si la victime ne pourrait être sa fille prénommée Marie-Claude. Sur une photo, les policiers la reconnaissent sans hésitation : Marie-Claude est âgée de seize ans, elle est mère d'un bébé et, depuis l'âge de quatorze ans, fait régulièrement des fugues qui lui valent d'être recherchée. Etait-ce là son seul secret ?

AGATHE LOGEART.

LA LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE

M. André Diligent : certains textes de loi sont inadaptés

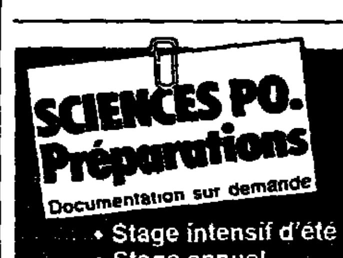
De notre correspondant

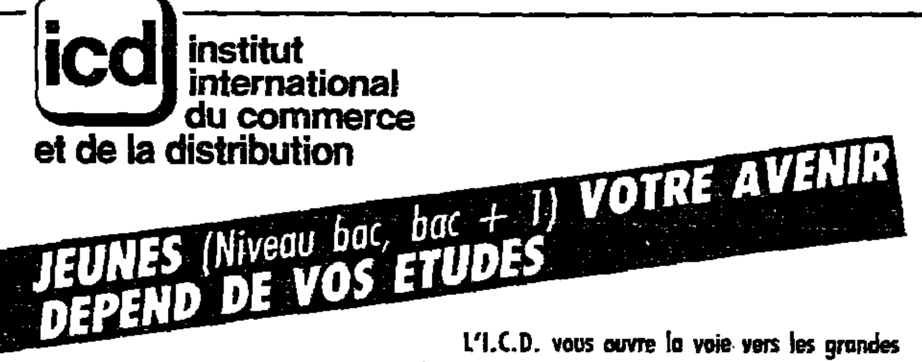
Lille. — M. André Diligent, sénateur du Nord et maire (CDS) de Roubaix, a dénoncé, samedi 21 septembre, certains textes de loi qu'il considère comme inadéquats pour lutter contre la délinquance. *« Le brouillard idéologique particulièrement intense depuis 1981*, a-t-il déclaré, *a permis l'adoption de textes inadaptés, dont la générosité des motifs était souvent opposée aux résultats constatés sur le terrain. »*

Ainsi, M. Diligent vise-t-il l'article 78-2 du code de procédure pénale qui prévoit que *« l'identité des personnes peut être contrôlée dans des lieux déterminés, là où la sûreté des personnes et des biens se trouve immédiatement menacée »*.

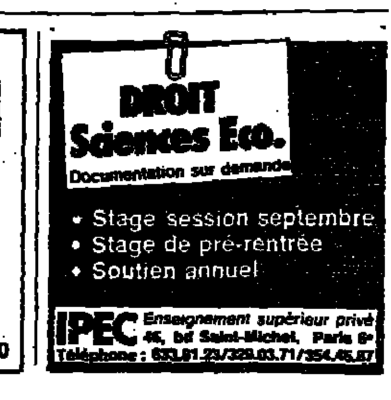
« Est-il concevable, demande M. Diligent, *qu'une caissière de supermarché puisse demander une carte d'identité à l'appui d'un paiement par chèque alors qu'un policier ne peut agir de même ? »* M. Diligent propose la création d'une sorte d'*habeas corpus* à la française, qui donnerait d'une part *« la possibilité aux policiers dans l'exercice de leurs fonctions de demander à un citoyen de justifier de son identité, et d'autre part ferait en sorte que la détention administrative de l'individu pour quelques heures permette simplement de vérifier son identité, avec la garantie, pour lui-même ou pour un tiers, de demander au juge, gardien de la liberté individuelle, son intervention immédiate »*.

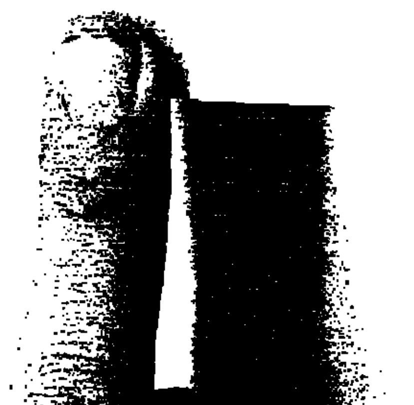
J.-R. L.

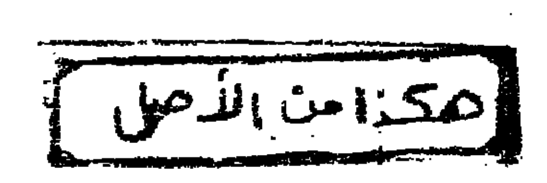












culture

L'ouverture du musée Picasso

Le président de la République inaugure, ce lundi, le musée Picasso, qui ouvre ses portes au public le 28 septembre. L'hôtel Salé, rue de Thorigny, à Paris, avec ses 6 000 mètres carrés, n'a pas la taille du musée d'Orsay ni de La Villette. Mais les collections qu'il accueille le placent parmi les plus précieux musées du monde.

Picasso meurt en 1973. Il laisse un héritage difficilement chiffrable, composé pour une bonne part d'œuvres impossibles à livrer d'un seul coup sur le marché ; leur cote peut varier.

Après divers procès, six héritiers devaient être reconnus dans leurs droits. Restait un septième : le fisc. L'Etat préleva l'équivalent du quart des œuvres, un ensemble estimé à 300 millions de francs en 1977. Outre cette dation — manière de payer en œuvres les droits de succession, — l'Etat recevait une donation de Jacqueline Picasso : des œuvres de peintres admirés par Picasso, collectionnées par lui sa vie durant.

Un an après la mort de Picasso, M. Michel Guy, alors secrétaire d'Etat à la culture, conçut le projet d'un musée. Il choisit un lieu, l'hôtel Salé ; à l'issue d'un concours, un architecte, Roland Simounet, Grand Prix national d'architecture, et, enfin, un conservateur, Dominique Bozo, qui prendra en 1981 la direction du Musée national d'art moderne.

Le choix de l'hôtel Salé obligeait l'Etat à conclure un accord avec la Ville de Paris, propriétaire du bâtiment. Accord de principe, dès juin 1975. Mais en 1979 seulement, au règlement de la succession, le conseil de Paris vote l'octroi d'un bail. Celui-ci n'est signé qu'en 1981.

Autres délais. Difficultés financières. Le budget prévisionnel initial de 29 millions de francs passa à 67,6 millions. Auxquels s'ajoutent 12 millions de francs de restauration à la charge des Monuments historiques, payés à parts égales par la Ville et l'Etat. M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (RI), s'est élevé contre cette fatalité française que sont les dépassements pour les chantiers de l'Etat — particulièrement en matière culturelle — et prenait pour exemple le musée Picasso.

Une rumeur en 1983 : le projet est en panne... On prévoyait initialement l'ouverture du musée pour 1981, centenaire de la naissance du peintre. Quatre années supplémentaires ont été nécessaires.

L'inauguration présidentielle, vigoureusement préparée par M. Jack Lang, a davantage déterminé la date d'ouverture que l'état d'avancement des travaux.

Il y a huit jours encore les équipes de M. Dominique Bozo, le conservateur, et celles de M. Roland Simounet, l'architecte, devaient ensemble, l'une, mettre en place les œuvres, l'autre parachever les finitions.

Au regard de la fabuleuse collection, enfin offerte au public, et de l'écho international que suscite un pareil événement culturel, retards et dépassements budgétaires pèsent peu.



SPADEM. Musées nationaux.

Un hôtel particulier pour un peintre public

Un musée neuf dans un vieil hôtel. Exercice devenu classique depuis qu'on a, pour l'essentiel, renoncé à détruire le patrimoine français. Mais exercice de haute voltige quand il s'agit d'une collection aussi ancrée dans la « modernité » et d'un monument « historique » depuis 1968, à l'architecture aussi forte.

L'exercice était en outre compliqué par l'état du bâtiment ancien. L'hôtel Salé fut achevé en 1660. Il avait été construit pour Pierre Aubert, sieur de Fontenay, fermier des gabelles (d'où le surnom de Salé) qui, entraîné dans la chute de Fouquet et ruiné, devait le revendre dès 1663. Il abrita ensuite des occupants aussi divers que l'École centrale, un bronzier, enfin l'École des métiers d'art de la Ville de Paris. Dès 1962, la ville le racheta d'ailleurs pour en faire un musée municipal, avant que l'Etat ne songe à lui pour un plus glorieux destin.

La dégradation générale du bâtiment, les mutilations, les ajouts successifs, ce fut Bernard Vitry, architecte en chef des monuments historiques, aujourd'hui décédé, qui s'y attela pour restituer à l'hôtel Salé la noblesse de son apparence extérieure. Restait l'aménagement intérieur du musée. En 1976, une consultation était organisée auprès de quatre architectes (1), à l'issue de laquelle Roland Simounet devait être choisi.

Agé de cinquante-neuf ans, grand prix national d'architecture (1977), Simounet vient d'Algérie, où il est né et où il a construit une forme d'habitat dont le coût très faible n'excluait ni la qualité ni la réflexion sur les traditions locales. Mais c'est l'aménagement de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés et le musée de Nemours qui l'ont désigné comme possible maître d'œuvre du musée Picasso. A Saint-Germain-des-Prés, il avait montré son habileté à insérer le moderne dans l'ancien. A Nemours, sa réflexion sur le concept de musée avait attiré l'attention.

Le parti de Roland Simounet

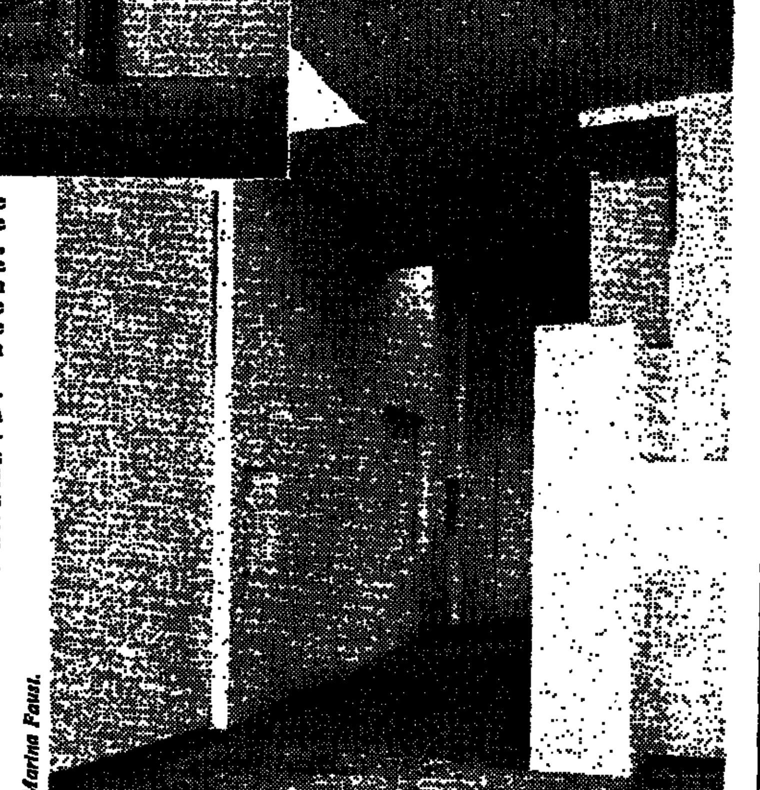
Pour l'hôtel Salé, c'est la simplicité et la cohérence de son parti qui devaient l'emporter. On demandait aux concurrents de trouver quelque 4 600 mètres carrés dans une structure qui paraissait ne pas en proposer plus de 3 000. Le projet de Simounet résolvait le problème sans constructions annexes, puisqu'il trouvait les surfaces nécessaires dans les méandres naturels de l'édifice. Ce dernier pouvait d'ailleurs faire mieux encore : on est parvenu à dégager finalement 6 000 mètres carrés.

Autre idée forte de Simounet : il conservait la logique originelle de l'hôtel, donnant sa pleine fonction d'accueil à la splendide cage d'escalier, le chef-d'œuvre de Jean Boullier. Jean Boullier, c'est le nom de l'architecte choisi par Pierre Aubert, et dont il ne reste que la monumentale demeure de la rue Thorigny : le musée Picasso tire Boullier de l'oubli, et le rapproche un peu de ses modèles probables, Le Vau, Mansart... L'escalier et le vestibule donnent la mesure de son talent, montrent comment la fortune du gabelou Aubert permettait d'être fort dispendieux, même fastueux en espace, en clarté, en transparence.

Ici commence et s'achève visuellement la visite du musée. Face à l'entrée, on aperçoit derrière l'encadrement glacé d'une porte quelques œuvres de la fin d'un parcours, qui commence par l'appel des sculptures sur le grand escalier. Entre les deux points, Simounet a ménagé quelques chemins de traverse qui permettent soit de gagner directement le jardin, soit d'éviter une partie des salles pour en gagner plus vite une autre.

L'escalier, si l'on veut, c'est un peu le symbole du souffle, de la puissance de Picasso. Sa longue vie, cette suite épuisante de créations, on en verra naturellement l'image dans l'enfilade des salles au premier étage. Quant aux surprises que ménageait le peintre et sculpteur, on en trouvera un bon équivalent dans l'apport du dernier architecte.

Simounet a, en effet, monument historique oblige, conservé et souvent restitué les volumes originaux de l'hôtel. Il a même singulièrement amélioré son projet initial, supprimant les mezzanines prévues dans les magnifiques salons et qui seules, pensait-on, permettraient de dégager les surfaces réclamées. Les fées du musée Picasso avaient bien sûr tout prévu et compensé ces détours pleins d'escaliers par quelques vestibules et manières d'espace résiduels : on a pu y loger autant de cabinets voués au « petites » œuvres de l'artiste. Ainsi les plafonds qui restaient, ou que la pioche a permis de dégager, couvrent désormais de leurs ornements tarabiscotés le maître de Vauvenargues, qui n'aimait pas trop l'architecture moderne.



SPADEM. Musées nationaux. — Marina Faust.

Que diraient les habitants du Père-Lachaise, si on leur demandait ce qu'ils pensent de leurs tombes ? Et que dirait Picasso de l'hôtel Salé tel qu'il se présente aujourd'hui ? La question n'est pas interdite puisque tout l'effort des concepteurs a été de créer tout exprès un lien utile et esthétique entre le plus baroque des hôtels parisiens et le plus moderne, le plus provocateur, des artistes du vingtième siècle. Si l'on veut se faire une idée du nombre et de l'ampleur des difficultés à résoudre, on se reportera au dossier tout à la fois complet, technique mais sensible, consacré au musée par le dernier numéro de la *Revue de l'art*.

Détails et stratagèmes

L'éclairage illustre bien la complexité d'un tel projet et l'intelligence des solutions adoptées. Dans les salles qui ont conservé des plafonds anciens, on ne pouvait faire appel qu'à des appareillages compliqués, ou carrément à des lustres, comme dans le bon vieux temps. Et Dominique Bozo est allé cherché Diego Giacometti pour qu'il invente de nouvelles machines à accrocher au plafond, transition étonnante entre tous les temps et époques du musée. Pour les espaces neufs, Simounet a pris le plus simple des partis, dissimulant dans l'épaisseur des cimaises de vulgaires tubes lumineux dont la lumière vient inonder le plafond avant de se répandre dans les salles.

Le principe de ce jour, comme diffusé par les structures mêmes du bâtiment, est l'un des nombreux stratagèmes imaginés par l'architecte pour marquer sa présence dans un édifice qui réclamait plutôt la sobriété. La sobriété, la discrétion, alliées à une forte présence, ce sont même les qualités premières qui l'avaient fait choisir. Mais Simounet a perdu de sa timidité. Les formes simples aux détails soignés, qui le plaçaient dans le clan de Le Corbusier, semblent ici s'être énervées de la présence de Scarpa parmi les quatre têtes de la consultation. Les formes se sont compliquées, et le goût des détails soignés s'est doublé d'un goût des détails tout court.

Parmi les stratagèmes utilisés pour donner libre cours à ce goût des détails, le plus intéressant est un système d'appel de salle en salle. Comme si tous les éléments de l'architecture avaient pour fonction secondaire d'indiquer la marche, le mouvement à suivre. Ce sont des corniches qui se prolongent, des ouvertures dans les murs, des pentes, des biais et obliques qui viennent prolonger le caractère rectiligne des cimaises. Ou encore des balcons, des points de vue de-ci de-là. Ou, merveilleuse habileté, des fentes créées à l'aplomb des portes pour permettre la circulation de la fumée (en cas d'incendie) dans les salles voûtées du sous-sol.

Autre stratagème, les rigoles et légers décrochements dans le sol qui « isolent » les cimaises du sol, doublés souvent de minces et simples barrières de fer. Si simple que soit en lui-même chacun de ces détails, si réussi soit-il, leur accumulation est parfois entêtante. D'autant que certains n'ont pas toute la grâce souhaitable et, comme les décrochements, les marches à l'envers dans les plafonds en pente, ils arrêtent davantage le regard qu'ils ne l'attirent et ne le font avancer.

Dans une opération exemplaire à maints égards, ces excès d'un maniérisme naissant rappellent qu'aucun artiste n'est à l'abri d'un mauvais coup de crayon. Pas même Picasso.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Les trois autres architectes étaient Roland Castro (avec le Groupement pour l'architecture et l'urbanisme), choisi parce qu'il savait faire preuve d'insolence à l'égard du passé, et devenu depuis conseiller de François Mitterrand pour les questions d'architecture ; Jean Monge, qui venait d'achever le musée de Poitiers dans un ancien bâtiment religieux ; Carlo Scarpa, le célébrissime Italien, qui devait mourir deux ans après la consultation pour le musée Picasso.

Un mobilier signé Diego Giacometti

Heureuse initiative que celle prise par le Mobilier national de commander à Diego Giacometti la création de meubles et de luminaires pour le musée Picasso.

A l'exception de la lanterne qui accueille le visiteur à l'entrée, avec ses deux chouettes, son feuillage et sa grâce aérienne, Diego Giacometti n'a pas voulu égayer ses chaises, ses banquettes et ses tables basses de ses animaux féeriques, pour ne pas distraire l'attention portée à l'œuvre de Picasso. Seule la justesse des proportions transforme ces meubles en œuvres d'art. Les deux grandes torchères en bronze sont monumentales, sans lourdeur. Le même décor de feuilles et de fleurs-ampoules se retrouve dans ses merveilleux lustres. Le plâtre modelé, traduit en résine blanche par Haligon, garde la trace du geste des doigts, en donnant une texture vibrante à la lumière.

Les montants et les tiges forment des plans dans trois directions perpendiculaires et donnent ainsi une impression d'exaltation de l'espace. Ils portent des fleurs quadrilobées et des feuilles en rosette à l'aspect à la fois étrange et allègre.

Cette expression de l'espace rejoint celle de Picasso, aussi bien pour des salles cubistes, où le volume cézannien évolue par fragmentations vers le jeu des surfaces planes, que pour les salles néo-classiques avec leur air raréfié.

Les meubles de Diego Giacometti font parfois penser à ceux des Etrusques ou des Egyptiens. Sans qu'il les copie, ni même s'en inspire, comme s'ils étaient les vestiges d'une civilisation mystérieuse qui leur eût été apparentée.

BERNARD FRAISSE.

★ Les éditions Heremann publieront prochainement un livre sur les meubles de Giacometti, dont certains sont exposés, jusqu'au 31 octobre, galerie Eolia, 10, rue de Seine, Paris-VIe. Frère du sculpteur Alberto Giacometti, Diego Giacometti est mort le 17 juillet dernier.

La dernière demeure

(Suite de la première page)

Mais il s'agit de beaucoup plus : outre un fonds d'archives, qui couvre tout le siècle, une collection d'estampes inégalable, il y a une foule de petites peintures, d'exercices de sculpture, de modelage, d'objets souvenirs manipulés..., toutes les reliques d'un travail acharné, inventif et bizarre. De quoi suivre pas à pas la vraie histoire, le vrai roman d'un homme qui, selon le conseil d'Apelle, ne concevait pas un jour sans dessin.

Une solution spectaculaire s'imposait. Ce qu'on nous offre, c'est une sorte d'institut Picasso, capable d'attirer les foules et les curieux, de répondre aux demandes d'information sur la vie, les amours, les idées, les voyages, les fameuses passions politiques... dont on n'a déjà que trop nourri la légende du peintre, et dont l'œuvre va peut-être enfin profiter (2).

Quel que soit l'avenir de la littérature acharnée à percer le « mystère », nous allons posséder enfin en France, à Paris, un dispositif sans égal pour aborder cette production monstrueuse, en un sens, dont on dirait que rien n'a été perdu. Et l'on va sans doute mieux s'apercevoir qu'elle appartient au passé révolu. Celui qui fut, avec Matisse, le grand révolutionnaire, le « libérateur » des modernes, apparaît et apparaîtra de plus en plus comme le terme final d'une histoire millénaire, à laquelle il appartient par ses prédilections méditerranéennes, ses références constantes — et un peu familières, certes — aux maîtres, son attachement au tableau, à l'objet, à l'art, en somme, tel qu'on l'a toujours défini et dont il n'entendait pas sortir, même quand la manipulation forcenée des formes l'entraînait loin, très loin des solutions anciennes (3).

La leçon de Cézanne

Son obsession unique fut la figure et le nu. Avec un don de caricaturiste qui a fait de ce bohème montmartrois de 1900 fasciné par Lautrec l'un des portraitistes les plus aptes à saisir et développer les difformités évidentes ou cachées des visages. Quand, après avoir inventé des créatures suaves et des beautés sculpturales, il décida d'explorer le laid, le bizarre, il mit au point des configurations qui prennent souvent avec le temps un éclat insolite et « vrai ». Il en démontra la validité en recourant souvent, après la soixantaine, à ces exercices de copie d'après les maîtres : Titien, Delacroix, Manet... et bien d'autres, qui suppléaient à un manque évident d'imagination. On repère très vite les ouvrages complémentaires conservés au musée Pouchkine de Moscou, à Chicago (*les Saltimbanques*, de 1905), à New-York (*les Demoiselles d'Avignon*, de 1907), à Londres (*la Danse*, de 1925) et au Prado (*Guernica*, de 1937), et enfin à Barcelone, la fondation sœur. Mais tous les amateurs percevront cette situation comme une gravitation satisfaisante autour du puissant noyau parisien, où l'on a accès à l'intimité du laboratoire, soigneusement dissimulé jusqu'ici. Ce n'est pas le moment de commenter les retournements et les alternances dont cette carrière donne le spectacle. Un mot l'éclaire. Alfred Barr, interrogeant Picasso sur ses admirations, sur Cézanne, obtint pour réponse : *« Ce qui compte, c'est l'inquiétude de Cézanne. C'est là qu'est sa leçon. »* A interpréter de plus près.

Il faut faire très attention avec ce personnage. On va pouvoir y regarder de plus près. Et il serait navrant que la révélation de ces carnets de croquis, de ces petites fabrications de quatre sous, de ces jeux formels — dont on pourra même suivre les « ratés », — n'excite pas un écho de la vitalité ironique, de l'alacrité insolente, volontiers indécente — mon Dieu, oui ! — qui y résident. Picasso est dangereux. Sans l'humour ou la malice, le *« chiste »* espagnol, les commentaires qu'on fait des œuvres deviennent vite risibles. Ce n'est pas pour rien que cet enfant prodige de La Corogne, ce compagnon des bohèmes catalans, monté à Paris, a voulu substituer à la notion populaire du beau une autre instance qui oscille de l'agencement formel, hermétique, froid et pur de type « cubiste » à la manipulation agressive, à forte charge passionnelle, qui l'envahit vers 1925. C'est bien pourquoi on n'est pas obligé de l'aimer tous les jours.

Jouisseur acharné et exaspéré de son art. Qu'on se rappelle les grognements (avec l'accent espagnol) : *« Ça va mal, ça va très mal »*, dans le film de Clouzot ! Retenons, parmi tant d'autres propos insolents, malicieux, faits d'esquives, celui qu'a rapporté Tériade en 1932, à un moment où Picasso entendait s'imposer — et y réussissait mieux aux Etats-Unis qu'en France : *« Au fond, tout ne tient qu'à soi. C'est un soleil dans le ventre aux mille rayons... »* Il en accordait le don à Matisse, en attendant de le revendiquer pour lui seul. Car, en ce qui le concerne, le génie n'est pas dans le cœur ; il n'est pas davantage dans la tête. Et l'on se trompe beaucoup à chercher la réponse dans ses amours — fatalement en évidence ! — ou dans ses amitiés littéraires. Le nouveau musée, qui fait honneur à ceux qui en ont eu l'initiative comme à ceux qui l'ont réalisé, invite, par sa plénitude, à mieux s'y prendre.

ANDRÉ CHASTEL.

(2) *Catalogue du musée Picasso*, vol. 1, par Marie-Laure Besnard-Bernadac, Michèle Richet et Hélène Seckel. *Guide du musée Picasso*, par Hélène Seckel. *Le Musée Picasso, Paris*, par Marie-Laure Besnard-Bernadac.

(3) Biographie par Pierre Daix, Seuil, première édition, 1977. On annonce une étude sur *Guernica* par J.-L. Ferrier, éd. Denoël.

Citations

« Comment voulez-vous qu'un spectateur vive mon tableau comme je l'ai vécu ? Un tableau me vient de loin ; qui sait de combien loin je l'ai deviné, je l'ai vu, je l'ai fait, et cependant, le lendemain, je ne vois pas moi-même ce que j'ai fait. Comment peut-on pénétrer dans mes rêves, dans mes instincts, dans mes désirs, dans mes pensées, qui ont mis longtemps à s'élaborer et à se produire au jour, surtout pour y saisir ce que j'ai mis, peut-être malgré ma volonté ? »

PICASSO (1935).

« Les œuvres de Picasso... Leur spectateur doit être pieux, car elles célèbrent des rites muets avec une agilité difficile. C'est cela qui distingue ce peintre des potiers grecs dont le dessin approche parfois. »

GUILLAUME APOLLINAIRE (1905).



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

VERY MIDSUMMER MADNESS : Jardin Shakespeare (254-34-04). 18 h 30.

NOS DÉSIRS FONT DÉSORDRE : Point virgule (278-67-03), 22 h 30.

LE JARDIN DES SUPPLICES : Huchette (326-38-99), 21 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Feydeau. Comédies en un acte.

BEAUBOURG (277-12-33) : *Débats/Rencontres/Musée* 18 h 30 : Rapports entre l'Orient et l'Occident dans l'art indien ; *Cinéma-Vidéo* 19 h : Bienvenue en Uruguay, de G. Auer ; *Vidéodisques Opéra* ; 19 h : la Bohème de Puccini, Dir. L. Gardelli ; 17 h 30 : Street wise, de M. Bell ; M.E. Mark ; M. McCall ; Cycle Akira Kurosawa 1943-1963 : salle Garance (pour renseignements sur programmation, téléphoner : 278-37-29).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : *Concert*, 20 h 30 : Monteverdi Choir Soloists/The English baroque Soloists, J. Eliot Gardiner (Haendel).

Les autres salles

☞ CARTOUCHERIE Théâtre de la Tempête (328-36-36), 21 h : spectacle commercial.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Balise de toi.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

☞ DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Femmes.

☞ FONTAINE (874-74-40), 21 h : Rififoin dans les labours.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Jardin des supplices.

JARDIN SHAKESPEARE (254-34-04), 18 h 30 : Very Midsummer Madness.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34) : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : la Poudre d'intelligence ; II. 18 h : Diabolo's 1929-1939 ; 21 h 45 : Dodo-Ji.

☞ MATHURINS (265-90-00), Petite Salle, 21 h : les Mystères du confessionnal.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) 20 h 15 : Allo Tokyo ; 21 h 45 : Chant d'elles ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11) I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Nous on sème.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h 30 : Eclairs d'un sorcier ; 20 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Courteline et Labiche en vacances ; 22 h 30 : Nos désirs font désordre.

La danse

☞ DIX-HUIT THÉATRE (226-47-47) 20 h 30 : L. de Silveira ; 22 : L. Calleau.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre national de Washington, dir. : M. Rostropovitch (Berlioz, Debussy, Chostakovitch).

Th. de Paris, 20 h 30 : M. Deneuve (Baschet).

Maison de la Poésie, 21 : E. Razimowski, P. Dechorgnat (Pousseur, Bosseur, Beethoven).

En région parisienne

☞ BOBIGNY, M.C. (831-11-45), 20 h 30 : T. Berganza (Purcell, Schumann, Granados).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, Cinéma japonais contemporain : la Station, de Y. Furuhata ; 21 h 30, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : les Oiseaux de nuit, de L. Barnier et A. Lasfargues.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46).

AMAZONIA, LA JUNGLE BLANCHE (It., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

L'AMOUR PROPRE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70), mer., jeu. ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (359-89-22).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 7-Parnassiens, 14e (335-21-21).

BRAZIL (Brit., v.o.) : 7-Parnassiens, 14e (320-30-19).

BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 8e (236-83-93) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).

CARNÉ, L'HOMME A LA CAMÉRA (Sov.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36, h. sp.).

CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).

Lundi 23 septembre

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (245-66-00).

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11e (805-51-33)) ; Denfert, 14e (321-41-01).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) mer., jeu. – V.f. : UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; Nations, 12e (343-04-67).

DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LA DÉCHIRURE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

DUST (Fr.-Belg.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

ESCALIER C (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES FILMS NOUVEAUX

ALAMO BAY, film américain de Louis Malle (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BRAS DE FER, film français de Gérard Vergez : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE, film français de Maud Linder : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

LIFEFORCE (*), film américain de Tobe Hooper (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE NEVEU DE BEETHOVEN, film franco-allemand de Paul Morrissey (v.angl.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

PERFECT, film américain de James Bridges (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

P.R.O.F.S., film français de Patrick Schulman : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

TOUCHE ! film américain de Jeff Kanew (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN, film français de Coline Serreau : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

RAN, film japonais d'Akira Kurosawa (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), mer., jeu. ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LE GAFFEUR (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

GOULAG (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Gaîté-Boulevards, 2e (233-67-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LEGEND (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

MASK (A. v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52), mer., jeu. ; Arcades, 2e (233-54-58).

NINJA III (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; République, 11e (805-51-33).

NO MAN'S LAND (Fr.-suis.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Pagode, 7e (705-12-15), mer., jeu. ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81), mer., jeu.

ORINOKO (Ven.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (326-84-65).

PALE RIDER (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) mer., jeu. ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) mer., jeu.

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) mer., jeu. ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

POLICE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic Entrepot, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).

LE POUVOIR DU MAL (Fr.-it.) : PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42), mer., jeu.

LA PROMISE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnos, 14e (327-52-37), mer., jeu.

RENDEZ-VOUS (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nations, 12e (343-04-67), mer., jeu. ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) mer., jeu. ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) mer., jeu. – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37), à partir de ven.

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

RUNAWAY, L'ÉVADÉ DU FUTUR (A., v.o) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; v.f. : Gaîté Rochechouart, 8e (878-81-77) ; Lumière, 9e (246-49-07).

SANG POUR SANG (A., v.f.) (*) : Bergère, 9e (770-77-58).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), mer., jeu.

STRANGER KISS (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (561-95-94).

STRICTEMENT PERSONNEL (Fr.) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).

SUBWAY (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) mer., jeu. ; Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

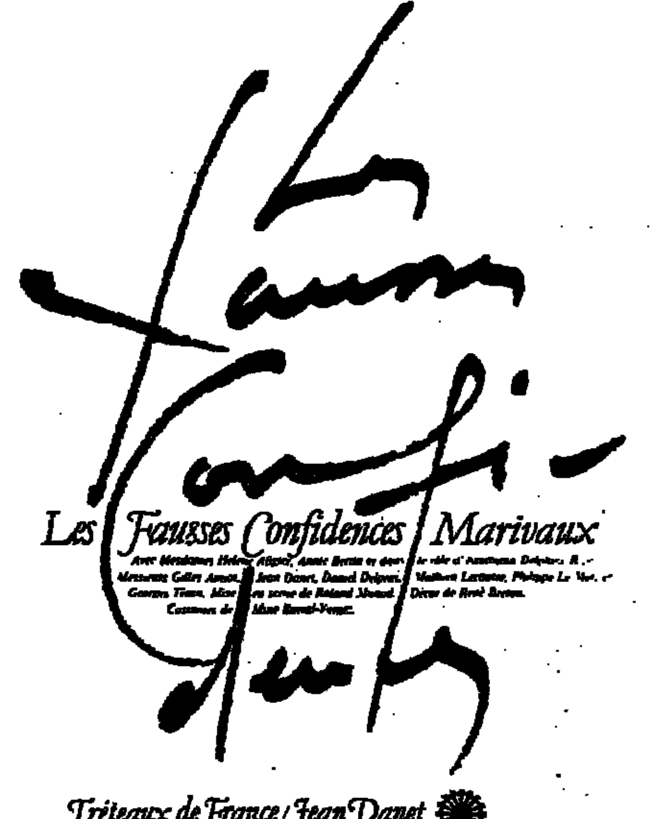
LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) (h. sp.) ; Rialto, 19e (607-87-61) (h. sp.).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

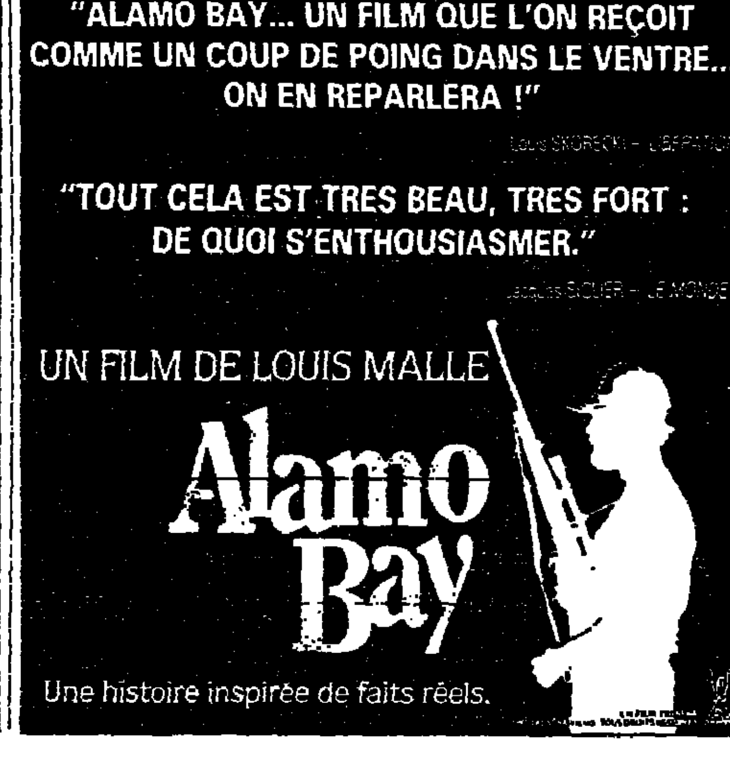
WITNESS (A., v.o.) : Quintetté, 5e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Capri, 2e (508-11-69).







POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES





RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 23 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 L'avenir du futur.
Emission de J.-P. Hutin, présentée par M. Clarke.

20 h 40 Cinéma : Terre brûlée.
Film anglais de C. Wilde (1970), avec N. Davenport, J. Wallace, A. May, J. Hamill, L. Frederick, P. Holt.
La pollution et la famine menacent la Grande-Bretagne. Un architecte londonien et sa famille vont tenter de survivre. Le cataclysme écologique mettant en péril la civilisation est traité à la manière d'un western. Film choc.

22 h 5 Débat : Halte au désert.
Avec A. Berroir, directeur de l'Institut scientifique de l'univers et directeur scientifique au CNRS, les professeurs P. Rognon, paléo-climatologue, M. Mazoyer, de l'Institut national agronomique, R. Kandel, astrogéophysicien ; le candide : E. Kodjo, professeur d'économie à Paris I.

23 h 20 Journal.

23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Série : V.
Feuilleton américain écrit et réalisé par R.T. Heffron.
Troisième épisode : voici déjà quatre mois que les visiteurs ont investi trente et une villes du monde, ils contrôlent les médias et les centres d'information de la planète. Seul le journaliste Donovan sait que sous leur apparence humaine se cachent des sauriens venus de Sirius. Un noyau de résistance se crée. Des truquages façon USA, infaillibles.

22 h 5 Série documentaire : le Japon, le rêve et l'histoire.
Réal. Jean Antoine. N° 3 : « Un superbe isolement, 1600-1868 ».
Le long règne d'une famille de shogun, les Tokugawa. Les trente millions de Japonais vivent repliés sur eux-mêmes, à l'abri de toute influence étrangère. La population est constituée de 80 % de paysans, qui vivent misérablement mais acceptent leur condition. Dans les villes, les marchands s'enrichissent. L'émission dévoile le déroulement précis du « seppuku », encore appelé « hara-kiri », rite implacable de la société japonaise.

22 h 55 Journal.

23 h 20 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : les Grandes Gueules.
Film français de R. Enrico (1965), avec Bourvil, L. Ventura, J.-C. Rolland, M. Dubois, R. Courtois, H. Suchar, M. Eyraud *(Rediff.)*.
Pour faire revivre une scierie des Vosges abandonnée, un homme embauche des condamnés de droit commun en liberté conditionnelle. D'après un roman de José Giovanni, un film musclé – considéré comme un western à la française, – avec aventures, bagarres, amitié virile.

22 h 45 Journal.

23 h 10 Thalassa.
Le magazine de la mer de G. Pernoud. La mer amie ou ennemie de Venise ? Document de R. Delourme *(Rediff.)*.
Pour fêter les dix ans de Thalassa, Georges Pernoud rediffuse ce très beau reportage sur Venise, réalisé pour un des premiers magazines de la mer.

23 h 55 Coup de cœur.

0 h Prélude à la nuit.
« La Berceuse sur le nom de Fauré », de Maurice Ravel, par Kurt Redel à la flûte et Noël Lee au piano.

FR 3-PARIS - ILE-DE-FRANCE

6 h 5, Première séance ; 16 h 15, Cinéma : Les Misérables, film de R. Bernard (3e partie) ; 17 h 40, La mémoire aux images ; 18 h 5, Carte blanche ; 18 h 55, Hello moineau ! ; 19 h 5, Atout pic : avec Georges Halpern ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Les héros n'ont pas froid aux oreilles, film de C. Nemes ; 22 h 5, Les KO de Canal Plus ; 23 h 5, Football australien ; 1 h 5, Martin, film de G. A. Romero.

FRANCE-CULTURE

20 h Musique, mode d'emploi : le saxophone dans tous ses états.

20 h 30 La véridique histoire des diables de Loudun.

21 h 40 Latitudes, musiques traditionnelles : la Corée.

22 h 30 La nuit sur un plateau.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Deuxième sonate, « Ludus Tonalis » de Hindemith par Sviatoslav Richter, piano.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton « Walter Jonas » ; à 23 h 05, Rêves d'ailleurs : œuvres de Duparc, Tchaïkovski, Rimski-Korsakov, Couperin, Ravel, Stravinski, Schubert.

Mardi 24 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h h 45 ANTIOPE 1.
11 h 15 La Une chez vous.
11 h 30 Les jours heureux.
12 h 2 Tournez... manège.
13 h Journal.
13 h 50 Série : la Lumière des justes.
14 h 45 Transcontinental.
15 h 55 Reprise : les jeudis de l'information (diff. le 19 septembre).
17 h 10 La maison de TF1.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Salut les petits loups.
18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 45 Feuilleton : Huit, ça suffit.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 40 Emission d'expression directe.
La CFTC ; la FEN.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).

20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : le Crime de Pierre Lacaze.
Première partie d'un téléfilm d'après le roman de J. Laborde, adapt. et réal. J. Delannoy et S. Ganzl. Avec R. Hanin, M.-F. Pisier, P. Rollin (diffusé en 1983).
Pierre Lacaze, ancien député, vit retiré dans la région de Bordeaux, séparé de sa femme. Une jeune fille est retrouvée assassinée et la piste de la police remonte au fils du retraité...

22 h 5 Série : Entre ciel et terre, Jérusalem.
Réal. Claude Massot.
3e partie : à côté des passions religieuses exacerbées dans cette ville déjà détruite et reconstruite quatorze fois, des hommes tentent de vivre. Déchirés ou portés par Jérusalem, ils n'échappent pas à son destin exceptionnel.

23 h Journal.
23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTIOPE.
11 h 20 Les rendez-vous d'Antenne 2.
11 h 30 Les carnets de l'aventure : le Conquérant de l'inutile.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Histoires à suivre.
14 h Aujourd'hui la vie. *Le tremplin des inventeurs.*
15 h Série : La reine des diamants.
16 h C'est encore mieux l'après-midi !
17 h 25 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie : le confort au bureau.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : La trappe.
20 h Journal.
20 h 30 Loto sportif : pronostics.

20 h 35 Cinéma : le Père tranquille.
Film de Noël-Noël et R. Clément (1946), avec Noël-Noël, C. Olivier, N. Alari, J. Artur, J. Varas.
Dans une petite ville de Charente, sous l'occupation ; un agent d'assurances, quinquagénaire pantouflard, dirige secrètement un réseau de résistance local. Œuvre de circonstance destinée à donner, après la guerre, l'image de l'unité nationale devant les Allemands. Eloge du Français moyen. On aime cette chronique intimiste et psychologique.

22 h 20 Mardi cinéma.
Emission de P. Tchernia, J. Rouland.
Avec André Dussolier, Philippe Noiret, Nicole Garcia et Sandrine Bonnaire.

23 h 25 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau « la Révolte des Haïdouks » ; à 17 h 15, Dynastie ; à 18 h 55, Hello, moineau ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC)
Docteur dites-nous tout sur vos prix !

20 h 35 Cinéma : Stowaway.
Film américain de W. A. Seiter (1936), avec S. Temple, R. Young, A. Faye, E. Pallette, H. Westley, A. Treacher (N).
Une petite fille, surnommée « Tchin-Tchin », dont les parents ont été tués à Shanghaï, sert d'interprète à un riche Américain qui apprend à veiller sur elle. Shirley Temple, enfant prodige et vedette, dans un mélange de drame et de comédie. Il y a aussi des chants et des danses.

22 h 5 Journal.
22 h 35 Emissions régionales.
23 h 10 Coup de cœur.
23 h 30 Prélude à la nuit.
« L'invitation à la valse », de Carl Maria von Weber, par Anna Stella Schich au piano.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 15 ; Les montchichi ; 7 h 35, Météo et top 50 ; 8 h 30, Dancin' days (et à 11 h 55) ; 9 h, Le Facteur sonne toujours deux fois, film de B. Rafelson ; 11 h, Série : Soyez bon si vous le voulez ; 12H35, Direct ; 14 h, Et la tendresse bordel ! (n° 2), film de P. Schulmann ; 15 h 35, Surprises ; 15 h 45, Descente aux enfers, film de G. A. Sherman ; 17 h 20, Transformers ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Top 50 ; 19 h, Maxi tête ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 19 h 50, Dessin animé ; 20 h 5, la Guerre des étoiles, film de G. Lucas ; 22 h 40, l'Africain, film de P. de Broca ; 0 h 15, les Implacables, film de R. Walsh ; Série : Soyez bon si vous le voulez.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Vergiliana ; (et à 10 h 50 : le Zen, cœur à cœur) ; 9 h 05, La matinée des autres : les livres des autres ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10 L'école des parents et des éducateurs : en éducation aussi une image vaut dix mille mots ; 11 h 30, Feuilleton : Mort d'un personnage ; 12 h, Panorama : Radio passions ; à 12 h 45, le Club de la presse : avec le professeur Mathé ; 13 h 40, Instantané, magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « l'Enfant de sable », de Tahar Ben Jelloun ; 14 h 30, Les gens des marais ; 15 h 30, Mardis du théâtre : mégaphonie, la critique critiquée ; 17 h 10 Le pays d'ici : Charleville ; 18 h, Subjectif : Agora ; 18 h 35, Spécial Suisse ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : Pour une approche scientifique de la psychosomatique ; 20 h, Musique, mode d'emploi : le saxophone dans tous ses états.

20 h 30, Le journal du corps : le paludisme, la grossesse dans ma tête, l'alimentation en France

21 h 30, Diagonales, ou l'actualité de la chanson : spécial Gérard Manset.

22 h 30, Nuits magnétiques : le journal culturel ; à 0 h 5, Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 10, L'imprévu, magazine d'actualité musicale ; 9 h 5, Le matin des musiciens : le Néo-classicisme; œuvres de Debussy, Mozart/Haendel, Geminiani/Corelli, Respighi, Warlock, Chostakovitch, Krenek... ; 12 h 10, Le temps du jazz : Sidney Bechet ; 12 h 30, Concert : œuvres de Franck, Debussy, Scelsi, par Rodrigue Milosi, violon, et Daniel Berthet, piano ; 13 h 40, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 14 h 2, Repères contemporains : Isang Yun ; 14 h 30, Cantate : BWV 106 de Bach ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Karel Anceri dirige des œuvres de Dvorak, Brahms, Liszt, Martinu, Stravinski, Ravel, Moussorgski ; 18 h 2, Programme musical : Jehan Alain ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 10, Magazine international ; 20 h 4, Avant-concert.

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Symphonie n° 5 en si bémol majeur de Bruckner par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. H. Hollreiser.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton Walter Jonas; à 23 h 5 : Manifestes médiévaux : « autour du manuscrit de Las Huelgas ».

COMMUNICATION

L'ALLIANCE AUDIOVISUELLE ENTRE M. MURDOCH ET LE GROUPE BRUXELLES-LAMBERT

Un défi au gouvernement français

Derrière le communiqué laconique du 20 septembre, une impitoyable bataille pour la prise de contrôle de la CLT. Les espoirs audiovisuels du gouvernement semblent bien compromis.

Un petit communiqué de Bruxelles s'est glissé le 20 septembre, vers 15 heures, entre les suites de l'affaire Greenpeace et le début d'un week-end caniculaire, pour annoncer l'alliance entre M. Rupert Murdoch et le groupe Bruxelles-Lambert (GBL). Etrange discrétion pour un accord de cette importance : d'un côté, la première multinationale de l'audiovisuel, solidement implantée depuis deux ans aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Australie ; de l'autre, le second groupe financier belge, aux fortes ramifications internationales, actionnaire principal de RTL, annoncent qu'ils vont développer des projets communs de télévision hertzienne ou par satellite de télévision directe.

Cette alliance fait l'effet d'une bombe dans les milieux politiques et audiovisuels. A l'évidence, personne n'était au courant des contacts entre M. Albert Frère, président de GBL, et M. Murdoch. Les dirigeants de RTL découvrent le communiqué par la presse. Le comité de direction de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), où sont représentés les intérêts belges, français et luxembourgeois, n'a jamais évoqué la question. M. André Rousselet, président d'Havas, partenaire privilégié de GBL au sein d'Audiofina, a été sommairement prévenu, vingt-quatre heures auparavant, au détour d'une conversation. De tous les actionnaires de la CLT, seuls les dirigeants d'Hachette étaient informés des négociations : se refusant à tout commentaire, ils se contentent de se *« féliciter d'un accord entre des partenaires qui sont aussi des amis »*.

Derrière la surprise, les principaux intéressés ne dissimulent pas leurs préoccupations. Que veut M. Albert Frère ? Doter la CLT d'un allié puissant pour renforcer son rôle dans l'audiovisuel européen, comme il l'avait indiqué dans un entretien récent (*le Monde* du 1er août) ? Dans ce cas, il semble faire cavalier seul et se soucier comme d'une guigne des délicats équilibres politiques qui régissent le fonctionnement du groupe luxembourgeois. Un tel comportement peut paraître suicidaire à un moment où RTL est engagée dans une complexe négociation sur le satellite de télévision directe et l'obtention d'une chaîne privée sur le territoire français. Sauf à considérer que le président de GBL se situe délibérément dans la perspective de l'après-mars 1986, et que son alliance avec M. Murdoch constitue un défi calculé au gouvernement français.

La crise qui éclate aujourd'hui s'est nouée en 1973. Cette année-là, M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, redoute la montée de la gauche. Il entend soustraire RTL d'un de ses actionnaires : le groupe Schlumberger, dirigé par M. Jean Riboud, un ami personnel de M. François Mitterrand. Il donne à Audiofina la majorité dans la CLT (54,6 %) et à Bruxelles-Lambert le contrôle d'Audiofina (38 %). Havas, représentant l'Etat français, est minoritaire mais garde, au terme d'un « pacte », le pouvoir de nommer l'administrateur général.

Cette subtile manœuvre porte ses fruits en 1981. Malgré les recommandations de M. Riboud, la gauche, arrivée au pouvoir, ne songe pas à remettre en question le capital de la CLT : GBL semble un partenaire financier bien tranquille et Havas apparaît tout puissant. Personne ne s'aperçoit que le bouillant M. Frère a remplacé à la tête du groupe belge le paisible baron Lambert, qu'il a fortement augmenté les fonds propres de GBL et engagé comme bras droit M. Gérard Eskenasi, ancien adjoint de M. Pierre Moussa, président de Paribas avant la nationalisation, qui – on s'en souvient – avait soustrait la filiale suisse à la nationalisation de l'établissement bancaire.

La crise éclate le 17 décembre 1984. Agacé par le ton de certaines chroniques de RTL, le gouvernement français tente d'obtenir le remplacement de M. Jacques Rigaud au poste d'administrateur délégué par M. Jacques Pomonti, président de l'Institut national de la communication audiovisuelle. L'opération échoue, contrée résolument par les représentants de GBL. Le gouvernement français découvre avec stupeur qu'il ne « tient » pas RTL et qu'il est trop tard pour renverser le rapport de forces. Le groupe belge affirme sa puissance financière, face à Havas affaibli par le lancement de Canal Plus.

M. Riboud avait bien tenté de casser la logique d'Audiofina : l'accord du 26 octobre 1984 avec le gouvernement luxembourgeois sur le satellite de télévision directe offrait l'occasion d'un renversement du rapport des forces. Mais M. Pomonti, chargé de mission pour le satellite, n'a pas tenu compte de cet accord dans le montage de la société d'exploitation et le gouvernement français a laissé faire.

Le piège

Dès lors, M. Albert Frère a les coudées franches pour pousser son avantage. Le 22 mai dernier, il fait nommer M. Gaston Thorn, son candidat, à la vice-présidence de la CLT, avec la certitude de succéder à l'actuel président, M. Pierre Werner. Parallèlement, GBL passe une alliance avec Hachette pour la prise de contrôle des éditions Dupuis et de leurs importantes activités audiovisuelles. Le doute n'est plus permis : la CLT – qui ne représentait que 6 % du chiffre d'affaires du groupe belge – devient, pour lui, un enjeu stratégique.

L'alliance avec le groupe de M. Rupert Murdoch est la dernière étape de cette partie de bras de fer entre M. Albert Frère et le gouvernement français. Le sens du communiqué du 20 septembre est clair : la CLT apparaît aujourd'hui confortée, capable de bloquer les négociations pour attendre des jours meilleurs. L'opposition n'a-t-elle pas promis, en cas de victoire aux élections de mars 1986, de privatiser ou de démanteler Havas ? Ne murmure-t-on pas à Paribas que M. Eskenasi serait assuré de reprendre la banque après mars et jouerait un rôle décisif dans les dénationalisations ?

Le gouvernement se retrouve pris au piège. Les décisions du 31 juillet sur la télévision privée devaient fixer le paysage audiovisuel, empêcher toute privatisation en cas de victoire de l'opposition. Mais le conflit avec la CLT, l'attentisme d'Hachette, bloquent ce mécanisme ingénieux, compromettent l'installation des réseaux privés multivilles, hypothèquent les bénéfices politiques de l'opération.

Comment contre-attaquer ? Mettre rapidement en place une chaîne musicale avec des capitaux de gauche ? Accélérer la privatisation de Canal Plus, comme le souhaite M. Rousselet ? Autant de réponses possibles, mais qui restent assez marginales. Faut-il, comme le suggère M. Pomonti, chargé de mission sur le satellite, passer un accord avec M. Silvio Berlusconi, le géant de la télévision privée italienne, qui se fait fort de monter rapidement une chaîne privée et de résoudre le problème du satellite ? L'hypothèse est sérieusement considérée par certains membres du gouvernement, qui estiment que l'amitié entre M. Berlusconi et le premier ministre socialiste italien, M. Bettino Craxi, est un gage politique suffisant ! Mais elle fait grincer des dents à tous ceux qui rendent la télévision privée italienne responsable de la mort du cinéma italien et du triomphe d'une logique commerciale peu soucieuse des enjeux culturels.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La mort de Geneviève Tabouis

Cinquante ans de radio, soixante-quatre ans de presse écrite et treize livres : Geneviève Tabouis, la doyenne des journalistes français, est décédée, dimanche 22 septembre, à son domicile parisien, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Y eut-il jamais dans le journalisme une carrière aussi longue que celle de Geneviève Tabouis ? Sa parenté avec les Cambon lui avait ouvert toute jeune les portes du sérail diplomatique, et elle fit ses débuts, en 1919, dans les coulisses de la conférence qui devait aboutir au traité de Versailles. Près de soixante ans plus tard, toute frêle, toute menue, presque diaphane, se nourrissant à peine, elle hantait encore les couloirs du Quai d'Orsay et les salons des ambassades et n'hésitait pas à communiquer chaque dimanche aux auditeurs de RTL ses prévisions pour la semaine.

Ceux qui l'ont connue à l'époque de sa gloire, quand Hitler s'en prenait à elle dans ses discours, commencent à se faire rares. Ceux qui, comme nous, sont devenus ses confrères et ses amis après la Libération avaient un peu de peine à imaginer, en bavardant avec cette vieille dame charmante et raffinée dont le visage espiègle, sous les cheveux blancs, faisait penser à quelque marquise de l'ancien régime, qu'elle ait pu être la Cassandre de l'entre-deux-guerres. Sa grande époque avait été celle des Herriot, des Tardieu, des Briand, des Laval, pour ne parler que des Français : c'est-à-dire d'hommes qui pouvaient espérer, par leurs intrigues et leur talent, détacher soudain tel pays de telle alliance, séduire Mussolini, rassurer Benès, ou impressionner Hitler. Infatigable, toujours sur la brèche ou au téléphone, connaissant tout le monde, harcelant tout le monde, « Geneviève » était sans rivale pour arracher les secrets d'État à leurs détenteurs.

Ennemie jurée de l'Axe et de Vichy, mais réfractaire au gaullisme, elle se fixa pendant la guerre à New-York, dirigeant l'hebdomadaire *Pour la victoire* et déployant une inlassable activité au service de la cause alliée. A son retour en France, *l'Œuvre*, le journal où elle écrivait chaque jour, avait disparu pour s'être abandonné, avec Marcel Déat, à la collaboration. Elle ne retrouva jamais une telle tribune. Et puis la diplomatie changeait rapidement. Elle sut s'adapter avec cette discrétion et cette modestie qui étaient parmi ses grandes vertus. Mais elle ne tenait plus la vedette comme elle l'avait fait auparavant.

Il en aurait fallu davantage pour abattre sa flamme, sa bonne humeur et une courtoisie qui ne cédait que lorsqu'elle trouvait que le pouvoir, sous ses diverses formes, en prenait trop à son aise avec la presse. Nous la voyons encore, à Genève, en 1954 – ou bien était-ce en 1959 – alors que s'ouvrait une des grandes conférences Est-Ouest, brandir son parapluie contre le chef du service de presse du Quai d'Orsay, lequel n'avait strictement rien à dire, le malheureux, aux journalistes. *« Nous sommes ici par la volonté de notre public*, s'écria-t-elle de sa voix suraiguë, *et nous ne nous en irons que lorsque vous nous aurez donné des nouvelles. »* Le porte-parole alla voir son ministre et revint les mains pleines.

Sa lutte contre Hitler et Munich avait trop marqué Geneviève Tabouis pour qu'elle se décide jamais à faire confiance à l'Allemagne et à l'Europe des Six. Pour elle, le chemin de la paix passait par l'entente avec l'URSS. Pendant le voyage de de Gaulle à Moscou en 1966, elle nous prit à part dans un salon de l'ambassade de France : *« Je crois*, nous dit-elle, *que c'est l'un des plus beaux jours de ma vie. »* Il y en avait eu bien d'autres pour cette femme chaleureuse et généreuse, à qui une volonté farouche et la passion de son métier auront permis, presque jusqu'à la fin, d'ignorer superbement les atteintes de l'âge.

A. F.

[Née à Paris en 1892 dans une famille d'artistes (son père, Fernand Le Quesne, était peintre et son grand-père paternel sculpteur) et de diplomates (elle était nièce de deux célèbres ambassadeurs de France : Paul et Jules Cambon), Geneviève Tabouis, après des études de Lettres, entra à l'École du Louvre, mais à partir de 1924, c'est au journalisme diplomatique qu'elle se consacra tout en continuant de se passionner pour l'archéologie, notamment égyptienne. Éditorialiste de *l'Œuvre* jusqu'en 1940, directrice à New-York de *Pour la victoire* pendant l'occupation de la France, elle collabora après la guerre à de nombreux journaux parisiens *(France libre, l'Information, Paris-Jour)*, régionaux *(la Dépêche du Midi)*, et étrangers, et à RTL, où elle tint une rubrique quotidienne puis hebdomadaire. Elle a publié en France et à l'étranger de nombreux ouvrages consacrés à *Toutankhamon, Nabuchodonosor, Salomon*, et surtout à la politique contemporaine : *Jules Cambon, Chantage à la guerre, Albion perfide et loyale, Ils m'ont appelée Cassandre, Paris sous l'ennemi, Vingt ans de suspense diplomatique, Grandeurs et servitudes américaines* et, plus récemment, une étude sur *Sybaris*. Elle était la veuve de Robert Tabouis, ancien président de la CSF (Compagnie générale de télégraphie sans fil).]

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 23 SEPTEMBRE

– *M. Georges Marchais*, secrétaire général du PCF, est reçu à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 20.

● *Le conflit Lignel-Hersant à Lyon.* – Des manifestants du Livre CGT ont bloqué, dans la nuit du 21 au 22 septembre, la diffusion du *Journal Rhône-Alpes* (qui n'a pas été distribué) et de *Lyon-Matin-Dimanche*. Les gendarmes sont intervenus. *Le Progrès-Dimanche* est resté absent des kiosques pour la sixième fois. Le litige entre le groupe Progrès de M. Lignel et le groupe Dauphiné de M. Hersant est à nouveau cette semaine entre les mains de la justice.

HANDICAPÉS

Le congrès des accidentés du travail

Plus de douze mille personnes ont participé à la manifestation de clôture

De notre envoyée spéciale

Bourges. – La Fédération nationale des mutilés du travail a tenu son trente-septième congrès, à Bourges, du 17 au 22 septembre. Née en 1921 dans la mouvance syndicale, elle compte aujourd'hui quatre cent mille adhérents mais souffre de la même désaffection que les syndicats.

Si les congressistes admettent que, depuis la loi d'orientation de 1975, les droits des handicapés sont reconnus, ils ont multiplié les revendications : réparation des incapacités permanentes inférieures à 10 %, retraite à cinquante-cinq ans pour les handicapés, insertion professionnelle pour les handicapés, amélioration de la prévention des accidents du travail et surtout versement d'une allocation égale au SMIC pour les handicapés permanents qui ne peuvent pas travailler.

Pour sa part, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a rappelé que, depuis le début du septennat, le gouvernement avait développé la prévention, amélioré le droit de regard du salarié sur la sécurité. Entre 1981 et 1985, les pensions versées aux handicapés ont augmenté de 40 %, a affirmé Mme Dufoix et le nombre de travailleurs handicapés employés dans les entreprises est passé de cinquante-huit mille, en 1981, à quatre-vingt-dix mille, en 1985. Le congrès s'est achevé le 22 septembre par une manifestation à laquelle plus de douze mille personnes ont participé. Signe des temps et pour marquer son évolution, la Fédération des mutilés du travail a décidé de se transformer en une « Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés » (FNATH).

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Jean LABIB,
Catherine LAMOUR,
Samuel,
Louisa,
Jeanne,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Pauline,

le 17 septembre 1985.

Mariages

– M. et Mme Jean-Charles CHÂTEL,
l'ambassadeur et la comtesse
Bernard de CHALVRON,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Caroline et Jean-Guy,

qui sera célébré dans l'intimité, le samedi 26 octobre, à Paris.

– M. et Mme Emile DELISLÉ,
M. et Mme Bernard MORSELLI,

ont le plaisir de faire part du mariage de leurs enfants,

Eliane et Lesly,

à la mairie du seizième arrondissement de Paris, à 17 heures.

Décès

– Ses amis et anciens collaborateurs ont la douleur de faire part du décès, survenu le 20 septembre 1985, du

docteur Georges BARSKI,
directeur honoraire de recherches au CNRS,
ancien chef de laboratoire
de culture de tissus et de virologie
à l'Institut Gustave-Roussy.

Les obsèques auront lieu le mardi 24 septembre, à 10 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

[Né en 1909 à Varsovie (Pologne) où il fit ses études de sciences, Georges Barski se spécialisa à l'Institut Pasteur de Paris, où il dirigea, de 1947 à 1955, le laboratoire de culture des tissus dans le service des virus. Directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Georges Barski fut le chef ensuite et jusqu'en 1977 du laboratoire de culture des tissus et de virologie, à l'Institut du cancer Gustave-Roussy, à Villejuif.

C'est en 1960 et 1961 qu'il publia son étude essentielle sur l'hybridation des cellules somatiques en cultures cellulaires mixtes. Une démonstration était pour la première fois apportée d'une coopération génétique au sein d'un génome hybride issu de la fusion expérimentale de deux cellules somatiques différentes. Cette observation fournissait un outil entièrement nouveau aux recherches sur la génétique, la différenciation cellulaire, l'interaction cellule-virus et la cancérologie (notamment par des croisements entre cellules normales et malignes).

Georges Barski avait reçu de très nombreuses distinctions scientifiques nationales et internationales, et sa renommée était grande dans les milieux scientifiques.]

– Mme Maurice Borel,
son épouse,
Mme Edwige Borel
et ses filles, Diane et Maïk,
M. et Mme Pascal Borel
et leurs enfants, Bruno, Isabelle et Estelle,
Mme Patricia Girot
et sa fille, Julia,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Borel,
M. et Mme Pierre Lambret,
M. et Mme Guy Lepère,
ses frères et sœur,
Les familles Borel, Lambret, Franckhauser, Amieux, Parant, Héraux,
Ainsi que tous ses parents et amis,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Maurice BOREL,

à l'âge de cinquante-six ans, après une longue et douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 25 septembre 1985 dans la plus stricte intimité.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.



– Mme Jean Raoux,
M. et Mme René Cambiaggi
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Philippe Raoux
et leurs enfants,
M. et Mme Yves Raoux
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Raoux
et leur fils,
M. et Mme Yves Viseux
et leurs filles,
M. Michel Raoux,
Mlle Paule Desmarquest,
M. et Mme Lucien Clément,
son épouse,
ses enfants et petits-enfants,
sa tante,
ses sœur et beau-frère,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean RAOUX,
ingénieur général
des ponts et chaussées,

survenu le 21 septembre 1985, dans sa soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 25 septembre, à 10 h 45, en l'église Saint-Germain, rue J.-L. Forain, au Chesnay (Yvelines), où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière du Chesnay, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

5, square Clément-Marot,
78150 Le Chesnay.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Marcelle ROGER,
déportée résistante,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre de Léopold II,

survenu à l'hôpital d'instruction des armées Bégin, le 10 septembre 1985, à l'âge de soixante-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une messe sera dite à sa mémoire en la grande chapelle de l'hôpital Bégin, 69, avenue de Paris, à Saint-Mandé (Val-de-Marne), où l'on se réunira le samedi 28 septembre, à 11 heures.

M. et Mme Henri Regnault,
8, allée des Feuillantines,
94800 Villejuif.

– Le directeur et les personnels du Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes (CRESM) d'Aix-en-Provence,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme Christiane SOURIAU-HOEBRECHTS,
directeur de recherche au CNRS,

survenu le 16 septembre 1985.

– Le centre d'études féminines-féministes de l'université de Provence informe le mouvement des femmes et tous ses sympathisants du décès de

Christiane SOURIAU,
secrétaire générale du CEFUP,

notre sœur, notre amie.

Son exceptionnelle personnalité trouvera vivante fidélité dans la diversité de nos travaux.

29, avenue Robert-Schuman,
13621 Aix-en-Provence.

[Née le 29 juin 1924 à Shaerbeck en Belgique, Christiane Souriau a fait des études de philologie classique à l'Université libre de Bruxelles ; elle a épousé, en 1947, Jean-Marie Souriau, dont elle a eu cinq enfants. Licenciée d'arabe, elle est entrée, en 1964, au CNRS, où elle a créé la bibliothèque de langue arabe sur le Maghreb et animé la section de documentation.

En 1967, elle a soutenu une thèse de troisième cycle sur la presse maghrébine, et elle a commencé une carrière de chercheur dont les principaux axes ont été la politique d'arabisation, la société libyenne et les femmes.

Elle a animé le Centre d'études féminines de l'université de Provence et dirigé, depuis 1982, un programme de recherche sur « Les femmes, le temps et l'argent autour de la Méditerranée aujourd'hui. »

Elle a obtenu l'habilitation à la direction de recherche à l'université de Provence en 1985. Parmis ses nombreuses publications, nous retenons : *la Presse maghrébine*, CNRS, 1969 ; *le Maghreb musulman*, CNRS, 1979 ; *Femmes et politiques autour de la Méditerranée*, l'Harmattan, 1980 ; *Libye : l'économie des femmes*, à paraître en 1986.]

– Mme O. Thebault,
son épouse,
Les familles Thebault, Bouchaud, Dirou et Seunaneche,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Maurice THEBAULT,
ingénieur arts et métiers,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 15 septembre 1985, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Chemin des Poissonniers,
13600 La Ciotat.

Remerciements

– Mme Alain Audiat,
son épouse,
Mlle Sophie Audiat,
sa fille,
Les familles parentes et alliées,

ne pouvant répondre individuellement à celles et ceux très nombreux qui leur ont témoigné tant de marques d'amitié et de sympathie lors du décès de

Alain AUDIAT,

les prient de trouver ici l'expression de leurs vifs remerciements et de leur profonde gratitude.

– L'Association technique de l'importation charbonnière (ATIC) présente ses sincères remerciements aux personnes qui ont adressé leurs témoignages de sympathie lors du décès de

Alain AUDIAT,

survenu le 10 septembre 1985.

Anniversaires

– « La muerte-llevandose la vida ya vivida por delante y de la mano...
Es enfisema es llanto no llorado,
Es infarto de tanto amor callado. »

Félix C. COBO.

Pour ce deuxième anniversaire,
Sa femme,
Ses enfants,
Ses frères et belles-sœurs, sa nièce,
Ses amis et compagnons de lutte d'Argentine, d'Uruguay et de France se souviennent.

– Pour le cinquième anniversaire du décès de

Maurice MARÉCHAL,

une pensée est demandée à ceux qui en ont gardé le souvenir.

22 septembre 1980.

Avis de messes

– Un service se tiendra le lundi 30 septembre 1985, à 8 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, à Paris-16e, en la mémoire de

Frank ARNAL,
ancien ministre,
président honoraire
du Conseil national de l'ordre
des pharmaciens,
président d'honneur
de la Caisse d'assurance-vieillesse
des pharmaciens,

dont les obsèques ont eu lieu le 25 juin, à Vialas (Lozère).

De la part de
Mme Frank Arnal,
Du Conseil national de l'ordre des pharmaciens,
Et de la Caisse d'assurance-vieillesse des pharmaciens.

– Le président
et les membres du Cénacle des Amis
informent qu'un service religieux aura lieu à la mémoire de leur président d'honneur,

Arthur Wellesley BARNETT,

la mardi 24 septembre 1985, à 9 heures précises, en l'église anglicane Saint-Michel, 5, rue d'Aguesseau, à Paris-8e.

Le Cénacle des Amis,
59, rue de Richelieu,
75002 Paris.

Communications diverses

– Académie de Lutèce, exposition de peinture CIAC, 27, rue Taine, à Paris-12e, métro Daumesnil.

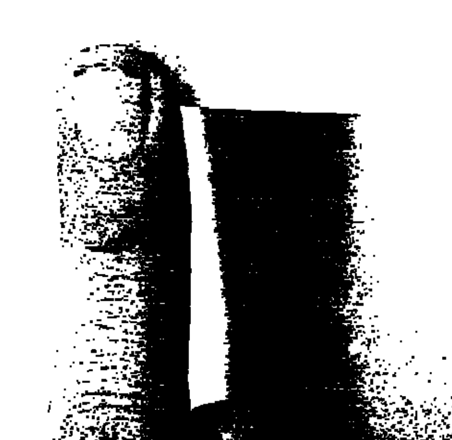
Tous les jours, du 25 septembre au 6 octobre, de 13 heures à 19 heures, samedi et dimanche compris.

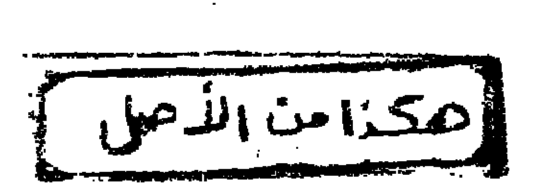
Vernissage le 27 septembre à 17 heures.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

– Université Bordeaux-III, mardi 24 septembre, à 14 heures, salle des Professeurs, Mme Aouchar, née Amina Arhai : « Colonisation et transformation d'une société : l'Outat (Haute-Moulouyal). »





INFORMATIONS « SERVICES »

LOISIRS

MODE, FILMS ET MONUMENTS

22 septembre, jour de fêtes

Où donner de la tête le 22 septembre ? Aller au cinéma à deux et ne payer qu'une seule place ? Découvrir les monuments historiques habituellement interdits à la visite ? Les Parisiens étaient encore plus gâtés, qui pouvaient en flânant observer Christo achever l'empaquetage du Pont-Neuf, assister au défilé organisé pour le Festival de la mode, avenue Foch, par le couturier Daniel Hechter, sans oublier les podiums de « Nord-Sud 85 » installés à la Défense.

La seconde Journée portes ouvertes dans les monuments historiques est un grand succès populaire. A Paris, les ministères étaient pris d'assaut en priorité. En milieu d'après-midi, la passerelle qui relie les bureaux de M. Jack Lang au Conseil constitutionnel est noir de monde. L'hôtel Matignon ne désemplit pas : 15 000 visiteurs. On vient, en famille, casser la croûte dans les jardins du premier ministre ou commenter, rue de Valois, les fresques d'Alechinsky et le nouveau bureau en sycomore commandé par M. Lang à Andrée Putman. L'ambassade d'Allemagne fédérale, la seule à ouvrir ses portes, livrait de son côté les secrets de l'hôtel de Beauharnais. Vers 17 heures, une première évaluation nationale donnait un 1,5 million de visiteurs dans les 5 000 monuments ouverts. L'année dernière, ils étaient 600 000 pour 3 000 édifices. Le tout pour un budget inférieur à 1 million de francs.

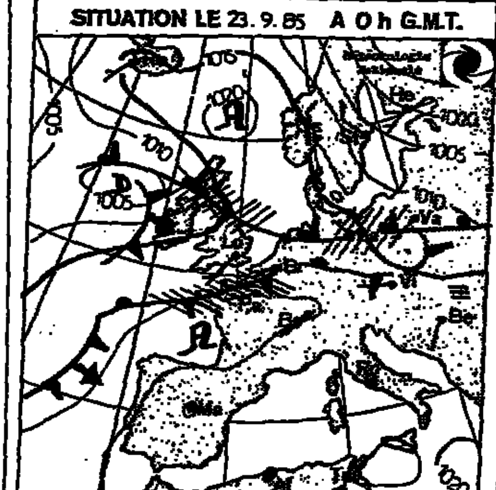
Pour ce qui est du cinéma, les lendemains de fête sont plutôt gais. La fréquentation des salles s'est mise à croître dès vendredi soir. Si l'on n'a pas assisté aux scènes délirantes du 14 juin, plusieurs salles affichaient complet à Paris, la quasi-totalité en province. Sur l'ensemble de la France, il y a eu de deux à trois fois plus d'entrées qu'un dimanche ordinaire.

Les résultats du concours « La ronde des baisers » ont départagé le 21 septembre, les 558 000 participants. Premier prix : un séjour à Hollywood. Quant à la vente aux enchères du 20 septembre, elle a rapporté 100 000 F, la base d'une fondation pour le cinéma.

Le deuxième volet de la fête venait à point nommé pour mettre en valeur les récentes mesures d'incitation fiscale. Après tant de bonnes nouvelles, quoi de plus naturel pour M. Jack Lang que d'arborer le badge officiel de la manifestation : un petit cœur rose portant l'inscription : « *Cinéma, je t'aime.* »

S. DURAND-SOUFFLAND.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 24.09.85 DÉBUT DE MATINÉE

Météorologie Nationale

≡ Brouillard — Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France, entre le lundi 23 septembre à 0 heure et le mardi 24 septembre à 24 heures.

Situation générale :

Les hautes pressions se maintiennent sur l'Europe occidentale. Une faible perturbation s'enfonce sur le nord de la France en apportant de l'air humide.

Mardi : La France sera séparée en deux zones distinctes : le nord et le sud.

Sur une large moitié sud du pays le beau temps ensoleillé chaud et sec persistera. Toutefois quelques formations de nuages bas ou de brouillards retarderont l'apparition du soleil près du golfe du Lion ainsi que du Sud-Ouest au Centre. L'après-midi il fera 26 à 28 degrés à l'ombre, plus de 30 degrés sur le Massif Central et la vallée du Rhône.

En revanche, au nord de la Loire il fera gris et humide le matin, avec quelques bruines près des côtes de la Manche, du brouillard dans l'intérieur. Au fil de l'après-midi cette couche nuageuse va se déchirer par endroits et laisser passer quelques éclaircies, celles-ci se faisant plus larges en soirée. Du fait du manque de soleil les températures ne dépasseront pas 17 à 18 degrés près des côtes de la Manche, 19 à 23 degrés ailleurs à la faveur d'éclaircies.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 22 septembre, le second, le minimum de la nuit du 22 au 23 septembre) : Ajaccio, 27 et 15 degrés ; Biarritz, 24 et 17 ; Bordeaux, 25 et 15 ; Bréhat, 21 et 15 ; Brest, 18 et 14 ; Cannes, 26 et 16 ; Cherbourg, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 31 et 10 ; Dijon, 29 et 12 ; Dinard, 21 et 16 ; Embrun, 28 et 15 ; Grenoble-St-M.-H., 28 et 12 ; Grenoble-St-Geoirs, 29 et 12 ; La Rochelle, 22 et 15 ; Lille, 19 et 16 ; Limoges, 29 et 17 ; Lorient, 18 et 17 ; Lyon, 30 et 12 ; Marseille-Marignane, 29 et 15 ; Menton, 18 (mini) ; Nancy, 28 et 12 ; Nantes, 24 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 19 ; Nice-Ville, 27 (maxi) ; Paris-Montsouris, 28 et 18 ; Paris-Orly, 29 et 14 ; Pau, 24 et 14 ; Perpignan, 31 et 20 ; Rennes, 22 et 18 ; Rouen, 21 et 15 ; Saint-Etienne, 30 et 11 ; Strasbourg, 30 et 15 ; Toulouse, 29 et 14 ; Tours, 27 et 12.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 19 degrés ; Genève, 27 et 10 ; Lisbonne, 27 et 17 ; Londres, 23 et 14 ; Madrid, 30 et 14 ; Rome, 31 et 17 ; Stockholm, 13 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MARDI 24 SEPTEMBRE

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, métro Cité, côté marché aux fleurs (M.-C. Lesnier).

« Les hôtels de la rue du Faubourg-Poissonnière », 15 heures, 44, boulevard Bonne-Nouvelle (M. Hager).

« Versailles : quartier Saint-Louis », 14 h 30, devant la façade de la cathédrale Saint-Louis.

« L'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et son quartier », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Prés, côté église.

« Christo emballe le Pont-Neuf : problèmes techniques et conception artistique », 10 h 30, devant la statue d'Henri-IV. Tél. : (1) 549-25-81.

« La mosquée de Paris », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermite, métro Place-Monge (S. Rojon).

« L'Institut Pasteur », 15 heures, 25, rue du Docteur-Roux.

« Autour de l'église Saint-Laurent, une « folie » secrète », 15 h, portail Saint-Laurent, 58 boulevard de Strasbourg (Paris et son histoire).

« Du canal Saint-Martin à l'hôpital Saint-Louis », 15 heures, métro Jacques-Bonsergent (M. Ragueneau).

« Cent tombes juives dans un cimetière chrétien », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Evocation de Victor Hugo en sa maison », 14 h 30, 6, place des Vosges (A. Ferrand).

« La maison de Victor Hugo », 14 h 30, 6, place des Vosges (P.-Y. Jaslet).

« Montmartre et les artistes », 15 heures, métro Lamarck (Mlle Leblanc).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Les hôtels inconnus du Marais », 14 h 15, métro Bastille, sortie Saint-Antoine (M. Banassat).

« Le Marais, hôtels, églises et ruelles », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

« L'Eglise, la crypte et le jardin des Carmes, saisissante évocation des heures chaudes de la Révolution », 70, rue de Vaugirard, 15 heures, et « Autour de l'église-musée Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, d'illustres ombres », 15 heures, portail de l'église (Paris et son histoire).

« Le vieux village de Charonne », 15 heures, métro Alexandre-Dumas (Mlle Leblanc).

« La franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (P.-Y. Jaslet).

« Histoire et fonctionnement de la gare Saint-Lazare », 14 h 30, devant le monument aux morts, hall de la gare (Connaissance d'ici et d'ailleurs : Marion Ragueneau).

« Hôtels du Marais (sud), place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Botteau).

« Hôtels du Marais et place des Vosges illuminés », métro Pont-Marie, 21 heures (les Flâneries).

« Hôtels de l'Ile-Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Palais de justice », 14 heures, métro Cité, sortie côté marché aux fleurs (C. Marle).

« L'église de la Madeleine », 15 heures, devant la grille au bas des marches (Academia).

CONFÉRENCES

MARDI 24 SEPTEMBRE

62, rue Madame, 19 heures, « Du primate à l'homo sapiens ».

5, rue Largillière, « L'homme et les énergies cosmiques », présentation d'un cycle de douze cours : « les doctrines ésotériques (Laura Winckler). Inscriptions : (1) 524-49-08, Nouvelle Acropole.

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

16 h 15 « Victor Hugo sans masque », maison de Victor Hugo, 6, place des Vosges (M. Brumfeld).

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du dimanche 22 septembre :

UNE CIRCULAIRE

● Relative à la réglementation des travaux d'exploitation et de recherches de mines de substances radioactives.

DES ARRÊTÉS

● Relatif à l'organisation du régime des études en vue du diplôme d'État de docteur en pharmacie.

● Portant habilitation des fonds d'assurance formation des travailleurs non salariés de l'artisanat prévue à l'article 4 de la loi du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans.

LOTO NATIONAL

N° 38 — TIRAGE DU SAMEDI 21 SEPTEMBRE 1985

5 – 6 – 11 – 13 – 20 – 44 — 39 (NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE)

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 25 SEPTEMBRE 1985 ET SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°s	14	543 375,00 F
5 BONS N°s + complémentaire	70	50 715,00 F
5 BONS N°s	2 549	4 375,00 F
4 BONS N°s	127 057	85,00 F
3 BONS N°s	2 122 063	7,00 F

BONUS DU SAMEDI 135 913

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 7 F X 2 = 14,00 F

SOCIETE DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

ÉCHECS

Le championnat du monde

SUPERBE COMBAT

Le choc des deux défaites (4e et 5e parties) semble être effacé. Après une nullité laborieuse dans la 6e partie, Kasparov, retrouvé, a donné samedi une démonstration de son talent d'attaquant. Que tous ses efforts n'aient abouti qu'à un résultat nul, la faute – ou le mérite – en incombe à Karpov ; probablement le seul joueur au monde à pouvoir résister à une telle tempête.

Au reste, Karpov était sur ses gardes. Balayé dans la 1re partie avec la même Nimzo-indienne, il roqua cette fois au 4e coup alors qu'il avait joué ç5. Au 11e coup, il refusa le pion g2 offert par Kasparov, qui attaquait déjà. Au 19e coup, il accepta un deuxième sacrifice de pion et réussit à contenir les multiples menaces de son adversaire. Mais pour cela il avait dû dépenser beaucoup de temps, n'ayant plus que douze minutes pour ses treize derniers coups. Kasparov, qui avait brûlé toutes ses cartouches, lui proposa alors la nullité. Refus : il y avait toujours le pion de plus. Au 31e coup, Karpov dut se rendre à l'évidence : Kasparov avait l'échec perpétuel. Cette magnifique partie laisse au champion du monde son point d'avance (4-3). Huitième partie mardi.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV
Septième partie
Nimzo-indienne

1. d4	Cf6		17. Dh3	Rf7
2. ç4	é6		18. 0-0-0	Th8
3. Cç3	Fb4		19. ç5	dxç5
4. Cf3	0-0		20. Cç4	çxd4
5. Fg5	d6		21. çxd4	f4
6. é3	Cbd7		22. Ff2	Ch5
7. Dç2	b6		23. Fç2	fxé3
8. Fd3	Fxç3+		24. Fxé3	Fd5
9. bxç3	h6		25. Dd3	Tag8
10. Fh4	Fb7		26. Cé5+	Cxé5
11. Cd2	g5		27. dxé5	Cf4
12. Fg3	Ch5		28. Fxf4	gxf4
13. Dd1	Cg7		29. Txh8	Txh8
14. h4	f5		30. Dg6+	Rf8
15. hxg5	hxg5		31. Txd5	Nulle
16. f3	Dé7			

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4059

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I							■		
II						■			
III			■						
IV									■
V				■					
VI								■	
VII		■							■
VIII						■			
IX		■					■		
X					■				
XI	■								

HORIZONTALEMENT

I. Les simples se distinguent par leur vertu. Démonstratif. – II. N'est pas sans éclat chez celui qui montre les dents. La guerre a le sien en espérant que ce soit le dernier. – III. Note. Rester court, faute d'avoir suivi les cours. – IV. Consommé. Révèle une action brillante ou maladroite. – V. Distrait. Vêtements de robins ou de Romains. – VI. Rassemble les œuvres de divers auteurs. – VII. Cultivé en profondeur. – VIII. Moine qui fut plus étatique qu'érémitique. Possessif. – IX. On la prend en même temps que le thé. Coureur de fond transalpin. – X. Rendez-vous de pêche en Irlande. N'avançai pas. – XI. On y traite des affaires proprement dégoûtantes.

VERTICALEMENT

1. Bien que savant par nature, il ne dédaigne pas la compagnie des simples. – 2. Celui qui la sème récolte souvent des châtaignes pour des prunes. Note. – 3. Divinité. Un type chic. – 4. La petite pince, mais la grosse est bien douce. Exerça son ministère à Lugdunum. – 5. N'ont parfois que l'embarras du choix. – 6. Petit-fils de Clovis. Extrémité d'une « bande » à John Ford. – 7. Peut se dissiper. Connut le pire en même temps que le pis. – 8. Terre en Egée ou sommet parfois enneigé. Entrai dans un marché commun. – 9. On le prisait mieux au caf'conc' avec l'oreille qu'avec les narines. Possessif. Il tombe rarement à la même heure.

Solution du problème n° 4058

Horizontalement

I. Philanthrope. As. – II. Io. Apure. Cinéma. – III. Ere. Ili. Ru. Toit. – IV. Drop. Apollon (cf « argus »). – V. Dilapidation. Or. – VI. Epigones. Nain. – VII. Bières. Sot. Si. – VIII. Il. Elu. Epilés. – IX. Cal. Elvis Presley. Or. – X. Ht. Astérie. Sole. – XI. Eire. Etendu. Fi ! – XII. Our. Se. Girafes. – XIII. On. Es. Rollier. – XIV. Dépravée. Deux. – XV. Tau. Aines. Peste.

Verticalement

1. Pied-de-biche. Ost. – 2. Horripilation. – 3. Eolie. Ru. Dû. – 4. La. Pagre. Aérée. – 5. Api. Poêles. S.P.A. – 6. Nul. Insultes. Ri. – 7. Triade. Vétéran. – 8. Hé ! Passoire. Ove. – 9. Rot. Singles. – 10. Oculiste. Edile. – 11. Pi. Lô. Pô. Uri. – 12. Entonnoirs. Aède. – 13. Eon. Offres. – 14. Ami. Oise. Lie. Ut. – 15. Saturnisme. Sexe.

GUY BROUTY.

PUBLICATIONS

ARCHÉOLOGIE ET SPIRITUALITÉ EN HAUTE-PROVENCE. – Une monographie de M. Guy Barruol retrace l'histoire et fait l'inventaire archéologique de Notre-Dame de Lure (Alpes-de-Hautes-Provence). Cette abbaye bénédictine fondée au douzième siècle est restaurée, depuis 1976, par les Amis de Notre-Dame de Lure – une association nationale d'utilité publique qui sauve les édifices non classés antérieurs au dix-neuvième siècle.

★ *L'Abbaye de Lure*, par Guy Barruol, 96 pages illustrées, 45 F (port 6,50 F), auprès de l'association Les Alpes de lumière, prieuré de Salagon, Mane, 04300 Forcalquier, tél. : (92) 75-19-93.

★ Les Amis de Notre-Dame de Lure, mairie, 04230 Saint-Etienne-les-Orgues.

sports

CYCLISME

Hinault s'arrête, Mottet repart

De notre envoyé spécial

Cannes. — Depuis le championnat du monde, la machine Hinault est déréglée, et le Grand Prix des nations contre la montre n'a pas permis au routier breton de remettre la pendule à l'heure, bien au contraire. Bernard Hinault a subi en effet un nouvel échec, samedi 21 septembre, à Cannes, dans cette épreuve dont il était le favori logique après l'avoir remportée à cinq reprises. Dominé dès le départ, incapable de trouver le bon rythme, il comptait un retard de 2 minutes sur l'étonnant Charlie Mottet au 44e kilomètre, soit à mi-parcours, lorsqu'il décida d'abandonner.

Le vainqueur du Tour d'Italie et du Tour de France se dit saturé d'efforts. Il accuse à la fois la densité du calendrier, qui l'oblige à être présent de mars à septembre, et la grève du trafic aérien, qui a perturbé la fin de sa préparation. En un mot, il n'a plus envie de se battre.

Les réserves d'Anquetil

C'est pourquoi il envisage de suspendre momentanément son activité afin de repartir du bon pied en 1986. Il renoncerait en l'occurrence au Grand Prix d'automne (Créteil-Chaville), au Tour de Lombardie et au Trophée Baracchi.

« *Nous ne sommes pas des robots*, fait-il remarquer. *D'ailleurs, Anderson et Kelly, qui ont énormément couru cette année, se sont plantés eux aussi. Mais, rassurez-vous, il y a aura encore de belles courses à gagner l'an prochain. Je n'ai pas utilisé mes dernières cartouches.* »

Ce résultat, surprenant à certains égards, s'inscrit-il dans un ordre logique ? Jacques Anquetil, qui enleva neuf Grands Prix des nations sans jamais connaître la défaite, avait formulé des réserves sur les chances de son successeur. Il précisait ainsi sa pensée : « *Hinault ne possède ni le style ni la souplesse du coureur-type des épreuves contre la montre. S'il a souvent affirmé sa supériorité dans cette discipline très technique, c'est qu'il a compensé son handicap initial par une puissance exceptionnelle, une condition physique irréprochable et une volonté de vaincre à la hauteur de son orgueil. Mais qu'il soit démobilisé ou en retrait par rapport à sa meilleure forme et le problème se pose différement. Un candidat à la première place dans une compétition aussi exigeante que les Nations doit apporter au cours de la quinzaine précédente la preuve de ses bonnes dispositions. Or, Hinault ne nous a pas donné les garanties que l'on attendait.* »

L'analyse de Jacques Anquetil répond aux questions que l'on peut se poser aujourd'hui sur le chef de file du groupe La Vie claire. Elle nous aide également à mieux comprendre la surprenante victoire du jeune Charlie Mottet (vingt-trois ans), qui participait au Grand Prix des nations pour la première fois, après avoir joué dans le Tour de France un rôle en demi-teinte.

Pour un coup d'essai, ce fut un coup de maître. Bien rodé par le Tour de l'Avenir, durant lequel il avait connu des fortunes diverses, le nouveau leader de Cyrille Guimard a roulé à 44,144 km/heure de moyenne, frôlant le record établi en 1984 par Hinault. En outre, il a distancé ses deux suivants immédiats de près de 5 minutes et relégué beaucoup plus loin des spécialistes confirmés tels que Vandenbroucke, Oosterbosch ou Gisiger.

Dans cette course d'hommes fatigués, heureusement revalorisée par la performance du vainqueur, sa réussite symbolise le triomphe de la fraîcheur athlétique et de la préparation intelligente. Une préparation théoriquement idéale, puisque Thierry Marie — le partenaire de Mottet et néophyte lui aussi, — qui s'était astreint au même régime, en particulier l'entrainement derrière cyclomoteur, a terminé en deuxième position.

Le doublé de ces deux jokers fournit à Cyrille Guimard, directeur sportif d'une équipe Renault en perte de vitesse dans le Tour de France et en cours de liquidation, l'occasion d'une belle revanche. L'événement nous restitue surtout le stratège inspiré qui avait déjà raflé les deux premières places de Paris-Roubaix au mois d'avril avec Marc Madiot et Bruno Wojtinek.

JACQUES AUGENDRE.

BOXE

Spinks fait sauter la banque Holmes à Las Vegas

Quelque douze mille spectateurs qui avaient payé leur place de 50 à 500 dollars ont assisté, le 21 septembre à Las Vegas, à un match de boxe historique : en battant son compatriote Larry Holmes aux points en quinze reprises, l'Américain Michael Spinks est devenu le premier champion du monde mi-lourd à conquérir la couronne mondiale des lourds. Son frère, Léon ayant été champion du monde de cette catégorie en 1978, les Spinks sont aussi devenus les premiers frères à avoir détenu chacun ce titre.

Silvester Stallone n'a pas intitulé par hasard *Rocky* la série de films qu'il a consacrés au mythe du « grand boxeur blanc ». Rocky, c'est le prénom d'un des plus grands poids lourds de l'histoire du ring, Marciano. Le 21 septembre 1955, Rocky Marciano expédiait au tapis l'Américain Archie Moore, tenant du titre des mi-lourds. C'était sa quarante-neuvième victoire en autant de combats. C'était un record. Plus aucun champion du monde des lourds ne devait par la suite poser les gants invaincu.

Ce n'était donc pas un hasard si le titre mondial des lourds (IFB) a été mis en jeu le 21 septembre à Las Vegas entre Holmes et Spinks, trente ans jour pour jour après que Rocky Marciano eut mis un point final à sa carrière par un KO magistral. Spinks était champion des mi-lourds comme Archie Moore. Et Holmes, invaincu depuis ses débuts professionnels, aurait pu égaler le fameux record de Marciano. En clair, c'était le scénario parfait pour un énième combat du siècle à grand spectacle avec beaucoup d'argent en jeu pour une gloire éphémère.

Bientôt âgé de trente-six ans, Larry Holmes a amassé une énorme fortune à coups de poing. Quelque 25 millions de dollars, selon les estimations les moins favorables. Le petit Noir qui courait pieds nus dans les ruelles d'Easton (Pennsylvanie) n'a pas de raisons d'être inquiet pour l'avenir de son épouse et de ses quatre enfants, qui vivent dans une maison évaluée à 1 million de dollars. S'il nage dans une piscine en forme de gant de boxe, excentricité digne d'une star hollywoodienne, Holmes est aussi un manager avisé : il possède deux restaurants, un motel et une discothèque, qui emploient cent quatre-vingts personnes.

Pourtant, le champion comblé par la fortune n'a pas été touché par la gloire qu'auraient méritée ses vingt défense de la couronne mondiale depuis sa victoire sur Ken Norton en 1978. Evangelista, Weaver, Berbick, Cooney et Frazier sont restés le nez dans la résine, comme vingt-neuf autres de ses adversaires. Or Holmes n'avait qu'une médiocre renommée, comme si, inconsciemment, les amateurs du noble art lui reprochaient d'avoir mis un terme à la carrière de Muhamad Ali, défaite en dix reprises le 2 octobre 1980.

Six contre un

Bref, plus que les 3 millions de dollars qui lui étaient promis à Las Vegas samedi, le champion des lourds attendait une reconnaissance : égaler Marciano avant de dépasser Marciano. Son manager avait en effet prévu, le 3 novembre prochain, date de son trente-sixième anniversaire, un cinquantième et ultime combat. Pour réaliser ce rêve, Holmes ne semblait pas devoir accomplir une tâche insurmontable. D'autant moins insurmontable que son rival, Michael Spinks, était un mi-lourd, autrement dit combattant habituellement en moins de 79 kilos. « *Un bon gros battra toujours un bon petit* », dit un adage pugilistique. Le poids avait toujours été déterminant dans l'escrime du poing. Les neuf mi-lourds qui avaient tenté de ravir le titre suprême avaient presque tous fini assommés, comme Georges Carpentier, KO face à Jack Dempsey le 2 juillet 1921 dans le stade de Jersey-City.

C'était pour ces raisons que les bookmakers offraient du 6 contre 1 sur une victoire de Spinks. Et ils ont dû perdre gros, car, au terme des quinze reprises, les trois juges du combat ont été unanimes : Holmes était battu. Il avait certes dominé les cinq dernières reprises, son adversaire avait une pommette fendue, mais la droite du champion n'avait pas été assez lourde pour annihiler l'avantage pris par Spinks, notamment aux 6e et 7e rounds. Un ordinateur a même confirmé ce verdict : le challenger a lancé 697 coups, dont 318 ont porté; le champion a frappé 567 fois, dont 319 dans le vide.

Ce n'est donc pas le « gros » Holmes qui est entré le 21 septembre dans l'histoire du ring, mais le « petit » Spinks, un garçon de vingt-neuf ans lui aussi sorti de la misère du ghetto noir de Saint-Louis. Un boxeur profondément religieux, évitant de provoquer verbalement ses rivaux. Incontestablement un très grand pugiliste. Un 1976, aux Jeux de Montréal, il avait été champion olympique des moyens, c'est-à-dire des moins de 75 kilos. Après une centaine de combats amateurs, il était passé « pro » chez les mi-lourds, dont il allait devenir, en vingt-sept combats, le maître absolu. Toutefois, la domination dans cette catégorie, peu appréciée aux Etats-Unis, ne lui rapportait guère. La bourse de son précédent combat n'avait pas dépassé 100000 dollars. Le million qui lui était promis à Las Vegas aurait sans doute suffi à lui faire prendre le risque d'affronter un lourd. Mais, après la terrible correction que Holmes avait infligée à son frère Léon en 1981, Spinks a cherché à mettre le maximum de chances de son côté. Autrement dit le maximum de kilos. Pendant les dix semaines qui ont précédé le combat, il a suivi un régime « alourdissant » concocté par un ancien joueur de football américain. A une époque où la plupart des sportifs trouvent le chemin de la victoire dans l'ascèse, Spinks, gonflé par 4500 calories quotidiennes, s'est présenté à la pesée à plus de 90 kilos. Une telle prise de poids aurait pu émousser sa rapidité. Elle ne l'a pas handicapé face, il est vrai, à un champion sur le déclin. « *En fait, j'ai appliqué exactement le plan que j'avais mis au point : frapper et reculer ensuite pour ne pas m'exposer aux coups de Larry. Il ne m'a jamais mis en difficulté, car je bougeais tout le temps* », a dit le vainqueur, qui a récupéré le titre détenu brièvement par son frère aîné. Cela ajoute d'ailleurs à leur renommée commune, car ils sont les premiers frères à avoir partagé cette couronne. C'est le début d'une légende qui laisse intact le mythe de Rocky Marciano.

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

TROIS RECORDS DU MONDE

Avant de partir pour la Coupe du monde de Canberra (Australie), les athlètes est-allemands qui participaient, le 22 septembre, à une réunion de préparation à Berlin-Est ont amélioré trois records du monde : Ulf Timmermann a lancé le poids à 22,62 m, soit 40 cm de plus que son compatriote Udo Beyer en 1983 ; Heike Drechsler a sauté 7,44 m en longueur, soit 1 cm de plus que la Roumaine Cusmir en 1983 ; et Sabine Busch a couru le 400 mètres haies en 53 s 56, soit deux centièmes de moins que la Soviétique Ponomareva en 1984.

MARATHON DE MONTRÉAL

En remportant le marathon (42,195 km) de Montréal, la Française Françoise Bonnet a établi une nouvelle performance nationale en 2 h 33 mn 44 s, soit 1 mn 7 s de moins que Chantal Langlacé.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE NATIONAL I.A.

(Deuxième tour aller)

*Monaco b. Orthez (a.p.)	101-98
Antibes b. *Stade Français	99-98
*Limoges b. Avignon	90-89
Villeurbanne b. *Caen	108-86
*Vichy b. Le Mans	109-96
*Challans b. RCF Paris	82-80

Classement. — 1. Villeurbanne et Monaco, 4 pts.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Fin de la douzième journée)

Bordeaux b. *Metz	3-2
*Nantes et Nice	1-1
*Monaco et Laval	1-1
Auxerre b. *Toulon	1-0

Classement. — 1. Paris-SG, 22 pts ; 2. Bordeaux, 17 ; 3. Nantes, 16.

Deuxième division

GROUPE A

*Sète b. Le Puy	2-1
*Alès b. Cannes	1-0
*Saint-Etienne b. Montpellier	3-1
*Thonon b. Lyon	2-1
*Istres b. Montceau	3-2
*Nîmes b. Tours	2-0
*Gueugnon b. Grenoble	3-1
Béziers b. *Red Star	4-1
*Martigues et Chaumont	1-1

Classement. — 1. Alès, 17 pts ; 2. Le Puy, 15 ; 3. Saint-Etienne, 14.

GROUPE B

*RC Paris b. Caen	1-0
Guingamp b. *Beauvais	5-1
*Quimper b. Mulhouse	1-0
*Niort b. Abbeville	4-1
*Reims b. Angers	3-1
*Besançon et Limoges	2-2
*Orléans et Lorient	0-0
*Rouen et Valenciennes	2-2
*Dunkerque et Sedan	1-1

Classement. — 1. RC Paris, 20 pts ; 2. Guingamp, 18 ; 3. Quimper, 15.

Hockey sur Glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Première journée)

Français Volants b. *Villard-de-Lans	8-3
*Rouen b. Viry-Châtillon	7-3
*Saint-Gervais b. Megève	6-4
*Chamonix et Grenoble	2-2
Gap b. *Tours	5-4
*Amiens b. Briançon	10-4

Classement. — 1. Amiens, 2 pts (+ 6) ; 2. Français Volants, 2 (+5).

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

GROUPE A

(Deuxième journée)

Poule 1

*Béziers b. Graulhet	33-16
*Lombez-Samatan b. Romans	9-3
*Stade Toulousain b. Mont-de-Marsan	46-7
Bagnères b. *Le Boucau	6-3
*Brive et Narbonne	12-12

Classement. — 1. Stade Toulousain, 6 pts ; 2. Béziers et Narbonne, 5.

Poule 2

*Valence b. Oloron	4-3
*Hyères b. La Voulte	13-12
*Toulon b. *Castres	28-13
*Pau b. Lavelanet	22-15
*Biarritz b. Bayonne	24-9

Classement. — 1. Biarritz et Toulon, 6 pts.

Poule 3

Agen b. *Aurillac	18-12
*Nîmes b. Le Creusot	20-6
*Hagetmau b. Montauban	31-9
*Dax b. Tulle	27-6
*Lourdes b. Tyrosse	30-14

Classement. — 1. Agen et Hagetmau, 6 pts ; 3. Lourdes, 5.

Poule 4

*Carcassonne b. Grenoble	6-3
*Bourgoin b. Bègles-Bordeaux	19-12
Racing b. *Marmande	24-9
*Perpignan b. Nice	27-0
Tarbes b. *Montferrand	14-10

Classement. — 1. Racing Club de France et Tarbes, 6 pts.

● *Le demi d'ouverture du XV de France, Jean-Patrick Lescarboura, de Dax, s'est cassé le peroné de la jambe gauche lors d'un regroupement au début du match contre Tulle. Il devrait être indisponible pendant trois mois.*

Tennis

TOURNOI PASSING-SHOT DE BORDEAUX

Demi-finales. — Brown (E-U) b. Clerc (Arg.), 6-7, 6-3, 6-1 ; Perez (Uru.) b. Tulasne (Fra.), 2-6, 6-3, 6-2.

Finale. — Perez (Uru.) b. Brown (E-U), 6-4 7-6.

TOURNOI DE GENÈVE

Demi-finales. — Wilander (Suè.), b. Leconte (Fra.), 3-6, 6-3, 6-1 ; Smid (Tch.) b. Aguilera (Esp.), 7-6, 6-3.

Finale. — Smid (Tch.) b. Wilander (Suè.), 6-4, 6-4.

BASKET-BALL

L'URSSAF sous les paniers

Nouvelles règles, nouveau calendrier : le championnat de France de basket-ball repart sur des bases destinées à séduire le public. Un objectif : *permettre aux clubs de sortir de leurs difficultés financières.*

Vingt-quatre équipes ont pris le départ du championnat de France de basket-ball. Combien seront-elles à terminer normalement la saison ? Les plus grandes inquiétudes planent sur l'avenir financier des clubs de haut niveau depuis qu'ils sont tous légalement obligés de verser des cotisations à la Sécurité sociale.

La mesure devait entrer en vigueur le 1er juillet dernier. Les responsables des clubs ont obtenu que son application soit repoussée au 1er septembre.

Cela entraîne une révolution dans le monde des basketteurs. Jusque-là, les joueurs percevaient des honoraires en échange de leurs « services ». Les associations sportives n'étaient pas considérées comme employeurs. Aujourd'hui, l'administration estime que l'on a affaire à de véritables entreprises. Au demeurant, l'URSSAF savait très bien que l'argent circulait sous les paniers. Des caisses avaient même pris les devants depuis deux ans, impostant des redressements à certains clubs.

La mesure gouvernementale ne constitue donc pas une surprise. Elle n'en a pas moins été très mal accueillie. Sans compter que sa mise en place paraît bien confuse aux intéressés. « *Nous n'avons reçu aucun texte, aucune information complémentaire* », explique Pierre-Georges Vasseur, le président du Stade Français. On demeure par exemple dans la plus parfaite ignorance des taux et des barèmes à appliquer. De toute manière, le coup sera dur. Partout on révise les comptes. Avec environ 50 % de hausse de la masse salariale cette saison, les fins de mois risquent d'être pénibles.

Les clubs vivent en effet sur un grand pied. La palette des budgets des formations composant l'élite nationale sautent de 2500000 francs avec Challans, une cité de quinze mille habitants, à près de 10 millions de francs (officiellement entre 8 et 9 millions de francs) pour Limoges, la capitale du basket français. Tous auront des problèmes de trésorerie, estiment les dirigeants. Ils pourraient être mortels pour certains, renchérissent les plus pessimistes.

Une des solutions réside dans la réduction des salaires des joueurs (un Américain coûte entre 40000 et 150000 dollars par an). Mais la potion est dure à faire passer. « *Nous sommes satisfaits d'avoir maintenant un statut et une ouverture sociale*, reconnaît Mathieu Faye, le capitaine du Racing Club de France, *mais les joueurs n'acceptent pas que les salaires diminuent.* » Des arrangements à la baisse sont tout de même intervenus dans beaucoup de cas entre « *employés* » et « *employeurs* ». Mais, dans d'autres, ces derniers ont dû céder.

« *La seule chance de s'en sortir, c'est l'augmentation des recettes* », entend-on de-ci de-là. La nouvelle formule du championnat entrée en vigueur cette saison va-t-elle, comme on l'espère, drainer plus de spectateurs autour des paniers ? Découpée en trois phrases pour opérer un grand brassage des équipes, elle rend en tout cas un peu plus compliqué à suivre le déroulement de la compétition.

« *Les meilleurs clubs pourront, dans l'hypothèse la plus favorable, se rencontrer quatre fois, ce qui est bon sur le plan des recettes* », estime-t-on néanmoins à la FFBB. Reste à savoir si le spectacle sera toujours au rendez-vous. Plus que jamais contraintes de s'imposer pour retenir ou attirer un pubic versatile, les équipes ne seront-elles pas tentées, en effet, de sacrifier parfois la manière au résultat.

PATRICK DESAVIE.

VOILE

L'Atlantique en 6,50 m

La législation maritime leur interdit de s'éloigner de plus de 60 milles des côtes de France. Grâce à une dérogation du secrétaire d'Etat à la mer, M. Guy Lengagne, vingt-trois solitaires et huit équipages en double, à bord de voiliers de 6,50 m de longueur maximum, ont pris le départ, le 15 septembre à Brest, de la Mini-Transat à destination de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), avec escale à Ténériffe (Canaries).

Créateur de cette épreuve en 1977, le Britannique Bob Salmon, un convoyeur de bateaux qui avait participé aux Transat anglaises en solitaire de 1972 et 1976, souhaitait retrouver l'esprit des premières courses en revenant à des budgets plus raisonnables.

Cette ambition reste celle de l'association Voiles 6.50, qui a pris le relais de Bob Salmon pour organiser, avec le soutien financier de la Lessive Saint-Marc, la quatrième édition de la Mini-Transat, disputée pour la première fois sur près de 4 000 milles entre deux ports français.

Le budget des prototypes construits pour la course ne dépasse pas en effet les 20 000 francs. Les voiliers sont répartis en trois classes : prototype, présérie et série (Muscadet et Serpentaire). Pour des raisons de sécurité, tous les bateaux ont dû être rendus insubmersibles par des réserves de flottabilité suffisantes et doivent pouvoir se redresser d'eux-mêmes après un chavirement complet.

Après une semaine de course et malgré un coup de vent dans la nuit du 17 au 18 septembre, la casse s'est limitée au démâtage, le premier jour, de *Spray Blond Vital* d'Eric Savant-Ros et Régis Traguan. Dimanche 22 septembre, six bateaux semblaient s'être détachés de la flotte et progressaient lentement au sud de Porto : *Aquitaine* d'Yves Parlier, *la Croix-l'Evènement* de Frédéric Guérin, *Pénurie-sponsor* de Bernard Audrezet, *Ile-d'Abeau* de Sylvain Berthomme, *Haute-Marne-Vignottes* d'Olivier Hiver et le bateau le plus toilé avec 45 m² au près et 100 m² au portant, *Maîtrise-et-Bull* de Claude Thélier.

Il leur restait alors près de 600 milles à parcourir jusqu'à Ténériffe. Compte tenu de l'affaiblissement des vents prévu par les services de la météorologie, l'arrivée de la première étape ne devrait pas se faire avant le vendredi 27 septembre. Le départ de la deuxième étape est fixé au 12 octobre.

FOOTBALL

Le Mundial mexicain maintenu

Le Mexique conserve l'organisation de la phase finale de la Coupe du monde de football prévue en 1986 en dépit du séisme qui a affecté le pays la semaine dernière ont indiqué conjointement, lundi, à Zurich (Suisse), M. Joseph Blatter, secrétaire général de la fédération internationale de football association (FIFA) et M. Guillermo Canedo, président du comité organisateur.

M. Canedo a précisé que les stades, les bâtiments de presse et les hôtels réservés aux équipes et aux touristes n'avaient subi aucun dégât lors du tremblement de terre. Quant à M. Blatter, il a ajouté que la FIFA ne pouvait retirer l'organisation de la Coupe du monde au Mexique, « ce qui ne pourrait être considéré que comme une sanction », *a-t-il dit.*

A l'issue d'une visite des différents équipements situés dans la capitale mexicaine, notamment les stades Aztèque et Universitario et le centre de presse encore en construction, le comité d'organisation avait affirmé qu'« aucune fissure ni défauts majeurs n'ont été décelés dans les différentes installations ». *Il en serait de même pour les dix autres stades des villes de province choisies pour accueillir les matches du Mundial 86.*

A l'exception de l'Italie qui organisera la Coupe du monde 1990 et de la RFA choisie pour accueillir le championnat d'Europe 1988, peu de pays disposent des installations sportives et des infrastructures pour suppléer à un éventuel forfait du Mexique l'été prochain. Confiée au secteur privé, la Coupe du monde ne devrait rien coûter aux contribuables mexicains et provoquerait une importante rentrée de devises.

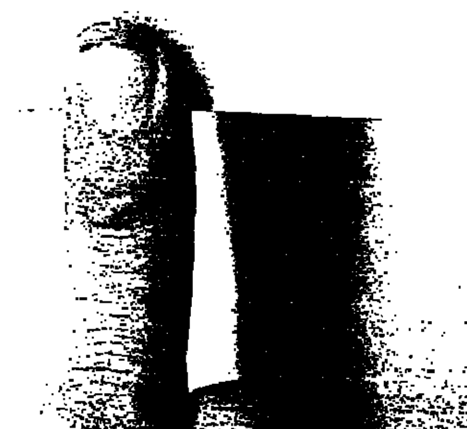
Les Mexicains rappellent le précédent du Chili, victime d'un grave tremblement de terre en mai 1960 et qui avait organisé sans problème la Coupe du monde 1962, dix-huit mois plus tard.

OMNISPORTS

M. Paillou contre le désengagement budgétaire

« La part des crédits extra-budgétaires ne cesse d'augmenter alors que les crédits publics pour le financement du sport régressent. Il y a donc un désengagement manifeste de l'Etat qui, il est vrai, ne date pas d'aujourd'hui », *a déclaré M. Nelson Paillou, président du Comité national olympique et sportif français, le 18 septembre, en commentant le projet de budget pour 1986.* « Le gouvernement actuel n'innove pas, mais cela ne l'honore peut-être pas de suivre le mauvais exemple. L'étude exhaustive des dix dernières années nous permet d'être sévères sans politiser le débat », *a-t-il ajouté.*

Le CNOSF a, en effet, constaté qu'avec 2,177 milliards de francs, les crédits prévus pour la jeunesse et les sports en 1986 ne représenteront plus que 0,21 % des dépenses de l'Etat contre 0,76 % en 1976. Palliatif à cette situation, le Loto sportif seconde version, dont le premier tirage pourrait avoir lieu le 28 septembre, devrait rapporter au Fonds national pour le développement du sport quelque 300 millions de francs en quarante-cinq tirages annuels, dont vingt-cinq sur le football.

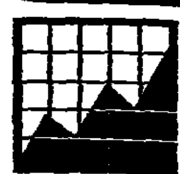


	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

PATRON AFRIQUE NOIRE

Cette offre s'adresse à un véritable professionnel : de la gestion, du commercial, avec une solide formation technique.
Vous êtes Ingénieur B.T.P. ou équivalent.
Entre 35 et 40 ans environ.
Avec expérience Afrique noire.

Vous pouvez devenir
DIRECTEUR
d'une société Afrique francophone, filiale d'un important groupe de services.
Salaire motivant avec les conditions habituelles d'expatriation.

Ecrire avec C.V. man. + photo s/nº 7789, *le Monde* Pub., Service Annonces Classées, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « *Monde* Publicité » ou d'une agence.

CHIMIE

Directeur recherche-développement

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN DES GRANDS GROUPES LEADER DE LA CHIMIE INTERNATIONALE recherche son **Directeur Recherche-Développement.**

Directement rattaché au Président, il devra dynamiser et coordonner l'activité d'une quinzaine d'ingénieurs et techniciens chargés de la recherche-développement ainsi que de la qualité. Ce poste conviendrait à un ingénieur chimiste diplômé grande école (+ Doctorat apprécié) ayant 8 à 10 ans d'expérience en recherche-développement de produits industriels et ayant l'habitude d'animer des équipes.

La connaissance des colles, mastics, produits de protection de surfaces, serait un atout mais une expérience dans le domaine des polymères, résines de synthèse ou corps gras pourrait convenir.
La réussite dans ce poste implique d'excellentes capacités de contacts (avec clients, fournisseurs et autres laboratoires du groupe), ainsi que de la rigueur, du dynamisme et des qualités d'organisation et d'innovation.
Parfaite connaissance de l'allemand ou de l'anglais indispensable.

Poste : 200 kms sud Paris. **Rémunération : 300.000 F. +**

Ecrire sous réf. PI 153 CM
Discrétion absolue.

Membre de Syntec



BOISSONS

Directeur industriel

UN GROUPE DE NOTORIÉTÉ INTERNATIONALE (CA environ 10 milliards), crée le poste de **Directeur Industriel** dans le cadre de la forte expansion d'une de ses branches d'activité.

Membre du Comité de Direction de cette branche, il dirigera la principale usine et il sera chargé pour l'ensemble des 6 usines :
- du développement et de la maintenance de l'outil industriel,
- de l'animation et de la gestion de la production et de l'amélioration de la productivité,
- de l'ensemble des problèmes de logistique.

Ce poste de premier plan, conviendrait à un ingénieur diplômé grande école, ECP, AM, ENSIA..., ayant 10 ans d'expérience industrielle impliquant de très solides **connaissances des diverses techniques de conditionnement des liquides en très grande série (la branche brasserie serait particulièrement appréciée)** ainsi que l'habitude de diriger des effectifs nombreux de production.
Compétence, rayonnement personnel, qualités d'organisateur et de gestionnaire sont indispensables pour réussir dans ce poste de haute responsabilité.

Le lieu de travail n'est pas encore défini et pourra être soit Paris, soit le sud de la France.

Rémunération élevée pour opérationnel de haut niveau dans branche similaire.

Ecrire sous réf. GZ 168 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris etap

comelog comelog com

COMELOG S.A. au capital de 2.200.000 F - 170 personnes - 45 millions de C.A., s'implante à Lille et recherche son

DIRECTEUR d'Agence Régionale

Responsable de ce centre, il devra :
- Vendre du service en Informatique
- Manager des équipes d'Ingénieurs
- Gérer un centre de profit.

Agé de 30 à 35 ans, une bonne connaissance du marché de l'informatique régional, une expérience confirmée de la vente.

De formation supérieure, il a les aptitudes et les motivations à conduire une Agence dont l'expansion sera importante.

Ecrire sous pli confidentiel à Daniel DELEERSNYDER - COMELOG sous référence LL1 au 7, rue Louis David 75016 PARIS.

comelog comelog comelog



Le leader mondial de la Restauration rapide et une des entreprises internationales les plus dynamiques nous a demandé de recruter pour sa filiale française un

directeur financier

Il s'agit d'une création de poste dans un contexte de forte expansion. Membre du Comité de Direction et directement rattaché au P.D.G., le Directeur Financier participera activement à la prise de décision. Il animera une équipe en croissance et sera responsable de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion et du reporting ainsi que de la consolidation et de la trésorerie.

Ce poste représente une excellente opportunité de carrière pour un Cadre diplômé de l'Enseignement Supérieur possédant une expérience de 7 à 10 ans dans la fonction et ayant démontré le goût et la capacité d'évoluer dans un milieu international.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone à **MARIE-JO MARTIAL**, Tour Manhattan, 6 Place de l'Iris, 92095 Paris La Défense 2, sous référence 5093-M

Des sites variés (120 villages en France - 55.000 lits). des hommes et des femmes compétents pour préparer le tourisme et les loisirs de l'an 2000.

vvf

Directeur du marketing et du développement

Homme ou Femme

Adapter nos sites à de nouvelles structures familiales et sociales, à un autre mode d'utilisation du temps libre, à des besoins et motivations qui changent.

Membre du Comité de Direction, collaborateur immédiat du Directeur Général, il développe une stratégie de produits prenant en compte les nouveaux marchés et leur évolution.
Concepteur innovant, il oriente les rénovations des unités existantes et les créations nouvelles.
«Développeur» : il organise, anime et dynamise les centres de réservation et les agences.
Homme ou Femme de communication et de relation, il assure la cohérence de notre image à travers un plan de communication dont il conduit la mise en place.

Professionnel des métiers du tourisme, il a une expérience réussie du marketing et du management, une vaste culture générale sanctionnée si possible par un diplôme de Grande Ecole ou Universitaire et il est prêt à s'enthousiasmer pour notre projet dans un esprit d'entreprise et de créativité.

Notre Conseil Edith Gia[illegible]etti vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 25 M 318 et vous assure d'une totale discrétion.
CPA : 3, rue de Liège 75009 Paris.

CPA

MEMBRE DE SYNTEC

La distribution évolue... nous aussi...

ETABLISSEMENT FINANCIER réputé (600 personnes), filiale d'un GROUPE BANCAIRE important, nous travaillons en liaison étroite avec la DISTRIBUTION. Face aux mutations de celle-ci, nous devons, en permanence, adapter notre potentiel humain pour accroître l'efficacité du service que nous lui rendons. Aussi, notre PRESIDENT souhaite-t-il accueillir un

Directeur des ressources humaines

280 000 F +

Capable, à ses côtés, de conduire le changement. Au-delà de la technicité habituelle requise pour une telle fonction, nous attendons que vous sachiez, à partir de la politique qu'il mène, prendre en compte et traduire DANS LES FAITS deux idées maîtresses : SPECIALISATION, OPERATIONNALITE. L'objectif étant parfaitement défini, venez nous confirmer que votre parcours professionnel vous a préparé à un tel niveau de SYNTHESE... sans pour cela vous avoir fait perdre le goût du QUOTIDIEN... Au fait, la DISTRIBUTION, vous connaissez ?..

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière sous la référence C/DRH/LM pour entamer le dialogue.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

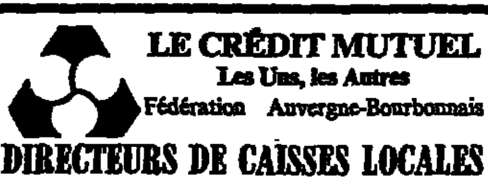
Au sein de notre groupe nous créons une division autonome de 3000 personnes dont une centaine de cadres œuvrant dans un domaine encore neuf et en croissance. Notre dynamique passe par un réel esprit d'entreprise, le sens de la communication, l'incitation à l'innovation et la responsabilisation à tous les niveaux.
Nous créons pour cette division le poste de

Directeur du personnel

La définition de fonction n'est pas encore figée car nous attendons une personnalité autour de laquelle le poste se construira à partir de son sens de la communication et de l'innovation sociale, ses talents de gestionnaire et plus encore sa mentalité d'homme de terrain et de réalisateur justifiant de quelques années d'expérience dans la fonction.



Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 7801 M.



LE CRÉDIT MUTUEL

Les Uns, les Autres
Fédération Auvergne-Bourbonnais

DIRECTEURS DE CAISSES LOCALES

- Outre vos diplômes professionnels, vous avez acquis une connaissance parfaite des techniques bancaires, administratives et comptables par une expérience réussie dans la banque.
- Vos qualités de rigueur intellectuelles et morales sont reconnues et vous possédez cette aptitude à communiquer, à entraîner et à animer une équipe.
- Vous souhaitez maintenant participer activement au développement d'une caisse dans une structure dynamique en pleine expansion où efficacité et compétence sont les garants de votre évolution future.

RENCONTRONS-NOUS.

Adressez lettre man. + C.V. + photo au CRÉDIT MUTUEL, 67, bd Lafayette, 63000 CLERMONT-FERRAND.



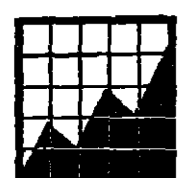
COURBEVOIE
Spécialiste en garnitures mécaniques d'étanchéité.
pourvoit à la succession de son

directeur technico-commercial

- Animateur d'une équipe solidement implantée et performante, il élaborera une politique commerciale permettant un nouveau développement de l'affaire et sera chargé du marketing.
- Vous avez une formation d'ingénieur (génie mécanique ou chimique), une expérience réussie et prouvée de la direction d'une équipe de vente, et le goût de travailler en commun dans une P.M.I.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo) sous référence RM à notre Conseil · COREP - Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

assistant (e) de direction

ANNECY

Premier exportateur français dans sa branche d'activité (800 Millions de CA - 327 personnes), cette société recherche un *jeune Assistant (e) de Direction* qui sera chargé (e) de seconder l'adjoint à la direction générale, responsable des services *administratifs* et financiers.

Les techniques de gestion sophistiquées, *dans un environnement très* dynamique, *nécessitent* que la personne retenue ait une formation supérieure (ESSEC, SUP de CO *option finances* et comptabilité) et une première expérience dans un poste similaire.

Transmettre votre dossier de candidature (C.V., photo et rémunération actuelle), sous réf. 3660 à I.C.A., 3, rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Directeur des ventes

Biens d'équipement légers - Ce groupe industriel puissant et indépendant, employant près de 1000 personnes, conçoit, fabrique et commercialise une gamme diversifiée de biens d'équipement légers (1500 produits standard). Leader européen sur son marché *et en expansion constante et régulière, la société* renforce ses structures commerciales et crée le poste de directeur des ventes. Rattaché au directeur commercial et en liaison étroite avec les chefs de produit, il participe à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie commerciale, et appuie l'action des vendeurs sur le terrain tant à Paris qu'en province. Ce poste s'adresse à un candidat de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESCP), âgé d'au moins 35 ans, pouvant faire valoir une expérience réussie dans la vente de biens d'équipement et l'animation des hommes, et idéalement familiarisé avec les circuits de la grande distribution. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée, celle d'une seconde langue constituerait un atout supplémentaire. A la rémunération réellement motivante, fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu s'ajoutera une voiture de fonction. Les perspectives d'évolution sont intéressantes pour une personnalité de valeur. Le poste est basé en proche banlieue est. Ecrire à B. AUBRY en précisant *la référence* S/8002M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune directeur

Centrale de services

Commerce associé - Une chaîne volontaire de libraires indépendants (regroupant une cinquantaine d'adhérents, parmi les plus performants de la profession), apportant à ceux-ci productivité et innovation en matière logistique, financière et commerciale : centralisation des achats (télétransmission) et règlements, acheminement des marchandises, *traitement* informatique des comptabilités, promotion et assistance commerciale, formation professionnelle, recherche son directeur. En relation directe avec les administrateurs et avec la collaboration du directeur financier, il animera une société de services employant une quinzaine de personnes. Imaginatif et innovateur, il proposera et mettra en œuvre la stratégie de développement du groupement et participera directement à la définition et à la poursuite des objectifs commerciaux. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, d'un niveau de formation supérieure, et possédant une bonne connaissance de la distribution et des points de vente au détail. *La rémunération* correspond à un poste de réelles responsabilités. Ce poste est situé à Paris. Ecrire en précisant la référence S/8005M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



N° 1 DU MATERIEL PEDAGOGIQUE

Leader sur son marché, notre entreprise, française, fabrique et vend du matériel d'enseignement scientifique (pour l'expérimentation *en physique, chimie, biologie et technologie*) et d'initiation à l'informatique. Le développement de nos activités traditionnelles et la création de nouvelles lignes de matériels nous conduisent à étoffer notre structure et à rechercher :

un directeur des ventes

Il a la responsabilité du développement commercial de nos produits. Il est aidé par 3 chefs de marchés qui assurent la promotion et la vente par VPC de nos produits, auprès des écoles primaires, des collèges et des lycées. Il assure la conception des catalogues et des actions publicitaires. Ce collaborateur sera amené à étudier et à mettre en œuvre de nouveaux moyens de commercialisation renforçant les contacts avec les prescripteurs et les acheteurs. Ce poste convient à un jeune ESC de 30 ans, ayant l'expérience de la vente et de la VPC si possible. La connaissance du milieu de l'Education Nationale serait un plus (Edition par exemple). Réf. 571.85 M

un directeur produits

Il est responsable de la bonne adéquation des produits (2500 références) aux marchés : analyse des besoins, étude de nouveaux produits, conception et réalisation de fascicules pédagogiques. Il est aidé par 3 chefs de produits, ayant chacun en charge une discipline scientifique. Ce poste convient à un jeune ingénieur ou universitaire de 30 ans, ayant acquis une expérience de marketing appliquée à des matériels scientifiques (équipement de laboratoire, mesure...). Réf. 518.85 M

Ce deux postes sont basé à **EVREUX**

Si l'une de ces propositions vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

Futur directeur financier

Paris

La filiale française d'un important groupe pharmaceutique d'origine américaine est spécialisée dans la fabrication de produits médicaux à usage unique auprès de la clientèle hospitalière. Connaissant une expansion rapide, elle réalise un chiffre d'affaires de 60 millions de francs français et emploie une trentaine de personnes. La promotion du titulaire actuel du poste conduit à rechercher son *futur* directeur financier. Basé à Paris et sous l'autorité de la direction générale, il dirigera une équipe de 4 personnes dont un chef comptable et sera responsable de l'ensemble des questions financières, comptables, fiscales, administratives et informatiques (IBM 36) de la *filiale. Il effectuera le reporting auprès des responsables financiers européens.* Ce poste s'adresse à un candidat de 28 ans minimum, de formation type école de gestion (DECS souhaité) et parlant couramment l'anglais. Le candidat recherché aura idéalement une expérience de 2 ans de l'audit dans un cabinet anglo-saxon et/ou une expérience opérationnelle soit de contrôleur de gestion soit d'adjoint à la direction financière acquise dans une multinationale. Il sera avant tout familiarisé avec l'esprit et les techniques de reporting en vigueur dans les groupes anglo-saxons. La rémunération de départ pourra atteindre ou *dépasser 280.000* francs pour un candidat de valeur. Ce poste pourra évoluer vers des fonctions internationales au sein du groupe. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/R 9102M

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Gérer une P.M.E.

Une société de négoce Agro-Alimentaire :
- Céréales,
- Engrais,
- Phytosanitaires...,

C.A. 170 millions de francs, recherche son

DIRECTEUR GENERAL

La mission principale qui lui sera confiée par le Conseil d'Administration sera la gestion rigoureuse de l'entreprise.
Il contrôlera aussi la qualité et le développement de l'action commerciale.
Le manager recherché, diplômé de l'Enseignement Supérieur, possède une expérience de plusieurs années de Direction Financière et de Gestion d'une *solide P.M.E., si possible de négoce.*
Son poids personnel, son autorité sont indiscutables.
Il établit naturellement des contacts à haut niveau.
Son charisme lui donne audience auprès des instances régionales.
Poste à pourvoir à ROUEN.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 505 184 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC PARIS–NEW YORK

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

Paris **280 000-300 000 F**

Directeur des ventes France
Campez nos produits sur l'hexagone

Premier fabricant français, nous commercialisons des produits de loisirs au service des vacanciers. Nous renforçons notre position sur un marché concurrentiel et difficile.
Rattaché à *la* direction générale et dans *le* cadre de choix stratégiques nettement définis, vous êtes un battant :
– prenez votre bâton de pélerin,
– animez, contrôlez une équipe existante sur le terrain et développez le chiffre d'affaires,
– consolidez notre présence auprès du réseau de distribution : hypers, supers, grands magasins, grossistes, détaillants spécialisés,
– lancez de nouvelles gammes de produits de diversification.

Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, vous êtes un « pro » de l'animation des ventes de biens de consommation durables et justifiez de vos performances de vendeur et d'animateur. Votre aptitude à négocier, votre sens du contact, vous ont permis de maîtriser la **grande distribution** et de vous y sentir à l'aise.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement, sous référence 5150 LM

argos *DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT*
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

Directeur Général d'une SSCI en Afrique anglophone

Un groupe international d'activités diversifiées, fortement implanté au Nigéria, recherche le successeur de l'actuel **Directeur Général** de sa *filiale informatique* à Lagos

Cette société conçoit et réalise des systèmes et progiciels pour d'importantes sociétés nigérianes (filiales de groupes occidentaux, entreprises publiques...). L'homme que nous recherchons négociera les nouveaux contrats de service, animera les équipes d'intervention, et d'une façon générale le développement de cette entreprise dans des conditions locales parfois délicates.

Généraliste de haut niveau, il sera de formation supérieure, parlera l'anglais, et aura exercé une responsabilité de chef de projets en mini informatique pendant au moins 5 ans. La connaissance de l'Afrique serait un plus.

Il bénéficiera des conditions confortables d'expatriation, et de rémunérations élevées et pourra entreprendre après 4 ans au Nigéria une carrière *au siège ou dans d'autres filiales dans le monde.*

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo) seront traitées dans les meilleurs délais *par le Département Ressources Humaines de SIASS* qui nous assiste dans cette démarche. Ecrivez-nous sous référence 3.79 LM.

SIASS

25, rue de Berri 75008 PARIS

Directeur Général

Vous avez environ 5 ans d'expérience et vous avez réussi dans des responsabilités commerciales ou de direction générale.

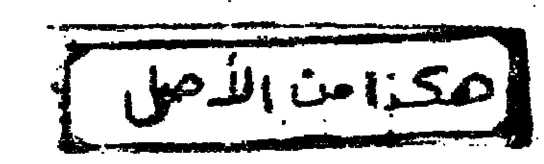
Vous êtes l'homme que nous cherchons pour organiser, animer et développer une **entreprise de commercialisation de logiciels de gestion pour les communes rurales.**

Le produit existe, il est original par son contenu qui a été défini par les utilisateurs, il s'emploie sur micro-ordinateur, il est simple d'usage et d'un coût plus faible que les produits existants.

La société va être créée avec l'appui du Crédit Agricole sous l'égide du Conseil Général du Finistère, département où ce produit a été mis *au point; son siège sera à Paris.*

La commercialisation sera faite sur l'ensemble de la France par l'intermédiaire de distributeurs locaux.

Envoyer CV et prét. sous la référence MJF 7634 à CNCA - DPE/GP - 83, Bd Pasteur - 75015 Paris.





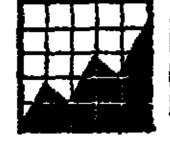
emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Important groupe industriel Sud-Ouest

Notre activité **aciers spéciaux** se caractérise par une diversification importante au niveau des produits et de leurs utilisations dans des industries très diverses : sidérurgie - verrerie - industries para-pétrolières et papetières.

L'essentiel de notre activité se déploie actuellement en Europe du Nord, aux Etats-Unis et en Extrême-Orient où notre savoir-faire technologique est largement reconnu.

Notre volonté de développement nous amène à rechercher un ingénieur qui aura pour mission d'analyser les couples produits/marchés à partir de cas concrets et d'en tirer les conséquences opérationnelles tant au plan produits nouveaux que stratégie de développement à moyen et long terme.

Centre de recherches, ingénieurs d'études et équipe commerciale lui apporteront leurs connaissances.

Le candidat que nous souhaitons intégrer : ingénieur ayant de préférence une expérience en fonderie acier ou métallurgie. 35 ans minimum - pratique industrielle et une première expérience de la négociation à haut niveau. Bilingue anglais - des qualités d'entrepreneur et capable d'enlever lui-même des marchés. Le poste nécessite des déplacements importants en France et à l'étranger (environ 30% du temps). Perspectives au niveau du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 782 P à Michel Dussault qui vous garantit une totale confidentialité.

KEY MEN
10, rue de Rome 75008 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Métropole Nord

INGÉNIEUR COMMERCIAL
de haut niveau
Vente à l'industrie

Ce groupe papetier français est leader mondial sur son marché. Il fabrique et commercialise une gamme de papiers industriels et spéciaux qu'il souhaite diversifier auprès d'une nouvelle clientèle industrielle.

Rattaché à la direction commerciale, le titulaire du poste participe à la coordination de l'action commerciale auprès de la clientèle existante. Il conduit parallèlement des actions destinées à élargir le marché en France et à l'Export. Il assure personnellement la prospection des nouveaux créneaux par la recherche de nouvelles applications. Il est ainsi amené à négocier avec les services techniques de ses clients et prospects.

Pour ce poste à *responsabilités, nous souhaitons* rencontrer un professionnel (28 - 35 ans) de formation supérieure technique ou commerciale. Il justifie d'une expérience significative des négociations en milieu industriel. Anglais souhaité.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution (marché mondial à l'exportation) sauront intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. : M 14/1393 E à

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

THOMSON SEMICONDUCTEURS
DÉPARTEMENT CIRCUITS HYBRIDES
accueille des
INGÉNIEURS ET TECHNICIENS CONFIRMÉS H/F
prêts à contribuer à son développement

VOUS :

Votre formation de base est l'électronique (SUPELEC, ESIEE pour les ingénieurs ou encore A.M. et INSA ; BTS ou DUT Génie Électrique, option électronique pour les techniciens).

Vous possédez également par vos études et/ou votre expérience, des connaissances dans les domaines industriels suivants :
- fabrication,
- gestion de production,
- méthodes,
- qualité,
- conception,
- informatique,
- XAO,
- productique,
- opto-électronique.

NOUS :

Nous souhaitons être le leader européen en micro-électronique hybride.

Pour cela, nous investissons, nous améliorons notre production, notre *qualité, nous concevons les produits de* demain grâce aux techniques les plus évoluées.
Notre centre industriel se situe à moins de 80 km du Sud de Paris et associe ainsi la technologie de pointe à un *cadre de vie agréable.*

Si vous souhaitez faire équipe avec nous pour assurer un avenir commun...,

adressez-nous votre candidature (C.V., photo et prétentions), **en précisant bien votre secteur de préférence** sous réf. 79082/LM à : Jacqueline BESSON – THOMSON SEMICONDUCTEURS – 6, rue de Briarres, 45390 PUISEAUX.



THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT



HAY RHONE-ALPES

Importante Société d'Ingénierie Nucléaire **Lyon**
recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES
SUIVI D'IRRADIATION

Votre *mission consiste à réaliser l'analyse et l'interprétation* de données radiochimiques et à participer *aux programmes de Recherche et Développement* visant à l'amélioration du produit.

Vous êtes diplômé d'une grande école de chimie et possédez une première expérience de 3 ans en génie chimique nucléaire. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais à l'écrit et à l'oral et vous êtes familiarisé avec l'outil informatique.

Notre *Société en fort développement* saura vous offrir un travail intéressant dans un secteur de pointe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo) à Joëlle KHUAT DUY, sous référence 828.

HAY *Managers* 94, rue Servient, 69003 Lyon.

HAVAS CONTACT

PATRON À ORLÉANS

Au sein d'un groupe industriel d'envergure internationale, devenez

RESPONSABLE D'UNE UNITÉ DÉCENTRALISÉE

Vous gérerez et animerez un établissement de 100 personnes dont la mission est d'apporter

UNE ASSISTANCE TECHNICO-COMMERCIALE PERFORMANTE À NOTRE RÉSEAU DE DISTRIBUTEURS.

Aujourd'hui : Vous avez environ 30 ans, une formation grande école d'ingénieur et/ *ou commerciale et une expérience réussie de gestion d'un centre de profit et d'encadrement.*

Demain : Vous occuperez cette fonction-clé de notre stratégie commerciale.

Après-demain : Votre réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer rapidement vers d'autres responsabilités au sein du groupe, en France ou à l'étranger.

Adressez votre candidature avec lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 81665, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT



atlantic
La grande marque pour bien chauffer

*Important groupe industriel français, en constante progression crée pour son Unité de Production de **PONT DE VAUX (MACONNAIS)**, le poste de*

RESPONSABLE DU PERSONNEL USINE

Rattaché à la Direction du Personnel du Groupe, située en Vendée, il aura, en étroite collaboration avec le Directeur de l'Usine, pour principales missions :
— la mise en place et le développement d'une politique de communication concourant à favoriser les relations sociales,
— l'aide à l'encadrement dans le développement d'une véritable gestion participative (groupes de travail, cercles de qualité, droit d'expression...),
— le recrutement du personnel non cadre.

Plus homme de contact et d'animation qu'administratif, ce candidat, de formation supérieure, sera un véritable homme de terrain, bénéficiant, si possible, d'une première expérience en milieu industriel.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à Direction du Personnel
ATLANTIC - 87 X - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex.

Pierre Lichau S.A.



INFORMATIQUE

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

recherche
pour une de ses filiales, proche d'Orléans
(C.A. 280 MF, 450 personnes), un

CHEF DE PROJET

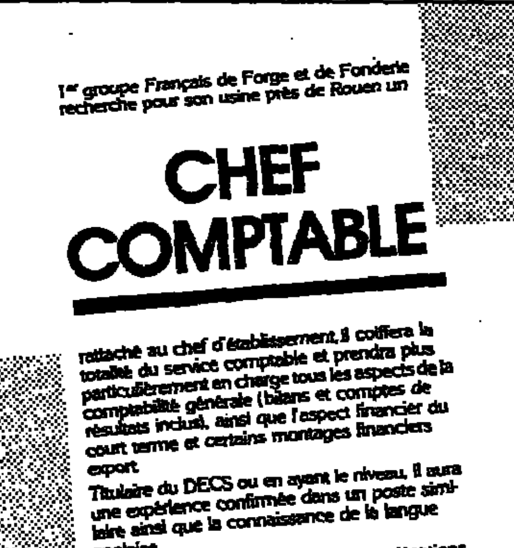
Il aura pour première mission la réorganisation de la fonction informatique autour de l'application Gestion de Production actuellement fondée sur l'emploi de MAPICS sur IBM 34.

Le succès dans cette entreprise lui permettra de prendre, à moyen terme, la **Responsabilité de la Fonction Informatique** dans la filiale.

Ce poste s'adresse à un professionnel de l'*Informatique*, âgé d'environ trente ans, homme de terrain, connaissant bien MAPICS et le milieu industriel, et que des études supérieures ont familiarisé avec les outils de gestion.

De bonnes *connaissances en micro-informatique* et en bureautique sont vivement souhaitées.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prét. s/référence EDP 2561 à : PJB INFORMATIQUE, 8, rue Georges-Ville, 75116 Paris.
Membre de PJB International Management.



1er groupe Français de Forge et de Fonderie recherche pour son usine près de Rouen un

CHEF COMPTABLE

rattaché au chef d'établissement, il coiffera la totalité du service comptable et prendra plus particulièrement en charge tous les aspects de la comptabilité générale (bilans et comptes de résultats inclus), ainsi que l'aspect financier du court terme et certains montages financiers export.

Titulaire du DECS ou en ayant le niveau, il aura une expérience confirmée dans un poste similaire ainsi que la connaissance de la langue anglaise.

Adresser CV et prétentions sous réf. CA 147 à PROFILS 43, rue Vineuse 75016 Paris.

PROFILS

BULL un des leaders européens de la réalisation de circuits imprimés multicouches complexes recherche pour son établissement d'Angers (3300 personnes) un.

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

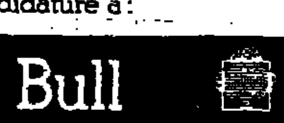
AM, ENSM, INPG... vous êtes débutant(e) ou possédez 2 ou 3 années d'expérience industrielle.

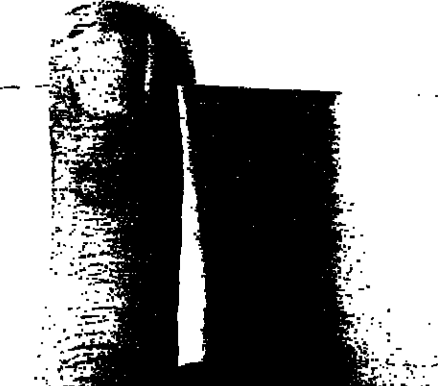
Vous serez *responsable,* au sein de notre direction technique, de la recherche, de la mise au point et du *suivi des procédés d'usinage* et *de pressage* des circuits imprimés.

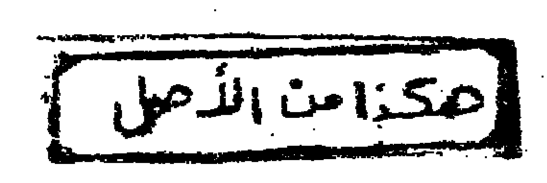
A terme des possibilités d'évolution vous sont offertes au sein du Groupe Bull.

Merci d'adresser votre candidature à :

Cii Honeywell Bull
Service Recrutement
331, avenue Patton
59005 ANGERS CEDEX







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

INGENIEUR D'AFFAIRES

Clermont-Ferrand

Une Société d'économie mixte qui a pour objet l'étude et la réalisation d'aménagements dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme, de l'industrie (bois et agro-alimentaire), etc..., en France et à l'étranger, recherche UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES pour son département agro-alimentaire. Il sera chargé de monter et coordonner les différentes étapes d'opérations d'investissements industriels (études de plans de développement d'entreprises, définition des investissements, recherche des financements, suivi des réalisations,...). Il aura également un rôle de conseil en entreprise en finances, gestion, marketing et organisation commerciale, de même qu'il réalisera différentes études (études de faisabilité et études micro ou macro-économiques). Le titulaire du poste, âgé d'au moins 28 ans, de formation ESC ou ENSIAA, possédera quelques années d'expérience professionnelle acquise dans une entreprise du secteur agro-alimentaire, si possible en industrie laitière ou fromagère. Il connaîtra les techniques de base en matière de transformation des produits agricoles et il aura manifesté de sérieuses qualités en gestion et analyse financière. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Ecrire sous référence 792/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 Paris. Discrétion assurée.

AFCOREM

PHARMACIEN UN JEUNE INDUSTRIEL

THE DOW CHEMICAL COMPANY est l'un des leaders mondiaux de l'industrie chimique (6e mondial, 2e U.S.).

En France, nous sommes présents dans différents secteurs d'activités (chimie lourde, pharmacie, agrochimie, spécialités chimiques, ...) au travers de plusieurs sites de recherche, de vente et de production.

Esprit d'initiative, délégation des responsabilités et rigueur de gestion expliquent en grande partie notre réussite.

Nous recherchons pour notre site de production pharmaceutique ultra-moderne situé à BourgoinJallieu, entre Lyon et les Alpes, le responsable de notre atelier Formes Sèches.

Vous avez complété vos études de pharmacien par un D.E.S.S. de Galénique et vous avez une expérience réussie de la direction d'un service de fabrication.

Vous aurez la responsabilité d'un équipement moderne, d'une équipe de professionnels compétents et de produits sophistiqués.

Vous avez un souci constant d'efficacité et de qualité.

Votre talent de leader et votre goût du challenge vous feront animer avec succès une équipe motivée de 20 personnes.

Naturellement, une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable pour communiquer et évoluer au sein de notre organisation internationale.

Rémunération motivante.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence RP/279 à :

MERRELL DOW FRANCE
Relations Humaines - B.P. 448
38317 - BOURGOIN-JALLIEU cedex.

* Marque déposée — DOW — THE DOW CHEMICAL COMPANY

INGENIEUR BOISSONS

COMMERCE INTERNATIONAL

GIST-BROCADES-DIVISION ENZYMES INDUSTRIELLES-METROPOLE NORD

Notre chef du département BOISSONS recherche un ingénieur Agro-Alimentaire pour promouvoir nos produits pour la bière, les vins et les jus de fruits. Sa mission sera à la fois technique et commerciale. Responsable de sa zone, il assurera sur plusieurs pays le suivi de nos clients actuels, l'animation de nos agents locaux et la prospection de nouveaux marchés, tout en gardant une approche technique de la clientèle. Il devra pour réussir cette mission faire preuve d'autonomie tout en s'intégrant au sein d'une équipe déjà existante.

Il lui faudra impérativement parler l'anglais, si possible l'allemand ou l'espagnol, et être disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger.

Nous lui offrons un emploi attractif avec un salaire lié à son expérience.

Nous étudierons avec soin toutes les candidatures, avec C.V., photo, prétentions envoyées sous référence 9323 LM à: GIST-BROCADES S.A. Direction du Personnel B.P. 239. 59472 SECLIN Cedex/France.

Gist-brocades

LA BIOTECHNOLOGIE AU SERVICE DE L'ALIMENTATION, LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

COMMUNICO



institut international de robotique et d'intelligence artificielle de Marseille. L'I.I.R.I.A.M trait d'union entre le monde de la recherche et celui de l'industrie se développe et souhaite intégrer un

Ingénieur CFAO

Sa fonction :

- Mise en oeuvre des outils CFAO de l'IIRIAM (EUCLID, STREAM 100...).
- Developpement d'applications à base de CFAO pour des industriels.
- Accueil et formation des futurs utilisateurs.

De formation ingénieur ou DEA, vous avez acquis une première expérience professionnelle de 2 à 5 ans dans l'utilisation ou la réalisation d'un système de CAO/CFAO.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. AK 392, à notre Conseil AJCR (réponse et confidentialité assurées).

44 La Canebière
13001 Marseille

média-system

Appartenant à un puissant réseau national de premier plan, notre société régionale financière, dont le siège est à Poitiers, recherche dans le cadre de sa création de jeunes entrepreneurs.

Organisateur informatique

Il a un double rôle : • l'exploitation : définition des besoins informatiques propres à la société régionale et aux caisses, choix des équipements, organisation et méthodes, développement de la bureautique, de la monétique... • le conseil et l'assistance aux utilisateurs, la formation au maniement des outils informatiques. Il participe à l'orientation de la politique régionale, en particulier pour le choix des investissements.

Ce poste convient à un(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur (ingénieur, grandes écoles de gestion, MIAGE, etc...) ayant 3 à 5 ans d'expérience d'organisation et d'un rôle d'interface, si possible entre les utilisateurs et une informatique traitée dans un centre technique. Une connaissance des milieux bancaires est souhaitée. (Réf. 25 M 109)

Responsable des études

En prise directe avec le Directoire, il a un rôle d'expert et de conseil dans les différents organes de nos structures régionales et locales. Il élabore les outils d'aide à la décision nécessaires pour la planification à moyen terme. Il constitue les bases de données opérationnelles pour l'étude de l'environnement socio-économique régional. Ces missions impliquent de nombreux contacts et des qualités pédagogiques.

Nous recherchons pour ce poste un(e) jeune diplômé(e) de l'ENSAE, ISUP... ayant 2 à 3 ans d'expérience dans un poste similaire. La connaissance du milieu bancaire n'est pas un préalable, mais il faut avoir de bonnes connaissances statistiques et économiques. (Réf. 25 M 313)

Responsable du service titres

Il a une fonction de relais entre l'activité commerciale au niveau local et l'organisme central intervenant sur place. Il assure un appui aux établissements dans l'emploi des systèmes de gestion des titres. Chef de produit, il conseille les responsables locaux dans la commercialisation des titres.

Nous recherchons un(e) professionnel(le) (Bac + 2) ayant 3 à 5 ans d'expérience dans un service de gestion de titres au sein d'un établissement financier. Bonne connaissance de la fiscalité et de l'informatique nécessaire. (Réf. 25 M 111)

Responsable de l'assistance financière réseau

C'est un(e) spécialiste à l'écoute des établissements du réseau. Il est consulté sur : les projets d'investissements et leurs financements, la mise en œuvre du contrôle de gestion, le suivi de la trésorerie et le choix des placements, l'application des réglementations, etc...

Il réalise des études relatives à la rentabilité des produits, la gestion des risques, l'analyse financière.

Nous recherchons un(e) professionnel(le) de la banque, de formation ESC (option finances) ou maîtrise de gestion, connaissant la comptabilité bancaire, ayant quelques années d'expérience dans l'analyse financière et doué(e) pour la pédagogie. (Réf. 25 M 315)

Responsable de la programmation financière

C'est un homme ou une femme gestionnaire et financier. Il élabore et met au point les systèmes nécessaires à la gestion financière de notre organisme : tableaux ressources emplois, comptes d'exploitation, bilans, tableaux de trésorerie, enveloppes de financement, outils de gestion des risques. Il participe à l'élaboration d'une stratégie financière cohérente avec la politique de développement de la région.

Ce poste convient à un(e) jeune diplômé(e) d'ESC (option finances) ou à un(e) universitaire (maîtrise de gestion) ayant des connaissances en mathématiques financières et informatique de gestion. (Réf. 25 M 314)



Notre Conseil vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature en indiquant avec précision la référence du poste qui vous intéresse. CPA : Edith Giacchetti, 3, rue de Liège 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

BOURBAKY SCOP
(Ardèche)
Études indust. Micro processeur.
Micro informatique
recherche

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

Capable de suivre et réaliser projet.
Tél. : (75) 08-65-12.

ENTREPRISE NATIONALE

CHERCHE

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Débutants ou première expérience pour son service régional des télécommunications de Nancy.

Domaine : Télécontrôle, Radio-Téléphonie, Téléinformatique.

Ecrire sous le n° 310.216 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DES ALPES-MARITIMES

recherche

le responsable de son unité financement des entreprises agricoles

FORMATION REQUISE • Ingénieur agronome ou agricole.
MISSION DE L'UNITE Assurer le suivi des Entreprises Agricoles d'importance et/ou à risque financier élevé c'est à dire : • Analyser les documents comptables et financiers • Apprecier le fonctionnement technique et économique des exploitations • Écouter les chefs d'entreprise afin de définir leurs besoins et de les conseiller en matière de politique de financement • Instruire les demandes de credit.
PROFIL DU RESPONSABLE • Agé de 30 à 35 ans • Experience souhaitée dans le financement des exploitations agricoles • Goût des contacts • Sens relationnel et pédagogique • Bon esprit d'analyse et de synthèse • Capacité à animer et encadrer une équipe.
REMUNERATION ET CLASSIFICATION • A définir selon l'expérience professionnelle • Poste évolutif.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 7717 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Société d'Expertise Comptable et de Commissariats aux comptes recherche

Chef de Mission

200 000 +

Capable d'assurer sous les ordres d'un expert-comptable l'animation de missions d'audit et de commissariats aux comptes de haut niveau.

Ce poste peut convenir à un diplômé d'enseignement supérieur, possédant en outre un C.S., ou mémorialiste et une solide expérience en matière d'audit et de commissariat.

La rémunération motivante sera adaptée à l'expérience et aux capacités du candidat.

Poste à pourvoir à LYON.

Adresser lettre manuscrite + C.V.
s/réf. 4156 à PIERRE LICHAU S.A.
12, rue Président Carnot - 69002 LYON
qui transmettra.

RHÔNE-POULENC RECHERCHES

recrute, pour l'un de ses Centres de Recherches de la REGION LYONNAISE, un

en physico-chimie
en formulation
éventuellement, dans le domaine du bois.

pour animer une petite équipe de recherches.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf 28690 à Havas Contact 11, rue Pdt-Carnot 69002 Lyon.

HAVAS CONTACT

Société d'exploitation de chauffage et de climatisation d'importance nationale

recrute

CONTREMAITRE EXPÉRIMENTÉ

Age 35 ans min. pr diriger son secteur de SARLAT (24).
Expérience en chauffage-climatisation.
Goût des contacts et qualités de commandement.

Envoyer c.v. à RÉGIE-PRESSE sous n° 312.294 M
7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07, qui transm.

EXPERT COMPTABLE BRIVE

Faites partie des dirigeants de votre région

Cabinet national d'expertise comptable (400 pers.), nous recherchons le Directeur de notre antenne de Brive (7 pers., rayon d'action : Brive, Limoges et Chateauroux)

Ce rôle de Directeur Régional consiste à gérer le cabinet sur le plan humain et économique, superviser et assister techniquement les collaborateurs (tous spécialistes), adapter à la région les grandes lignes stratégiques définies par le siège...

Un poste complet, motivant pour un expert comptable diplômé qui, après 5 à 8 ans en cabinet d'expertise, souhaiterait exercer ses compétences avec une très grande autonomie.

Discrétion absolue de notre Conseil à qui vous confierez votre candidature. Ecrivez sous réf. 85-75/305 à Pascale GALAMPOIX.

Dominique Leligois Conseils
1 rue Grécourt - BP 1522 — 37015 TOURS Cédex



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Logistique distribution

250.000 F

Responsable d'unité d'exploitation - Cette société, qui fait partie d'un groupe de dimension internationale, est l'un des leaders français de ce secteur d'activité. Pour assurer, en délai et qualité de service, la gestion des importants flux physiques qu'elle traite quotidiennement, elle s'appuie sur une puissante infrastructure logistique et dispose de moyens informatiques et humains considérables. Suite à la promotion interne du titulaire, elle recherche, pour l'un des secteurs clés de sa direction logistique, un ingénieur. A la tête d'une unité regroupant environ 400 personnes dont une vingtaine de cadres et agents de maîtrise, il aura pour mission de veiller, en liaison avec l'ensemble des services de distribution, à l'organisation rationnelle des opérations de conditionnement et d'expédition. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 30 ans, ayant fait la preuve de ses qualités d'animateur et d'organisateur dans une fonction impliquant la gestion d'effectifs importants. L'expérience d'une activité liée à l'entreposage et la distribution industriels serait un atout supplémentaire. La taille de l'entreprise, qui est basée dans le Nord, et ses objectifs de développement permettent d'envisager d'intéressantes perspectives de carrière. Ecrire à J.P. FRAY en précisant la référence A/4748M

MEMBRE DE SYNTEC



19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Secrétaire général

Bourgogne

Organisme de développement économique - Le président de cet organisme dont la vocation est de contribuer à l'expansion économique de la région, recherche un secrétaire général. Assisté d'une équipe de collaborateurs, il est chargé de promouvoir les activités régionales (industrielles, agricoles, touristiques) et de rechercher de nouveaux axes de développement. Il agit, en liaison avec les pouvoirs publics, les organismes financiers et les diverses institutions socio-économiques, pour informer, conseiller et orienter les entreprises. Il dispose d'un important budget de fonctionnement et est responsable de la gestion du personnel. Cette opportunité s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (technique, gestion ou commercial). Il aura soit exercé diverses fonctions au sein d'une entreprise du secteur privé, soit acquis des responsabilités dans un organisme du secteur parapublic tel que Chambre de Commerce, Comité d'Expansion... La rémunération sera liée à l'expérience du candidat retenu. Ecrire à R. DAUDIN en précisant la référence A/3902M

MEMBRE DE SYNTEC



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Assistant(e) d'ingénieur

Importante société recherche un assistant d'ingénieur HF diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 2).

Ses connaissances techniques devront lui permettre de s'adapter rapidement à nos produits du domaine de l'électro-technique.

Dans le cadre de ses fonctions, il sera utilisateur d'outils informatiques et notamment de machines à traitement de texte.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste est à pourvoir dans une ville très agréable du centre de la France.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une photo à Rolande Mandon,

KEYMEN 2, rue Childebert 69002 Lyon

JOURDE/2 — MEMBRE DE SYNTEC

OFFRES D'EMPLOIS



FACTOFRANCE HELLER

recrute

ATTACHÉ(E) DE CLIENTÈLE

Etablissement financier leader sur son marché (financement, assurance et gestion de créances commerciales), offre à un jeune cadre AMBITIEUX ET VOLONTAIRE l'opportunité de se joindre à son Département exploitation.

Au sein d'une équipe jeune et dynamique, nous vous confierons le suivi et le développement d'un portefeuille très varié de PME-PMI tant sur le plan des relations commerciales que sous l'aspect analyse du risque. Vous devrez assurer l'animation d'une petite équipe ainsi que la responsabilité d'un centre de profits.

Ce poste exigeant mais PASSIONNANT, basé à Paris, requiert, outre une formation supérieure de type SUP de CO, MAITRISE DE GESTION, une expérience professionnelle réussie de 2 à 3 ans orientée vers la finance comptabilité.

Nous recherchons une personnalité affirmée :
- Sens commercial et aptitude à la négociation à tous niveaux ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Faculté d'adaptation ;
- Rigueur et diplomatie.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France.

La rémunération ne sera pas inférieure à 140 000 F +/an + intéressement et participation.

Envoyez c.v., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous nº 310 218 M, 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Exploitant gestionnaire crédits

Banque Populaire d'Armorique

La Banque Populaire d'Armorique - 450 collaborateurs, 38 agences - est implantée dans les Côtes du Nord et le Finistère Nord. Elle met actuellement en place les moyens matériels et humains permettant de mener à bien un plan pluri-annuel ambitieux, qui comporte la rénovation complète de son réseau et la construction d'un nouveau Siège. Dans ce contexte, elle recherche l'adjoint du directeur des crédits ; bénéficiant d'une délégation personnelle, il assurera l'animation d'une équipe de quatre gradés responsables de l'étude des dossiers, et sera chargé des contacts avec les organismes extérieurs (CEPME, SDR, SOCAMA...). Il participera à la réorganisation et la modernisation de la fonction crédits (méthodes, cotes de crédit, approche NPC, techniques nouvelles, procédures, supports de décision...). Il contribuera à la formation régulière des exploitants et des collaborateurs de la direction des crédits. Ce poste peut constituer une excellente étape de carrière pour un exploitant souhaitant perfectionner sa pratique des crédits avant d'évoluer vers de nouvelles responsabilités dans le réseau. La rémunération sera liée à l'expérience professionnelle préalable. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1341M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur de gestion

230.000 F

Région ouest - Ce groupe agro-alimentaire distribue ses productions sous des marques de grande notoriété et occupe une position de leader sur ses différents marchés, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de deux milliards de francs. Ses résultats lui permettent de mener une politique de développement, accompagnée d'investissements industriels importants. C'est pour mieux maîtriser ses coûts et le contrôle de ses investissements, notamment dans le secteur industriel, que ce groupe renforce ses structures en intégrant un contrôleur de gestion. Rattaché au directeur du contrôle de gestion, il sera chargé de repenser le système d'information, visant à l'établissement rapide des tableaux de bord économiques et par là à une meilleure mise en responsabilité des différents acteurs économiques de l'entreprise. Pour cela, il participera à la conception du système et assurera la mise en place d'une nouvelle comptabilité analytique et budgétaire, qu'il animera. Ce poste, basé dans une grande ville de l'Ouest, intéresse un candidat âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure (grande école de gestion ou ingénieur) et possédant une première expérience de 3 ans au moins dans le contrôle de gestion en milieu industriel et un intérêt marqué pour la conception et la mise en place de systèmes d'analyses économiques. Ecrire à J.B. FOURNIER en précisant la référence A/1311M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LEXIS

La plus grande banque de données juridiques française

RECHERCHE SON

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Rattaché directement à la Direction Générale.
Il aura en charge :
- le Service du Personnel (états de présence, médecine du travail, etc.) ;
- la facturation clients et les relations avec les fournisseurs ;
- le contentieux ;
- les services généraux (assurances, locaux, etc.)

Vous avez déjà l'expérience de la coordination d'une équipe et vous souhaitez rejoindre une entreprise jeune à fort taux de croissance. Anglais courant indispensable.

Envoyez C.V. et prétentions à :
D. RYCHLIK
SERDO 140, rue de Rennes, 75006 Paris.

Jeune ingénieur électronicien

Fibres optiques



LES CABLES DE LYON (8 milliards de francs de chiffre d'affaires, 12.000 personnes) est le numéro 2 mondial dans le domaine de la fabrication des câbles de télécommunication et de transport d'énergie. Il réalise environ les trois quarts de son chiffre d'affaires à l'exportation et connaît une très forte expansion. Dans le cadre de ce développement, il recherche un jeune ingénieur électronicien pour son usine de Calais. Au sein de la division télécommunication sous-marine, il animera une équipe de sept techniciens et sera responsable de la plate-forme d'essais et du service calculs. Son rôle consistera à superviser les mesures sur des câbles à fibres optiques en terminé et à différents stades d'élaboration. Il lui appartiendra également de développer et de concevoir les programmes informatiques de calculs qui traitent ces mesures. Ce poste s'adresse à un candidat à fort potentiel, ingénieur électronicien (ISEN, ISEP, ENSEA, ENSEEIHT...) débutant ou possédant une courte expérience et maîtrisant la programmation Basic, Fortran ou Pascal. La connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération est motivante et les perspectives d'évolution garanties par la taille et le dynamisme de l'entreprise. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4765M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieurs informaticiens

Midi-Pyrénées

Productique - automatismes industriels - Cette entreprise, jeune filiale de grands groupes internationaux, poursuit une expansion rapide qui la positionne déjà au deuxième rang européen. Sa vocation : concevoir, fabriquer et commercialiser du matériel électronique sophistiqué lié à la productique et aux automatismes industriels. Elle recherche, pour son unité de production située dans une agréable ville moyenne proche de Toulouse, de jeunes ingénieurs informaticiens. Intégrés dans des équipes de conception et d'étude, ils seront notamment chargés de développer des progiciels sur micro-calculateurs. Ces postes conviennent à des ingénieurs possédant une solide formation en informatique type Ensimag ou département informatique de Supelec, Sup-télécom, Centrale, ENSEEIHT, INSA, etc.... Intégrés dans une structure jeune et en pleine croissance, les candidats retenus auront à leur disposition une formation continue du plus haut niveau et les moyens de développement les plus sophistiqués. Pour ces postes, écrire à D. DELRIEU, en précisant la référence A/T 7082M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SINGAPORE AIRLINES

recherche

CARGO MANAGER

Responsable commercial et administ. du département fret.
Justifiant de quelques années d'expérience dans un domaine similaire.
Anglais courant obligatoire.
En liaison avec la direction générale.
Il devra déterminer la politique à long terme du département et veiller à son application.

Envoyer C.V., lettre manuscrite en anglais et en français, photo et prétentions au 35, avenue de l'Opéra, Paris-2e.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

EN PRISE DIRECTE AVEC LE P.D.G.

Nous fabriquons et commercialisons une gamme d'articles de prêt à porter féminin reputés pour leur prix, leur qualité, leur suivi.

Nos clients se situent aussi bien dans le commerce traditionnel que dans la grande distribution ou dans la VPC.

Nous recherchons pour notre société (PME multinationale en expansion) l'homme qui :
- prendra la responsabilité des services administratifs et comptables (juridique, comptabilité générale et analytique, contentieux, informatique...),
- contrôlera la gestion (trésorerie, budgets...).

MAIS AUSSI
- Participera étroitement à la définition de la stratégie de l'entreprise.
- anticipera, analysera, comprendra, traitera tous problèmes avec rapidité et autorité.

Il sera issu d'une école supérieure de commerce, spécialisation finances, comptabilité.
(La pratique de l'anglais, et peut-être de l'allemand, est courante).
Il connaîtra de préférence le milieu du textile ou de la mode, possèdera une grande disponibilité et une grande aisance de contact.
Le poste est à pourvoir dans le CENTRE-EST DE LA FRANCE.
Nous vous remercions d'adresser votre curriculum-vitae manuscrit avec numéro de téléphone, sous référence 8552, à notre Cabinet :
C.E.R.H. - Chantal GUY
26, avenue de MONTRAPON - 25000 BESANCON.

CERH — AFCOREM

E.A.O. : une expérience passionnante

La région RHONE-ALPES constitue en France un pôle de développement de l'E.A.O. en formation professionnelle, et la première région d'expérimentation d'un service E.A.O. multimédias informatisé.
Vous serez le PIVOT de l'encadrement pédagogique et technique interne de ce développement.
NOUS RECHERCHONS un(e) jeune collaborateur(trice) avec une première expérience professionnelle souhaitée, de formation supérieure appropriée, diplôme nord-américain type « Education Technology » très apprécié, connaissances programmation structurée et systèmes-auteur.

POUR :
- Assurer l'encadrement et le suivi de la réalisation pédagogique et l'informatique de didacticiels, en liaison avec le milieu.
- Prendre en charge certains aspects de la réalisation informatique.
- Animer des démonstrations et présentations E.A.O.

Poste basé à LYON.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature (lettre, c.v., photo et prétentions) à :
Roger GUIR, Directeur ARDEMI
B.P. 137 – 69131 ECULLY.

SAINT-GOBAIN

S.G.A.O.

SAINT-GOBAIN SYSTEMES ASSISTES PAR ORDINATEUR

PARIS-LA DEFENSE

Société de Conseil en techniques nouvelles, met à la disposition des Entreprises l'expérience acquise dans le Groupe SAINT-GOBAIN, se donne les moyens de son développement et recrute des

ingénieurs

CHEF DE PROJET CFAO dans le domaine de la Mécanique

- ingénieur diplômé
- possédant une expérience confirmée en CAO ou FAO
- ayant exercé des responsabilités au sein d'un B.E. ou d'un Service Méthodes Mécanique.
- Langue étrangère appréciée. (Réf. 851)

INGENIEUR ayant une expérience de B.E. Mécanique

désirant s'ouvrir à la CFAO dans un poste impliquant des contacts commerciaux au cours de fréquents déplacements dans le monde entier.
Anglais courant exigé. (Réf. 852)

JEUNE INGENIEUR de B.E. Mécanique

Chargé d'animer une équipe dans le cadre de la réalisation d'un progiciel dans le domaine de la mécanique.
Langues étrangères et connaissance CFAO appréciées. (Réf. 853)

JEUNE INGENIEUR SYSTEMES

informaticien, innovateur, curieux, autonome, il s'intègrera à une équipe systèmes gérant un site CFAO très important. (Réf. 854)

JEUNES INGENIEURS mécaniciens ou généralistes

pour participer à l'étude et à la réalisation des projets CFAO. (Réf. 855)

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste à S.G.A.O. Mme MICHEL, Les Miroirs Cédex 27 - 92096 PARIS LA DEFENSE

DES PASSERELLES ENTRE METIERS ENTRE PAYS ENTRE SOCIETES — SAINT-GOBAIN



emplois régionaux

Important Groupe d'Assurances secteur privé recherche pour la région ALSACE - LORRAINE

Inspecteur du Cadre (VIE G.B.)

Votre mission :

– apporter une aide technico-commerciale à un réseau d'agents généraux déjà bien implanté sur cette région pour développer sa production.

Votre profil :

– être dynamique, enthousiaste et aimer les contacts humains,
– avoir de réelles qualités d'animateur et pouvoir justifier d'une expérience réussie dans la promotion des produits Vie GB.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 55866 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

Notre Société pour renforcer son équipe de développement dans l'une de ses Divisions fabriquant des **Produits d'Equipement familial**, recherche un

Ingénieur études et développement

ALSACE

Il sera chargé d'élaborer, de planifier et de concrétiser les Etudes sur les Produits actuels et nouveaux et d'en effectuer le suivi.

Nous recherchons un Ingénieur de type A. et M. compétent en mécanique et électronique, à l'aise dans la conception. Particulièrement **innovateur**, il aura quelques années d'expérience réussie dans la fonction Etudes. Dynamique, il sera capable de travailler en équipe.
Anglais souhaité.

Adresser votre dossier et prétentions, sous réf. 501-M à

afipec conseil 35, rue La Boétie 75008 Paris

Jeune Contrôleur de Gestion

Tours

SSII. 2 000 personnes, 750 MF de C.A., leader européen de la monétique, nous avons développé une spécialité production de cartes de paiement et de chéquiers. Pour optimiser la gestion de chacune de nos 6 unités de fabrication situées en région Centre-Ouest, nous créons le poste de JEUNE CONTROLEUR.

Sa mission : préparation et suivi du processus budgétaire, contrôle des comptes d'exploitation et analyse des écarts, élaboration des outils de gestion de production et de suivi clientèle. Tout cela sur son IBM-PC. Il assumera également des études ponctuelles et un rôle de conseil.

Travaillant en collaboration avec le service contrôle de gestion de notre siège parisien et les directeurs d'unités, il sera disponible pour de courts déplacements.

Actif et constructif, rigoureux et ouvert au dialogue, vous êtes diplômé ESC, Sciences Eco ou Sciences Po option Finances-Comptabilité et possédez éventuellement une première expérience.

Votre dossier de candidature, envoyé sous la référence LM 8542/9, sera étudié par notre Conseil.

Gilles Delalandre Consultants
3 rue du Maréchal Foch 37000 TOURS

AFCOREM

La Gestion Commerciale pour un homme de contact

Entreprise de renommée mondiale, leader dans le domaine thermique

Chef de Département Gestion Commerciale

GRANDES ECOLES

Gestionnaire expérimenté, vous serez pour notre Direction Commerciale Thermique, le Responsable des budgets, des approvisionnements, des stocks, de la logistique et des procédures. Vous mettrez en application votre expérience du contrôle budgétaire acquise en milieu bâtiment ou industrie.
Rompu aux techniques **informatiques**, vous superviserez la mise en place et l'exploitation d'un réseau informatique commercial décentralisé. Bien entendu vous veillerez au respect des procédures que vous aurez conçues.
Vous êtes un **meneur d'hommes** et vous serez responsable d'une équipe de 20 personnes environ. Vous avez le **sens du dialogue** et vous saurez promouvoir auprès du réseau de vente des règles de gestion intégrant attitudes et contraintes commerciales.
Rigueur, ouverture d'esprit et conduite des hommes seront vos atouts pour réussir ce challenge.
Ce poste est basé à Paris Nord et implique des déplacements en province.



Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 16411 au Service du Personnel, LANDIS et GYR, 16 Bd, du Général Leclerc, 92115 CLICHY.

CONTESSE



Jeunes Ingénieurs Electroniciens HF

Prenez le bon Métro

Après Lille et Toulouse, . . . au terme de 2 compétitions internationales, les métros de Chicago et Jacksonville seront français et MATRA.

Notre produit, le VAL est ainsi reconnu comme leader mondial dans son domaine.

Ces 2 métros entraînent un fort développement de MATRA TRANSPORT.

Pour renforcer nos équipes de la division équipement (qui réalise également les pilotes automatiques des métros de Mexico, Caracas, Budapest . . .), nous avons besoin tout de suite de plusieurs ingénieurs à qui nous confierons une première responsabilité (système, études, qualité, organisation . . .), des moyens pour la mener à bien, une large autonomie.

Vos études supérieures ont été spécialisées en électronique, mais si vous êtes un généraliste « éclairé », vous pourrez nous aider efficacement dans notre développement.

Notre Conseil attend votre dossier sous référence C/IEM/ M pour envisager avec vous ces différentes opportunités.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MATRA TRANSPORT

PARTANCE ANNONCES

EI *L'Entreprise Industrielle*

PARIS DIJON LYON NANTES ROUEN TOULOUSE

Groupe de 9 000 personnes - C.A. : 3 milliards de F.
recherche dans le cadre du développement de son activité
INSTRUMENTATION - AUTOMATISMES

INGENIEURS D'AFFAIRES

Vous avez :
- 5 ans d'expérience en installations
- une polyvalence pour les fonctions **technique, commerciale et de gestion**
- le goût de vous impliquer et des qualités d'animateur.

Nous vous offrons :
- l'entière responsabilité de la conduite d'affaires
- de réelles possibilités d'évolution pour des candidats de valeur
- une rémunération basée sur l'expérience
- une voiture de service + avantages.

Pour saisir ces opportunités, adressez votre candidature (lettre, CV, tél.) en précisant la région choisie, sous réf. CA/935 à notre Conseil M. SELLEM - SCORRE, 47, rue Maréchal Foch, 78000 Versailles, qui vous garantit réponse et discrétion ou téléphonez au (3) 021.85.84. Un dossier complet d'informations vous sera remis lors d'un entretien qui aura lieu à Paris ou en Province.



Conseil en Recherche de Cadres et Dirigeants

CONTESSE



Après votre **FORMATION SUPERIEURE** vous avez acquis une **EXPERIENCE BANCAIRE SUR LE TERRAIN** de 3 à 4 ans dans le domaine du Crédit, et plus spécialement le financement des Entreprises.

DEVENEZ

LE CONSEILLER ENGAGEMENTS AUPRES DU DIRECTEUR REGIONAL

La mission, qui demande de réelles qualités de négociateur et de formateur s'articule autour de 2 axes :

— l'analyse et le suivi des dossiers engagements soumis à décision,

— *le conseil et l'assistance auprès du réseau d'Agences en appui des contacts* Clientèle.

La réussite dans ce poste conduit rapidement à une évolution de carrière au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 4813 - **PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.**

Importante SOCIÉTÉ DE SERVICES, à activités multiples, leader européen sur son marché, recherche



CONTRÔLEUR DE GESTION

dont la mission sera de : préparer et suivre les budgets, analyser les résultats de plusieurs centres de profit, étudier et améliorer l'organisation et les procédures de gestion.

De plus, il lui sera proposé d'étudier et de suivre la mise en place de nouveaux projets d'investissements.

Ces fonctions s'exerceront sur un ensemble de Sociétés aux activités diversifiées et couvrant la France entière.

De formation Ecole de Commerce, I.E.P., Maîtrise de Gestion... + D.E.C.S. éventuellement, le *candidat devra justsifier d'une expérience* de 3 à 5 ans en Audit ou Contrôle de Gestion.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 79088/M à HAVAS-CONTACT – 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

PRATICIEN DE LA GESTION DU PERSONNEL HF

Nous sommes l'organe central du GROUPE DES BANQUES POPULAIRES.

Nous *mettons en place une gestion* INTEGREE et PREVISIONNELLE de notre personnel (600 collaborateurs dont 300 cadres).

Nous avons la VOLONTE D'ENTREPRENDRE, les moyens de le faire et l'appui de notre Directeur Général.

Vous participez actuellement et AVEC SUCCES, à ce type d'opération dans votre entreprise.

Vous avez une expérience professionnelle de quelques années qui vous a permis d'aborder d'AUTRES ASPECTS DE LA FONCTION (formation, recrutement...).

Vous avez envie de prendre des RESPONSABILITES plus importantes au sein d'une EQUIPE fortement MOTIVEE.

Alors, envoyez une lettre de motivation avec CV, photo et indication de votre *rémunération actuelle sous référence* GIP à Claude CASTETS.

Banque Populaire

Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS Cédex 17

VOS ATOUTS :



Une bonne base de **TECHNIQUE BANCAIRE** due à votre **EXPERIENCE SUR LE TERRAIN** *face à tout type de clientèle, le goût prononcé* de la négociation et de la formation.

Homme de contact et de réalisation

Vous êtes en tous points



L'ANIMATEUR COMMERCIAL

que nous recherchons pour doter *nos directions régionales de* **RUEIL** *et de* **MANTES**

Votre mission auprès du directeur régional sera de conseiller, d'assister, de former nos exploitants avec comme principal objectif le développement de notre clientèle.

La réussite dans ce poste conduit rapidement à la prise de responsabilités opérationnelles en agences.

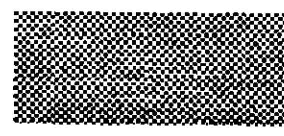
Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 4814 - **PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.**

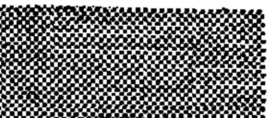
UN PROJET AMBITIEUX POUR DES

EXPLOITANTS BANCAIRES

QUI VEULENT NOUS REJOINDRE

Notre BANQUE recherche des **PROFESSIONNELS, 4 à 5 ans d'expérience, Formation Supérieure ou Diplômes Professionnels (ITB ...) pouvant démontrer leur réussite sur le TERRAIN.**





Gradés et Cadres d'Exploitation, ils pourront évoluer et exercer des responsabilités d'encadrement sur le territoire d'une Banque Régionale à taille humaine (Ouest de Paris).

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 4815 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.



***RHÔNE-POULENC SANTÉ*, division du Groupe Rhône Poulenc, est le premier français et l'un des dix premiers mondiaux dans l'industrie pharmaceutique.**

L'activité "Elaboration des matières actives" renforce ses structures techniques "usine" pour faire face à l'évolution de ses moyens de production et recherche pour l'un de ses sites (1.100 personnes) :

• Chef de service bureau d'études

Il prend la responsabilité d'une équipe (3 ingénieurs, 10 techniciens) chargée de la conception et la réalisation des investissements de l'usine.
Ingénieur de grande école (ECP, AM. Génie Chimique), c'est un généraliste familiarisé à la technologie, à l'instrumentation, aux automatismes. Il a acquis une expérience d'environ 7 à 8 ans dans l'industrie chimique ou l'ingénierie dans la conduite de projets similaires. Une expérience de production serait un atout supplémentaire.
Anglais ou allemand nécessaire. **référence NU 134 AM**

• Deux ingénieurs de projets

— **SENIOR (5 à 7 ans d'expérience)** **référence OV 135 AM**
— **JUNIOR (2 ans d'expérience)** **référence PW 136 AM**

Au sein du service décrit ci-dessus et en liaison avec les ingénieurs de procédés, ils seront chargés de mener, *depuis les études de faisabilité jusqu'à la réalisation, des projets dont l'importance technique et financière sera* fonction de leur expérience.
Une *formation* d'ingénieur (ECP, AM, Génie Chimique...) est indispensable ainsi qu'une bonne culture industrielle permettant d'intégrer au-delà des contraintes techniques, les dimensions humaines et financières.
Anglais nécessaire.

• Ingénieur en automatique et instrumentation

Au sein du service décrit ci-dessus, il travaille en liaison avec les ingénieurs de procédé et de projet pour *concevoir et réaliser* l'instrumentation des installations projetées et pour développer la mise en œuvre des systèmes permettant une conduite automatisée.
Ce projet convient à un candidat diplômé (ESE, ISEP...) ayant acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans l'industrie chimique ou l'ingénierie, la connaissance des matériels et capable du choix des équipements dont il assurera l'implantation et le démarrage.
Anglais exigé. **référence RY 137 AM**

• Ingénieur confirmé industrialisation procédés

Interface entre la recherche et la production, il participe au sein d'une équipe à l'amélioration des procédés existants de l'usine et à l'industrialisation de nouveaux procédés.
Il effectue l'ensemble des études techniques et économiques et au besoin des essais de matériels conduisant au cahier des charges de chaque affaire.
Il reste l'interlocuteur des ingénieurs de projet jusqu'au démarrage des installations.
Ingénieur diplômé (ECP, ENSIC, IGC...), il possède une expérience d'environ 7 à 8 ans de la mise en place des procédés dans le domaine de la chimie fine et témoigne de capacités de dialogue et persuasion.
Anglais nécessaire. **référence SZ 138 AM**

• Responsable service entretien haut niveau

Prévu pour prendre la responsabilité de l'ensemble des services entretien de l'usine (170 personnes), il sera pendant une première période de 18 mois le correspondant pour les aspects entretien et maintenance d'un vaste projet d'investissement (165 millions de francs).
Au-delà, il animera les services entretien et devra pour cela disposer de capacités réelles d'animateur, d'organisateur et de gestionnaire. Une expérience d'une dizaine d'années dans une usine importante de process et un diplôme d'ingénieur généraliste grande école (AM, ECL...) sont indispensables.
référence TA 139 AM

Pour tous ces postes, la rémunération sera à l'échelle de la valeur des candidats.

Evolutions prévues pour tous les candidats désireux de s'investir dans un grand groupe *pratiquant* la gestion des carrières.
Postes à Vitry-sur-Seine.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris

DIGITAL a progressé cette année de 45% pour atteindre 2,6 milliards de Francs de C.A.

Financiers, vous avez la cote chez Digital

Contrôleurs de gestion

réf. MON093

Agissant comme conseils financiers auprès des directeurs opérationnels,
- vous participerez à l'élaboration et au suivi des budgets,
- vous analyserez et améliorerez les réseaux d'informations et de communication existants, créant si nécessaire de nouveaux outils de gestion.
Un poste est ouvert auprès des fonctions de gestion interne (immobilier, informatique, services généraux), un autre auprès du service Logistique.
Homme ou femme, de formation supérieure, vous avez si possible 2 ou 3 ans d'expérience en cabinet d'audit ou en entreprise. Vous parlez anglais.

Auditeur international

réf. MON094

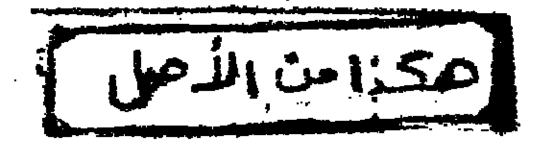
Basé(e) à Paris et rattaché au Siège européen, vous conduirez des missions d'audits financiers ou opérationnels (fonctions de production, distribution, ventes) auprès de nos filiales européennes. Vous vérifierez la cohérence des procédures et proposerez des actions correctives.
Vous avez 2 ans minimum d'expérience - acquise soit en cabinet d'audit ou en audit interne d'entreprise, soit en contrôle de gestion - un niveau d'études supérieures et/ou un MBA ainsi que l'anglais courant.

Adressez votre candidature en indiquant la réf. du poste choisi à Anne CHEVALLIER, Service Recrutement, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, BP 136, 91004 EVRY Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique

Bougez, Vivez...





Société nouvellement acquise par un Groupe dynamique qui procède à la modernisation, tant sur le plan des implantations industrielles, que de l'informatisation de la gestion de production, recherche son

CHEF D'ETABLISSEMENT
à dominante production et gestion

Cette firme (200 personnes environ) met en œuvre des matériaux (bois-verre-céramique...) pour fabriquer des produits "design" destinés à l'habitat ayant la qualité artisanale et réalisés en petites séries.

Rattaché au Directeur Général, le Responsable du poste aura l'objectif de participer activement à la modernisation et à l'amélioration de la productivité, et dans ce but, il devra :
- animer et diriger des équipes de fabrication,
- développer des services méthodes et logistique,
- assurer la gestion du personnel et superviser la comptabilité.

Ce poste implique :
- une formation d'ingénieur alliée à une expérience de direction de production (minimum 5 ans) acquise de préférence dans les domaines : ameublement, éclairage, maroquinerie, etc.,
- des qualités réelles d'entrepreneur dynamique ayant un sens aigu du commandement et de la rentabilité.

Poste évolutif pour candidat de valeur.

Poste : région Grenoble. Rémunération motivante.

Ecrire sous réf. KD 148 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Membre de Syntec

Chargé d'études économiques

UN DES PLUS IMPORTANTS ORGANISMES PROFESSIONNELS plan national offre au sein de son service emploi un poste intéressant à un jeune **Cadre Economiste** ayant du goût pour les questions juridiques.

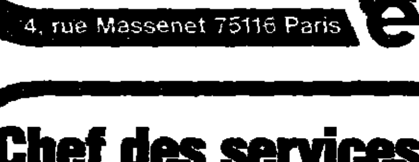
Le titulaire du poste devra :
- disposer d'une formation supérieure, licence en Sciences économiques si possible option économétrie ainsi que de bonnes aptitudes pour utiliser les modèles mathématiques et les traitements statistiques,
- avoir de préférence 1 à 2 ans d'expérience d'études ou de documentation économique acquise dans un grand groupe, dans l'administration ou organisme spécialisé (les candidatures de débutants ayant effectués des stages intéressants seront prises en considération,
- effectuer des études économiques variées et des rapports axés sur la conjoncture nationale et internationale ainsi que ses répercussions sur l'emploi.

Ce poste implique des qualités d'analyse et de synthèse ainsi qu'une ouverture sur les autres activités juridiques du Service.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. FN 174 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Membre de Syntec



Chef des services techniques

SOCIÉTÉ, filiale d'un puissant groupe européen, en bonne santé économique et financière, recherche pour son usine récente et moderne de fabrication de transmissions mécaniques automobiles un **Chef des Services Techniques.**

Rattaché au Directeur de l'unité, il animera les services techniques (25 personnes) avec une large initiative dans les domaines de l'industrialisation des produits, la conception et la mise en place de nouvelles méthodes et techniques de production (usinage à commandes numériques, traitements thermiques...).
Ingénieur diplômé AM, ECL, INSA... âgé d'une trentaine d'années, il possédera une expérience de cinq années méthodes, techniques de fabrication, mise en place d'investissements... ainsi qu'une personnalité affirmée et dynamique.
Evolution possible dans le groupe pour candidat de fort potentiel.

Poste à Metz. **Rémunération : 250.000 F +/an**

Ecrire sous réf. EM 127 CM
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Membre de Syntec

ESCP - HEC - ESSEC...
adjoint au directeur financier

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE SOLIDE ET PERFORMANTE (CA 1 milliard) rattachée à un groupe de premier plan, recherche **l'Adjoint de son Directeur Financier.**

Il collaborera étroitement avec ce dernier, tout en étant particulièrement chargé :
- d'animer, contrôler, centraliser les comptabilités des filiales,
- de développer les méthodes comptables de la société en liaison avec l'informatique,
- de participer à la gestion de la trésorerie.

Ce poste conviendrait à un candidat de bon niveau, ayant un réel potentiel d'évolution, disposant d'une expérience en comptabilité de 5 à 10 ans (acquise de préférence en entreprise) et désireux de la valoriser et de l'élargir, ayant de bonnes connaissances en informatique et témoignant de solides qualités de rigueur alliées à de bonnes capacités relationnelles. Réelles perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. GO 175 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Membre de Syntec

Ingénieur traitement du signal études et essais
1 à 2 ans d'expérience ou débutant

UN ORGANISME DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA MARINE NATIONALE spécialisé dans l'acoustique sous-marine recherche un **Jeune Ingénieur.**

Au sein d'une équipe performante dotée de puissants moyens, il sera chargé de mener des études dans le domaine du traitement du signal et d'effectuer des essais d'application. Une formation supérieure de haut niveau (grandes écoles, doctorat...), des connaissances en acoustique et en informatique sont nécessaires.
Une première expérience serait très appréciée.
La rémunération tiendra compte de la valeur du candidat.
Poste situé à 15 km de Toulon.

Ecrire sous réf. EX 166 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris — etap

Membre de Syntec

CABINET D'AUDIT et de COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche

AUDITEURS CONFIRMES

HEC, ESSEC, ESCP, IEP
Pratique 2 à 4 ans dans des fonctions similaires.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 55616 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion

BUREAU FRANCIS LEFEBVRE
CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

NEUILLY-SABLONS
recherche

JEUNE JURISTE
NIVEAU D.E.S.S. ou D.E.A.

Pour seconder un consultant en Droit des Affaires.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 8361 à B.E.O. 34, rue de l'Arcade 75008 Paris

pmp

Cabinet d'Expertise Comptable
recherche pour prendre en charge une partie de sa clientèle

EXPERT COMPTABLE

« Il entretiendra et développera les relations avec les clients, assurera la gestion de ses dossiers, animera son équipe et apportera ses conseils auprès d'entreprises de taille moyenne.

C'est un Expert Comptable confirmé, qui a déjà acquis 2 à 3 années d'expérience en qualité de responsable de dossiers au sein d'un Cabinet d'Expertise Comptable.

Association possible.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés), prétentions, sous référence 10.420-M à Manrégies qui transmettra. »

Manrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE, 75010 PARIS

Importante Société Exploitante de Services Publics et de Travaux Publics
recherche pour son Service Administratif et Juridique

Rédacteur Juridique H/F

Ses principales missions :
- Mise en forme et rédaction des contrats de Droit Public et de Droit privé
- Vérification du fonctionnement pratique des contrats (bonne articulation, concordance des clauses...)
- Ajustement des prix : formules de révision...
- Application des formalités et clauses fiscales et parafiscales
- Suivi administratif des contrats en liaison avec les Etablissements décentralisés (planning, mise à jour...)

Le poste requiert :
- Une formation juridique (licence ou équivalent) complétée le cas échéant par I.R.A./CEPAG. ou concours Cadre "A" de la Fonction Publique
- Le goût et la maîtrise des chiffres
- Esprit d'Analyse, rigueur, synthèse
- Une première expérience dans un poste similaire
- Des compétences en droit commercial et contentieux (publics/privés).

Le poste est basé au Siège Social (Paris Sud/Sud-Ouest).

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 431 à **CURRICULUM** 4, rue Tronchet 75008 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

THOMSON SEMICONDUCTEURS
(DÉPARTEMENT CIRCUITS HYBRIDES)

RESPONSABLE D'AFFAIRES EXPORT.

Nous souhaitons être le leader européen en micro-électronique hybride. Pour cela nous investissons, nous améliorons notre production, notre qualité. Nous concevons les produits de demain grâce aux techniques les plus évoluées. Nous proposons à un Responsable d'affaires export, de nous rejoindre.

Vous négociez les cahiers des charges des nouveaux produits et assurez les liaisons à caractère technique entre nos clients étrangers, nos laboratoires et/ou lignes de production.
Vous animez également votre secteur géographique (appui technique, Gestion budget, Marché...).

Ingénieur Electronicien, vous possédez des qualités de négociateur et d'animateur.
Des déplacements de courte durée sont à prévoir en EUROPE.
La maîtrise de l'anglais est indispensable et une 3e langue serait appréciée. Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions), à Mlle Diane HEINTZ, THOMSON SEMICONDUCTEURS, 101, boulevard Murat, 75781 PARIS CEDEX 16.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

Dans le cadre du développement de notre Département Audit, nous recherchons

Auditeur H/F

dont les missions seront orientées sur les investigations informatiques.
- Evaluation et contrôle des risques de toutes natures.
- Contrôle des cycles, des fonctions, des flux de transaction.
- Procédures de traitement, circuit des informations, interfaces, bases de données...

Profil :
- Enseignement supérieur (Grandes Ecoles : HEC, IEP... MIAGE...).
- **Expérience bancaire informatique indispensable.**
- Sens de l'efficacité.
- Expression écrite aisée.

Après quelques années réussies à l'audit, une évolution de carrière pourra être envisagée.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. M 239 à :
Direction des Relations Humaines
1, Rond-Point des Champs-Elysées - 75008 PARIS

Union de Banques à Paris

Organisation et Publicité

Acheteur de tabac à la Seita

Société Nationale employant 8 500 personnes et réalisant 6 milliards de CA HT, nous sommes le leader du marché des cigarettes en France. La Direction des Tabacs en Feuilles pour son département Tabacs Etrangers recherche un

Ingénieur agronome

Après une formation complémentaire, nous vous confierons la responsabilité de l'approvisionnement de la Société pour un volume important de tabacs en provenance de l'étranger.
L'établissement de programmes, l'analyse des marchés, la négociation et la conclusion de contrats et la gestion administrative, financière et technique des lots de tabacs achetés, telles sont les missions principales que nous souhaitons confier à un jeune professionnel, ingénieur agronome. A la rigueur de l'ingénieur méthodique, s'allieront la souplesse et l'intuition du négociateur ; l'organisation et la prévision du gestionnaire compléteront harmonieusement la curiosité de l'homme de marché et la capacité d'adaptation à des interlocuteurs variés dans différents pays. Très mobile - de nombreux voyages pendant plusieurs mois de l'année - il maîtrisera parfaitement l'anglais.
Ce poste, en résidence à Paris, est susceptible de déboucher rapidement sur une affectation permanente à l'étranger (Amérique du Sud) à la tête d'une filiale d'approvisionnement.
Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo) réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous référence 782/1M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

CABINET D'AUDIT ET DE CONSEIL
à vocation internationale
recherche POUR SON DEPARTEMENT CONSEIL

UN CONSULTANT EN ORGANISATION
formation grande école.

2 ans d'expérience minimum, pour conception et mise en place de systèmes informatiques et de contrôle de gestion.
Qualités requises : — sens du contact — autonomie.
Nous proposons une rémunération attrayante et de nombreuses possibilités d'évolution.

Envoyer lettre + C.V. à notre Conseil en Recrutement qui traitera les candidatures de façon confidentielle D.S.A. - 6 bis, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS.

VALENS CONSEIL

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Contrôleur Finance Gestion

ESC + DECS, MSTCF... 200.000 F.

XEROX LEARNING SYSTEMS

Filiale française d'un groupe international en développement constant depuis 10 ans, nous réussissons grâce à l'esprit de communication qui règne dans l'entreprise. La compétence de nos équipes liée à la qualité de nos produits nous ont permis d'acquérir une excellente image dans notre secteur d'activité : **la formation.** La trentaine, vous possédez une solide expérience de la fonction, de préférence en milieu international. Ce poste vivant et évolutif implique les responsabilités de l'audit et du contrôle de gestion sous tous ses aspects : financier, juridique, fiscal et commercial. En outre, vous assisterez le Directeur Général France et le Directeur Financier Europe pour l'élaboration des budgets et des prévisions annuelles. Enfin votre bonne connaissance de l'anglais et de l'informatique font de vous l'homme de la situation. Merci d'adresser votre dossier complet à Alain Nervet, 15, rue du Louvre 75001 PARIS sous la référence 5-42 A.



Currieulum

CARRIERE BANCAIRE DIVISION «COMMODITIES»

APRES AVOIR ACQUIS, DANS LA BANQUE OU LE NEGOCE, UNE EXPERIENCE DE QUELQUES ANNEES DES FINANCEMENTS RELATIFS AUX FLUX DE MATIERES PREMIERES VOUS SOUHAITEZ POURSUIVRE VOTRE CARRIERE DANS UN GROUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN.

UN POSTE CORRESPONDANT A VOS SOUHAITS EST A POURVOIR AU SEIN DE NOTRE EQUIPE.

VEUILLEZ ADRESSER VOTRE CANDIDATURE COMPLETE S/REF.4826 A L'AGENCE DESSEIN 15 RUE DU LOUVRE - 75001 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

Ingénieur commercial

Chimie

Région parisienne - Cette société de production franco-allemande du secteur chimie organique recherche un ingénieur commercial expérimenté pour la région parisienne. Il aura pour mission de promouvoir et vendre des additifs pour plastiques-PVC, peintures, vernis... auprès d'une clientèle de sociétés de transformation de PVC et de sociétés de fabrication de peintures, vernis, encres d'imprimerie... Nous recherchons, pour occuper ce poste, un ingénieur chimiste âgé d'au moins 28 ans, ayant une expérience réussie de la vente de produits chimiques dans le créneau de clientèle cité ci-dessus. La rémunération de l'ordre de 180.000 francs en *fixe + primes + voiture de fonction + frais, est réellement attrayante* pour un candidat de valeur. Pour ce poste, écrire à Arlette BIEBUYCK en précisant la référence A/T 7096M

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune contrôleur de gestion

Paris

Notre groupe (1.200 personnes) connaît depuis 3 ans une très forte activité. Le développement (grands projets industriels : chimie, agro-alimentaire, techniques avancées, productique...) justifie la création de deux postes de contrôle de gestion auprès de la direction financière. Diplômé d'une grande école de gestion ou jeune ingénieur, vous confirmerez une première expérience ou débuterez dans la vie professionnelle soit par la gestion et *le suivi budgétaire de grands projets, soit par* le contrôle de gestion des filiales. Dans les deux cas, vous participerez à l'évolution du système de gestion et utiliserez des outils bureautiques et informatiques performants. Le développement du groupe assurera à des candidats de valeur d'intéressantes perspectives de carrière. Ecrire en précisant la référence A/2706M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE DE TRAVAUX PUBLICS DE DIMENSION INTERNATIONALE

recherche

responsable de la comptabilité analytique des chantiers

L'efficacité de ce service est de première importance pour parfaire la tenue à jour de la réalité des situations des travaux.

Notre comptabilité générale doit être complétée par un suivi minutieux de la comptabilité des chantiers.

Il est nécessaire que ce collaborateur possède rigueur, méthode et qualité de contact vis-à-vis des responsables de travaux.

Il doit être déjà familiarisé et passionné d'applications en informatique.

Lieu de travail : N.O. PARIS très proche autoroute A15.

Cabinet Leconte *nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.*

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 50239

Pierre Lichau S.A.

LE N° 1 MONDIAL DE LA CAO

Crée à Paris un centre européen de développement de logiciel

Ce centre a pour but le développement de logiciels d'application et d'utilitaires qui seront diffusés dans le monde entier par Intergraph Corporation. Pour aider à l'établissement de ce centre, Intergraph a temporairement détaché du personnel clé technique américain ayant l'expérience des stations Unix et des applications graphiques. le reste du personnel sera français.

Les personnes intéressées par ce centre européen de développement devront être attirées par un travail au sein d'une équipe créative utilisant les concepts les plus avancés et ayant pour but la création de produits de grande diffusion commerciale.

Nous recherchons :

DES INGENIEURS D'APPLICATION

ayant plus de cinq ans d'expérience dans le domaine graphique. Les personnes intéressées devront avoir participé à des projets ayant débouché sur une mise en place réussie *concernant des domaines qui correspondent aux besoins du centre européen de développement de logiciels.*

DES ANALYSTES

de haut niveau ayant plus de 3 ans d'expérience en informatique scientifique et une bonne connaissance de l'informatique générale. Les personnes intéressées devront avoir l'expérience de la programmation en langage C sous Unix 5 ou d'un langage assimilé.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

qui devront posséder un diplôme de l'enseignement supérieur ou une bonne expérience professionnelle en informatique scientifique.
Une bonne connaissance du langage C ou assimilé est souhaitée.

Les applications feront partie intégrante du système d'application graphique en cours de développement pour les stations indépendantes Intergraph basées sur Unix dont les niveaux sont :
– Un environnement de programmation orienté « objet » et de gestion des données.
– Des utilitaires pour la gestion des écrans, fenêtres et menus.
– Un système graphique orienté « objet ».
– Des structures objets pour la gestion du réseau et de la topologie.

Utilisant ces outils, le centre de développement européen sera particulièrement chargé de la création des utilitaires suivants :
– Ensemble d'utilitaires de création et de placement de cellules paramétrées.
– Système d'affichage de surfaces en 3D pour la production d'images écran et papier.

Le centre de développement de logiciels sera aussi chargé de la création des applications suivantes :
– *Système pour l'architecture comprenant la définition d'éléments architecturaux* (espace, zone et détails techniques) suivant une topologie intelligente.
– Système de publication technique utilisant les structures objet pour permettre une manipulation simple de texte ainsi que d'information vectorielle et « raster ».

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Interpro 32 - Station de travail personnelle multifonctions.

INTERGRAPH

Envoyer C.V. et prétentions à Monsieur PATIENCE INTERGRAPH FRANCE
« Les Mercuriales » - Tour du Levant - 40, rue Jean Jaurès - 93170 BAGNOLET.

Pierre Lichau S.A.

ENTREPRISE D'INGÉNIERIE

recherche pour son siège à Paris

CADRE COMPTABLE

Profil.
– 25/32 ans - niveau BTS,
– expérience 5 ans minimum acquise en PME (PML. BTP) entreprise industrielle,
– goût traitement comptabilité informatisée,
– *anglais souhaité.*

Mission.
– sera responsable, sous l'autorité du Directeur Comptable, de l'ensemble des comptabilités jusqu'au bilan de plusieurs sociétés du Groupe.

Possibilité d'évolution pour candidat de valeur.

LIBRE RAPIDEMENT.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence n° 9240 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Organisme public banlieue sud-ouest de Paris

recherche

JEUNE BIOCHIMISTE ou PHARMACIEN

Titulaire d'une maîtrise de biologie moléculaire avec certificat de chimie organique, ayant expérience marketing, pour poste de responsable des ventes de substances organiques aux laboratoires français de recherche (Université, INSERM, CNRS...).
Connaissance de l'anglais souhaitée.

Ecrire à RÉGIE-PRESSE, sous n° 310.455 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Développement Social au Sein d'une Importante Unité de Production Innover Résolument

Exister par la compétitivité, mener de front efficacité économique et gestion sociale cohérente, très décentralisée, sont les bases de la réussite de ce groupe industriel français d'importance internationale.
Filiale normande de celui-ci, nous recherchons pour l'un de nos gros établissements près de Rouen un **CHEF DU PERSONNEL.**
Rattaché à la Direction, votre mission sera double : mettre en œuvre, en contacts étroits avec les responsables hiérarchiques et le personnel concerné, le "PROJET SOCIAL" du Groupe. Simultanément, assumer avec une petite équipe les *relations paritaires, la gestion de l'emploi, l'amélioration des* compétences, l'intéressement aux résultats et la responsabilisation à tous les niveaux.
Vous êtes de formation supérieure, juriste ou ingénieur, spécialisé dans la fonction personnel et justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans acquise impérativement dans des établissements industriels de production ou de transformation.
Vous croyez à la réussite des équipes, dans la concertation, alors rejoignez-nous.
Votre réussite dans ce poste vous ouvrira une évolution de responsabilité au sein des sociétés *de notre Groupe.*
Si vous êtes mobile et intéressé par cette proposition, merci d'adresser votre candidature sous référence 55 6202 M. *Elle sera examinée confidentiellement par Christian SUTTER qui vous* contactera rapidement.



11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Informatique et éducation

Avez-vous entendu parler du plan FABIUS ?

Il s'agit d'installer, avant la fin de cette année, 135.000 *micro-ordinateurs dans toutes les écoles et* de faire de la France, un pays de pointe en matière d'initiation à l'informatique. *Mais derrière les machines,* il y a les logiciels qui les rendent «intelligentes».

HACHETTE, premier Groupe français de communication (12.000 personnes, 11 MF de CA) ne pouvait pas laisser passer cette occasion : concevoir, produire et commercialiser des produits de création comme les logiciels, c'est notre vocation.

Alors, si c'est aussi la vôtre, rejoignez notre équipe éditoriale.

Vous serez Editeur de logiciels éducatifs : vous vous pencherez sur les marchés et analyserez les besoins, définirez les produits, trouverez des auteurs, concevrez avec eux des logiciels originaux et serez ainsi le promoteur de leurs idées.

Votre formation supérieure, votre expérience du monde éducatif sont les atouts qui vous permettront de réussir. La connaissance de la micro-informatique serait un plus mais n'est pas indispensable.

Ecrivez-nous sous Réf. 611 M, Gestion des Cadres
12, rue François-1er
75008 Paris.



HACHETTE

OFFRES D'EMPLOIS

TRÈS IMPORTANT
ORGANISME D'ASSURANCE
(proximité RER – 15' Etoile)
recherche

GESTIONNAIRES JURISTES

HF

maîtrise en droit (options droit des assurances ou droit de la construction appréciées) ou bien expérience équivalente.

Après formation complémentaire, il leur sera confié la gestion de dossiers de sinistres de la construction, tant amiables que contentieux.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et niveau de rémunération sous référence 9183 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

NOUS SOMMES UN IMPORTANT
CABINET DE GROUPE
NOUS RECHERCHONS DES

fiscalistes confirmés

Expérience minimum 3 ans (et plus, souhaitée) :
— soit dans l'Administration fiscale,
— soit dans un Cabinet de Conseil fiscal,
— soit dans le service fiscal d'une grande entreprise.

Situation comportant larges responsabilités et autonomie.
Rémunération motivante.

Envoyer C.V. manuscrit avec prétentions + photo sous référence 3045 à

INTER P.A. - BP 508 - 75066 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Notre Société (700 pers., 300 M. de C.A.), bien établie sur un marché porteur des TRAVAUX PUBLICS, est basée en banlieue OUEST de PARIS (RER).
Pour accompagner notre expansion, nous recherchons :

1 ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Aidé d'une dizaine de personnes, vous aurez à :
- centraliser les informations provenant de nos chantiers,
- mener les travaux comptables permettant de dresser les situations périodiques,
- établir les états fiscaux de l'entreprise. (R. DJ/LM1)

1 ADJOINT AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Vous avez une excellente formation juridique et sociale, de bonnes connaissances en comptabilité et informatique. Vous interviendrez progressivement dans les divers dossiers intéressant le service et ferez preuve de rigueur et de clairvoyance. (R. DJ/LM2)

Pour ces deux postes, préférence sera donnée à des candidats d'une trentaine d'années, ayant une bonne disponibilité et un potentiel d'évolution.
Une expérience minimum de 5 ans, si possible dans les entreprises TP présentes à l'étranger est nécessaire.
Ecrire avec C.V. + prétentions – enveloppe à votre adresse, sous la référence choisie, à

michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA BA

Ingénieur gestion et organisation industrielle

LEBRANCHU filiale du GROUPE MATRA,
recherche pour l'une de ses usines (600 personnes), mettant en œuvre des techniques de pointe dans le domaine de la métallurgie et développant un projet important d'amélioration de productivité, un **Ingénieur ou équivalent.**

Il sera dans un premier temps chargé de la mise en place d'une gestion de production informatisée en relation avec les différents services de l'usine.
Au-delà (1 an environ), rattaché au Directeur d'Unité, il évoluera vers une fonction de gestion industrielle plus large (élaboration et tenue du tableau de bord) et prendra la responsabilité de l'ensemble de la "logistique".
Le candidat recherché possédera une formation d'ingénieur + IAE ou équivalent et une expérience d'environ 3 ans en organisation ou gestion industrielle.
Sensibilisé à l'outil informatique, gestionnaire rigoureux, il aura des qualités d'animateur prouvées.
Evolution prévue dans le groupe.
Rémunération fonction de l'expérience.

Lieu de travail : Le Theil (50 km du Mans)

Ecrire sous réf. EM 173 AM
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

Membre de Syntec

Audit senior de valeur
HEC - ESSEC - ESCP - Sciences Po...

Lafarge Coppee

GROUPE INDUSTRIEL DE DIMENSION INTERNATIONALE
leader mondial dans le domaine cimentier et poursuivant sa diversification dans le domaine des biotechnologies offre un poste d'Audit Senior à HEC - ESSEC - ESCP - Sciences Po... (DECS apprécié) :

Ce poste constitue un véritable tremplin pour une carrière motivante et réellement évolutive au sein du Groupe et permet :
- **de valoriser une première expérience d'audit réussie** de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notoriété ou groupe industriel performant. Il assurera auprès des différentes unités et filiales du groupe : des missions de contrôle et d'harmonisation de procédures et il participera à des études financières de nouveaux projets ou investissements,
- **d'accéder rapidement à de réelles responsabilités opérationnelles** dans une filiale en France ou à l'étranger ou dans les services de la société mère.

Bonne connaissance de l'anglais.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. AI 169 AM
Discrétion absolue

etap
4, rue Massenet 75116 Paris

Membre de Syntec

X, ECP, MINES, AM...
valorisez votre expérience industrielle dans notre groupe

Nous sommes un Groupe français leader mondial dans notre domaine. Nos usines implantées en France et à l'étranger sont modernes, automatisées et à taille humaine.
Dans notre souci de gestion prévisionnelle de l'encadrement, nous offrons plusieurs postes évolutifs à des **Ingénieurs** grande école ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience industrielle dans des fonctions de production, d'entretien ou de travaux neufs dans le domaine de l'industrie lourde.

Dans un premier temps, ils feront partie de l'équipe de direction des usines et ils assumeront des responsabilités opérationnelles axées sur les problèmes de production, investissements, organisation industrielle, améliorations techniques...
Dans un second temps, en fonction de leur motivation et aptitudes, ils pourront évoluer au sein du groupe, en France ou à l'étranger, dans des orientations diversifiées et élargir rapidement leurs compétences et leurs responsabilités.
Les postes sont à pourvoir dans la moitié sud de la France.

Ecrire sous réf. IU 106 AM
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

Membre de Syntec

Chef du service génie climatique

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE bien implantée sur ses créneaux auprès d'une clientèle diversifiée renforce son potentiel pour développer certaines de ses activités et recherche un **Chef du Service Génie Climatique.**

Il devra organiser, gérer et animer une équipe d'une vingtaine de personnes (dont 3 ingénieurs) chargée d'assurer la conception, la réalisation et l'installation d'équipements de climatisation.
Une formation supérieure d'ingénieur, une expérience d'au minimum quatre-cinq ans dans le même domaine comprenant la direction de chantiers, ainsi que des qualités incontestables de "manager" sont indispensables pour assurer le développement de ce secteur de l'entreprise.
Poste situé dans une ville du nord de la France.

Ecrire sous réf. FY 167 CM
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

Membre de Syntec

Un cabinet leader dans le recrutement de cadres,
recherche

JEUNE PSYCHOLOGUE *HF*

Intégré à une équipe de consultants confirmés, il participera à différentes phases des recrutements et plus spécialement à la réalisation des examens psychologiques approfondis.

Cette offre intéresse un candidat débutant, ayant une maîtrise de psychologie ou diplômé de l'école de Psychologues Praticiens, disposant de solides connaissances en méthodes projectives (Rorschach - TAT) et ayant si possible effectué des stages dans l'industrie.
Est proposé un contrat à durée déterminée de 6 mois, avec possibilité d'intégration ultérieure.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. PS 700 M
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

Membre de Syntec

Ingénieur production débutant
CESTI - ICAM - ENI...

PME, SPÉCIALISÉE DANS LA CONCEPTION ET LA FABRICATION DES CÂBLES SPÉCIAUX, destinés à des secteurs de pointe, recherche un **Ingénieur Mécanicien débutant diplômé.**

Après une période de mise au courant, il se verra confier la responsabilité de l'entretien, de la maintenance et des modifications d'un parc machines performant (chaînes automatisées...). Il participera également à la mise en place de nouveaux investissements.
L'évolution vers des responsabilités élargies au sein de la production est d'ores et déjà prévue pour des candidats possédant des qualités d'animation, de rigueur et de dynamisme.

Lieu de travail : ville bord de mer (Manche).

Ecrire sous réf. BJ 170 AM
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

Membre de Syntec

---

agrr

VENDRE AUX ENTREPRISES
NOS SERVICES SUR MESURE

VOTRE DIPLOME ET VOTRE PREMIERE EXPERIENCE

Discerner et comprendre les besoins de nos partenaires, les aider à les gérer, les convaincre de la qualité de nos prestations et de nos services, voilà votre rôle. Vos interlocuteurs ? Dans toutes les branches de l'économie, des décisionnaires : chefs d'entreprise, responsables financiers ou du personnel, etc. Un métier passionnant et varié. **VOTRE DIPLOME ET VOTRE PREMIERE EXPERIENCE** peuvent nous intéresser. Diplômé d'une école de commerce, de gestion, ou de l'université, vous avez une première expérience de la promotion de services auprès des entreprises et des particuliers. Si vous n'avez pas d'expérience mais que vous vous savez doué pour la vente, écrivez-nous aussi.

Nous sommes prêts à vous confier notre clientèle de

Paris	Calais	Poitiers	Rouen
M/110	M/120	M/130	M/140

Adressez votre candidature (avec photo et rémunération actuelle) à notre Conseil Roland FOURNIER, chez **COPERS** - 1, rue Moncey - 75009 PARIS. Précisez la référence ou poste. Dès le premier contact, vous rencontrerez notre directeur Régional.

A.G.R.R. : Association Générale de Retraite par Répartition.

COPERS

MEDIA BA

Importante Société filiale d'un grand Groupe Industriel recherche :

INGENIEUR RESPONSABLE DE L'ACTIVITE VISIOPHONIE

de formation grande école en télécommunications.
Ce poste est basé en Région Parisienne avec déplacements en Province.
Il aura pour mission le suivi d'affaires impliquant la définition technique et le développement de terminaux visiophoniques et de réseaux de communication large bande en particulier par fibres optiques.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/référence 16332 à
CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
Paris-16e

recherche

ASSISTANT(E)

Niveau certificats supérieurs.
Pratique de l'anglais et connaissance en organisation souhaitées.

Tél. au : 524-08-50.

AIR INTER
LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche H/F

POUR SA DIRECTION DE LA PLANIFICATION

INGENIEURS GRANDES ECOLES
DEBUTANTS OU 2 à 3 ANS D'EXPERIENCE

Ils participent aux études économiques et de rentabilité liées aux stratégies de développement de l'entreprise en assurant la conception et l'utilisation des outils nécessaires (informatique et mathématiques appliquées). Réf.A.

POUR SA DIRECTION INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS
Dans le cadre du développement de projets importants

CHEFS DE PROJETS

Ils sont responsables de :
- la conception, l'étude détaillée, le développement et la mise en place de nouvelles applications ou de nouvelles fonctions de systèmes d'information,
- l'encadrement d'une équipe de 3 à 10 personnes.

Formation ingénieurs grandes écoles et expérience de 2 ans minimum dans ce type de poste. Réf.B.

ANALYSTES PROGRAMMEURS
EXPERIMENTES

Formation minimum IUT – MIAGE. Réf.C.

Lieu de travail : ORLY.

Adresser CV, photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi sous No 706 au Département Développement des Ressources Humaines
1 avenue du Maréchal Devaux – 91550 PARAY VIEILLE POSTE



JEUNES INGÉNIEURS CALCUL DE STRUCTURES

Participez à la première vocation de FRAMATOME, devenez les artisans de l'innovation.

Pour développer de nouveaux programmes, pour faire évoluer les *méthodes de calculs, vous intégrerez les équipes qui ont fait la* réputation internationale de FRAMATOME.

Le point de départ d'une carrière.

Lieu de travail : Paris-La Défense.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à FRAMATOME - Département Gestion Prévisionnelle-Recrutement - Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

FRAMATOME
INVENTER ET GÉRER L'ÉNERGIE

HAVAS CONTACT

---

jeune contrôleur de gestion
HEC, ESSEC, ESCP...
HF

« Un grand groupe français (CA 7 milliards) ayant de nombreuses filiales à l'Etranger, recherche un HEC, ESSEC, ESCP... pour renforcer le contrôle de gestion d'une de ses principales divisions et particulièrement celui des filiales étrangères.

Agé d'au moins 26 ans avec une expérience minimum de 18 mois dans un Cabinet d'Audit international ou dans le contrôle de gestion d'un groupe industriel, il est souhaitable qu'il ait une pratique courante de l'Anglais.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous *référence* 3220-M à Mamrégies qui transmettra. »

Mamrégies
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

CONTROLEUR FINANCIER

Rattaché à la Direction Financière vous contrôlerez avec rigueur mais souplesse l'application de *l'ensemble des procédures comptables et financières de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de l'Ile-de-France.* Vos missions feront l'objet de rapports que vous présenterez à la Direction Générale.
A votre formation DECS ou Maîtrise de Gestion vous alliez une *expérience* comptable ou financière *de 2 à 3 ans.*
De réelles aptitudes rélationnelles, d'analyse et de synthèse seront des atouts déterminants pour mener à bien la mission qui vous sera confiée.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite et C.V. détaillé au Service du Recrutement
Crédit Agricole Ile-de-France
26, quai de la Rapée, 75012 Paris.



Le bon sens près de chez vous.

La COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE-Soficam filiale de CITIBANK recherche

DIRECTEUR REGIONAL

FONCTION COMMERCIALE - pour la Région Parisienne - secteur CREDITS AUX PARTICULIERS.

Sa mission consiste à :
- diriger les équipes commerciales,
- animer le réseau existant de correspondants et assurer son développement,
- participer à la recherche de nouveaux contacts et de nouveaux courants d'affaires.

Age : 30 ans environ - formation supérieure (Sup de Co, Essec, Ecoles de Commerce).
Une parfaite connaissance des financements à court, moyen et long terme - prêts personnels et prêts à l'immobilier - *acquise dans des activités similaires au sein* d'établissements bancaires spécialisés ainsi que l'expérience de la direction des cellules de vente et de production sont nécessaires.
Une bonne connaissance de l'anglais sera un plus.
Les résultats qu'il obtiendra et sa personnalité devraient lui permettre d'évoluer au sein d'un groupe puissant et en expansion.

ASSISTANT ADMINISTRATIF H/F

du Directeur Commercial du DEPARTEMENT CREDITS AUX PARTICULIERS

Sa mission consiste à :
- réaliser les études relatives aux circuits commerciaux et aux produits distribués,
- assurer la liaison avec les différents points de vente,
- participer aux actions de marketing et de publicité.

Age : 25 ans environ - formation supérieure (Sup de Co, Essec, Ecoles de Commerce).
Une expérience dans un poste similaire est souhaitée, une bonne connaissance de l'anglais sera un plus.

Adresser lettre manuscrite - C.V. - photo - Direction du Personnel - C.G.B. SOFICAM, B.P. 704, 75821 Paris Cedex 17.

CONTESSE



Nous sommes un Groupe international.
Nous attachons la plus haute importance aux problèmes de communications internes et externes à notre entreprise.
Nous recrutons pour notre SIEGE SOCIAL EUROPEEN, basé à *PARIS*, un

acheteur communication publicité F/H

Cet acheteur, interlocuteur des services demandeurs, aura pour missions :
- d'analyser les besoins de l'entreprise,
- de rechercher les fournisseurs potentiels,
- de les évaluer et d'étudier leurs offres,
- de gérer les affaires et contrats qu'il aura traités.

VOUS

Diplômé d'études supérieures, vous êtes un CADRE CONFIRME, ayant une expérience polyvalente depuis au moins 5 ans, dans plusieurs des domaines suivants :
- Publicité,
- Production de vecteurs de communication (audiovisuel, films, vidéo...)
- Impression,
- Arts Graphiques,

et connaissez donc les prestations qui y sont associées.
- Vous avez complété votre expérience professionnelle par une FORMATION SPECIFIQUE AUX ACHATS (M.A.I., I.N.A., E.S.Ap...)
- Vous êtes parfaitement bilingue français/anglais
- VOUS ETES MOTIVE PAR UNE CARRIERE DYNAMIQUE SE DEVELOPPANT DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.

Merci d'adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo sous réf. 75-26 à M.B. LEDOUX - 149, rue Saint Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

SUCRE UNION

Un des tout premiers groupes agro-alimentaires français
C.A. 4 milliards de francs – 120 personnes
recrute à **PARIS-ÉTOILE**

JEUNE ASSISTANT DE GESTION FINANCIÈRE
HF

Relevant du Secrétaire Général du Groupe, il sera chargé notamment de :
- effectuer toutes études d'investissements.
- suivre l'évolution des filiales et participations du Groupe.
- assurer la comptabilité (sur micro-ordinateur) d'un G.I.E. de stockage de sucre.
- participer à la gestion de trésorerie à court terme de la Société et de ses filiales.

Courts déplacements en province.

Perspectives certaines d'évolution dans le Groupe.

Le candidat aura une formation supérieure finance-comptabilité (DECS souhaité).

Nous vous remercions d'écrire sous référence SU 39 M, en indiquant votre salaire actuel à *notre conseil* Richard BENATOUIL – **GROUPE BBC** –
1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.
Discrétion absolue et réponse rapide assurées.

HAVAS CONTACT

ORGACONSEIL
ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE

Notre vocation : permettre aux entreprises d'améliorer et d'accroître leurs performances dans tous les domaines (Production, Gestion, Distribution, Personnel...), et d'intégrer les techniques nouvelles : Informatique, Télématique, Bureautique pour parfaire leur organisation.

Débutants grandes écoles

Ponts, Mines, Centrale, Supélec, Télécom, HEC.

Notre professionnalisme nous conduit à placer la barre très haut. Dans de petites équipes, nous vous formerons à un métier passionnant et diversifié : celui de consultants qui conçoit et réalise des projets d'organisation et de gestion.

Dans un environnement de haut niveau ou la *hiérarchie est souple, l'autonomie réelle, mais* une grande disponibilité nécessaire, vous trouverez épanouissement et enrichissement de qualité.

Si vous souhaitez nous rejoindre, adressez votre candidature à : Orgaconseil, T. Florentin, 64 rue du Ranelagh, 75016 Paris.

GROUPE SP2

média-system



FONTAINEBLEAU (77)

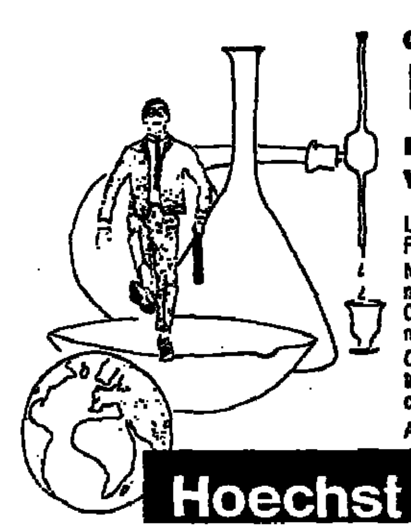
recherche pour ses activités de
COMPOSANTS POUR FIBRES OPTIQUES

INGENIEUR DE RECHERCHE MECANIQUE DE HAUTE PRECISION

Formation Ingénieur ou universitaire avec quelques années d'expérience.
Responsable de la mise au point et du développement de procédés et méthodes de : formage, usinage, mesures, assemblage.
- Travaux de précision micronique et submicronique.
- Aptitude à travailler en groupe dans un environnement de Recherche et de Développement.

Adresser lettre manuscrite, CV et prét. à CORNING EUROPE, Service du Personnel, 7bis, avenue de Valvins, 77211 AVON Cedex.

CONTESSE



Chimie Organique :

Marketing et Développement

Ingénieur Chimiste : ESCP, ESPCI, ENSIC, ESCIL, Doctorat :
VOTRE PASSEPORT POUR L'INTERNATIONAL

La Société Française Hoechst réalise, en France et à l'export, près de 5 milliards de Francs de CA dont 40% viennent des produits fabriqués dans 4 usines.

Nous voulons développer la vente des produits issus de notre propre recherche sur les *marchés étrangers. Pour réussir, il nous faut un spécialiste.*
Chimiste organicien d'excellent niveau, confirmé par une expérience d'au moins 5 ans en recherche, production, développement ou commerce international.

Cet homme ouvert, curieux, chaleureux et imaginatif ne va pas prospecter seulement des territoires vierges ; il participera aussi au lancement de produits nouveaux. Il parle couramment anglais, peut-être même allemand.

Alors, si vous êtes ce «chimiste à vocation globe-trotter», faites-nous part de votre expérience, de vos attentes. Veuillez adresser votre CV (et vos prétentions) s/réf. 686 au Département des Ressources Humaines, Société Française HOECHST - Tour Roussel Nobel - Cédex 03 - 92080 PARIS LA DEFENSE.

DESSEIN

UNILOG

Groupe Indépendant de Conseil et d'Ingénierie Informatique
(500 p. - 180 MF de CA)
développe son **Département Conseil de Direction** *et cherche*

2 CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

Leur rôle :
Réaliser, pour les Directions Générales, des missions de conseil :
- conception de systèmes d'information
- schéma directeur
- plan informatique
- nouvelles technologies
- audit...

Leur profil :
- 30 ans minimum
- formation supérieure
- solide expérience en organisation et informatique
- attrait pour un métier exigeant et des activités en permanente évolution.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous réf. 507.

UNILOG Ethnos – *9 rue Alfred de Vigny 75009 PARIS.*
MEMBRE DE SYNTEC *Informatique*

DESSEIN

Participer à notre développement...

RESPONSABLE FINANCIER

Cet établissement parisien de spectacles et de loisirs de forte notoriété emploie 42 personnes et réalise un CA de 18 MF.
Il souhaite intégrer un jeune responsable financier désirant apporter sa contribution au développement de l'entreprise. Le titulaire du poste assure l'ensemble des responsabilités comptables et financières : comptabilité, élaboration des budgets, mise en place des outils de gestion, analyse des coûts, ...
Il exerce également un rôle de conseil en matière de fiscalité et d'investissement.
La conception et la mise en oeuvre des solutions préconisées lui permettent de jouer un rôle actif dans le devenir de l'entreprise.
Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de gestion justifiant de bonnes connaissances comptables (DECS) et possédant une expérience de 3 à 4 ans acquise de préférence dans le secteur de la restauration.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M 29/1529 A, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO
egor MONTREAL

DESTINATION GRANDS SYSTEMES



Décollage immédiat pour l'avenir. Télésystèmes, une des toutes premières SSII françaises, détient une position-clé en matière de grands systèmes tout comme en matière d'ingénierie de réseaux ; de centres informatiques ; de banques de données ; de services télématiques ; de conseil, d'assistance et développement de logiciels. Si les grands systèmes sont, comme pour nous, votre destination, rejoignez-nous.

Notre dessein : renforcer nos équipes pour accroître notre avance et nos performances.

Votre objectif : approfondir vos connaissances et les appliquer dans les secteurs de pointe les plus porteurs.

Avec Télésystèmes, participez à la conception de banques de données, de messageries électroniques, de services télématiques, de systèmes monétiques sur grands systèmes BULL, IBM, CONTROL DATA... et à la maîtrise d'œuvre de grands projets.

Les postes offerts : chefs de projets, concepteurs systèmes-réseaux, analystes, ingénieurs méthode, ingénieurs système.

DONNEZ DES AILES A VOTRE AVENIR
Ecrivez dès aujourd'hui à : Télésystèmes, Direction du personnel, 115, rue du Bac, 75007 PARIS. Tél. : (1) 544.38.98. Ou venez nous rendre visite au SICOB : stand 3 DE 3452.



Gagnons ensemble.

BANQUE FRANCAISE

dont les activités financières sont en forte croissance, recherche, pour une de ses filiales

CONSEILLERS FINANCIERS

aptes à provoquer et entretenir des contacts au niveau le plus élevé auprès des Institutionnels, Associations, Entreprises... afin de leur

PRESENTER

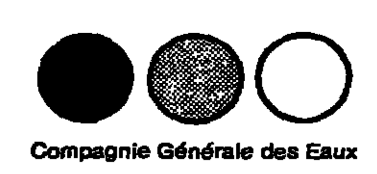
une gamme de produits financiers et de placements.
Ces postes, conçus en fonction autonome, assortis d'une rémunération élevée et incitative, tenant compte de l'expérience et des performances réalisées, peuvent convenir à des candidats dynamiques :
. soit de formation supérieure (HEC, ESSEC...) très attirés par une activité commerciale et de développement dans le domaine financier ;
. soit ayant déjà une bonne connaissance de la place financière et souhaitant s'orienter vers des fonctions de relations commerciales.

Les titulaires de ces postes s'intégreront dans une équipe financière pratiquant une large concertation et ils participeront à la création de produits nouveaux.

Adresser curriculum vitae détaillé
à Bernard MANGOU
sous la réf. 2151 M.

SEARCH

17, rue de la Rochefoucauld 75009 PARIS



Compagnie Générale des Eaux

X, MINES, CENTRALE, PONTS...
HEC, ESSEC, ESCP...

Peut-être êtes-vous débutant, peut-être est-ce votre première expérience professionnelle qui vous en a convaincu, mais en tout état de cause vous souhaitez avoir rapidement des responsabilités complètes recouvrant le technique, la gestion, le commercial et le personnel. C'est donc que vous avez l'étoffe nécessaire et que vous pouvez devenir

CHEF D'ENTREPRISE A 30 ANS

et vous souhaitez trouver une société qui vous en offre la possibilité.

Après quelques années, en second, **à PARIS, ou en PROVINCE,** pour bien connaître notre métier, nous vous conférerons l'animation de l'une de nos unités.

Nous sommes un des **premiers groupes français.** Chez nous, les hommes de talent font des carrières passionnantes.

Merci de nous adresser votre candidature sous référence 2309M au Service Relations et Ressources Humaines, 52, rue d'Anjou — 75008 Paris.

DESSEIN

Inspecteur des Services Techniques

"ÉLECTRONICIENS, TESTEZ VOTRE POTENTIEL".

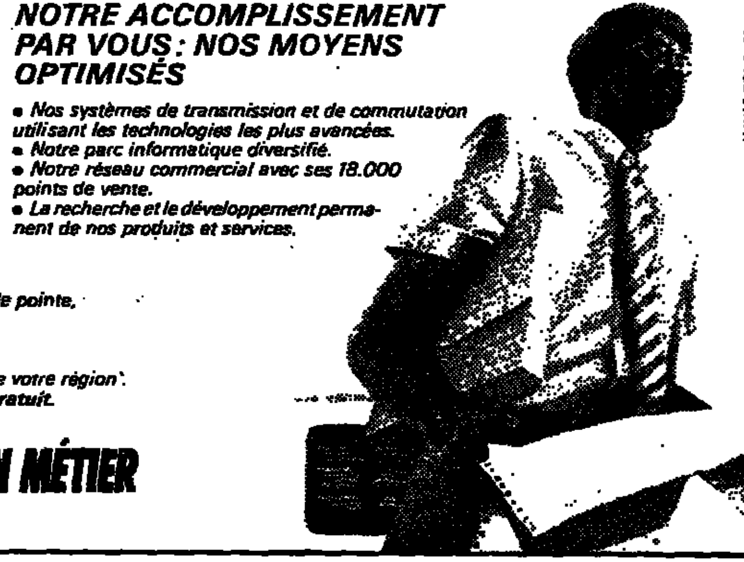
Jeunes diplômés des Écoles ou des Universités, barrez la route aux préjugés. Collaborez à l'expansion rapide des TÉLÉCOMMUNICATIONS et de la POSTE. Venez participer au concours d'INSPECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES ouvert aux candidats électroniciens âgés de moins de 30 ans et donnant accès à des métiers diversifiés dans nos établissements, nos directions et dans certains services de haute technicité à compétence nationale.

VOTRE ACCOMPLISSEMENT CHEZ NOUS : DES MISSIONS DIVERSIFIÉES

- *La mise en place ou l'exploitation des infrastructures techniques des Télécommunications.*
- *L'utilisation optimale de notre outil informatique.*
- *La détermination et le suivi des objectifs commerciaux à partir de systèmes de gestion performants.*
- *La mise en œuvre de techniques de prévision et de planification.*

NOTRE ACCOMPLISSEMENT PAR VOUS : NOS MOYENS OPTIMISÉS

- *Nos systèmes de transmission et de commutation utilisant les technologies les plus avancées.*
- *Notre parc informatique diversifié.*
- *Notre réseau commercial avec ses 18.000 points de vente.*
- *La recherche et le développement permanent de nos produits et services.*



Pour nous, réaliser, c'est aussi se réaliser grâce :
- *à la formation professionnelle permanente,*
- *aux perspectives d'évolution vers différents métiers de pointe,*
- *aux nombreuses possibilités de promotion.*

Pour en savoir plus, téléphonez-nous.
Pour Paris : (1) 293 44 10 et (1) 543 43 43*.*
Pour la province : Direction des Télécommunications de votre région.*
*Clôture des inscriptions le 24 octobre 1985. * Appel gratuit.*

PTT ÊTRE BIEN DANS SON MÉTIER

HAVAS CONTACT



Pour chiffrer notre dynamisme
Jeune Chef Comptable H/F

Vous appuyant sur une informatisation, en temps réel, vous prendrez en charge la comptabilité générale jusqu'à la clôture des comptes et bien sûr les questions juridiques et fiscales s'y attachant.

Compte tenu de la spécificité de nos produits (pilotes automatiques de métros de Lille, Toulouse, Caracas, Mexico, Chicago, Jacksonville ...). Nos contrats sont complexes, c'est pourquoi vous en assurerez personnellement le suivi.

DECS minimum, riche d'une expérience pratique certaine de la comptabilité et de la fiscalité vous développerez cet acquis dans un environnement international (clients et filiales) pour lequel la comptabilité est intimement liée à la vie de l'entreprise. Vos possibilités d'évolution sont donc à la mesure de votre dynamisme et de votre talent.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la référence CJ/CC/M à notre Conseil, qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MATRA TRANSPORT

PARFRANCE ANNONCES

INGENIEUR MECANICIEN

Transmissions de puissances sur Engins spéciaux

Notre métier : concevoir, réaliser, commercialiser des engins spéciaux.

Notre recherche : un ingénieur mécanicien très confirmé ayant une forte expérience en bureau d'études dans le domaine des transmissions de puissances : poids lourds, engins de travaux publics ou automobiles.

Il aura à diriger à PARIS nos activités d'études et d'essais - de la recherche de base à la définition série - de l'ensemble des organes situés entre le moteur et les roues (boîtes de vitesses automatiques, boîtes transfert, joints de transmission, démultiplicateurs, etc...). Ces activités impliquent en partie une collaboration étroite avec des Sociétés spécialisées françaises ou étrangères.
Le candidat aura de préférence une formation Arts et Métiers, Centrale, et si possible la maîtrise de l'anglais. Suivant ses motivations plusieurs scénarios d'évolution à terme sont possibles.
La rémunération est attractive pour un candidat de valeur.

Notre Conseil, Victor Emoult, vous proposera un premier contact très confidentiel dès réception de votre carte de visite et de votre curriculum vitae complet. Il ne nous présentera votre dossier qu'après votre accord.

MEMBRE DE SYNTEC



83, Bld Raspail 75006 Paris

FOURCE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Les composants sont votre domaine... Ils sont importants pour nous

Ils sont en effet la base de nos produits : pilotes automatiques de métros (Lille, Toulouse, Caracas, Mexico ... Chicago et Jacksonville ...)

Nous recherchons

Ingénieur de B.E H/F

Vous prendrez en main « le plan composant » de l'entreprise (définition, codification, regroupement, standardisation, prescription, surveillance du marché, prévision d'obsolescence, testibilité, ...).

Généraliste ou électronicien, vous connaissez très bien les composants, vous serez considéré comme notre Technologue. Vous créerez donc cette nouvelle fonction au sein du BE et nous apporterez votre capacité à rationaliser nos choix en ce domaine.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la référence CIBE/ M à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

PARFRANCE ANNONCES



ETABLISSEMENT FINANCIER SITUE EN GRANDE BANLIEUE EST DE PARIS

nous recherchons notre

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Un ingénieur, aussi bon technicien que manager : son expérience le confirme.

Il dirige 70 collaborateurs d'excellent niveau. Il participe à l'élaboration du schéma directeur et, avec ses équipes, il met en oeuvre les outils nécessaires au développement de l'entreprise. Il est directement rattaché à la Direction Générale. Le site est équipé d'un IBM 3083 exploité sous MVS-XA, d'un infocentre et de 500 terminaux.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite et CV) s/réf. 506 M à notre Conseil.

UNILOG

9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC Informatique

DESSEIN

CHARGEURS S.A.

UTA

CONTRÔLEUR DE GESTION

UTA 6 500 personnes, une flotte jeune, un rayonnement en Afrique, dans le Pacifique, en Extrême-Orient ; s'affirme dans l'environnement très concurrentiel du transport aérien par sa gestion rigoureuse et son dynamisme.

UTA est une Société de CHARGEURS S.A., première entreprise privée française dans le domaine des transports mais aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Chargeurs Réunis, Paquet, Sponte, Walon.

Ingénieur grande école, la trentaine, vous êtes depuis trois à cinq ans contrôleur de gestion dans une grande entreprise.

Vous avez acquis la maîtrise des principales techniques et appris à faire du contrôle de gestion un réel instrument d'amélioration des performances.

Nous vous proposons de rejoindre le contrôle général de la Société qui anime et coordonne les services de contrôle de gestion de chaque direction.

Vous disposerez d'un système d'informations sur les résultats réels et prévisionnels, riche et adapté aux besoins d'une Société internationale. Vous conduirez des études sur ces résultats, destinées à dégager les phénomènes significatifs et proposerez des actions.

Ce poste de généraliste, au carrefour de l'information financière et économique permet une vision synthétique du fonctionnement de l'entreprise et ouvre des perspectives de carrière intéressantes au sein des unités opérationnelles.

La maîtrise de l'anglais est indispensable dans une Compagnie à vocation internationale.

Merci d'adresser, sous réf. AM 29 votre dossier complet : CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à notre Conseil :
STANDARDATA, 128, boulevard Haussmann 75008 Paris.

ANNE PERRU CONSEIL



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

recherche pour son équipe INFORMATIQUE

ASSISTANT A L'ARCHITECTE DES DONNEES H/F

Le candidat possédera :
- une expérience minimale de 3 ans dans la conduite et le développement de projets,
- une parfaite maîtrise des méthodes de conception pour les données,
- une pratique de l'utilisation des dictionnaires de données,
- une formation supérieure ; MIAGE, Ingénieur ou 3ème cycle,

et évoluera à terme vers le poste d'Administrateur des données.

Dans un cadre de travail stimulant le poste consiste à :
- interpréter et documenter les besoins en données des utilisateurs,
- construire les modèles conceptuels et logiques des bases de données,
- fournir assistance et conseils aux analystes et chefs de projets.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions
Service du Recrutement, B.U.E., 4, rue Gaillon, B.P. 89
75060 Paris cedex 02.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL

SEMA·METRA

SEMA METRA CONSEIL

recherche

dans le cadre du développement de ses activités internationales

des Experts comptables et financiers (réf. 1)

ayant une forte expérience (2-5 ans) dans la gestion des Projets Agricoles intégrés.

des Agro-Economistes confirmés (réf. 2)

rompus à l'évaluation de projets Agricoles et Agro-Industriels (5-7 ans d'expérience).

Une rémunération stimulante et de réelles perspectives de carrière seront offertes aux candidats retenus.

Adresser CV + photographie récente en précisant la référence choisie à
SEMA METRA CONSEIL - 70, rue Cortambert 75016 Paris

La succursale en France d'une importante banque américaine

RECHERCHE

L'ADJOINT DE SON CONTROLEUR FINANCIER

Participant à des études ponctuelles relatives à l'amélioration du contrôle de gestion et du reporting, il assurera également la supervision de la comptabilité, du reporting et du contrôle de gestion (service de cinq personnes, dont un chef comptable).

En liaison avec les études informatiques, il participera à la définition des projets propres à améliorer le système d'information de la banque et s'assurera en tant qu'utilisateur de leur suivi et de leur mise en place.

Le candidat retenu sera dynamique, motivé et doté d'un bon contact. Il possédera une formation supérieure, quelques années d'expérience de la comptabilité française et américaine et des systèmes d'information, acquises soit dans une banque internationale, soit dans un important cabinet anglo-saxon.

L'anglais courant est impératif.

La connaissance de la micro-informatique serait un avantage.

Compte tenu de l'importance du poste, il est peu probable qu'un candidat de moins de vingt-neuf ans soit sélectionné.

Le poste offre de larges possibilités d'évolution en France ou à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. à RÉGIE-PRESSE sous nº 310 222 M,
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

CHEF DU PERSONNEL

Nous sommes un important groupe international (3600 p., 11 filiales dont 7 à l'étranger). Notre CA est de plus d'1 milliard dont plus de 50% à l'export. Notre activité liée à des secteurs de pointe en pleine expansion connaît une croissance continue. Notre Direction des Relations du Travail recherche un Chef de Personnel. Il sera responsable de l'administration du personnel du siège social (700 p.). A ce titre, il sera chargé des relations avec les partenaires sociaux, du suivi des recrutements et des actions de formation et de certaines interventions en matière prud'hommale. Nous souhaitons confier ce poste à un jeune cadre de formation juridique supérieure ayant déjà réussi une expérience similaire en milieu industriel. Dynamique, ouvert et aimant les contacts, il saura s'intégrer à une équipe jeune et enthousiaste. Lieu de travail : Paris.

Adressez votre candidature complète (CV, photo et prétentions) s/réf. 4868 M à l'agence DESSEIN 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.



DESSEIN

IMPORTANT EDITEUR

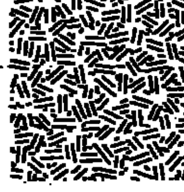
ADULTES / JEUNESSE

recherche

ASSISTANT(E) DIRECTEUR ARTISTIQUE

Ce poste requiert créativité, organisation, sens contacts illustrateurs(trices).
Excellentes connaissances mise en page, maquettes, fabrication du livre.

Envoyer curriculum-vitae et photo sous référence 16552 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



SECTEUR EXPORT DEVELOPPEMENT DES VENTES

Dans le cadre de notre expansion, nous souhaitons confier à un futur collaborateur cette mission.
Ce poste sera confié à un candidat ayant une première expérience technico-commerciale. Une bonne maîtrise de l'anglais et une disponibilité pour des voyages internationaux assez fréquents mais de durée limitée sont nécessaires.
De formation supérieure, vous bénéficierez d'une large autonomie qui vous permettra de prendre toutes les initiatives nécessaires à l'accomplissement de votre mission. Poste basé à Paris. Position Cadre. Salaire évolutif en fonction des résultats.

Adresser CV et rémunération actuelle, à Solyvent Ventec, 60 rue du Fg Poissonnière 75010 Paris à l'attention de Mme Salesse.

SOLYVENT-VENTEC GROUPE INTERNATIONAL

Nous convoquerons pour un premier entretien à partir du 7 octobre.

Banque d'affaires internationale
aux activités très diversifiées

recherche
pour renforcer son service audit interne basé à Paris

AUDITEURS CONFIRMÉS

- De formation supérieure + DECS complet.
- Ayant plusieurs années d'expérience soit au sein d'établissements bancaires, soit en cabinet d'audit international avec des missions au sein d'établissements bancaires.
- Possédant des qualités relationnelles et rédactionnelles et une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer c.v. et prétentions sous réf 7.817
le Monde Pub., service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

PJB International Management

Notre vocation est la recherche de DIRIGEANTS ET CADRES FINANCIERS.

Il nous fallait un INFORMATICIEN pour étendre nos activités au domaine de l'informatique.

Il se tient aujourd'hui à votre disposition chez :

PJB INFORMATIQUE

8, rue Georges Ville, 75116 Paris, Tél. : 500.67.17.
Responsable du recrutement : Joël ROGALE.

CONTESSE

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES INTERNATIONAUX
recherche

JURISTE

DÉBUTANT OU 1 à 2 ANS D'EXPÉRIENCE.
DESS ou DEA minimum, anglais courant indisp.

Env. CV à : Mº MENDY
47, av. Georges-Mandel, 75116 Paris.

BUREAU D'ÉTUDES
grande banlieue Ouest
recherche

JEUNE INGÉNIEUR NUMÉRICIEN

(Connaissances en électromagnétisme appréciées).
Adr. CV + prét. + photo à : NETA Pub. 13, rue Bergère 75009 PARIS (qui transm. sous référence ER/23091).



des risques financiers et politiques dans l'assurance

A 25 ans minimum, vous serez chargé de relations au plus haut niveau avec les Dirigeants d'Entreprises.
Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous possédez une première expérience des opérations de Commerce Extérieur dans une Banque ou le département export d'une grande société. Vous pratiquez couramment l'anglais.
Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en rappelant sur l'enveloppe la réf. 55827 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

COLLABORATEUR HF DE LA FONCTION PERSONNEL

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

La Caisse d'Epargne de Versailles (environ 400 personnes) recherche un Collaborateur de la Fonction Personnel.

Il sera associé progressivement à la mise en œuvre des différents aspects de la GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

- recrutement
- gestion des carrières,
- formation,
- relation avec partenaires sociaux,
- suivi de l'actualité sociale,
- gestion des remplacements.

Ce poste attractif et évolutif s'adresse à un candidat de formation supérieure, DUT de gestion du Personnel complété de préférence par une formation juridique, ayant si possible l'expérience de la fonction.

Pour saisir cette excellente opportunité, il devra être jeune, impérativement dynamique, avoir un très bon sens de la communication et le goût du travail en équipe.



Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la
CAISSE D'EPARGNE DE VERSAILLES
143, Bd. de la Reine 78000 VERSAILLES

bleu

STRATÉGIE INDUSTRIELLE

Bipe

Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques, nous sommes le premier institut économique indépendant en France.
Nous réalisons des études de stratégie et de prospective liées au devenir des techniques les plus avancées : électronique, informatique, bureautique, automatismes, télécommunications, audiovisuel...
Nous recherchons

Jeune consultant

Pour prendre en charge dans un secteur spécialisé des missions complètes d'études et de conseil en France et à l'étranger.

Ce poste s'adresse à des ingénieurs de formation Grandes Écoles (X, Télécom, Supelec) complétée si possible par une spécialisation Économie ou Gestion.

La fonction suppose de réelles qualités de communication, une aptitude au conseil et une grande disponibilité. Anglais indispensable.

Merci d'adresser C.V. manuscrit et photo au B.I.P.E. 122, avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly sur Seine.

TROCADÉRO
Bureau d'études scientifiques et techniques
recherche

RESPONSABLE DU BUDGET

du contrôle de son exécution et de la comptabilité analytique.

- Formation HEC ou école supérieure de gestion
- 5 ans d'expérience minimum
- Connaissance en informatique
- Anglais et espagnol souhaités.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 92720 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

Organisme de formation permanente recherche

ANIMATEURS

Bonne expér. public adulte et expér. en Conseil souhaité :
- en gestion commerciale
- gestion financière
- droit
- fiscalité
- comptabilité

Ec. lettre manus., CV + photo nº 80.820 PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transm.

UNIVERSITÉ PARIS XIII
IUT de VILLETANEUSE
recherche d'urgence
Département Gestion des Entreprises et des Administrations
Tél. : 821-61-70 p. 48.21

CERTIFIÉS, AGRÉGÉS ou PROFESSIONNELS

pour enseignement compta. 6 heures par semaine

INFORMATICIENS

pour enseignements COBOL ou BASIC, 5 h. groupées par sem.

Entreprise métallurgique rég. sud de Paris, rech.

TECHNICIEN

EXPÉRIMENTÉ. NIVEAU BTS
Connaissances en chimie des peintures, encres, vernis appréciées pr développement nouveau en relation avec la clientèle ANGLAIS SOUHAITÉ. Avantages socx, 13ᵉ mois. Restaurant d'entreprise.
Ec. CV et prét. nº 80819 PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra.

Cabinet d'expertise rech.

UN STAGIAIRE EXPERT COMPTABLE

Env. CV, photo et rémunér. souhaitée à SECEEF 243, bd St-Germain, Paris-7ᵉ

EVRY 91

Société d'expertise-comptable

INFORMATIQUE

recherche

COLLABORATEURS CONFIRMÉS

DECS, BTS, DUT
+ expérience en cabinet 2 ans minimum souhaité.

MISSIONS VARIÉES

- contrôle
- surveillance
- budget
- bilans
- conseil.

Envoyer C.V. + photo + salaire souhaité à PID-ESS 4, boulevard de l'Europe, 91000 EVRY.

Dans le cadre de son expansion L'ETUDIANT recherche l'assistante de son responsable de diffusion.
Adresser lettre manuscrite + C.V. à : Patrick Delabarre L'ETUDIANT 27, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS.

Administrateur de Biens réputé (Paris-8ᵉ) recherche UNE

ASSISTANTE

pour assurer
1ᵉ un secrétariat de direction
et
2ᵉ des transactions immobilières (négociations)

Une expérience professionnelle dans la branche et une compétence juridique (niveau licence ou maîtrise sont indispensables).

Une secrétaire de notaire familiarisée avec la rédaction des actes et la négociation des affaires serait bien préparée pour ce poste.

Voiture personnelle souhaitée, rémunération 120.000 F. Garantie + intéressement sur les affaires conclues.

Ecrire à CEPIAD ss réf. 581 136, avenue de Wagram, 75017 PARIS.

Institut d'Enseignement de langue recherche

PROF. D'ARABE

Env. C.V. Mᵐᵉ CISEK, ISTC 194, r. de Tolbiac, 75013 Paris.

Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France rech. pr son LABORATOIRE de CHIMIE ANALYTIQUE, service prévention des risques professionnels :

TECHNICIEN CHIMISTE

possédant BTS ou équivalent
nationalité française
expérience appréciée dans : CPG, HPLC, SAA, IR
Salaire annuel brut de début : 123.770 F.
Adresser C.V. et lettre manuscrite à M. LE CHEF du PERSONNEL 17-19 rue des Flandres 75954 PARIS Cedex 19.

URGENCE INFORMATIQUE EUROPE

Recherche pour : PARIS ET ORLÉANS

ANALYSTES CONFIRMÉS

DPS 8 DM4 TP IDS II
CYBER NOS/BE

POUR TOULOUSE

ANALYSTES PROGRAMMEURS

DPS 8 DM4 TP IDS II

expérience nécessaire
Tél. pr r.v. au (16-38) 56-62-63.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour son Siège parisien

UN INGÉNIEUR

d'études mécaniques pour assurer responsabilités bureau d'études et de dessins.
Diplômé d'une Ecole supérieure d'ingénieurs âgé d'environ 35 ans le candidat devra avoir une expérience de quelques années dans la fonction acquise dans une société d'ingénierie.
Pratique du dessin informatisé appréciée.
Bonne connaissance de la langue anglaise.
Disponible rapidement.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé avec photo et prétentions sous réf. 1.372 L.T. ASSCOM 31, bd Bonne-Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

SOCIÉTÉ PARIS recherche

JEUNE RESPONSABLE COMPTABILITÉ-GESTION

Le candidat de formation type I.U.T. Gestion, B.T.S. justifiera d'une expérience de 3 à 5 ans, lui permettant à court terme d'assister efficacement le Directeur Administratif et Financier de cette jeune société en pleine expansion.
Adresser C.V. + photo, lettre manuscrite et prétentions, Réf. M 214 à J. GRIMBERT, 89, rue d'Hauteville, 75010 PARIS.

URGENT. Association recherche ANIMATEUR INFORMATIQUE. Poste à resp. sur Melun (77). Tél. : (6) 409-19-18.

Cabinet d'AUDIT

(Commissaires aux Comptes, 15ᵉ ardt) offre à

COLLABORATEURS DÉBUTANTS OU AVEC EXPÉRIENCE

Diplômés de Grandes Ecoles Commerciales

Excellentes opportunités de formation et d'évolution professionnelles dans un contexte motivé peu nombreux et très soucieux de la qualité des contacts humains.

Envoyer C.V. sous réf. 85-4 à SCP W&W, 11, r. Oswaldo-Cruz, 75016 PARIS ou Tél. : 727-70-43+.

Recherche de suite

INGÉNIEURS

ÉLECTRICITÉ/INSTRUMENTATION AUTOMATISME
Déplacements à prévoir.
Env. C.V. et prét. à : P.S.I. - G.E.S. 1 bis, cité Paradis, 75010 Paris.

SME rech. pour études nouveaux produits
CHEF DE PROJET
4 à 5 ans d'expér. en études matériel téléphonique HARD et SOFT
INGÉNIEUR
2 à 3 ans d'expérience en concept. circuit à la demande CMOS.
INGÉNIEUR
Débutant, format. électronique.
Env. CV à : SME Villa Mallebay, 88, r. Didot, 75014 Paris.

Sté de distribution Matériel thermique et climatique d'implantation nationale rech. pour son établissement de PARIS

UN AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

Vente climatiseurs petite puissance, récupérateurs de calories, humidificateurs et désumidificateurs.
Expérience de quelques années nécessaire.
BTS Froid et climatisation souhaité.
Rémunération fixe + commissions.
Poste à pourvoir imméd.
Adr. CV + photo et prét. à Pierre LICHAU S.A. s/réf. 4158, 12, rue du Président-Carnot, 69002 LYON qui transm.

Importante société internationale recherche au sein de son siège social à Paris, un

Jeune Juriste HF

AFFAIRES INTERNATIONALES

Venant compléter l'équipe de juristes et de fiscalistes internationaux, il sera chargé :
- du suivi juridique des filiales du Groupe implantées en France et à l'étranger.
- de la rédaction des contrats et accords commerciaux signés par l'entreprise.
- de l'assistance juridique aux directeurs de projet.

Ce poste s'adresse à un jeune juriste diplômé de 3ᵉᵐᵉ cycle, familiarisé avec le monde du travail et des affaires à travers une première expérience professionnelle réussie ou des stages significatifs. Cette fonction exige naturellement des qualités de rigueur, le sens des contacts humains et une grande disponibilité liée aux nombreuses missions à l'étranger.
Votre anglais est impérativement opérationnel, espagnol souhaité. Rémunération et évolution motivantes au sein d'un groupe dynamique.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 4946 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

Filiale financière d'un important groupe industriel recherche pour ses bureaux régionaux de **TOULOUSE** et de **PARIS**

DE JEUNES ANALYSTES FINANCIERS A VOCATION COMMERCIALE

D.E.C.S. ou maîtrise exigée.

Assistants du Responsable Régional, ils assureront :
- l'analyse comptable et financière,
- le contact avec la clientèle P.M.E.,
- l'administration du bureau régional.

L'organisation largement décentralisée suppose autonomie et sens des responsabilités.

Possibilités d'évolution.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 9531 à **VALENS CONSEIL** - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

SOCIETE FRANCAISE
l'un des leaders mondiaux dans son domaine (biens d'équipements, matériel de transports) recherche

INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES

Sous l'autorité d'un Directeur de département, il aura en charge, en liaison avec les établissements industriels, la responsabilité commerciale et le suivi administratif, financier et technique d'affaires sur les marchés français ou étrangers. Le candidat retenu sera de formation INGENIEUR, ayant déjà l'expérience de la gestion ou direction de projets importants mettant en œuvre de multiples disciplines et partenaires. Une expérience industrielle dans les domaines mécanique, électrique et électronique est indispensable, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Une formation complémentaire en gestion sera un atout supplémentaire. Des déplacements en France à l'étranger sont à prévoir.
Ecrire avec C.V. et prétent. sous réf. 16462 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

---

ingénieur d'études

IBM **Télétraitement**

Paris. Cette grande banque d'affaires française vient d'élaborer un vaste plan informatique à 5 ans qui met en œuvre des ressources puissantes et un réseau très important de niveau national et international, avec des matériels hétérogènes à coloration IBM (1.000 terminaux, messagerie électronique ...). Elle recherche un ingénieur d'études et de développement pour ses applications de télétraitement.

Dépendant du Responsable des Télécommunications et dans le cadre d'une équipe jeune et dynamique, il doit, à partir des besoins exprimés par les Directions de la Banque, mener les études d'applications Télécommunications (transferts de fichiers, messageries ...), en assurer le suivi, choisir les produits (matériels et logiciels) et les mettre en place. Il propose, conçoit et réalise des projets nouveaux et met en œuvre tous les moyens permettant une évolution des télécommunications.

Le candidat, de formation ingénieur ou universitaire et de fort potentiel, possède des qualités de concepteur. Il est motivé pour les techniques Réseaux et il connait IBM. L'expérience de CICS est souhaitée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence P068/M à B. Beaunoir, Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

GROUPE INTERNATIONAL implanté dans 40 pays (effectif : 38.000 personnes)
recherche pour son service central d'audit interne (15 personnes)

1 AUDITEUR CONFIRME et 1 AUDITEUR DEBUTANT

- l'auditeur confirme (H ou F) devra posséder une experience professionnelle d'au moins 3 ans dans l'Audit (interne ou externe)

Après quelques mois il devra assurer :
- la supervision de missions courantes
- la prise en charge directe de missions plus difficiles.

Il aura un rôle d'encadrement et de formation vis à vis des auditeurs les plus jeunes et participera à la définition de la politique de l'audit.

- L'auditeur debutant (H/F) aura de préférence une experience professionnelle même courte (1 ou 2 ans) et devra avoir une reelle motivation pour ce metier auquel il sera formé dans le service.

Les candidats parlent plusieurs langues. Ils sont diplômés d'une grande école de gestion Paris/ Province (Sciences Po, HEC, ESSEC, Sup de Co) ou son equivalent étranger.

Ces postes basés à PARIS, impliquent des déplacements fréquents et prolongés (2 à 4 semaines) en France et à l'étranger.

Envoyer CV et photo – lettre manuscrite avec prétentions sous ref. 1368 à LEVI TOURNAY/ASSCOM - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

Nous sommes

L'UN DES PREMIERS CABINETS D'AUDIT

correspondant en France d'un des "Big Eight"

Nous recherchons pour nos :

BUREAUX DE PARIS, LYON, LILLE

auditeurs chefs de mission

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur.
Vous avez 3 à 4 années d'expérience de révision comptable et de bonnes connaissances de l'Anglais.

Nous vous offrons :
- une formation complémentaire aux techniques d'Audit les plus avancées,
- une rémunération attrayante,
- des possibilités diversifiées d'évolution de carrière dans un Cabinet en pleine expansion.

Déplacements à prévoir.

Envoyer C.V. et prétentions à

Christine Schwarz
56, rue de Ponthieu - 75008 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

SALES EXECUTIVE

Nous sommes une P.M.I. spécialisée dans une technologie de pointe intéressant la transformation des matières plastiques imprimées, leader sur son marché, réalisant 70% de son chiffre à l'exportation.

Pour faire face à notre important développement, nous recherchons :

UN CHEF DE PROJETS pour R.F.A. *(ESC ou équivalent)*

pour participer à la consolidation et au développement commercial de notre activité, notamment sur des marchés de grande consommation : *cosmétologie, pharmacie, alimentaire.*

Cet homme intégrera une équipe jeune et très dynamique totalement responsabilisée où il aura en charge le développement de marchés existants, la définition du cachier des charges des produits nouveaux avec la clientèle acquise et à créer.

Agé d'au moins 30 ans, avec une aptitude à appréhender les problèmes techniques, il justifiera d'une première expérience significative dans la vente de produits industriels.

- Basé près de l'aéroport d'ORLY.
- Allemand langue maternelle, Français exigé + Anglais apprécié.

Envoyer candidature, C.V., photo et prétentions sous référence 5264/S à : A.M.P.
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS *(qui transmettra)*

CHERCHE PROF. DE MATHS ET DE FRANÇAIS, haut niveau, cours particuliers élèves 1re A1. Tél. 261-04-21 après 20 h.

secrétaires

BUREAU DE BANQUE AMÉRICAINE cherche

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

parfaitement bilingue Anglais/Français
260-21-87 le matin.

INGÉNIERIE A ST-GERMAIN-EN-LAYE (RER) recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION COMPTABLE

- Bonnes connaissances.
- Anglais requises.

Env. C.V. + photo à : RÉGIE-PRESSE sous nº 310.457 M
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

DEVENEZ UN PROFESSIONNEL DE L'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE INTERNATIONAL

Vous êtes diplômé(e) du second cycle de l'enseignement supérieur ou vous avez une expérience professionnelle de 5 ans ?

LE C.I.A.T. VOUS INTÉRESSE
Cycle annuel novembre 1985/juin 1986.

Centre International de l'Aménagement Touristique
SUP DE CO MONTPELLIER
2300, avenue des Moulins, B.P. 6069 - 34030 MONTPELLIER Cedex. Tél. : (67) 40-42-43.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier.
Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises.

LE GROUPE B.T.E. VA FORMER DES

INFORMATICIENS

Spécialisés en gestion de production

Qualification : Analyste-Programmeur
Niveau requis : BAC + 3 ou équivalent — *Public : Demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 3mois.*
Durée : 32 semaines dont
- *Travaux pratiques à mi-temps sur IBM 4361 (VM, DOS/VSE, COBOL, CICS, DL1)*
- *Stage en entreprise.*

bte

Adresser votre CV à B.T.E. «Stage Analystes-Programmeurs»
TOULOUSE : 55, avenue Louis Bréguet 31400 Toulouse - Tél. (61) 20.05.17
NANCY : 108, rue Stanislas 54000 Nancy - Tél. (8) 330.26.12

LANGUAGE STUDIES

EN ANGLETERRE, AUX ETATS-UNIS, EN ESPAGNE

- Cours d'anglais individuels ou en petits groupes, intensifs, ou semi-intensifs à LONDRES, BRIGHTON, BERKELEY (toute l'année), à CAMBRIDGE et NEW-YORK (pendant l'été).
- Cours d'espagnol à MADRID.
- Hébergement possible en famille (toute l'année) ou en campus (été seulement).

A PARIS
- Cours de français pour étrangers.
- Cours d'anglais intensifs ou extensifs, individuels ou en petits groupes.

Pour toute documentation, veuillez nous consulter :
LANGUAGE STUDIES, 350, rue St-Honoré, 75001 Paris. Tél. : 260-53-70.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE



1, avenue de Vorges
94307 VINCENNES.
Maximilien PERRET Tél. : 808-07-93.

Dès le 7 octobre 1985, 10 stages longs :
- Ouvrier qualifié THERMIQUE ou COUVERTURE.
- Technicien FROID et CLIMATISATION.
- Agent technique MAINTENANCE.
- Conseiller TECHNIQUE et COMMERCIAL.
- Technicien ÉTUDES GÉNIE CLIMATIQUE.

1 an en cours du jour. 2 ans en cours du soir.
Plans de financement. Rémunérations possibles.

IF

ENSEMBLE PRÉPARONS VOTRE AVENIR
devenez
ANALYSTE-PROGRAMMEUR INFORMATICIEN
formé aux métiers nouveaux de l'informatique
Stage de haut niveau sur IBM 3083 : 5 mois
Rapides ouvertures d'emploi. Financement 100%
Institut de Formation INNOVACO
91, rue du Fg-St-Honoré - 75008 Paris
(1) 266.90.75

FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR
en 7 mois = 1 000 H
sur 30 micros et gros système IBM.
Assistance au placement.
Entretien et sélection sur R.D.V.
Crédit étudiant 100 %
Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON

Centre International d'Etudes et Formation Professionnelle en Informatique
ciefpi
11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740 12 22
Mo Arcueil-Cachan - 10' des Halles

FINANCALP

CHATELET FORMATION
INSTITUT SUPÉRIEUR INFORMATIQUE APPLIQUÉE

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
possib. stage en entreprise
PRÊT BANCAIRE PR ÉTUDES A TAUX RÉDUITS
96, r de Rivoli-4e - 887-82-23
Mo/R.E.R. CHATELET.

A DES PERSONNES ENTRE 23 et 45 ANS NIVEAU BAC + 1 ayant une expér. commerciale et connaissant l'anglais.

Nous offrons une FORMATION D'ASSISTANT ADMINISTRATIF des services export

Stage à plein temps rémunéré : novembre 1985 à juillet 1986
Recrutement sur envoi de CV
Tests écrits
JEUDI 26 SEPTEMBRE 1985
Tél. : 226-12-36.

- Vous êtes intéressé par le phénomène

D'INFORMATIQUE et par la **MICRO-INFORMATIQUE**

- Vous êtes demandeur d'emploi et vous habitez Paris.
- Vous avez au minimum le bac.

UN STAGE DE FORMATION à la VENTE DE MATÉRIEL INFORMATIQUE et BUREAUTIQUE vous est proposé. Stage octobre 1985. Env. C.V.
GRETA DU TERTIAIRE
70, bd Bessières, 75017 Paris
T. 228-01-95 et 627-63-33.

VOTRE CARRIERE EN TECHNIQUE DE POINTE

Formation Professionnelle
d'ANALYSTES-PROGRAMMEURS
Chefs de projet ou
COORDONNATEURS de MAINTENANCE INDUSTRIELLE
Pour tout renseignement (Inscription, crédit, placement...) contactez
ACILOG
Assistance et conseil International en logiciel
38, rue de Bassano
75008 PARIS
M George V
Tél. : 723.55.18

Organisme de sécurité sociale rech. pr son centre de formation professionnelle :

ANIMATEUR

AUXILIAIRE TEMPORAIRE
- Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques ou d'un diplôme d'études supérieures.
- Possédant références pédagogiques en vue d'assurer enseignements : informatique, comptabilité et gestion.

Adresser lettre, C.V. détaillé, photocopies des diplômes à M. le Chef du Personnel de la C.R.A.M.I.F.
17-19 rue de Flandres, 75954 Paris Cedex 19.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

DEMANDES D'EMPLOIS

Ingénieur, 15 ans en multinat cherche poste conseiller promotion/export. 373-57-26.

Expert-compt. mémorialiste, *6 ans d'expér. cab. ch. pl. respons.,* préf. banl. sud, s.-e. Téléphone : 409-01-63.

HOMME 53 a. ch. travaux *comptab. et gestion* libre 1 jour/sem. 633-78-28 ap. 20 h.

F. exp. polyvalente directrice ociale et administrative, gestion *du personnel, recherche emploi* Attachée de direction ou assistante P.D.G. Tél. : 361-65-51.

JOURNALISTE INDÉPENDANTE

8 ans d'expérience, haut niveau-économie. Social + informations scientifiques (télécommunications), recherche tous travaux conception et *collaboration rédactionnelles* (journaux d'entreprise, pub...). Étudierai toutes propositions. Ecrire sous nº 312.298 M REGIE PRESSE 7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

Dr VÉTÉRINAIRE
30 ANS DIPLOMÉS
INSTITUT PASTEUR
Cherche emploi industrie
Ecrire à RÉGIE PRESSE
Sous nº 312.400
7, rue de Monttessuy. 75007 Paris.

ASP recherche H. ou F. 35-40 ans pour animer équipe chargée *d'entretenir et élargir relations* avec entreprises. Aptitudes à la négociation indispensables. Voiture néces. Poste à pourvoir rapidement.
Adresser CV *manuscrit* et photo en indiquant prét. 22, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : 222-13-60.

GESTION/FINANCES

J.H. 34 ans, *form. sup.,* droit, comptabilité, finances, bonnes connaissances micro-inform. trilingue, 9 ans expér. Ets financiers cherche poste à responsabilités (SF/PME/PMI)) PARIS P. CONTE. Téléphone : 563-87-17 (14 heures à 17 heures).

J.H. 30 ans, très bon anglais, chinois, bon japonais, espagnol cherche emploi intéressant. Téléphone : 788-38-42.

BRÉSIL
SECRÉTAIRE ASSISTANTE DE DIRECTION

Traduct. tril. franç., angl., all., *dipl.* université allemande + portugais courant et connaiss. de l'arabe. Trait. de textes, télex, 34 ans, 10 ans exp. prof., esprit d'organisation et d'initiative. Excellente présent., fiable, dynamique, motivée, disp. pour expatriation au Brésil. Tél. Paris : (1) 575-72-35 ou écrire RÉGIE-PRESSE, s/nº 312.404 M, 7, r. de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07, qui tr.

J'ai constitué une équipe homogène, solide et opérationnelle de

DIRECTION DU PERSONNEL

- Gestion du personnel ;
- Secrétariat administratif ;
- Gestion informatisée de la paie.

Je suis prêt à mettre ces moyens à votre disposition. Contactez-moi s/nº 2975, *le Monde* Pub., service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Jeune homme sans emploi et avenir ch. pl. de gardien ou de jardinier de château ou propriété situés en banlieue Ouest. Ecr. s/nº 7795 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

J.F., baccalauréat littéraire, connaissances anglais, ex. vendeuse librairie, rech. emploi réception, *accueil,* standard, voyages, librairie, galerie, temps complet ou partiel. Tél. : 404-54-19.

Prof. d'espagnol hispanophone, diplômé, gde exp. ch. poste Paris, école privée. Déb. nov. Contact : (7) 858-39-05.

DIRECTEUR DU PERSONNEL rech. contrat D.P. ou temps partiel. Tél. : 790-02-08.

Directeur Commercial 42 ans, 12 ans chez fournisseur hôtellerie *internationalement connu,* cherche situation similaire. Gilbert LOMONT, 22, rue Truffaut, 75017 PARIS. T. : 522-37-80.

J.F. 19 ans, CAP et BEP Secrétariat, cherche emploi stable. Libre à partir sept. Tél. : 990-03-90.

SECRÉTAIRE DACTYLO

8 ans expérience, sens des responsabilités, recherche emploi fixe, banlieue est (Chelles-Lagny) ou Paris (proche gare de l'Est ou Nord). Ecr. s/nº 6795 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrét. 58 ans avec anglais CHERCHE EMPLOI STABLE. Tél. : 342-37-41.

Jeune femme expérience théâtrale, niveau doctorat, assisterait metteur en scène. Pour contact : 363-40-14.

J.F. 32 ans, 13 ans exp. cabinet export. - compt., cherche poste Chef Compt., prét. 180.000 F. Ecr. s/réf. 15.174, Contesse Pub., 20, av. Opéra, 75001 Paris.

DIRECTEUR DES ACHATS

Leader dans la NÉGOCIATION *recherche une société pouvant* apprécier ses CAPACITÉS. *Dynamique et fonceur, sachant s'intégrer au sein d'une équipe jeune et efficace.* Bien introduit dans la GRANDE DISTRIBUTION. *Pour tous renseignements complémentaires* Ecr. s/nº 6.794 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SECRÉTAIRE DACTYLO

8 ans expérience, sens des responsabilités recherche emploi fixe banlieue Est (Chelles-*Lagny) ou Paris (Proche gare de l'Est ou Nord).* Ecr. s/nº 6.795 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TECHNICIENNE CHAUFFAGE 20 a. *d'expér.* devis, étude et chiffrage, cherche poste à Paris ou proche banl. contrat à durée *déterm.* ou non. Ecr. s/nº 7.813 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. suisse, *diplômée* traduction trilingue (all., anglais, français et notions espagnol), licenciée LVE, éco. comm. cherche poste traductrice-secrétaire *ou enseignante sur Paris.* Tél. : 543-82-25 (soir).

Garçon de restaurant cherche place extra uniquement pour le *soir,* téléphoner dans la journée au 336-76-75.

Vendeur-conseil haut de gamme hifi 24 ans, libre O.M., 1 an d'expérience cherche poste stable. Etudie toute proposition. Ecr. s/nº 6.797 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PUBLICITÉ PRESSE ÉDITION F. Large exp. : planning, fab. Relations avec annonceurs, fab., photograv., imprimeurs. Gestion dossiers. Etudierait toutes propositions : services publicité, exécution publicité presse, fabrication, production, etc. Ecr. s/nº 6 792 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 37 ans, diplôme assistant-bibliothécaire documentaliste (Institut catholique de Paris, formation programmeur, stage à la doc. écon. du « Monde » recherche poste correspondant Paris ou région parisienne. Ecr. s/nº 6 789 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 38 ans, Sucy-en-Brie, cherche emploi SECRÉTARIAT mi-temps, région 94, intérim s'abstenir. Tél. : 590-59-13.

DIRECTEUR DU PERSONNEL rech. contrat D.P. ou temps partiel. Tél. : 790-02-08.

CADRE ADMINISTRATIF expérimenté rech. emploi Paris, pour un an. Ecrire à Régie Presse sous nº 312.304 M 7, rue de Monttessuy 75332 Paris Cedex 07 q. tr.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés *à tous les Français avec* ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

Ingénieurs, cadres et associés, pour votre recherche d'emploi nos permanences d'information *et de suivi* : tous les mardis et vendredis, 14 h/17 h, au GIER CADRES Ile-de-France 6, rue Albert-de-Lapparent-PARIS-VIIe Mo Ségur.

Groupe ingénieurs et cadres de 50 ans recherche missions de formation sous toutes formes : leçons de musique, piano, cours de *rattrapages* scolaires en sciences ou lettres. Ecrire GIER cadres 6, rue Albert-de-Lapparent, PARIS-VIIe.

FABRICATION DE BADGES ÉLECTRONIQUES, CLIGNOTANTS PUBLICITAIRES (90) 25-02-51.

représentation demandes

Plusieurs directeurs des ventes regroupés en société recherchent tout produit ou service à commercialiser animation et création force de vente. *Ecr. s/nº 6 791 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

traduction demande

Dipl. H.E.C., prél. expertise comptable étudie toutes propositions traduction LANGUE C.E.E. Tarifs modulés. Téléphone : 950-78-11.

cours et lecons

PROFESSEUR D'ITALIEN *références* donne cours tous niveaux, téléphoner matin : 745-06-94.

Prof. philo. + licencié lettres clas. + bilingue All., donne cours part. philo. franç., latin, grec, et cult. gén. pour prép. concours. T. le soir 205-69-77.

COURS. Débutants, perfectionnement + service traduction, angl., améric., esp., ital., allem. Tél. : 829-54-64.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

SIMCA HORIZON GL blanche, 7 CV, 1980, 95 000 kilomètres, entièrement révisée. Embrayage et pneus neufs, autoradio, 15 000 F, (3) 041-89-90.

de 8 à 11 C.V.

Alfetta 1,8 - Octobre 1978 82000 km, embrayage, pneus récents. 13.000 F. Téléphone : 451-45-41.

divers

Part. vend camping car + accessoires Mercedès diesel 206 90.000 km, possibilité véhicule utilitaire. Prix 42.000 F à débattre. Tél. 017-72-91.

locations

EXCEPTIONNEL

Une B.M.W. 320 ou 520, un chauffeur guide la journée. Région parisienne. 1.800 F TTC. ALA. 549-13-76.

L'immobilier

appartements ventes

6e arrdt

VUE LUXEMBOURG

Duplex 220 m², terrasse, asc., travaux, divisible. 703-32-31.

7e arrdt

D'ESTRÉES-DUQUESNE

165 m² ét. élevé. 703-32-44.

12e arrdt

REUILLY-DIDEROT

Récent gd studio, cuis., s. de bains, cave, park. 320.000. Visible mardi de 13 à 16 h. 19, RUE ÉRARD.

13e arrdt

TOLBIAC, rue calme, 6 P. 165 m², 2 entr. Vue dégagée Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

16e arrdt

MARCHÉ DES NOTAIRES Av. St.-Honoré-d'Eylau, 4 p. 160 m², balcons 17 m² et 2 chbres 15 m². Libre. Mise à px : 1.400.000 F. Visite ce jour 13 à 16 h. Me MARCHAND : 602-70-10.

94 Val-de-Marne

Part. vend à Vincennes, proximité écoles, commerces

2 PIÈCES - 36 m²

cuisine équipée, w.-c., salle d'eau avec douche, chauffage individuel électrique, 4e étage, 5 mn bois et RER, faibles charges. *Prix : 320.000 F.* Tél. : 808-67-33.

Province

CAP-D'ANTIBES

Villa-appartement gd stand., 230 m² + petit appt 100 m² *jardin 1.300 m²,* situation idéale, vue imprenable, calme garage. Ecrire Havas 737 Antibes 06600.

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 873-20-67, même le soir.

Rech. URGENT, 110 à 140 m² Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, 9e PAIE CPT - 873-57-80.

locations non meublées offres

Paris

Informations sur diff. logements à louer, du studio au 6 P., de 2.000 F à 10.000 F., selon confort et quartier. Egalement échanges possibles. Nous ne sommes ni agence ni marchand de listes, mais une association sans but lucratif. Ecrire A.P.P.E.L. 75, B.P. 114, 75463 PARIS Cedex 10. Réponse assurée à tout courrier sérieux.

locations non meublées demandes

Paris

Pour loger dirigeants et personnel mutés, IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE rech. DIVERS APPTS 2 à 8 P. *STUDIOS, VILLAS,* Paris et environs - 504-04-45.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 PARIS rech. APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps diplomat. et cadres de multinationales. Tél. : 562-78-99.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. T. (1) 889-89-66, 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 6 PIÈCES LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

propriétés

Vends Nord Limousin, prop. élevage 48 ha, demeure caractère 9 pièces, étang, bois, agrément, rapport. Prix 2.200.000. *Ecr. s/nº 7796 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TOULOUSE banlieue Nord, 10 km centre, belle habitation moderne, 400 m² habitables, deux salles de bains, cabinets de toilette, sous-sol 400 m², garage 4 voitures. Côteaux, vue imprenable, calme. Prix : 2.650.000 F. O.R.I. - 3, rue Caffarelli, 31000 TOULOUSE. Tél. : (61) 62-61-09.

chalets

A VENDRE CHALET COURCHEVEL 1850, SUR LES PISTES, 12 places, TOUT CONFORT, 6 chambres, 3 s. de b., 3 w.-c., cuisine, grand séjour avec cheminée. 2.500.000 F. Ecrire ou tél. S.C.I. PLEIN CIEL 355, bd Michelet, 13009 Marseille. Tél. : (91) 71-41-18.

viagers

ETUDE LODEL

Viagers, 35, bd Voltaire, 75011 PARIS. Tél. : 355-61-58.

F. CRUZ - 266-19-00

8, RUE LA BOÉTIE (8e) Conseil 48 ans d'expérience. Prix rentes indexées garanties. Etude gratuite discrète.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France INDICATEUR LAGRANGE Fondé en 1876 5, rue Greffulhe, 75008 PARIS Tél. : 16 (1) 266-46-40.

bureaux

Locations

CHAMPS-ÉLYSÉES

DOMICILIATIONS
Bureaux équipés avec services. Tél., télex, secrétariat, salles de réunion avec vidéo, bar, etc. Location courte ou longue durée
ACTE 562-66-00.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de sociétés démarches, secrétariat, etc.
ACTE S.A. 359-77-55.

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + Bureaux neufs démarche R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champs-Élysées : 723-55-47
Nation : 341-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Constitution de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
355-17-50

ÉTOILE

BUREAUX

MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU
SALLE DE RÉUNIONS SHOW-ROOM SECRÉTARIAT-TÉLEX
Téléphone : (1) 727-15-89.

locaux commerciaux

Locations

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES PÉTROLIERS
recherche en location
UNE BASE D'OPÉRATIONS
aux environs de MELUN

CONDITIONS REQUISES :
- Bâtiment(s) entre 1.000 et 15.000 m².
- Bureaux entre 80 et 250 m².
- Terrain libre entre 3.000 et 5.000 m².

Faire offre à HAVAS PAU sous la réf. D 141 963, place Clemenceau, B.P. 208, qui transmettra.

Groupe privé de services recherche pour son implantation à Paris ou proche banlieue ouest reprise de contrat de crédit-bail immobilier pour surfaces à caractère commercial d'environ 1.200 m². Contacter P. JABOULEY ou G. BECAT au 723-54-52.

immeubles

JEAN FEUILLADE, 54, av. La Motte-Piquet, 15e, 566-00-75. Paie comptant, 15e, 7e arrdts IMMEUBLES même occupés.

fonds de commerce

Achats

Groupe INT'L ch. à acheter hôtels 3-4 ét. à Paris, sérieux et discrétion, courtiers s'abstenir.

Ecr. s/nº 2.946 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Le Monde
ECONOMIE



La tentation de l'immobile

Le monde change, l'Europe vieillit,
la France rêve.
Comment devenir des « professionnels » ?

S'INTERROGER sur la France en l'an 2000, c'est d'abord définir la crise subie par les pays industrialisés – et par contrecoup par les nations en développement – depuis une décennie. Or si l'on veut résumer les extraits d'un rapport que va publier le Commissariat du Plan, à la demande du premier ministre, sous le titre « Faire gagner la France », on peut écrire que les difficultés actuelles ne tiennent pas tant à une « panne de croissance » qu'à un « changement de monde ».

Le ralentissement de la croissance depuis 1974 a certes réduit la part supplémentaire de richesses produites à partager chaque année. Il a aussi entraîné – en l'absence d'un changement des attitudes à l'égard du travail et des revenus – une très forte extension du chômage. Mais, depuis le premier choc pétrolier, la richesse nationale n'en a pas moins progressé de 30 %, le parc automobile d'autant ; les dépenses de santé ont augmenté de 90 % et celles engagées dans les loisirs de 65 %. Autant dire que le retour aux dernières années de l'« âge d'or » (au début de la décennie 70) serait insupportable à la plupart des Français.

Si seuls les facteurs de la croissance étaient en cause, il n'y aurait d'ailleurs guère de raison de s'inquiéter. Abondance de ressources en main-d'œuvre, absence de contrainte majeure sur les ressources naturelles, dynamisme de la demande et du progrès technique, robustesse de l'échange international sont autant de facteurs qui militent plutôt, sauf en cas de rupture *(voir encadré)*, en faveur d'un certain optimisme quant aux potentialités globales de l'expansion.

Le ralentissement de la croissance mondiale résulte pour une large part de la défaillance des systèmes de régulation internationale et interne aux différents pays. Un renforcement de la concertation entre les nations pourrait alors donner naissance à un scénario de *« rééquilibrage coordonné »*.

« Il paraît raisonnable, dit le rapport, *de considérer qu'une croissance mondiale de l'ordre de 3 à 3,5 % est possible dans les dix prochaines années »*, même si les espoirs sont différents selon que l'on est en Asie, en Europe ou aux Etats-Unis. Les craintes actuelles tiennent aussi au fait que la crise résulte de l'*« émergence d'une nouvelle culture »*. Le problème posé n'est alors pas seulement mécanique, mais culturel. *« La machine sociétale ne manque pas d'huile, mais d'intelligence, de l'intelligence du monde qui naît. »*

Quatre mutations

Cette révolution de l'intelligence a pour source un changement de système technique qui recouvre quatre grandes mutations interdépendantes, mais diverses par leur état d'avancement et leur vitesse d'évolution. L'électronique, dont la miniaturisation entraîne des progrès rapides dans l'informatique, les télécommunications, l'automatisation des processus de production, la conception des produits industriels et la bureautique. Facteur déterminant de la compétitivité, elle va bouleverser l'organisation du travail.

Les biotechnologies, dont l'évolution est moins avancée, vont, avec les manipulations génétiques, *« ouvrir de larges perspectives aux techniques sanitaires préventives et thérapeutiques, mais posent aussi des questions morales, éthiques et sociopolitiques d'une gravité sans précédent »*. Les matériaux nouveaux vont remettre en cause la conception de nombreux produits industriels. Enfin, deux chocs pétroliers ont relancé les efforts de recherche en matière d'énergie.

Or, face à cette *« nouvelle culture »* technique qui nécessitera des changements rapides, une adaptation permanente, qu'est-ce qui caractérise l'Europe et, avec elle, la France ? Tout d'abord, le vieillissement d'une population déclinante. En 1982, l'Europe occidentale représentait 9 % de la population mondiale ; en 2000, elle en représentera 7 %. En 1950, le pays d'Europe le plus peuplé – le Royaume-Uni – était au neuvième rang mondial ; en 2025, ce sera la France avec 58 millions d'habitants, mais au dix-septième rang mondial.

C'est ensuite un certain sous-développement technologique : selon un rapport de 1983, sur trente-sept technologies d'avenir, les Etats-Unis étaient en position favorable dans trente et un cas, le Japon dans neuf cas, et l'Europe dans deux domaines seulement : la production de logiciels et la commutation électronique.

Autre exemple : le premier fabricant européen de circuits intégrés est au quinzième rang mondial, et le premier français à la vingt-huitième place. Quant aux sciences nouvelles de la vie, elles sont dominées, là encore, par les laboratoires américains (ingénierie génétique) ou japonais (ingénierie enzymatique).

Aussi le Plan ne cache-t-il pas que *« la menace que la France et d'autres pays européens se retrouvent durablement en deuxième division sur le plan technologique se profile en l'an 2000 »*. D'autant que le modèle européen – plus *« solidariste »* – comporte bien des rigidités : fragmentation des marchés, formation et recherche qui ne sont pas forcément orientées vers les applications économiques...

Cette modernisation des activités productives – les structures tayloriennes devraient éclater progressivement et laisser la place à des organisations moins hiérarchisées, décentralisées – se heurte en outre à d'importants facteurs d'inertie, et d'abord à *« cette quête de l'immobile »* qui est partout : à l'école, où la vérité scientifique est censée être immuable ; dans l'entreprise, où seule la loi peut faire varier les droits acquis ; dans la vie, où le rêve de devenir propriétaire – de se *« fixer »* – reste majoritaire. Pour ce qui est de la France, origine paysanne et modèle taylorien d'industrialisation expliquent une attitude que le Plan qualifie de *« légitime et sympathique »*, mais qui a *« le défaut d'être incompatible avec l'économie qui naît de la troisième révolution industrielle »*.



Cette révolution peut prendre plusieurs voies. Si les régulations sociales déclinent, elle peut aboutir à une société éclatée et a-solidaire, dans laquelle les groupes les plus puissants, les plus créateurs pousseront loin les bénéfices du progrès technologique, et les nouveaux modes de vie qui l'accompagneront. Mais les laissés-pour-compte risquent de se multiplier du fait d'un manque de formation.

Les experts du Plan n'excluent pas non plus un blocage de la société, qu'il soit explosif (explosion corporatiste notamment), ou plus vraisemblablement latent, comme l'a été la société française défendant son identité agricole et retardant d'autant son industrialisation pendant un demi-siècle. *« Le secteur public administratif* (serait) *protégé dans ses emplois, le petit commerce protégé dans son activité, la vieille industrie traditionnelle, protégée dans sa survie.*

» Il n'y aurait pas de soubresaut brutal, ni de système violent. La France aurait l'impression de rester ce qu'elle est, de protéger ses valeurs et ses enfants. En réalité, elle protégerait ses mythes et ses vieux. »

Reconstruction

Toutefois le pire n'est pas toujours sûr. Et les experts du Plan ne désespèrent pas que *« la crise des modes de régulation ne conduise à une reconstruction de la société »*. Encore faut-il *« une certaine cohésion sociale et un minimum de consensus idéologique »*. Faire gagner la France, c'est évidemment s'efforcer de faire triompher ce troisième schéma. Cela nécessite d'abord de rompre avec le pessimisme. Après tout, n'avons-nous pas la certitude d'un saut qualitatif du progrès : extension inconnue des capacités de communication, de dialogue, d'acquisition de connaissances, d'enrichissement culturel ; révolution du travail reléguant les tâches élémentaires et répétitives et favorisant les tâches de responsabilité, d'initiative et de contrôle.

Il faudra aussi devenir des « professionnels », dit le Plan, en cette époque où le concurrent n'habite plus le village d'à côté, mais les bords du Pacifique, de la mer du Nord ou de l'Atlantique. D'où l'importance extrême de la formation d'abord, de la qualité dans la production ensuite.

La possibilité de retrouver une croissance plus élevée – indispensable sinon suffisante pour lutter contre le chômage – passe par une reprise vigoureuse des investissements non seulement productifs, mais aussi immatériels (recherche-développement, formation, logiciels, marketing, etc.). C'est ainsi que *« la part de ces derniers dépassera en 1990 la moitié de celle consacrée à l'investissement physique et sera du même ordre de grandeur à l'horizon 2000 »*.

Enfin « Faire gagner la France » selon les experts du Plan, c'est aussi résoudre à temps certaines difficultés qui apparaissent inévitables, tel l'avenir du système de retraite. Mais une mutation aussi profonde, une modernisation industrielle aussi rapide – l'an 2000 c'est demain – la société française en est-elle capable ?

De nouveaux chocs

Faim, pauvreté,
endettement du tiers-monde,
déficit des Etats-Unis,
autant de menaces de rupture

LES *ruptures* ne se programment pas. La prospective a toujours tendance à extrapoler le présent pour montrer l'avenir, ce qui rend la projection aléatoire. Le plan tente donc de dresser la liste des ruptures *« afin d'aider à leur prévention »*, tout en sachant que le pire n'est pas toujours sûr : *« Les prévisions ou prédictions, démenties jusqu'à présent, du club de Rome sur les limites physiques de la croissance et des organismes économiques internationaux au début des années 80 sur la cessation de paiement des pays du tiers-monde surendettés incitent à la prudence. »*

La faim et la pauvreté peuvent être une des causes de rupture. Même s'il est reconnu que, faute de moyens de pression économiques, militaires ou politiques, les pays de la faim ne semblent pas à même de se révolter contre l'injustice trop grande de la répartition des richesses dans le monde. En revanche l'addition de niveaux de vie très inférieurs à ceux de l'Occident, de la dynamique démographique et de la détention de positions stratégiques soit sur le plan géopolitique, soit sur celui des ressources en matières premières et en main-d'œuvre, peut déboucher sur de graves crises internes et se répercuter sur les échanges internationaux.

L'endettement des pays en développement est un autre risque de déséquilibre. Malgré l'*« heureux précédent »* du Mexique, il n'est pas assuré que les conditions techniques de refinancement d'une telle dette seront toujours assurées à l'avenir. Ne serait-ce que parce que des calculs montrent qu'avec une croissance assez rapide de l'économie mondiale (3,8 % l'an) une progression annuelle du revenu par tête de 2 % au Sud exigerait un doublement de l'encours actuel de la dette d'ici à 1990.

Le Plan n'exclut pas non plus – même si ce n'est pas le scénario le plus probable – qu'à la manière de l'OPEP en 1973, du fait de la guerre du Kippour, *« un événement aujourd'hui imprévisible conduise à la création d'un cartel de la dette comprenant la moitié de la population mondiale et exigeant du quart développé de celle-ci une ponction au moins égale aux 3 % du PIB que la crise pétrolière a coûté chaque année depuis 1974 à un pays comme la France »*.

Protectionnisme

La menace protectionniste est plutôt plus forte, particulièrement si le dollar devait rester à un niveau élevé. Les Etats-Unis pourraient en effet recourir alors à des mesures de limitation des importations à l'égard du Japon et des nouveaux pays industriels d'Asie, voire de l'Europe. Comme les pays évincés du marché américain se reporteraient sur l'Europe, *« on pourrait déboucher sur un scénario de restriction contagieuse défavorable à la croissance mondiale, conduisant non à une contraction généralisée des échanges, mais à un relâchement relatif des liens entre l'Amérique, l'Europe et l'Asie »*.

Autre déséquilibre majeur – et préoccupant – la divergence entre d'une part le solde négatif américain (le déficit des paiements représentant 3 % du PIB, alors que de l'après-guerre à 1983 il n'avait jamais dépassé 1 %) et d'autre part l'excédent du Japon et de quelques pays européens. *« A court terme,* affirme le plan, *le risque le plus évident est celui d'une chute brutale et profonde du dollar sous l'effet d'un retournement des anticipations des opérateurs. »* Mais on ne peut pas exclure; si le dollar reste à un niveau élevé, que le gouvernement américain ne puisse résister aux pressions protectionnistes des industriels.

Tant bien même ces deux périls seraient-ils évités, *« la plupart des scénarios mondiaux à moyen terme aujourd'hui disponibles projettent, dans une hypothèse tendancielle d'atterrissage en douceur, le maintien d'un déficit américain voisin de 3 % du PIB »*. Cela aurait pour conséquence un endettement cumulé de 700 à 800 milliards de dollars pour les Etats-Unis vers la fin de la décennie, une allocation de l'épargne mondiale peu compatible avec le développement du tiers-monde comme avec les nécessités du redressement européen.

Tels semblent être les principaux risques, puisque la crainte de la décennie précédente sur la disponibilité des matières premières – notamment énergétiques – n'est plus de mise : *« Les prévisions actuelles ne font pas apparaître d'incompatibilité physique entre la croissance de la consommation de matières premières et les capacités de production. On ne voit pas non plus se dessiner de nouveaux cartels. »*

Si une difficulté majeure devait survenir dans ce domaine de l'approvisionnement en matières premières, son origine serait donc plus probablement politique, les richesses géologiques et minières coïncidant souvent avec des zones stratégiques instables et menacées (Afrique du Sud, Zaïre, golfe Arabo-Persique). Un nouveau choc n'est donc pas complètement impossible.

FRANCE 2000

Une société émiettée

Le risque d'une coupure entre une « couche moyenne » de Français et une « classe d'exclus ». Une conscience collective incertaine.

LA manière dont nous vivrons en l'an 2000 ne dépendra pas seulement des données économiques ou de l'environnement international : l'avenir de la France repose aussi sur l'image que s'en font les Français, remarque le rapport du Plan. Or cette image est très floue : « *la conscience commune est marquée par une incertitude grandissante* ».

La plupart des jeunes ont perdu les repères qui balisaient les trajectoires de leurs parents. Et les parents eux-mêmes ne savent plus très bien où en sont leurs propres principes devant les progrès des sciences et de la médecine... Qu'on ne s'étonne donc pas de trouver beaucoup de points d'interrogation dans le chapitre du rapport consacré aux modes de vie.

La cohésion de la société française « *tend à se dissoudre ou à se transformer* », constatent les auteurs. Tous les réseaux traditionnels (Eglises, partis, syndicats) sont en perte de vitesse.

A l'horizon 2000, les experts du Plan prévoient un plus grand émiettement de la société française. Il y aurait 24 millions de foyers (contre 20 millions aujourd'hui), mais 30 % seraient constitués de couples et 30 % de personnes vivant seules. Les ménages de cinq personnes ou plus deviendraient très rares.

Solitude

On s'attend à « *une extension de la polygamie successive* » (maintien de la vie en couple, mais avec changement de conjoint) et à une banalisation accrue du divorce. Deux facteurs au moins y incitent. D'abord le développement de l'activité professionnelle des femmes, qui les rend plus indépendantes. Puis l'allongement de la durée de la vie, qui accroît d'autant la vie conjugale : à la fin de ce siècle, deux personnes qui se seraient mariées à vingt ans pourraient « vieillir ensemble » pendant une soixantaine d'années.

Le nombre des femmes divorcées ou séparées élevant seules leurs enfants a augmenté de 45 % entre 1975 et 1982. Cette solitude, peut-être provisoire (entre deux périodes de vie commune), risque de s'accentuer dans les années à venir, estime le Plan. De même que risque de grandir la solitude – durable celle-là – des personnes âgées. Ne vivent-elles pas de moins en moins dans leur famille ? Paradoxalement, la menace de solitude augmente dans une société où les moyens de communication ne cessent de se développer.

Certaines zones urbaines réunissent aujourd'hui « *des populations qui n'ont en commun que d'être handicapées socialement* », comme les chômeurs ou les immigrés. Va-t-on laisser se développer ces « *espaces de relégation* » qui se distingueraient de plus en plus des beaux quartiers ? Ou « *créer les conditions d'une répartition plus harmonieuse des populations et des emplois ?* » Les deux scénarios sont envisageables, estiment les experts du Plan, qui ne tranchent pas.

On aimerait en savoir plus sur les conséquences de l'installation en France de plusieurs millions d'étrangers appartenant pour la plupart à une autre culture. Les auteurs se contentent surtout de préconiser une troisième voie, qui ne serait ni le rapatriement des immigrés ni leur assimilation pure et simple : « *des politiques d'insertion consistant à rechercher les conditions d'une coexistence plus harmonieuse entre Français de souche et résidents d'origine maghrébine, en préservant les particularismes culturels de ces derniers* ».

La France de l'an 2000 sera-t-elle un peu plus homogène, un peu moins inégalitaire qu'aujourd'hui ? Rien n'est moins sûr. Si les écarts entre les salaires n'ont cessé de diminuer depuis 1967, cette tendance peut s'inverser dans les quinze prochaines années, à cause d'une limitation des dépenses de transfert et d'une diminution de l'intervention de l'Etat.

Inégalités

« *A l'horizon 2000*, affirme le Plan, *le risque majeur est celui d'un clivage croissant entre une couche moyenne et une classe d'exclus, enfermés dans un cumul d'inégalités.* » Et c'est une frange grandissante de la population qui pourrait s'en trouver précarisée, à la fois par les effets du divorce (nécessité de trouver deux logements, budgets alourdis) et par l'extension du chômage de longue durée.

Il n'est pas sûr non plus, selon les auteurs, que les inégalités socioculturelles aillent en se réduisant. Derrière les taux – croissants – de scolarisation, on voit déjà apparaître de nouveaux clivages, une consolidation et un resserrement des élites. « *La maîtrise du savoir et de l'information sera vraisemblablement un facteur de différenciation crucial dans les quinze prochaines années.* » Or des exigences de qualification de plus en plus sévères risquent de restreindre le nombre des individus qui accéderont à la maîtrise d'ensemble des processus techniques et économiques.

Les inégalités préoccupent-elles vraiment les Français ? Aujourd'hui, « *la revendication d'égalité semble avoir fait place au droit à la différence* », soulignent les experts du Plan, en notant le repli sur soi et le corporatisme.

« *Rien n'est joué* », affirment-ils pourtant. L'épanouissement de l'individu ne contredit pas les formes collectives du bien-être social. « *Liberté individuelle et organisation collective seront, comme par le passé, la clé du succès de la France de l'an 2000.* » Simple souhait ou ébauche de prévision ?

Maison individuelle et vidéotex

Pas de bouleversement des habitudes de consommation.

SI trois objets sur les quatre qui seront manipulés quotidiennement à la fin du siècle n'existent pas encore, les principes technologiques en sont déjà connus. Il serait en outre exagéré de penser que l'évolution technologique bouleversera les grandes tendances de la consommation. C'est du moins ce qui résulte de l'observation des fonctions de consommation sur une période de vingt-cinq ans incluant aussi bien « l'âge d'or » de la croissance française que la rupture de la crise.

Partant de cette hypothèse, les projections à l'horizon 2000 réalisées par l'INSEE à la demande du commissariat du Plan permettent de souligner quelques tendances principales. La fonction alimentaire est proche de la saturation, mais les produits alimentaires seront *renouvelés par le progrès* des technologies, des techniques de conditionnement et de conservation.

En ce qui concerne l'équipement des logements, la tendance récente à la saturation peut être bouleversée par les *innovations technologiques* (Vidéotex, four à micro-ondes, etc.). Les attitudes à l'égard du logement sont d'ailleurs en pleine transformation, avec l'accroissement des ménages qui vivent en « *individuel* » (ferme ou maison) par rapport à ceux qui vivent en « *collectif* » (ensemble de deux logements ou plus).

La demande accrue d'informations et de communications semble être la transformation majeure des modes de vie. Les fonctions « *différenciantes* » (santé, culture, loisir, connaissance et expression personnelle) devraient devenir les nouveaux vecteurs du changement des consommations. L'évolution est déjà sensible dans le domaine audiovisuel.

Enfin, le Plan s'interroge sur la part future des consommations collectives : privatisation éventuelle de la protection sociale maladie, introduction possible dans le secteur marchand de l'éducation, retour vers l'équilibre d'exploitation des transports collectifs par augmentation des tarifs, etc. Les ménages paieraient moins d'impôts mais en contrepartie ils auraient à faire face à un montant plus élevé de consommation marchande.

Un tel système serait-il plus efficace ? Plus inégalitaire ? Le plan ne tire pas de conclusions : *« Il est clair que ce choix n'est pas d'ordre économique. »*

LA SANTÉ EN FLÈCHE

(en pourcentage du budget des ménages)

	1963	1973	1984	2000 (1)	2000 (2)
Alimentation	30,5	24,5	21,0	18,3	16,3
Habillement	9,5	8,2	6,4	5,7	5,2
Logement	12,9	14,7	16,7	17,0	17,8
Equipement	10,3	10,8	9,2	9,3	8,6
Santé	7,9	10,7	15,7	17,7	19,6
Transport	10,0	12,5	12,3	13,6	13,8
Loisirs	5,8	6,4	7,8	9,1	9,6
Divers	13,1	12,2	10,9	9,3	9,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(*) Hypothèses de croissance en volume de la consommation des ménages : (1) 1,7 % l'an ; (2) 2,9 % l'an.

Le mal des retraites

Les retraités avaient cessé d'être pauvres. Ils risquent de le redevenir. A moins d'augmenter les cotisations et de reculer l'âge de départ.

POUR les retraites, nul doute que les trente années à venir ne changent considérablement le paysage. En plus triste. Une évolution démographique et sociale irréversible mène un système aujourd'hui triomphant à des difficultés certaines. Celles-ci n'en remettent pas en cause les fondements, mais elles contraignent à des adaptations et à des sacrifices. Autrement dit, le mal n'est pas mortel, mais il est sérieux et doit être traité à temps.

Réveil brutal au moment où les retraites arrivent à une sorte de point d'orgue – point de rupture ? – après quarante ans d'efforts et de progression, fruit d'un consensus entre les politiques en quête de voix, les retraités, les syndicats de salariés et de patrons. Alors que l'âge s'est longtemps confondu avec la pauvreté, les retraités ont cessé d'être pauvres. La situation peut-elle continuer ?

Le système de retraite par répartition bénéficie aujourd'hui de la conjonction exceptionnelle de trois éléments, qui lui procurent un rendement particulièrement élevé (11 %, c'est-à-dire que 1 franc de cotisation donne droit aujourd'hui à 11 centimes de pension). D'abord, une situation démographique favorable : *le rapport* entre le nombre des adultes et celui des plus de soixante ans est élevé. Après le « baby-boom » de l'après-1945, il est supérieur de 30 % à celui d'une population stable, où les générations se renouvellent strictement. Ensuite, de plus en plus de femmes travaillent – et donc cotisent, – alors que peu bénéficient de retraites complètes : en moyenne, les retraitées actuelles ont cotisé douze ans. Enfin, parmi les hommes eux-mêmes, certains n'ont encore droit qu'à des retraites partielles, ce qui suffit à compenser la perte de cotisations qu'entraîne aujourd'hui le chômage.

Déséquilibre

Dans les quarante années qui viennent, ces trois avantages vont irrémédiablement disparaître. Le « *suréquilibre* » entre population adulte et personnes âgées prendra fin à partir de 2005-2010, par suite de l'évolution démographique passée : même si la fécondité – *actuellement de 1,8 enfant par* femme – revenait dès demain au taux de renouvellement des générations, l'effet ne s'en ferait pas sentir avant 2020. Et si l'on reste à 1,8, le déséquilibre persistera au moins jusqu'à 2035, le ratio devenant inférieur de 40 % à celui d'aujourd'hui.

Quelque part entre 2000 et 2020, l'activité féminine arrivera à son plafond, tandis que parviendront à l'âge de la retraite des femmes ayant eu de longues carrières – donc des pensions élevées. Enfin, le retard de l'âge d'entrée au travail risque de réduire encore le nombre de cotisants et le volume des cotisations.

Résultat : d'ici à 2005 le « rendement » des régimes de retraite des salariés sera divisé par 1,8 à 2 (selon l'évolution des naissances) et celui de l'ensemble des régimes par 1,5 à 1,8. Evolution inévitable, et non « *hypothèse pessimiste* », insistent les auteurs. En effet, « *si la fécondité stagne au niveau actuel, ou bien si les taux d'activité, après une période d'augmentation, déclinent, ou encore si la mortalité diminue* », le rendement des régimes (de retraite) devrait descendre au-dessous de 6 % (taux obtenu dans une population stable). « *Dans l'hypothèse exagérément optimiste où la fécondité se redresserait dès demain à 2,4 enfants par femme, et où à partir de l'an 2030 un apport de 100 000 travailleurs étrangers serait enregistré chaque année, il faudrait néanmoins augmenter les cotisations de 40 % d'ici à l'an 2030 ou réduire les pensions à due concurrence.* »

Quelles peuvent être les conséquences d'une telle situation ? Concrètement, celle-ci signifie que :

- Si l'on ne change pas les conditions de départ à la retraite *ni les taux de pension*, « *les taux de cotisation devront être accrus de 50 % à 80 %* », sauf à faire appel à l'impôt.
- Si l'on joue seulement sur l'âge de la retraite, « *il conviendrait de le reculer de sept ou de neuf ans* ».
- A âge de départ et taux de cotisation inchangés, le taux de la retraite devrait être ramené de 50 % à 33 % (peut-être même 28 %) pour le régime général (des salariés du privé), et de 70 % à 50 % (ou 42 %) pour les régimes spéciaux du secteur public.
- Si l'on joue uniquement sur la revalorisation annuelle des retraites, il faut relever chaque année les pensions de 2 % à 3 % de moins que la hausse des salaires, ce qui entraînerait au bout de vingt ans, à quatre-vingts ans, une perte de 45 % à 60 %. Pour les régimes spéciaux, le retard devrait être de 4 % à 6 % sur les salaires, et la perte serait de 55 % à 70 % pour les octogénaires.

Sombres perspectives ? Sans doute, mais elles n'impliquent de rupture brutale que si l'on n'utilise qu'un seul instrument et non l'ensemble du clavier ou du moins une combinaison de plusieurs facteurs, comme le préconise le document, notamment l'âge de la retraite et le taux des cotisations. Ainsi, un report progressif de trois ou quatre ans, sans doute, de l'âge du départ à la retraite réduirait sensiblement les charges.

L'évolution « *ne peut et ne doit* » remettre en cause le principe de retraites obligatoires par répartition, assurant « *la majeure partie des ressources des personnes âgées* ». Cette affirmation résulte d'un choix – ne pas remettre en cause des droits acquis, mais aussi d'un constat : « *Ce système a fonctionné et fonctionne aujourd'hui de façon satisfaisante, et l'on voit mal au nom de quoi ses fondements seraient contestés.* »

Tensions sociales

La difficulté majeure réside dans la mise en œuvre des adaptations. Il faut en effet prendre le *virage rapidement*, au plus tard avant l'an 2000, la politique de redressement jouant au départ à la marge et n'ayant de plein effet qu'au bout de dix ou vingt ans. Or la crise complique la tâche du gouvernement et des partenaires sociaux qui gèrent les régimes de retraite. Si une reprise économique n'apporte qu'un « *répit provisoire* », elle donne un délai : d'ici à l'an 2000, « *une augmentation de 10 % en francs constants du taux de cotisation suffirait à préserver l'équilibre* », tandis que, avec le taux actuel de chômage, il faudrait « *augmenter les cotisations de 20 % ou reculer l'âge de la retraite de trois ans* ».

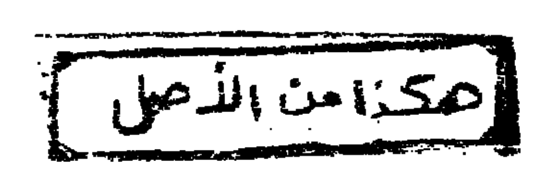
Surtout, la croissance ferait passer plus facilement les mesures nécessaires. Dans le cas contraire, « *il est difficile de penser* » que les actifs accepteraient un transfert plus important de ressources vers les retraités – qui n'empêcherait pas forcément une dégradation de la situation individuelle des personnes âgées. Il faudrait, selon les auteurs, que le transfert soit proportionnel à l'augmentation du nombre des retraités.

La persistance de la crise risque ainsi d'exacerber des conflits entre générations pour le partage des maigres fruits d'une faible croissance. Pour les auteurs, ces tensions sociales paraissent aussi *redoutables* que les difficultés financières.

Aussi certaines réformes leur paraissent-elles nécessaires rapidement pour maintenir le système. D'une part, une harmonisation des cotisations et des conditions de départ à la retraite, réduisant les avantages accordés à certaines professions et à certaines catégories. D'autre part, un meilleur usage de la capitalisation, de façon à aider la croissance.

Beaucoup de Français épargnent déjà pour préparer leur retraite, mais cette épargne va surtout vers l'immobilier ou les obligations. Il faudrait, selon l'étude du Plan, l'orienter davantage vers des investissements productifs : « *Pour que les systèmes de répartition fonctionnent correctement dans vingt ou trente ans, il faut des hommes qui travaillent, mais aussi des machines sur lesquelles travailler.* » Une gestion collective de l'épargne en vue de la retraite peut faciliter une telle réorientation.





FRANCE 2000

Gagner le pari de l'intelligence

Avoir, comme au Japon 80 % de bacheliers au lieu de 37 % actuellement

POUR réussir sa modernisation, la France doit impérativement gagner le pari de l'intelligence. La richesse de ses traditions lui en donne les moyens, si elle décide d'investir massivement dans l'éducation et la formation. Dans ce domaine son retard est lourd, tant du point de vue quantitatif que du point de vue qualitatif.

L'objectif fixé de porter de 37 % à 80 % en l'an 2000 la proportion d'une génération atteignant le niveau du baccalauréat – chiffre déjà atteint actuellement au Japon – est révélateur d'une indispensable prise de conscience à cet égard. Mais les besoins diffèrent en fait à chaque étape de la formation.

A la base, une solide formation générale doit être ancrée dans les traditions culturelles. Pour sa part, la formation professionnelle, pour être efficace, doit être partout intégrée à la formation initiale sous forme de séquences alternant pratique et théorie. Pour mieux s'adapter aux mutations à venir, son contenu doit être redéfini dans le sens de la polyvalence et son niveau accru. Quant à la formation continue, c'est une exigence impérative qui doit être reconnue. La preuve en est que les entreprises les plus dynamiques y consacrent souvent plus de 10 % de leur masse salariale.

Sur le plan qualitatif, des évolutions sont plus indispensables encore. En effet, mis à part le secteur des technologies nouvelles pour lequel des formations spécifiques peuvent être définies, il est impossible de fonder aujourd'hui une planification des formations sur des prévisions suffisamment précises des besoins d'emplois à moyen terme, tant sont inattendues les conséquences des bouleversements en cours ou à venir. Ces bouleversements dépendent d'ailleurs pour une part des qualifications disponibles elles-mêmes.

Avec la production

Il convient donc de perfectionner les outils de prévision sur l'évolution de l'emploi et les formes de travail, mais aussi de développer les relations du système éducatif avec le monde de la production. En contrepoint, ce dernier doit transformer l'organisation du travail afin de valoriser les qualifications de départ et de mobiliser les ressources humaines.

L'opposition entre culture classique et culture scientifique et technique doit cesser d'être entretenue. Pour que la technique devienne une composante fondamentale de toute la culture sans pour autant l'envahir, il faut réorganiser les filières en fonction d'autres critères. Des formations non plus « *générales* » ou « *techniques* », mais correspondant chacune à un domaine d'activité distinct et cohérent, se donneront pour objectif de former des jeunes actifs, imaginatifs, capables de penser.

Le fonctionnement actuel du système éducatif associe les sections techniques à l'idée d'échec et de relégation sociale. Les efforts tentés par l'éducation nationale pour modifier la hiérarchie des filières se heurtent notamment au comportement des parents d'élèves les plus cultivés. L'échec scolaire et l'orientation négative sont des fléaux à combattre en priorité en tant que facteurs de reproduction des inégalités sociales, mais aussi parce qu'il est dérisoire de prétendre ensuite valoriser la qualification de jeunes qui entrent dans leur avenir à reculons.

Ces mutations du système éducatif exigent une modification des comportements humains et ne résulteront pas de simples réformes administratives. Mais quelques changements institutionnels peuvent les encourager : décentralisation de l'école, diversification des pratiques, innovation et recherche pédagogique conduites en coopération avec les enseignants du terrain.

Une nouvelle culture

Au-delà, une nouvelle culture devra introduire la mobilité dans le métier d'enseignant (mobilité des connaissances transmises certainement, mobilité des enseignants peut-être). Faute d'une telle mutation, l'incompatibilité radicale entre une institution – l'école – conçue pour reproduire un savoir, et une société en perpétuel mouvement menacera d'exploser.

L'entreprise devra, elle aussi, bouleverser sa conception de la formation permanente. D'abord en cessant de l'utiliser à des usages étrangers aux besoins de l'entreprise pour en faire un impératif économique absolu, au même titre que l'investissement ou la recherche. Mais aussi en y associant des moyens financiers considérablement plus importants.

Les services contre le chômage

Un scénario volontariste : deux millions de chômeurs et les trente heures par semaine à la fin du siècle

POUR qu'il n'y ait pas de fatalité du chômage, il faudrait mettre en œuvre « *des efforts extrêmement importants (...), si l'on veut avoir quelque chance d'inverser la tendance* ». Les hypothèses retenues, « *extrêmement ambitieuses* », qui conjuguent l'investissement industriel, l'aménagement et la réduction du temps de travail, supposent « *une transformation profonde, concentrée sur une période très courte, des comportements et des mécanismes que la société française est probablement incapable d'assumer aussi brutalement* ».

Ces réserves de taille formulées, l'exercice de prospective conclut, selon un scénario très favorable, à une stabilisation du chômage dès 1986 qui reviendrait, en 1988, à son niveau de 1983. L'emploi croîtrait ensuite de 400 000 par an jusqu'en 1994, puis de 235 000 par an jusqu'en 2000, le chômage étant ainsi ramené à un taux de 7,2 % par rapport à la population active avec 2 001 000 demandeurs d'emploi. Le tout s'accompagnerait d'un aménagement et d'une réduction « *multiforme* » du temps de travail, y compris le développement du travail à temps partiel, qui entraînerait une diminution de 2 % l'an jusqu'en 1989, de 2,5 % l'an jusqu'en 1995 et de 0,4 % ensuite.

En 1988, les trente-cinq heures hebdomadaires seraient atteintes et, en 1994, les trente heures, grâce à une grande prudence sur la question sensible de la compensation salariale, en favorisant la négociation décentralisée et en augmentant la durée d'utilisation des équipements industriels.

Très volontariste, donc, le raisonnement ne manque pourtant pas d'intérêt, quand il sert à mettre en évidence les tendances du marché du travail et ses potentialités, parfois considérables, dans le domaine des services. L'évolution consistera à faire travailler plus les machines et moins les hommes, pour l'industrie. On assistera également à un déplacement de la structure de production vers les secteurs à faible productivité. Les services, qui joueront un rôle de plus en plus grand, seront les seuls créateurs d'emploi et, à l'exemple de l'économie américaine, favoriseront l'aménagement du temps de travail et le mouvement d'embauche.

Le « *potentiel d'activité et de création d'emplois reste inexploité ou insuffisamment exploité* », est-il observé. De nouveaux besoins devront être satisfaits qui offriront des possibilités en termes d'emploi, est-il précisé, en citant la garde des jeunes enfants, les services rendus aux personnes âgées ou, encore, « *l'absence de produit* » pour le tourisme de courte période, en plein développement. Mais, pour autant, ces évolutions majeures et nécessaires peuvent-elles intervenir à échéance rapide ?

Disposer de plusieurs compétences

Effondrement des schémas tayloriens recul des ouvriers qualifiés essor des techniciens

EVALUÉE en chiffres, la conséquence de l'introduction des nouvelles technologies dans les secteurs productifs aurait de quoi donner le vertige. En 1990, environ 6,5 millions des postes de travail utiliseront directement des matériels informatiques contre 2,6 millions – et 12 % des emplois – en 1985.

D'ici à la fin du siècle, tous les domaines seront touchés par l'informatique, que ce soit par la bureautique ou par la productique. Tous les emplois de bureau seront équipés en outils informatisés et, dans l'industrie, la conception assistée par ordinateur sera aussi répandue que l'est, aujourd'hui, l'informatique dans la comptabilité.

Les qualifications des salariés en seront modifiées mais peut-être moins fondamentalement qu'on ne l'imagine. On assistera plutôt à un glissement rapide, estiment les experts. S'accordant pour admettre qu'il n'y a pas, « *en dernière instance, de déterminisme technologique* », ceux-ci reconnaissent même que cela dépendra de la diffusion des nouvelles technologies et de l'organisation du travail qui en découlera.

Selon le schéma le plus prévisible, l'évolution devrait cependant entraîner un « *effondrement des schémas tayloriens* ». Pourvu qu'il y ait une réflexion préalable pour accompagner l'introduction des nouvelles technologies, il se produirait un « *double mouvement de déqualification-requalification* », avec, cette fois, une « *chance particulière pour la requalification* ».

Globalement, les tendances actuellement observées devraient s'accélérer et être confirmées. On s'orientera vers la suppression d'emplois d'OS, qui ne représenteront plus que 15 % à 20 % de l'ensemble en l'an 2000, contre 36 % en 1975. Les emplois de services se développeront et le déclin des professions indépendantes, qui paraît enrayé, pourrait se transformer en progression avec l'apparition des entrepreneurs indépendants spécialisés dans les services.

La catégorie des employés dépassera celle des ouvriers numériquement, et toutes deux se caractériseront par des qualifications accrues. Enfin, les professions intermédiaires et les cadres enregistreront une croissance des effectifs.

Du métier à l'emploi

En fait, le déplacement s'effectuera du métier vers l'emploi fonctionnel. Dans les activités de production, ce changement profond aboutira, selon l'expression des spécialistes, à une « *transversalisation des compétences* », le rapport à la machine étant fondé sur les principes de l'« *interactivité* ». Le recul sensible de l'emploi d'ouvrier qualifié de fabrication, « *figure type de l'industrie et du syndicalisme d'après-guerre* », de même que celui de l'agent de maîtrise devraient être compensés, dans l'industrie manufacturière, par la multiplication des emplois dits de « maintenance ».

Faisant appel à la « *polyfonctionnalité* », l'industrie aura besoin de techniciens qui deviendront la « *catégorie type* », ouverte aux ouvriers qualifiés. Il faudra des surveillants-opérateurs, des ouvriers de maintenance capables de réaliser différentes interventions. Le travail d'équipe, faisant appel à plusieurs compétences, se développera, en liaison avec les services des méthodes et très certainement avec la recherche et les essais.

Dans les activités de services, là aussi, l'évolution se fera vers une « *professionnalisation* » plus prononcée, où l'on privilégiera les « *profils de fonction* ». Une adaptabilité sera davantage demandée. L'on constatera une responsabilité accrue des salariés traitant une information devenue « *transparente* », ce qui devrait modifier le rôle de la hiérarchie et favoriser, également, le travail en équipe.

Les ouvriers du bâtiment et des travaux publics seront entraînés dans ce mouvement et devraient devenir des monteurs polyvalents. Il n'y aurait guère que certains emplois du tertiaire, pour le magasinage, les transports ou les services rendus aux particuliers, à ne pas être modifiés.

Dossier établi par Philippe BERNARD, Bruno DETHOMAS, Guy HERZLICH, Alain LEBAUBE et Robert SOLÉ.

La chronique de Paul Fabra

Il n'y a plus de repères

QUE les *structures*, notamment financières, de la France soient encore souvent rudimentaires, ou, pour employer l'expression du directeur du Trésor, M. Daniel Lebègue, « rustiques », et qu'elles ne puissent être modernisées que dans le sens d'un rôle *accru donné aux mécanismes de marché*, cette proposition ne sera plus guère *disputée aujourd'hui. Elle ressortait* nettement de l'exposé que ce jeune haut fonctionnaire, ancien membre du cabinet de Pierre Mauroy, a fait cette semaine devant les invités de la banque néerlandaise Amro réunis pour célébrer l'ouverture d'une filiale à Paris, dans les salles *de réception du musée Carnavalet.*

Une lourde tutelle continue à peser sur ce que l'on appelle d'une expression *techniquement détestable, qui nous* vient de l'anglais, le marché de l'argent. Il serait préférable de dire marché des créances, car, pour obtenir de l'argent qu'on ne possède pas, il faut l'emprunter, autrement dit, céder à un prêteur, qui peut être une banque ou un investis*seur quelconque, une créance contre soi*-même. Il me semble que ce simple changement de *vocabulaire* faciliterait la compréhension des phénomènes monétaires. Dans le jargon financier américain, il existe du reste une autre expression, excellente celle-là, pour désigner ces *multiformes créances* – billets à ordre, traites, bons de caisse, bons du Trésor, *obligations*, etc. – *qui* sont émises par les particuliers, sociétés, collectivités publiques, qui cherchent à se procurer des liquidités sur le marché dit de l'argent. Elle s'écrit sous forme d'initiales en capitales : IOU, ce qui veut tout bonnement dire *I owe you* (Je Vous Dois...).

L'objectif, a dit Daniel Lebègue, est de créer progressivement en France un vaste et unique marché où les établisse*ments financiers mais aussi les sociétés* françaises pourront ou bien emprunter les liquidités dont elles ont besoin, ou bien prêter celles dont elles disposent à des échéances variant sans discontinuité *entre vingt-quatre heures et trente ans.*

On est encore très loin de cette situation, parce qu'en France il n'existe guère *de passerelles entre* les trois *marchés* qui composent le marché de l'argent : le *marché monétaire portant sur les* créances à court terme d'un gros montant, où n'opèrent *jusqu'à* maintenant que les banques et autres établissements financiers ; le marché des *créances hypothécaires* et le *marché* des valeurs mobilières et notamment des *obligations (créances à long terme), le* seul que connaisse pratiquement le public. Le ministre de l'économie et des finances vient de proposer que les entreprises puissent elles aussi, à côté des ban*ques, s'adresser* au marché monétaire soit pour y rechercher des fonds soit pour en placer. *Tel est l'objet de son* projet visant à autoriser les sociétés à émettre sur ce marché des billets à ordre, dénommés selon la terminologie américaine « papier commercial ». Une *des conséquences serait évidemment* que les entreprises dépendraient moins du crédit bancaire, d'où les protestations des banques *(voir l'article de François Renard publié dans* le Monde *du 21 septembre),* qui semblent moins acquises aux vertus de l'économie de concurrence *que ne l'est M. Pierre Bérégovoy.*

Un des facteurs qui poussent le plus à la réforme, et qui la rend à terme inévitable, est que les trésoriers des grandes *entreprises françaises, comme l'a rap*pelé Daniel Lebègue, ont pour horizon le marché international des capitaux. L'objectif lointain que s'est fixé non sans courage la Rue de Rivoli y est déjà pratiquement réalisé.

Cependant, l'intention de conférer plus de souplesse au fonctionnement du *système* financier est loin d'être le seul mobile *qui* conduise la France, à son *tour, à déréglementer et par conséquent* à lever les obstacles qui peuvent encore s'opposer à l'émission des reconnaissances de dettes sous toutes ses formes. Comme pour montrer que l'évolution vers plus d'économie de marché n'a pas eu à souffrir, bien au contraire, *de la rupture politique survenue en mai* 1981, le directeur du Trésor a cité les chiffres suivants : en 1979, la part de la dette publique négociable n'était que de 30 % ; elle est aujourd'hui de 85 %.

SURVIVANCE du temps où l'inflation était forte et les taux d'inté*rêt relativement bas, et par* conséquent les appels à l'épargne dite longue extrêmement problématiques, le Trésor français a conservé des « circuits privilégiés » pour s'alimenter en liquidités. C'est ainsi que les dépôts des caisses d'épargne servent la trésorerie *de l'Etat. La déficit de ce dernier étant* faible il y a six ans, le Trésor n'avait guère besoin d'emprunter : les ressources qui sont automatiquement mises à sa disposition pourvoyaient à l'essentiel. *Il n'en est plus de même* aujourd'hui. L'Etat *a* dû faire appel massivement à l'épargne, d'où le gonflement *de la partie de la dette « négociable ».*

Cependant, le pourcentage mis en avant par le directeur du Trésor pour *1985 est encore critiquable à un* deuxième titre : comme la Banque de *France soutient artificiellement la valeur* des bons du Trésor en réescomptant une partie de ceux qui sont souscrits par les banques, on peut s'interroger sur la signification de cette « négociabilité » de la dette publique. Que vaudraient réellement les titres qui la représentent si leur *valeur était véritablement déterminée* par le jeu d'un marché laissé à lui-même ? On objectera que la Banque de France n'intervient pas sur le marché des obligations émises par le Trésor. L'intervention est indirecte par le biais des opérations de la Banque de France sur le *marché monétaire car tous les taux se* tiennent, le compartimentage des marchés n'étant pas absolu.

La question n'intéresse pas que la France. La prolifération des « Je Vous Dois... », consécutive à la perpétuation d'énormes déficits publics dans la plupart des pays d'Europe occidentale (malgré les progrès enregistrés dans quelques-uns, surtout en RFA), aux Etats-Unis, *au Japon, sans parler des* pays d'Amérique latine, est une des causes essentielles de l'incertitude généralisée qui règne sur les taux d'intérêt et les taux de change. *« Il n'y a plus de repères »*, a dit Daniel Lebègue pour expliquer la recherche obsessionnelle de *la protection.*

Ce besoin généralisé de protection, il a suscité sur les grands marchés américains – ouverts à tout le monde – le développement de nouvelles techniques. De même que traditionnellement un industriel peut s'assurer du prix de la *matière première qu'il utilisera dans six* mois en l'achetant à terme (1), de même on peut aujourd'hui, par des contrats appropriés, s'assurer d'un taux d'intérêt. Mais l'essor des marchés à terme et de *leurs variantes (marché d'options* futures), fondés par construction sur l'activité *de spéculateurs* disposés à prendre les risques à leur charge, n'accroît-il pas la fragilité de l'ensemble, dans la mesure où les spéculateurs n'opèrent pas avec leur propre argent mais avec des fonds empruntés ?

A qui se fier ? Au cours de sa pre*mière campagne électorale, en* 1980, M. Ronald Reagan avait promis d'équilibrer *le budget des Etats*-Unis en 1984. Quand il s'est installé l'année suivante à la Maison Blanche, le plafond de la dette publique autorisé par le Congrès était de 935 milliards de dollars. Il est actuellement de 1 824 milliards. En l'espace de moins de cinq ans, ce *président conservateur a doublé* le montant des « Je Vous Dois... » émis par l'Etat fédéral. Il vient de demander au Congrès de relever le plafond à 2 079 milliards de dollars, faute de quoi *l'administration ne pourrait plus d'ici à* septembre 1986 payer ses fonctionnaires ou régler ses factures. Combien de temps l'économie de marché pourra-t-elle triompher si les principaux intervenants ne mettent pas leurs comptes en règle ?

(1) *Un contrat à terme comporte la fixation du prix d'une marchandise qui sera livrée plus tard. Le règlement n'interviendra qu'à l'échéance.*

CORRESPONDANCE

A propos du déficit extérieur du saumon

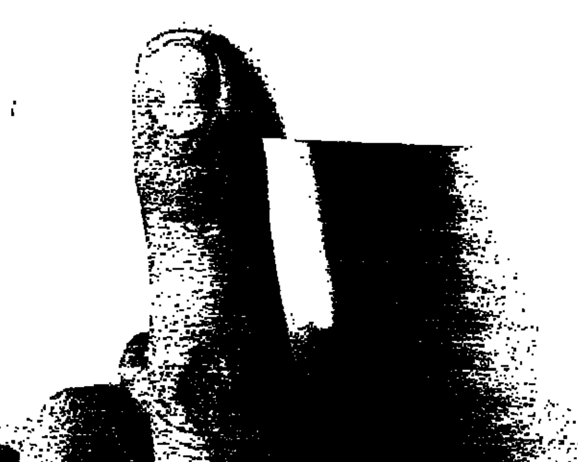
A la suite de l'enquête sur le saumon publiée dans « le Monde de l'économie » du 3 septembre, le secrétaire d'Etat chargé de la mer, M. Guy Lengagne, nous écrit :

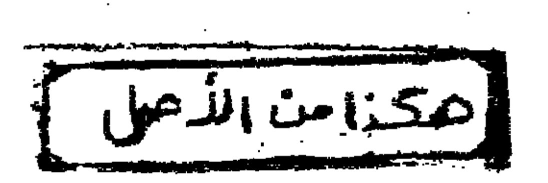
On connaît, grâce aux travaux des scientifiques, de façon précise les ressources en produits de la mer des zones sous juridiction française. Si quelques améliorations dans l'exploitation de ces ressources peuvent encore être apportées (Guyane, par exemple), on peut estimer que nous consommons en France six fois plus de produits de la mer que ce que permet l'exploitation des eaux maritimes sous notre souveraineté.

Vous soulignez que notre déficit en produits de la mer s'élève à *5,8 milliards de francs en 1984. Or,* si l'on tient compte des possibilités de capture dans les eaux françaises, ce déficit devrait être de l'ordre de 16 milliards de francs. La politique du gouvernement consiste donc à négocier pour nos pêcheurs l'accès à des eaux étrangères poissonneuses.

D'où l'intérêt vital pour la France de la politique européenne des pêches, à l'élaboration de laquelle notre pays a pris une part prépondérante, notamment en *1983 et, sous la* présidence française, en 1984.

Grâce à cela, 65 % des captures sont assurées par nos chalutiers dans les eaux européennes non françaises. Par ailleurs, nos thoniers travaillent au large des côtes d'Afrique et dans l'océan Indien, à la suite d'accords en partie financés par la CEE. De plus, s'il est exact que nos importations ont augmenté de 55 % entre 1976 et 1983, nos exportations se *sont accrues, durant la même période*, de 90 %, et cette tendance s'est confirmée durant les deux dernières années.





SICOB 85

FOR AGE : 13 TO 16

Le Basic en abécédaire

LA campagne de France de la micro-informatique fait rage. Avec le plan « Informatique pour tous », l'accent est mis sur la jeunesse : les établissements scolaires sont déjà équipés de cent soixante mille micro-ordinateurs, et neuf mille enseignants volontaires ont été formés à cette discipline. Le Basic est en passe de devenir la langue le plus étudiée dans les classes. Il s'agit là de la prise en compte d'une nécessité : l'informatique sera omniprésente demain aussi bien dans la vie professionnelle que dans les foyers.

Une maison d'édition française a flairé l'air du temps. Elle a découvert une brèche dans les collections des éditeurs, et s'y est engouffrée : il n'existait pas dans notre pays d'ouvrages de micro-informatique destinés au jeune public. Les seuls titres disponibles n'étaient abordables que par des lecteurs déjà initiés à l'alchimie des algorithmes. Leur présentation sévère et peu didactique les rendait peu attractifs pour le néophyte, *a fortiori* pour le gosse qui se découvrait une passion subite pour les consoles et les écrans cathodiques.

Depuis 1983, treize titres ont ainsi été publiés par Hachette-Jeunesse. Ils seront quinze à la fin de cette année. Le chiffre total des ventes, qui devrait avoisiner les cinq cent mille exemplaires en décembre prochain, prouve, s'il en était besoin, qu'une demande existait. Restait à la satisfaire.

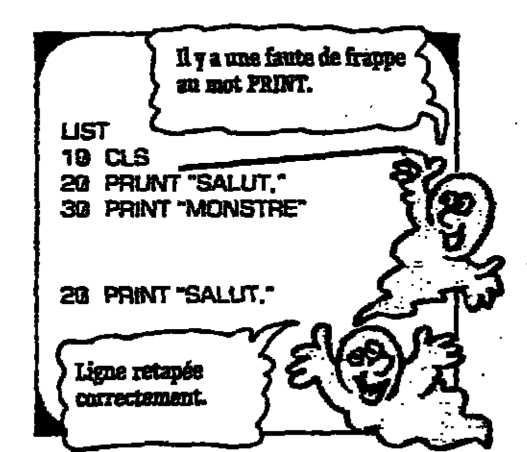
L'informaticien en herbe est accompagné pas à pas par une compagnie de joyeux personnages de bande dessinée, issus de l'imagination d'un Lovecraft angélique.

Le parti pris est celui de la lisibilité et de l'attractivité : le contenu est sérieux, l'illustration n'est pas bêtifiante. Si le public visé en priorité est jeune – les treize-seize ans, – 20 % des lecteurs sont des adultes. Qui plus est, la collection a été conçue de manière à permettre aux parents d'aider facilement leurs enfants dans leurs progrès : les dessins attirent le jeune ; ils rassurent l'adulte : «un bouquin-bande-dessinée pour des gosses, ça ne doit pas être sorcier à comprendre.» C'est donc en partie le décalage entre une illustration assez enfantine et un texte de bonne tenue qui a assuré le succès des premiers titres. Ces ouvrages, d'un coût modique (moins de 30 francs), sont le fruit de la rencontre d'un présupposé – il est possible d'informer des débutants sans être débile – et des trous noirs qui existaient sur le marché des manuels de micro-informatique.

Il n'existait pas jusqu'à présent en France de livres d'initiation à la micro-informatique destinés au jeune public. Lacune comblée.

Les traducteurs, pardon, les adaptateurs, des livres anglais qui servent de référence ne sont pas des praticiens de l'art informatique, mais en majorité des littéraires. C'est peut-être là aussi que réside la réussite de la collection.

L'avenir ? Il est d'abord dans la création française. S'il a été nécessaire de reprendre des ouvrages anglais pour lancer la collection, Hachette a l'ambition de mettre sur le marché des titres originaux. Un *Guide pratique de la micro* est déjà disponible chez les libraires : c'est le premier ouvrage de ce genre en format de poche ; cent quatre-vingt-seize pages, une vingtaine de francs : un produit grand public doit être très bon marché.



C'est une société de conseil en communication (EMB, European Media-Business) qui a été chargée de définir le nouveau produit et de le réaliser pour le compte de la maison d'édition.

Elémentaire ? Pas tant qu'on pourrait le croire. Une étude de marché suppose l'existence d'un « modèle » représentatif du comportement du consommateur. Or aucun précédent français ne permettait de bâtir un tel modèle : *ex nihilo nihil*. La solution ? Aller voir à l'étranger et mettre les meilleures publications existantes – en l'occurrence une collection anglaise – au goût français.

Ce qui n'est pas non plus une mince affaire : prenez un Français et un Américain ayant tous deux des rudiments de culture informatique; mettez-les devant un micro-ordinateur qui leur est inconnu. L'Américain commencera à lire intégralement la documentation technique concernant le nouvel engin. Pas à pas, il se familiarisera avec les arcanes de la machine. Le Français ? Il convoquera le ban et l'arrière-ban de ses connaissances en informatique, et « pianotera » sur sa console, préférant progresser par tâtonnements. Et vis-à-vis de l'informatique, les Français ont encore souvent une approche affective : « Quelle horreur ! » « C'est génial ! »

Attirer sans trahir

Il fallait donc concevoir des bouquins permettant une progression par étapes dans l'apprentissage des langages informatiques et dans le maniement des machines, chaque étape proposant une réalisation concrète : mini-programme, jeu, test. Bref, amener le jeune lecteur à une connaissance systématique par une pédagogie de l'expérience. Le résultat ? Treize fascicules d'une cinquantaine de pages où l'illustration en couleur permet de faire avaler une information technique en diable.

Dédramatiser

Dans un deuxième temps se pose la question de l'extension de la collection à un public plus large : il s'agit là de toucher les initiés. Mais le marché est encore réduit : il faut attendre la montée de la culture informatique en France.

En outre, deux obstacles de taille rendent l'entreprise difficile. Le premier est financier : l'acquisition d'un micro-ordinateur n'est pas à la portée de toutes les bourses. Le deuxième, encore plus décisif, tient à la diversification des besoins de l'utilisateur dès lors que l'on atteint un certain niveau de connaissances en informatique. Comment concevoir une collection grand public, dont le tirage doit être important, parce que la marge bénéficiaire sur chaque ouvrage est réduite, alors même que la demande éclate et perd toute homogénéité.

Hachette se réserve donc le temps de la réflexion. Il attend du plan «Informatique pour tous» qu'il suscite l'ouverture d'un nouveau créneau industriel. L'extension du parc de micros détenus par les particuliers – cent mille machines aujourd'hui – conditionne le choix de la maison d'édition.

Mon ami l'ordinateur. Jouons avec les commandes Basic. Si une philosophie inspire ces treize petits bouquins, c'est bien celle de la dédramatisation. Petits fantômes roses contre monstre froid de l'informatique. Qui va gagner ?

CHRISTOPHE CHANTEPY.

UN ACCORD ENTRE JEUMONT-SCHNEIDER ET BULL

Nouveau mariage du téléphone et de l'ordinateur

JEUMONT-SCHNEIDER et Bull viennent de signer un accord de collaboration en vue d'élaborer en commun un processeur de communication. Après IBM, qui a racheté le constructeur américain de matériels de télécommunications Rolm, ou Honeywell, qui a établi des liens avec le groupe suédois Ericsson, l'accord JS-Bull signe le rapprochement des ordinateurs et des centraux téléphoniques.

Un processeur de communication est une boîte noire qui s'intègre dans le central et lui permet de *« commuter »* des données informatiques comme il le fait pour les voix téléphoniques. Les ordinateurs et les terminaux communiquent ainsi, grâce au central, qui devient le cœur des réseaux de communication des entreprises. Jeumont-Schneider aura la maîtrise d'œuvre du projet, qui réunira une équipe commune de recherche et devrait déboucher dans deux ou trois ans. JS est le principal constructeur français de centraux téléphoniques, au côté du groupe Alcatel-Thomson, avec un chiffre d'affaires attendu pour cette année de 1,4 milliard de francs et deux mille cinq cents employés dans ce secteur. L'entreprise a signé récemment un accord de recherche et de commercialisation avec sa consœur ouest-allemande Telenorma, filiale de Bosch (*le Monde* du 29 août). Bull, de son côté, a besoin, comme tous les constructeurs d'ordinateurs, d'un allié dans les télécommunications. Il s'agit d'une première étape – encore assez limitée – mais qui pourrait conduire ensuite à des coopérations élargies.

E. L. B.



REPÈRES

Dollar : très forte chute à 8,2450 F

Les cours du dollar ont littéralement « plongé », lundi matin 23 septembre, à la suite de la réunion des Cinq, tenue la veille à New-York, où il a été décidé de faire baisser la devise américaine, par des moyens non dévoilés. La réaction instantanée des opérateurs a été de vendre le « billet vert », qui a chuté de plus de 50 centimes (plus de 2 %) à Paris, tombant de 8,80 F vendredi matin à 8,2450 F, et de 2,89 DM à 2,73 DM. Ce faisant, le dollar est revenu en dessous des ses plus bas cours de la mi-août 1985 (8,39 F et 2,75 DM). Après avoir bondi, entre-temps, au dessus de 9 F et légèrement au-dessous de 3 DM. Le communiqué de New-York sur une volonté commune de faire baisser un dollar surévalué, au profit des autres monnaies, n'a fait qu'accélérer un repli déjà amorcé à la fin de la semaine dernière, suite à la déception que les chiffres médiocres sur la croissance américaine ont déjà provoquée.

Conflits du travail : en baisse en juillet

Selon les stastistiques officielles du ministère du travail, le nombre de conflits du travail a de nouveau fléchi en juillet, mois où traditionnellement on observe un tassement de la conflictualité. Au cours du mois de juillet 1985, les conflits localisés du travail ont touché 137 établissements, occupant habituellement 39 600 salariés, parmi lesquels 14 400 ont cessé le travail, ce qui a entraîné la perte de 36 500 journées de travail. En juillet 1984, les conflits avaient touché 166 établissements employant habituellement 52 100 salariés, parmi lesquels 18 100 avaient fait grève, ce qui avait entraîné la perte de 84 600 journées de travail.

France, an 2000

(Suite de la première page.)

Mais cela n'empêche pas les experts du Plan d'avoir quelques lignes de force : la compétition entre pays industrialisés, voire entre ces derniers et les plus performants des pays en développement, sera de plus en plus vive, d'où l'impératif de la compétitivité. Ils définissent donc les défis auxquels il faudra faire face. L'emploi est le plus inquiétant, car la croissance seule ne suffira pas à résorber le chômage. La société française devra donc arbitrer entre cet objectif et une progression plus rapide de ses revenus.

Autres défis : le vieillissement démographique et la sauvegarde de la protection sociale. Le Plan se demande ainsi si les prévisions récentes de l'OCDE, concluant à la survie de l'Etat-providence par une *cure de rigueur d'ici à 1990*, ne pèchent pas par optimisme. La croissance des dépenses sociales, qui a été de 6,2 % au cours de la période 1975-1981, devra tomber à 1,7 % entre 1981 et 1990. On en est loin.

Sans doute tous ces problèmes étaient-ils connus mais c'est leur mise en perspective, au regard de l'immobilisme des structures actuelles de la société française, qui permet de voir l'étau dans lequel se trouve la France et fait la richesse de ce rapport. Car le plus grand défi, c'est bien celui de la capacité des Français à accepter les mutations, lourd pari quand on voit les salariés du Nord refuser de faire 80 kilomètres pour retrouver du travail ou des employés de Peugeot préférer le chômage à La Rochelle, inévitable à court terme, plutôt qu'un métier à Mulhouse et cela avec la bénédiction du ministère du travail. Dépasser cette *« quête de l'immobile »* sera sans nul doute plus difficile que mobiliser l'épargne, sans laquelle il n'y aura pas de modernisation (l'investissement industriel devrait croître de 10 % en volume jusqu'en 1990).

Si poser des problèmes est une démarche scientifique, se prononcer sur le mode de traitement de ceux-ci est beaucoup plus politique. Et c'est sans doute ce qui vaudra au Plan les plus vives critiques (en attendant le jugement de l'an 2000). Car si les experts du Plan affirment ne pas vouloir choisir entre l'arbitrage du marché et celui du budget (de l'Etat) pour faire évoluer la société française, tout l'exercice met en avant une solution qui ménagerait le meilleur des deux systèmes : une plus grande initiative individuelle dans le maintien des solidarités. Une manière de dire qu'entre les libéraux purs et durs, qui mèneraient à une société a-solidaire, et la gauche archaïque et corporatiste, qui conduirait à une société bloquée, figée sur son passé et ses industries traditionnelles, il y a une troisième voie. Quelque chose qui ressemble fort à la modernisation fabiusienne et aux habits neufs du Parti socialiste. Bien loin du *« vivre et travailler au pays »* de naguère.

BRUNO DETHOMAS.

● *Nouvelle tentative d'incursion chez Alcatel-Thomson à La Verrière.* — Une trentaine de personnes ont tenté, dans la nuit du 20 au 21 septembre, de pénétrer dans les locaux de l'établissement d'Alcatel-Thomson à La Verrière (Yvelines), sans doute pour récupérer des archives commerciales. Selon un communiqué de la direction, les *« agresseurs »* ont brisé *« les baies vitrées et ont détérioré les véhicules de service »*.

La pression des pays industrialisés sur le cours du dollar

Alors que le président Reagan devait prononcer le 23 septembre un discours qualifié d'*« important »* sur la politique commerciale des Etats-Unis, les ministres des finances des cinq grands pays industrialisés — Etats-Unis, Japon, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et France, — réunis le 22 septembre à New-York, ont pris une série d'engagements destinés à réduire les disparités sur les marchés des changes et à lutter contre les pressions protectionnistes.

Tous s'engagent en fait à *« réduire leurs dépenses publiques »* et à *« lutter contre le protectionnisme »*. Pour ce qui est des engagements spécifiques, la France annonce de nouvelles mesures en vue de la libéralisation des marchés financiers ; l'Allemagne fédérale entend *« continuer à réduire les rigidités qui entravent le fonctionnement efficace des marchés »* ; le Japon affirme qu'il *« libéralisera et internationalisera le yen pour que cette monnaie reflète pleinement la force de l'économie japonaise »* et qu'il ouvrira plus largement son marché intérieur ; la Grande-Bretagne désire réduire *« le fardeau fiscal »*, et les Etats-Unis *« mettront totalement en œuvre les mesures de réduction du déficit pour l'exercice 1986 »*.

Au-delà de ces décisions de poursuivre ou d'accentuer les politiques en cours, les Cinq ont fait le constat — pour la première fois unanime — que le dollar fort, le déficit américain et l'excédent japonais étaient une menace pour l'équilibre économique mondial. D'où leur volonté de faire baisser le dollar.

L'Amérique saisie par les contraintes extérieures

Correspondance

Washington. — Sous nos yeux, une nouvelle politique commerciale américaine est en train de se dessiner, dont les autorités des Etat-Unis elles-mêmes n'ont pas encore tout à fait conscience, mais dont il est certain qu'elle va bouleverser les données de la vie économique internationale.

A l'heure où des centaines de lois protectionnistes s'accumulent au Congrès et où la Maison Blanche tente, en faisant mine de reprendre l'initiative de maintenir les principes du libéralisme, hommes politiques et commentateurs qui croient voir dans la bataille qui s'annonce une simple opposition entre libéraux et protectionnistes restent prisonniers de schémas passés. En réalité, tous les Américains, et particulièrement les élus, sont libéraux. Comme le constatait dès 1900 le *Times* de Londres : *« Même les organes protectionnistes sont en faveur du libre-échange avec la Chine quand la liberté joue en faveur des Etats-Unis. »* Ce qui ne les empêche pas de chercher à se protéger quand leurs affaires vont mal.

Qu'y a-t-il alors d'original dans la situation actuelle ? Ce n'est pas d'hier que les membres du Congrès, représentant leurs circonscriptions, se lamentent sur les terribles effets des importations sur leurs électeurs, tandis que la Maison Blanche, s'escrime à maintenir contre vents et marées l'ouverture sur l'extérieur. Cela date de deux siècles.

1971

Mais, aussi étonnant que cela puisse paraître aux Européens, qui savent depuis longtemps à quoi s'en tenir la contrainte de la concurrence étrangère et des marchés mondiaux est une chose relativement récente pour les Américains.

C'est en 1971 qu'ils ont connu leur premier déficit commercial depuis la fin du dix-neuvième siècle. Même si les mouvements de capitaux n'ont pas cessé de compenser ce déficit, la situation s'est constamment dégradée dans les années 70 : un déséquilibre de 30 milliards de dollars en 1977 (l'équivalent du quart des exportations), de 40 milliards en 1982 et de 60 milliards en 1983. On parle de 150 milliards pour 1985. L'augmentation des prix du pétrole jusqu'en 1981 n'a expliqué que pour moitié cette détérioration.

La part du commerce extérieur représentait 6 % du produit national brut américain en 1970. Elle est passée à 9 % en 1983 et sera vraisemblablement de 15 % en 1990. Quelle que soit l'immensité du territoire, la dépendance des Etats-Unis vis-à-vis de l'étranger va croissant. Plus de 18 % des nouveaux emplois créés entre 1975 et 1982 ont été liés aux exportations.

La semaine dernière, le représentant républicain du Wisconsin, M. Toby Roth, nous avouait que, dans sa bonne ville de Milwaukee, 60 % des entreprises en expansion le sont hors de leur Etat d'origine, ce qui pour un élu local... Et d'ajouter : *« On n'arrête pas de parler de l'affaire nucléaire, mais vous ne verrez pas de guerre atomique, alors que, je vous l'assure, vous allez assister à des guerres commerciales terribles »*.

> *Les Etats-Unis esquissent une nouvelle politique commerciale, qui devrait bouleverser l'économie mondiale*

En dépit de ses discours libéraux, il faut bien reconnaître que l'administration Reagan est, des cinq dernières présidences américaines, celle qui a dû le plus protéger ses producteurs. Son premier représentant commercial international, M. William Brock, a lui-même déclaré au Congrès qu'elle *« a pris plus de mesures protectionnistes que les quatre précédentes administrations »*.

Dans l'acier elle a imposé des accords d'autolimitation aux Européens en 1982 et 1984, des quotas en 1984, refuse d'appliquer l'exception prévue par les textes américains eux-mêmes pour laisser entrer 200 000 tonnes de tubes que les producteurs locaux étaient pourtant incapables de fournir dans les délais. Dans le textile, de nouvelles « règles d'origine », prises en novembre 1984, freinent les importations.

Une augmentation des droits de douane sur les motocyclettes a été décrétée en avril 1983. Des mesures illégales au regard des accords internationaux du GATT ont été prises en novembre 1984 contre les producteurs de la CEE. A la même époque, une définition plus restrictive des règles dites de « concurrence déloyale » a été adoptée, etc. Le nombre des textes par ailleurs en attente dont l'administration tente de freiner l'adoption est de plus de trois cents.

Malgré cela, il faut bien reconnaître que la pénétration du marché américain par les producteurs étrangers est spectaculaire : 90 % des motocyclettes vendues aux Etats-Unis viennent du Japon, 60 % des appareils vidéo, le cinquième des automobiles, etc.

Tous les secteurs de l'économie accumulent leurs statistiques, plus spectaculaires les unes que les autres. Il est généralement admis que le haut niveau du dollar exerce le même effet sur le commerce extérieur que le ferait une taxe de 25 % sur les exportations, ou une subvention de 25 % sur les importations. Mais personne ne croit réellement à la diminution immédiate du déficit américain.

Au reste, le fond de la question est ailleurs. Et c'est précisément là que l'essence de la politique commerciale américaine risque de se transformer. La nature même des biens produits par les Etats-Unis ne correspond plus aux besoins des consommateurs américains eux-mêmes. Les fabricants n'ont pas prévu que la génération du « baby-boom », celle des « jeunes » qui ont maintenant entre quinze et quarante ans, et constituent la plus importante catégorie d'acheteurs, aurait un goût incomparable avec celui de la génération précédente pour la qualité.

Le défi japonais

Une enquête de consommation récente montrait que les vingt-neuf marques de voitures obtenant les meilleurs résultats étaient étrangères, les vingt-neuf plus mauvaises américaines, et 96 % des rappels à l'usine pour cause de défauts de fabrication le fait de firmes des Etats-Unis, cette pratique étant quasiment inconnue en Europe et au Japon.

Impressionnés, certes, par la montée des fabricants des pays du tiers-monde, les dirigeants américains le sont plus encore par la compétitivité du Japon et de quelques pays asiatiques, ainsi que certains pays européens.

Il n'en va pas de même vis-à-vis de pays plus développés. Nombreuses sont les voix faisant remarquer qu'en 1970 le commerce des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne fédérale était équilibré. Aujourd'hui, le Japon a environ 100 milliards de dollars de surplus, et l'Allemagne fédérale 50 milliards. Au total, c'est l'équivalent du déficit américain de 150 milliards. Or, pour chaque milliard de dollars de déficit, les Etats-Unis perdent entre vingt-cinq mille et trente-cinq mille emplois. Leur frayeur est grande de voir le chômage augmenter à nouveau.

Au-delà du GATT

« Ce que nous voulons, c'est un marché à l'échelle du monde », déclarait au Congrès en 1946, le représentant de l'Indiana, William Watson Wick. C'est encore vrai. Mais les Américains, tout en reconnaissant les insuffisances de leurs propres fabricants, ont du mal à encaisser que leur marché soit saturé d'appareils japonais alors que le bifteck, qui vaut 6 dollars à Chicago, arrive à 18 dollars à Tokyo grâce au jeu subtil de taxes et surtaxes nippones en tout genre.

Entre le protectionnisme japonais, qui ne semble guère diminuer en dépit de toutes sortes de déclarations et négociations, et le goût des Européens pour les subventions, ouvertes et déguisées, les Américains se sentent fondés à crier *« free trade, but fair trade »*. Libéraux, oui, mais pas idiots.

Vingt ans jour pour jour après la création du GATT, sur l'initiative des Etats-Unis, le mercredi 11 septembre, jour de la réunion du Parti républicain, le premier parlementaire qui a osé prononcer le mot GATT a, d'après ce qui nous a été dit, essuyé un gigantesque et général éclat de rire. Les dirigeants américains n'y croient plus.

Ils s'en servent pour maintenir en place un ordre libéral théorique, qu'il leur convient parfois d'appliquer aux autres, ou de rappeler chez eux. Mais ils sont désormais convaincus que cette lourde organisation mondiale ne suffit plus à résoudre les problèmes pratiques qui se posent. Aussi les dirigeants américains sont-ils en train de songer à mettre en place leur propre « organisation » du système.

Leur capacité de rétorsion immédiate, quelle que soit l'agitation politique actuelle sur cette question du commerce international, est toutefois limitée. Pas moins de sept agences différentes ont leur mot à dire dans l'administration avant que celle-ci parvienne à définir sa position. C'est ce qui fait soutenir par certains l'idée d'un secrétariat d'Etat au commerce international.

De toute évidence, les Japonais, tout en étant circonspects, ne s'inquiètent pas trop de la fièvre de déclarations actuelles. Le sujet est quasiment devenu préélectoral. L'annonce d'une « mise » de *300 millions de dollars pour subventionner des produits américains* ne fait guère illusion.

On se souvient du mot de William Brock, quelques mois après l'installation de l'administration Reagan, décrivant ses démêlés avec le directeur du budget à propos du plafond de crédits autorisés à l'Export-Import Bank. *« J'ai dit à David Stockman que, s'il me donnait 5 milliards de dollars, j'utiliserais jusqu'au dernier centime, tandis que, s'il m'en alloue 20, je risque de n'en dépenser que 3. Nous sommes à une table de poker, et nous n'avons pas de jetons. »* De fait, l'Export-Import Bank a connu bien des vicissitudes depuis l'installation de l'administration républicaine.

Au royaume du libéralisme et du déficit, ne sera-t-il pas toujours difficile de réclamer des subventions et des crédits ? Dès lors, il faudra toujours, et au coup par coup, limiter les pires dégâts, et parer au plus pressé.

Vraisemblablement, à plus ou moins brève échéance, et lorsque le calme pourra être rétabli sur ces sujets dans l'exécutif américain, le temps sera venu de les reprendre à l'échelle internationale. C'est ce que nombre de parlementaires ont compris, qui craignent aussi d'avoir plus à perdre qu'à gagner à en faire un thème électoral obsessionnel. Ils suggèrent, pour dépolitiser cette question qu'ils estiment d'importance nationale, de créer une commission bi-partisane, où républicains et démocrates pourraient définir ensemble sans nécessité de s'affronter ce qui leur paraîtrait les meilleures solutions.

JACQUELINE GRAPIN.

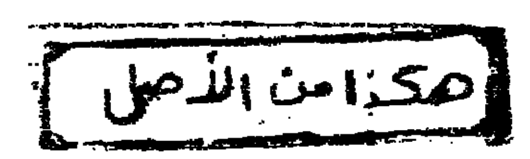
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	8,4150	8,4250	+ 98	+ 105	+ 190	+ 210	+ 475	+ 575
$ can.	6,1401	6,1564	+ 25	+ 45	+ 58	+ 86	+ 24	+ 118
Yen (100)	3,5968	3,5997	+ 88	+ 97	+ 190	+ 204	+ 583	+ 634
DM	3,0456	3,0525	+ 118	+ 129	+ 249	+ 262	+ 702	+ 752
Florin	2,7101	2,7160	+ 78	+ 87	+ 162	+ 173	+ 477	+ 520
F.B. (100)	15,0806	15,1121	+ 46	+ 100	+ 97	− 187	− 94	+ 217
F.S.	3,7202	3,7312	+ 140	+ 158	+ 300	+ 320	+ 844	+ 918
L. (1 000)	4,5084	4,5211	− 144	− 101	− 276	− 231	− 807	− 712
£	11,8483	11,8877	− 193	− 164	− 348	− 303	− 797	− 614

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 3/4	8	7 15/16	8 1/16	8	8 1/8	8 5/16	8 7/16
DM	4 1/8	4 3/8	4 3/8	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 9/16	4 11/16
Florin	5 1/2	5 3/4	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 3/4	5 7/8
F.B. (100)	8 1/2	9 1/2	8 3/4	9	8 13/16	9 1/16	9 3/8	9 5/8
F.S.	1/2	1 1/2	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 5/8	4 3/4
L. (1 000)	9 1/2	11 1/2	11 7/8	12 3/4	12 3/8	13	12 7/8	13 1/4
£	11 1/2	11 3/4	11 7/16	11 9/16	11 7/16	11 9/16	11 1/4	11 3/8
F. franç.	9 1/4	9 3/8	9 3/8	9 7/8	9 3/8	9 7/8	10 1/4	10 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



AFFAIRES

ANCIEN PRÉSIDENT D'ANTENNE 2

M. Pierre Desgraupes présiderait la première Société de financement du cinéma et de l'audiovisuel

Le rideau à peine refermé sur le « Cinéma plein la tête », cette vaste manifestation de soutien à la production audiovisuelle qui s'est déroulée en fin de semaine dernière, les milieux financiers prennent le relais en annonçant la création de la première SOFICA. Du nom de ces fameuses sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle, bâties sur le principe d'une exonération fiscale pour les personnes physiques et les entreprises désireuses d'investir dans ce type de création.

Une dizaine de projets de SOFICA étaient à l'étude dans les grandes banques et dans certains établissements financiers, mais deux d'entre eux — la banque privée EUROFIN, que préside M. Georges Plescoff, et la Société lyonnaise de banque (nationalisée), de M. Jean Carrière — ont pris les devants en annonçant le 23 septembre la création officielle de la SOFICA-Créations. Cette société, la première du genre, a comme fondateurs, outre les deux établissements déjà mentionnés, la banque Neuflize-Schlumberger-Mallet, que préside M. Antoine Dupont-Fauville, et la Compagnie financière France-Afrique, société holding de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale, de M. Jean Dromer.

Spécialisée dans l'ingénierie financière, EUROFIN, première banque privée à avoir été constituée (en mai 1984) après les nationalisations de 1982, a ainsi rassemblé autour d'elle une banque régionale couvrant le large sud-ouest de la France, place forte des festivals et... lieu de résidence de quelques solides fortunes, une banque spécialisée, justement, dans la gestion des grosses fortunes (la NSM) et, enfin, une banque (la BIAO) traditionnellement ancrée en Afrique francophone, considérée comme un *« marché captif »* pour toute production nationale d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

« Nous espérons recueillir 100 millions de francs. C'est du moins le montant que nous allons soumettre au ministère de la culture et au ministère de l'économie et des finances, les deux organismes de tutelle chargés de donner leur agrément pour que les sommes investies puissent bénéficier de la déduction fiscale prévue par la loi du 11 juillet 1985. »

Une coquette somme ?... *« Rien de plus facile,* affirme M. Plescoff. *Il suffit de réunir mille personnes qui acceptent d'investir 100 000 F et qui se trouvent dans une tranche d'imposition de 70 %. Ce système leur permet d'économiser 70 000 F d'impôt, le montant net de leur investissement étant ramené à 30 000 F seulement. »*

Supervisé par la Commission des opérations de Bourse (COB) puisqu'il implique un appel à l'épargne publique, le mécanisme financier des SOFICA (*voir encadré*) repose sur des sociétés anonymes qui, telles des SICAV classiques, sont chargées de collecter les fonds qu'elle vent ensuite investir. Comment ? En sélectionnant les productions de fiction françaises présentées par le Centre national du cinéma. Une mission qui doit être confiée à des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel (et non pas à des financiers).

« Il nous fallait quelqu'un qui ait fait une belle carrière dans l'audiovisuel et qui ne jette pas l'argent par les fenêtres ; notre choix s'est tout naturellement porté sur M. Pierre Desgraupes, l'ancien patron d'Antenne 2 », explique encore M. Plescoff. C'est donc lui qui devrait prendre, une fois obtenues les autorisations nécessaires, la présidence de la SOFICA-Créations, tout en conservant ses diverses fonctions actuelles, jouant ainsi un rôle incontestable de « locomotive » pour cette activité nouvelle.

SERGE MARTI.

Les SOFICA

Inspirées en partie du système du *« tax shelter »* (abri fiscal) en vigueur dans les pays anglo-saxons et, plus directement, des dispositions financières applicables à certains types d'investissements dans les départements et territoires d'outre-mer, les SOFICA (Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle) ont été créées dans le cadre de la loi du 11 juillet 1985 et des deux décrets d'application parus au *Journal officiel* du 18 septembre dernier.

La principale caractéristique de ces sociétés est de permettre aux épargnants intéressés par ce type d'investissement (particuliers et entreprises) d'y consacrer jusqu'à 25 % — au maximum — de leur revenu imposable, les sommes engagées étant toutefois bloquées pendant cinq ans.

Ce système, qui vise à favoriser le financement des œuvres audiovisuelles (y compris de coproductions internationales, sous certaines conditions), consiste à *« mutualiser »* l'épargne tout en *« collectivisant »* les risques, une SOFICA ayant reçu l'agrément nécessaire pouvant investir dans plusieurs productions. Un montage différent de celui qui a permis, par exemple, le financement du *Neveu de Beethoven*, le film de M. Paul Morrissey, qui vient de sortir sur les écrans. Cette opération avait été réalisée, à hauteur de 20 % du budget total, par les Sociétaires de films, une société anonyme coopérative créée à cet effet et qui a regroupé quelque six cents sociétaires par appel public à l'épargne, lequel avait reçu le visa préalable de la COB.

S. M.

LES EFFECTIFS D'UNIMÉTAL SERONT RAMENÉS A 13 200 PERSONNES DÈS LA FIN DE 1986

(de notre correspondant.)

Metz. — La direction générale d'Unimétal, filiale des groupes sidérurgiques Sacilor et Usinor pour les produits longs, a confirmé, le 20 septembre, au comité central d'entreprise de la société, réuni à Metz, les orientations de *« la mise à jour »* du plan de restructuration présenté le 22 juillet dernier. Celles-ci se traduisent par l'avancement d'un an de la mise en œuvre du plan social par rapport aux prévisions retenues à l'automne 1984. En outre, 1 350 suppressions d'emplois supplémentaires ont été décidées. Elles portent à 11 485 le nombre des postes de travail à supprimer depuis la création d'Unimétal en juillet 1984 jusqu'à la fin de 1986 sur un effectif initial de 24 670 personnes.

Dans le Valenciennois, où le projet de fermeture de l'usine de Trith-Saint-Léger (770 salariés) est maintenu, la direction a annoncé la nomination d'un chargé de mission pour coordonner l'action des organismes impliqués dans la conversion de ce site. Il disposera d'une enveloppe financière de 40 millions de francs.

La mise à jour du plan d'Unimétal comporte en outre une importante réduction des investissements prévus de 3,1 milliards à 1,7 milliard de francs. Elle vise également, à travers un projet de coopération avec le groupe luxembourgeois ARBED, à assurer un taux de charge optimum des capacités de production, soit 89 % en 1988.

Pour protester contre le maintien des orientations présentées en juillet, la CFDT et la CGT ont quitté la réunion du comité central d'entreprise en dénonçant *« un simulacre de consultation »*.

Le 18 septembre, Sollac, filiale de Sacilor pour les produits plats, avait annoncé également l'accélération du rythme des suppressions d'emplois prévues. En 1986, les effectifs seront réduits de 1 100 personnes (1 000 en préretraite). Au total, 2 450 départs seront réalisés en 1985-1986 ; l'objectif de la direction étant de ramener l'effectif de la société aux alentours de 10 000 personnes dès la fin de l'année prochaine.

JEAN-LOUIS THIS.

SOCIAL

Les « leçons de syndicalisme » de la CFTC

A la Mutualité, dans la même salle que M. Henri Krasucki quinze jours plus tôt, la CFTC a tenu samedi 21 septembre un meeting de *« rentrée »*, prolongé par un court spectacle de variétés. Une ambiance de fête de famille.

M. Jean Bornard a donné en quelque sorte à son auditoire une leçon de syndicalisme. Condamnant les *« fossoyeurs du syndicalisme »*, le président de la CFTC a estimé que *« c'est tout simplement une folie que de contester l'instrument de défense prioritaire des salariés qu'est le syndicat, à moins de vouloir sûrement provoquer une régression sociale accélérée. Jamais le syndicalisme n'a été plus nécessaire. »*

Encore faut-il s'entendre, pour M. Bornard, sur le type de syndicalisme qu'il faut défendre : un syndicalisme qui ne dévie jamais, qui ne joue pas au Père Noël, qui a le sens de la solidarité et ne raconte pas d'histoires aux salariés. Il s'agit bien sûr de la CFTC qui se réclame toujours des *« principes de la morale sociale chrétienne »*.

C'est à partir de ces principes, de cette conception du syndicalisme, que M. Bornard, s'inquiétant de voir que *« les esprits basculent à nouveau d'un excès à l'autre »*, a invité ses militants à faire confiance d'abord à l'action syndicale : *« Il ne suffit pas de changer de structures ou de gouvernement. Les hommes doivent prendre en main leur propre avenir. Quel rappel et quel appel à l'action au moment où tant de nos concitoyens baissent les bras et se contentent de cultiver leur sinistrose. »* Dans la bataille électorale, *« nous ne roulerons pour personne d'autre que les travailleurs »*, a ajouté M. Bornard, sans résister au plaisir d'épingler de nouveau M. Maire, sous les rires de l'assistance. Faisant écho à une déclaration du dirigeant de la CFDT à propos du patronat sur les désillusions des engagements politiques pré-électoraux, M. Bornard a lancé : *« Quel aveu, mes amis, et pourvu que ça dure »*.

M. Bornard a réaffirmé les idées de la centrale chrétienne en faveur de la réforme de l'entreprise — avec le droit pour le salarié d'*« intervenir dans l'organisation du travail et dans l'orientation de la politique économique »* — en maintenant les distances de son syndicalisme à l'égard des forces politiques : *« De même que nous avons dénoncé sans équivoque les erreurs de ce gouvernement, nous dénoncerons sans ambiguïté toutes les orientations qui nous apparaîtront dangereuses dans les projets de l'opposition. »*

M. N.

LA RUMEUR DE BILLANCOURT

Elle court, elle court la rumeur. Le 20 septembre au soir, à l'atelier machine-outils de Renault-Billancourt, de deux cents à deux cent cinquante personnes (parmi lesquelles quelques militants « de l'extérieur ») occupaient les lieux. Vigilance ? Surveillance ? Jusqu'au siège de la confédération, on se déclarait *« en alerte »*. La direction, disait-on, allait faire sortir des camions de machines pour les emmener notamment à Cléon. Les cadres et les professionnels de l'usine de Seine-Maritime avaient été informés de l'imminence de cette arrivée, et un déménageur commandé. Et la CGT se tenait prête à empêcher pareil déménagement durant la nuit du vendredi au samedi ou pendant le week-end.

La direction de la Régie restait tranquillement sereine. Un huissier, disait-on, a constaté qu'on empêchait la sortie des camions. *« Nous avons demandé un référé »*, ajoutait-on. En attendant qu'il soit rendu (ce 23 septembre ?), pas question de tomber dans le *« piège »* de la CGT : selon les consignes de M. Besse, aucun *« déménagement »* n'aura lieu la nuit ou le week-end. A Billancourt, les 20, 21 et 22 septembre où une vingtaine de militants cégétistes ont finalement tenu le « siège », il ne s'est presque rien passé.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AGRICULTURE

Gros temps pour le maïs grain

De notre envoyé spécial

Saint-Malo. – Les bérets et le parler chantant du Sud-Ouest se sont abattus sur la cité malouine. Quelle idée aussi ont eue les producteurs de maïs de tenir congrès dans la Bretagne du nord ? C'est qu'il est temps de mettre les pendules de la géographie économique à l'heure : la Bretagne est devenue un grand producteur de maïs ; cette plante est même la principale culture du département d'Ille-et-Vilaine. Un maïs spécial où tout, grain, tige et feuille, est broyé et ensilé pour nourrir les animaux. Il y a en France, en 1984, 1,4 million d'hectares plantés en ce maïs ensilage. C'est l'expression visible de la révolution du maïs, qui depuis la fin de la guerre a changé les paysages français. Tenir congrès à Saint-Malo pour l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM), dont le siège est à Pau, avait donc valeur de symbole. Mais le vrai problème qui a occupé les esprits, les 18 et 19 septembre, n'était pas là : il était bien dans le bon vieux maïs grain, qui sert à l'industrie de l'amidon comme à nourrir le bétail aussi. Ce maïs occupe 1,8 million d'hectares en France et voit, malgré son succès et ses progrès, sa vitalité contrariée.

L'Europe, déficitaire en maïs, s'approvisionne aux Etats-Unis pour 3 à 4 millions de tonnes. Au sein de l'Europe, la France comble le déficit de ses neuf partenaires à raison de 4 à 5 millions de tonnes.

En 1984, les débouchés du maïs se sont réduits : diminution des achats par l'industrie de l'alimentation animale, qui préférait le blé, plus accessible du fait de la baisse des prix, diminution des exportations sur la CEE pour les mêmes raisons, diminution sur les pays tiers. Résultat : un stock de report de 1,5 million de tonnes en fin de campagne.

C'est le moment qu'ont choisi certains responsables de la Commission européenne pour prendre une série de mesures qui, en une semaine, autorisaient l'entrée de 1 million de tonnes de maïs américain dans la Communauté. Coup de tonnerre fin juillet sur le marché. On sait que la future récolte, celle de l'automne 1985, s'annonce abondante (11,2 millions de tonnes au lieu de 10,3), que la moitié de celle-ci devra être exportée, que la concurrence à la baisse des céréales continuera de jouer. Les prix chutent, faisant le bonheur des importateurs du nord de la CEE. Le président de la Commission, M. Jacques Delors, a promis depuis d'ouvrir une enquête : qui, dans la torpeur des vacances, est à l'origine du cadeau offert aux producteurs américains ? Est-ce incohérence ? Est-ce opération volontaire ? Les producteurs français aimeraient savoir. Ils avancent qu'en 1984, déjà leur revenu a baissé de 1 000 francs par hectare.

« La bougie sur le gâteau »

Avec cette manœuvre et compte tenu des débouchés qui se dérobent, le marché structurellement déficitaire sera excédentaire jusqu'au printemps 1986. Triste perspective pour le revenu de l'année en cours. Les producteurs attendaient que leur ministre s'indignât avec eux pour condamner cette gestion pour le moins curieuse.

Le président de l'AGPM, M. Marcel Cazalé, interroge : *« Quel poids le gouvernement français met-il dans la balance ? »* Il se fait même plus pressant, élargissant son propos à la vassalisation de l'Europe, à la pusillanimité de ses responsables politiques devant la force américaine.

Avec force, il affirme devant ses troupes que c'est à la France de prendre l'initiative, car elle détient 30 % du potentiel agricole de la Communauté. La CEE elle-même n'est pas excédentaire en produits de base, puisque ses importations représentent 10 millions d'hectares de cultures supplémentaires; pour le seul maïs, les besoins de l'Espagne, du Portugal, des pays méditerranéens et de l'industrie de l'amidon restent à couvrir. Comme les producteurs de blé, les maïsiculteurs acceptent le principe de coresponsabilité active, une taxe dont le produit permettrait de donner un coup de pouce aux exportations.

Mais, pour y parvenir, il faut un gouvernement qui se batte. Il ne suffit pas, dit M. Cazalé, d'être *« la bougie sur le gâteau »*, de fanfaronner avec des projets brillants, tel le programme Eurêka, qui impliquent d'ailleurs des contreparties... dont l'agriculture pourrait bien faire les frais. Or, affirme-t-il, *« l'agriculture n'est pas très bien placée dans l'échelle des valeurs du gouvernement français »*.

Si le ministre de l'agriculture, M. Nallet, avait eu l'intention de se retrancher derrière le poids des autorités de Bruxelles ou derrière la responsabilité des autres départements ministériels, cette retraite-là était coupée d'avance. Parlant du rôle du ministre, M. Cazalé s'est écrié : *« De l'impuissance répétée, on passerait très vite à l'insignifiance de la fonction. »*

Dur, et pourtant... Le paradoxe est grand d'entendre des dirigeants professionnels tenir un langage politique avec des visées géopolitiques, tandis que le ministre se contente d'un propos gestionnaire, certes responsable, réaliste et peu flatteur, mitonné par des techniciens qui connaissent pourtant leurs dossiers. A Saint-Malo, le ministre de l'agriculture a fait un « bide ». La fonction ministérielle demande un plus, une vigueur de propos qui traduise des choix politiques. Les producteurs de maïs ont quitté la cité des corsaires sans vraiment savoir si cette production, encore une fois déficitaire en Europe, serait oui ou non défendue bec et ongles ou si, comme on l'insinue, elle était condamnée à terme sur l'autel de l'alliance atlantique.

JACQUES GRALL.

La Fondation Rockefeller a des projets en Pologne

Des représentants de la Fondation Rockefeller viennent de rencontrer, à Varsovie, les ministres polonais des affaires étrangères et de l'agriculture, ainsi que des représentants de l'épiscopat polonais chargés des questions agricoles. Le cardinal Glemp aura des entretiens avec M. David Rockefeller, lors de son séjour aux Etats-Unis entre le 17 et le 24 septembre. Le milliardaire américain doit recevoir aussi le chef du gouvernement polonais, le général Jaruzelski, qui se rend à l'ONU le 27 septembre.

La Fondation Rockefeller envisage la création d'une « fondation internationale pour l'agriculture polonaise ». Elle vise à rassembler des investisseurs occidentaux susceptibles d'aider à la modernisation de l'agriculture polonaise tout en en retirant des bénéfices. Quatre projets sont à l'étude : production de jambon, de jus de fruits, de légumes congelés et programme de bonification des sols. La Fondation pense recueillir 68 millions de dollars sur le seul projet concernant le jambon. Elle précise qu'il s'agit de soutenir l'ensemble de l'agriculture polonaise tant privée (80 % des terres) que collective.

La Fondation indique, enfin, que son intention n'est pas concurrentielle de celle de l'Eglise polonaise, qui négocie depuis deux ans l'autorisation de créer un fonds d'aide à l'agriculture privée. L'Eglise polonaise affirme disposer de 28 millions de dollars pour la première année, mais souligne que si le fonds ne fonctionne pas d'ici à la fin de 1985, les donations venant notamment du gouvernement et de l'épiscopat des Etats-Unis risquent de disparaître.

La Fondation Rockefeller s'est intéressée de longue date à l'agriculture dans les pays sous-développés. Son intervention n'était jamais dénuée d'arrière-pensée politique. Dès 1944, elle favorise au Mexique l'émergence de blés améliorés. Les travaux qu'elle finance, menés sous la houlette de M. Borlaug, prix Nobel de la paix en 1970, donneront naissance à la « révolution verte ».

Dans les années 50, elle travaille en Inde, crée en 1953 aux Etats-Unis un centre de formation pour les gestionnaires et économistes étrangers. Elle est à l'origine enfin, avec la Fondation Ford, des Centres internationaux de recherche agricole (CIRA) établis dans le tiers-monde. L'action des fondations et de ces centres permettra le décollage de l'agriculture dans certains pays d'Asie, dont l'Inde, tout en facilitant l'intégration de cette agriculture à l'agrobusiness.

Progressivement, la Fondation Rockefeller se désengagera du financement des CIRA, mais on retrouve la présence financière du groupe dans plusieurs laboratoires de recherche sur le génie génétique.

J. G.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Simco
UNION POUR L' HABITATION

SIMCO – UNION POUR L'HABITATION

Le conseil d'administration s'est réuni le 18 septembre 1985 sous la présidence de M. Maurice Gontier.

Paiement du dividende en actions - augmentation de capital

Le conseil a constaté avec satisfaction que l'offre faite aux actionnaires d'opter pour le paiement du dividende de l'exercice 1984 en actions de la société avait été acceptée à hauteur de 55 % du montant du dividende.

L'opération porte sur un montant total de	F 90 640 584.36
dont	F 22 582 800,00
à titre d'augmentation du capital social.	
le solde, soit	F 68 057 784,36
à titre de prime d'émission.	

Le conseil a décidé d'augmenter le capital de 758 750 000 F à 781 332 800 F par la création de 225 828 actions de 100 F chacune et de modifier en conséquence l'article 6 des statuts.

Nouvel investissement

La société a acquis un immeuble sis à Boulogne-sur-Seine, 151 rue de Billancourt, comportant 1 275 m² de bureaux et locaux annexes. Le montant de l'investissement, travaux de rénovation compris, s'élèvera à 15 000 000 F environ.

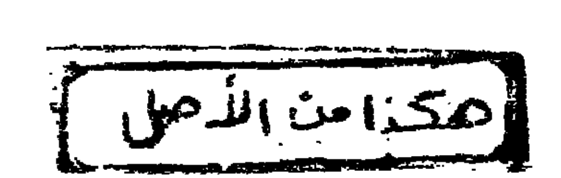
GROUPE CFAO

CICA

Société commerciale et industrielle de la Côte d'Afrique

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1985

Les résultats de la société mère au cours du premier semestre 1985 ont atteint 4,462 millions de francs, en recul de 17,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent (voir *le Monde* du 18 septembre).



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

23 septembre

Vif repli : – 0,9 %

Sale temps pour la Bourse de Paris en ce premier jour du terme d'octobre, une séance traditionnellement en hausse. Lundi, dès l'ouverture, les cours s'inscrivaient en repli, un ton dont ils ne devaient pas se départir jusqu'à la clôture, marquée par une baisse de 0,9 % environ de l'indicateur instantané.

Les suites de l'affaire Greenpeace sont bien sûr commentée autour des colonnes, mais cette affaire a été rapidement éclipsée par la chute libre du dollar. Celle-ci doit naturellement être liée à la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales, qui s'est déroulée dimanche à New-York afin de peser sur le billet vert. (Voir pages une et 40.)

L'action a été efficace puisque la devise américaine dégringolait à 8,2450 F en séance officielle, soit une baisse de plus de 55 centimes sur la clôture de vendredi. Cette chute a entraîné, parallèlement, celle du dollar-titre, à 8,35/40 F environ, tandis que les valeurs françaises subissaient, elles aussi, des replis importants. Signalons Presses de la Cité et Sereg (moins 3 %), à leur plus bas niveau de l'année. Dassault et Thomson-CSF, qui s'étaient bien comportées la semaine précédente, perdent 2 %, tandis que Imétal, Esso, Auxiliaire entreprise, Pennaroya, Skis Rossignol, UCB, CFAO, BIC, Legrand, reculent de 2 % à 5 %.

Résistance, cependant de Primagaz (+ 6 %), Schneider, Locafrance, Crouzet, Radiotechnique, Phénix, Codetel, Finextel, Peugeot et de Nord-Est (+ 2 %), à son plus haut niveau de l'année.

Sur le marché de l'or international, le métal fin remonte à 328 dollars l'once (contre 319,20 vendredi matin). A Paris, le lingot cède 2 400 F à 90 900 F, le napoléon perdant 5 F, à 530 F.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	13 sept.	20 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	120,1	118,7
Valeurs industrielles	110,8	108,9
Valeurs étrangères	94,5	93,1
Pétroles-Energie	91,1	87,4
Chimie	122,8	118,3
Métallurgie, mécanique	129,2	131,9
Electricité, électronique	122,7	124
Bâtiment et matériaux	131,9	129,4
Ind. de consommation non alimentaire	106,1	104,4
Agro-alimentaire	98,9	96,7
Distribution	120,2	119,2
Transports, loisirs, services	119,5	118,5
Assurances	164,8	172,2
Crédit banque	131,7	127,8
Sicomi	112,3	111,7
Immobilier et foncier	125,7	126,2
Investissement et portefeuille	161,7	162,1
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	102,7	102,9
Emprunts d'Etat	102,2	102,2
Emprunts garantis et assimilés	102,9	103,1
Sociétés	102,6	102,8
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1 876,9	1 864
Valeurs étrangères	2 986,2	2 941,9
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	270,7	267,5
Valeurs étrangères	403,9	398
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	112,8	113
Emprunt d'Etat	112,5	112,7
Emprunts garantis et assimilés	112,7	112,9
Sociétés	113,9	114,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	219,8	218
Produits de base	189,4	183,1
Construction	155,7	152,9
Biens d'équipement	215,3	220,4
Biens de consom. durables	223	221
Biens de consom. non durables	283,4	280,2
Biens de consom. alimentaires	243,7	238,4
Services	196,1	194,5
Sociétés financières	316,8	315,7
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	218,7	223,5
Valeurs industrielles	206,7	204,2
BOURSES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	193,3	191,2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BONGRAIN. – La plus importante firme fromagère française a annoncé pour le premier semetre 1985 une baisse de son bénéfice par rapport à la même période en 1984, à 154,7 millions de francs contre 165,2 millions de francs. Ce recul résulte notamment de l'augmentation des amortissements des investissements engagés et de la baisse des ventes en France, en particulier en juin. Le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 9,9 % au premier semestre en raison de la progression des ventes à l'étranger (+ 16,2 %). Le groupe a enregistré de très bons résultats aux Etats-Unis.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. – Les résultats provisoires de la Société générale font apparaître une progression de 8,7 % du total du bilan du premier semestre 1985, par rapport au premier semestre 1984 et une hausse de 28, 9 % du résultat brut d'exploitation, 3 319 millions de francs. Toujours par rapport à fin juin 1984, les dépôts ont progressé de 11,3 % pour atteindre 222 896 millions de francs, et les crédits à la clientèle de 12,6 %, pour atteindre 270 532 millions.

SCM. – Le groupe Unilever, passant à la contre-attaque dans la bataille pour le contrôle de la société SCM Corp., a demandé vendredi 20 septembre à un tribunal fédéral d'ordonner l'arrêt de l'OPA lancée en début de cette semaine sur cette société par ses propres dirigeants, avec le concours de Merill Lynch. A l'appui de sa demande, le groupe Unilever a fait valoir que cette OPA est contraire aux intérêts des actionnaires, étant donné, a-t-il précisé, qu'elle est « *financée sur leur dos* ». L'OPA lancée par les dirigeants de SCM Corp. porte sur 80 % des actions de la société, à raison de 74 dollars l'unité, les 20 % restant devant être, en cas de succès de l'OPA, échangés contre des obligations d'une même valeur. Elle s'inscrit dans le cadre d'une opération par effet de levier, les dirigeants de la SCM devant financer leur OPA, en cas de succès, par le biais de crédits bancaires gagés sur les actifs de la société.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	19 sept.	20 sept.
Valeurs françaises	116,8	–
Valeurs étrangères	93	–

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	19 sept.	20 sept.
Indice général	218,3	218

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 23 septembre ..... 9 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	20 sept.	23 sept.
1 dollar (en yens)	242	Clos

BOURSE DE PARIS Comptant 23 SEPTEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours

Actions au comptant

Étrangères

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 23/9

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1595	4,5 % 1973	1592	1592	1592	....	191	Elf-Aquitaine	193	185	185	– 4 14
4079	C.N.E. 3 %	4079	4080	4081	+ 0 04	182	– (certific.)	181 50	180 10	180 10	[illegible]
936	B.N.P.	935	930	930	– 0 53	1270	Epeda-B-Faure	1270	1255	1255	[illegible]
961	C.C.F.	961	940	940	– 2 18	2180	Essilor	2160	2125	2125	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
90	Harmony	90 05	93 60	93 50	+ 3 83	230	West Hold.	228	221	221	– 3 07
23	Hitachi	23 35	23 10	23 10	– 1 07	455	Xerox Corp.	456 80	440	440	– 3 67
896	Hoechst Akt.	694	698	695	+ 0 14	1 62	Zambia Corp.	1 62	1 64	1 64	+ 1 23

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 799	8 245	8	8 650
ECU	6 799	6 794	....	....
Allemagne (100 DM)	305 100	305 240	295	310
Belgique (100 F)	15 093	15 025	14 650	15 400
Pays Bas (100 fl.)	271 400	271 200	262	277
Danemark (100 krd)	84 250	84	79	87
Norvège (100 k)	104 440	102 900	99 500	106
Grande-Bretagne (£ 1)	11 897	11 886	11 500	12 200
Grèce (100 drachmes)	6 365	6 245	5 700	7 200
Italie (1 000 lires)	4 540	4 516	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	371 550	372 050	3 605	3 775
Suède (100 krs)	103 630	101 700	98 500	105
Autriche (100 sch)	43 400	43 350	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	5 119	5 065	4 850	5 400
Portugal (100 esc.)	5 065	4 900	4 600	5 400
Canada ($ can 1)	6 381	6 063	5 800	6 200
Japon (100 yens)	3 633	3 585	3 450	3 650

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/9
Or fin (kilo en barre)	90750	88300
Or fin (en lingot)	90900	88500
Pièce française (20 fr)	535	530
Pièce française (10 fr)	391	.....
Pièce suisse (20 fr)	545	550
Pièce latine (20 fr)	527	516
Souverain	666	652
Pièce de 20 dollars	3870	3560
Pièce de 10 dollars	2030	2047 50
Pièce de 5 dollars	1400	.....
Pièce de 50 pesos	3370	3330
Pièce de 10 florins	545	540
Or Londres	319 20	.....
Or Zurich	319 50	329 50
Gold Tray Chicago	.....	.....
Argent Londres	6	.....

Le Monde

UN NOUVEAU SUCCÈS POUR L'AVION EUROPÉEN

Une compagnie indienne veut acquérir trente et un Airbus

Airbus vient de damer une nouvelle fois le pion à son concurrent Boeing, en obtenant le 21 septembre de la compagnie intérieure indienne Indian Airlines une lettre d'intention d'achat de dix-neuf avions A-320 et des options pour douze autres. La valeur de ce marché avoisinerait 10 milliards de francs.

S'il se concrétise par la signature d'un contrat définitif, ce succès d'Airbus est d'autant plus spectaculaire qu'il a été acquis alors que Boeing avait en main une lettre d'intention d'Indian Airlines pour l'achat de douze Boeing-757. Ce retournement de situation est moins dû à la série noire qu'ont connue cet été les appareils de Boeing qu'aux conditions de vente pratiquées par le consortium européen. Il est vraisemblable que le constructeur américain accusera Airbus d'avoir bradé ses avions. Le voyage du premier ministre indien en France à l'occasion du dernier Salon aéronautique du Bourget a pu aussi jouer en faveur d'Airbus.

Selon l'agence indienne PTI, la livraison des A-320, biréacteurs court-courriers de cent soixante-deux places, sera échelonnée de 1988 à 1990. Ces avions seront équipés de réacteurs V 2-500 construits par le groupement International Aero Engine (Pratt and Whitney, Rolls Royce, Japanese Aero Engines, Fiat Aviazione et l'allemand MTU). Ils permettront à Indian Airlines de faire face à la croissance rapide de sa clientèle, qui atteindra, l'année prochaine, le chiffre record de dix millions de passagers.

Pour Airbus, qui regroupe les constructeurs français (Aérospatiale), allemand (MBB), britannique (British Aerospace) et espagnol (Casa), l'avenir de l'A-320 semble assuré. Le consortium a en portefeuille quatre-vingt-deux commandes fermes et cent quatre options, auxquelles il convient d'ajouter les dix-neuf appareils d'Indian Airlines et les huit avions commandés par la compagnie australienne ANSETT. Deux ans avant la mise en service de l'A-320, plus de deux cents exemplaires ont donc été vendus. On estime que le programme sera rentabilisé à partir de six cents avions.

L'année 1985 permet à Airbus de sortir définitivement du marasme où l'avait plongé la mévente des avions civils. Avec soixante-dix-neuf commandes enregistrées à ce jour contre trente-cinq en 1984, le consortium européen pourrait même faire provisoirement jeu égal avec le géant Boeing.

En Turquie

Les obsèques du chanteur populaire Ruhi Su ont dégénéré en manifestation

De notre correspondant

Ankara. – Plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées dimanche 22 septembre à Istanbul pour participer aux obsèques du grand chanteur populaire anatolien Ruhi Su, qui se sont transformées en une véritable manifestation. Chantre de poètes maudits du régime et des troubadours anatoliens, Ruhi Su, silhouette frêle, pull noir et cheveux blancs, était l'une des grandes figures de la chanson populaire turque. Il est mort, vendredi, à l'âge de soixante-treize ans, des suites d'un cancer.

De nombreuses personnalités de la gauche turque, des écrivains, des artistes, des universitaires, participaient dimanche à son enterrement. Lorsque la police a voulu empêcher la formation d'un cortège, de la mosquée au cimetière, des heurts violents se sont produits, tandis que fusaient des slogans hostiles au régime.

Après un heure de tractations mouvementées, le cortège a finalement pu se former, fortement encadré par les forces de l'ordre. Après que les gerbes eurent été déposées au cimetière, de nombreuses personnes (cent cinquante environ selon les témoins), ont été arrêtées et conduites dans les locaux de la police pour interrogatoire. Des journalistes, qui avaient photographié ces arrestations, se sont vu confisquer leurs pellicules.

Ruhi Su était à sa manière un rebelle et il en a payé le prix sous tous les régimes depuis quarante ans. En 1952, il fut arrêté avec un groupe d'intellectuels et de syndicalistes accusés d'appartenir au parti communiste clandestin et condamné à cinq ans de prison. Il fut dès lors proscrit de la radio.

Il parvenait néanmoins à donner de temps à autre des récitals. Depuis plusieurs années on lui refusait un passeport, sous prétexte que sa sortie de Turquie représenterait une « menace pour la sécurité de l'Etat ». Ses amis, en Allemagne et en Angleterre, le sachant gravement malade, l'avaient invité afin qu'il pût se faire soigner en Europe. Les autorités avaient finalement consenti, il y a deux mois, à l'autoriser à sortir, mais c'était déjà trop tard.

ARTUN UNSAL.

LA VISITE DE M. CHEYSSON A ALGER

Développer la coopération avec la CEE

De notre correspondant

Alger. – « *Ma visite en Algérie est le couronnement de ma tournée des pays du Maghreb* », a dit très diplomatiquement, dimanche soir 22 septembre, M. Claude Cheysson, commissaire à la Communauté économique européenne chargé de la politique méditerranéenne et du dialogue Nord-Sud, au terme de sa visite officielle de deux jours à Alger, au cours de laquelle il a notamment été reçu par le président algérien M. Chadli.

Après le Maroc au début du mois de mai, M. Claude Cheysson s'est rendu en Tunisie dans les premiers jours de juillet. Lors de chacun de ces deux voyages, il a cherché à rassurer ses interlocuteurs, inquiets de ce que l'entrée imminente de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté pourrait avoir comme conséquences sur leur économie.

Les problèmes commerciaux de l'Algérie avec l'Europe ne sont pas, pour la plupart, de la compétence communautaire, les exportations concernant surtout des produits entrant en franchise douanière. M. Cheysson a insisté sur le fait que « *la CEE doit jouer un rôle plus important que par le passé en provoquant, en stimulant des ententes à moyen et à long terme décidées par le gouvernement algérien* ». Surtout dans le domaine de l'agriculture, le plan quinquennal 1985-1989, comportant un programme de développement de certaines productions algériennes pour rapprocher le pays de l'autosuffisance alimentaire, en particulier pour les produits laitiers et les céréales. M. Cheysson a indiqué que, si « *l'Algérie le souhaite, nous devons pouvoir contribuer en tant que communauté à soutenir ce plan en coopération technique, transfert de technologie et fourniture de produits, et même en coopération financière* ».

F. F.

En Haïti

LES « BATEAUX DE LA HONTE » DANS LA MER DES ANTILLES

Miami. – Les services d'immigration américains de Miami ont annoncé le dimanche 22 septembre qu'une centaine d'immigrants haïtiens, tentant de gagner clandestinement les Etats-Unis, avaient péri noyés le mois dernier. Ils avaient été jetés par-dessus bord par les passeurs qu'ils avaient payés pour ce voyage de la mort.

Ce type de pratique est malheureusement assez fréquent. Le *Miami Herald* du 14 septembre rapportait les témoignages de survivants d'une épopée identique. Arrivés en Floride à bord d'un petit voilier, ils avaient affirmé qu'une trentaine de leurs compagnons étaient tombés ou avaient été lancés à la mer pendant le voyage par les passeurs.

● *Un missile provoque l'incendie de plusieurs milliers d'hectares dans le Var.* – Deux mille deux cents hectares, à la périphérie du camp militaire de Canjuers, dans le Var, ont été ravagés par un incendie provoqué, le 18 septembre, par un tir d'essai de missiles antichars. Ces missiles ne comportent pas de tête explosive, mais l'extrême sécheresse régnant et un fort vent de nord-ouest soufflant, le feu s'est propagé au-delà des limites du camp militaire.

Il a été difficilement maîtrisé, le 20 septembre, par un millier d'hommes et cinq Canadair appelés en renfort. Des municipalités avoisinantes – telle celle de Bauduen – et des particuliers, dont les bois ont été endommagés pour, disent-ils, environ 5 000 hectares, envisagent de porter plainte.

Selon la SOFRES

L'OPPOSITION RESTE MAJORITAIRE MAIS L'ÉCART DROITE-GAUCHE SE RÉDUIT

Si des élections législatives avaient lieu maintenant l'opposition recueillerait 58 % des suffrages et la gauche 38 %. C'est ce qu'indique le dernier sondage de la SOFRES sur les intentions de vote des Français, réalisé du 7 au 11 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 1000 personnes et publié dans *le Figaro*.

Si l'opposition reste majoritaire, l'écart entre la droite et la gauche s'est réduit : dans une précédente enquête de la SOFRES effectuée en juin, la droite obtenait 60 % des suffrages et la gauche 36 %.

D'après le sondage de septembre le RPR recueillerait 25 % des suffrages (+ 1 point par rapport à juin), l'UDF 19 % (– 1 point), les divers droite 6 % (– 1 point) et le Front national 8 % (– 1 point).

A gauche le PC (9 %) perd lui aussi 1 point ainsi que le PSU et l'extrême gauche (2 %), tandis que *la gauche non communiste gagne* 4 points. Dans la précédente enquête de juin, socialistes et radicaux de gauche totalisaient 23 % des suffrages. Ce mois-ci, le PS est crédité de 24 % des intentions de vote et le MRG de 3 %.

Sur le vif

Fisc et fric-frac

Ils sont vraiment très forts, les juifs, il n'y a pas à tortiller. Non, je ne dis pas ça pour me vanter. Je constate, un point c'est tout. Ils sont super-malins. Surtout quand il s'agit de trouver de l'argent. Savez-vous ce qu'il fait, le fisc, en Israël ? Il fait casquer les malfaiteurs. Il les impose sur le revenu de leurs larcins. L'autre jour, devant le tribunal de Tel-Aviv, il y en a un qui criait au voleur ! On l'égorgeait, on le dévalisait. Enfin, c'était pas croyable ! On n'allait quand même pas l'obliger à payer des impôts alors que, pendant toute l'année concernée, il n'avait vécu que du produit de ses cambriolages.

Ça, le juge, ça lui était bien égal. Il se moquait éperdument de savoir d'où venait le fric du prévenu. Bien mal acquis doit profiter à la communauté. De toute façon le fisc est tenu au secret professionnel. Alors, par ici la monnaie.

A force de gueuler, l'autre a quand même réussi à obtenir un abattement pour frais professionnels : achat d'un passe-partout, d'une lampe électrique, d'un revolver, de gants, d'une lampe de poche, enfin de tout l'outillage nécessaire à l'effraction à main armée. Bon prince, le magistrat a également accepté de tenir compte d'un accident du travail. Ce maladroit s'était blessé au cours de l'un de ses fric-frac. Il avait été obligé de se faire soigner au noir, et on sait ce que ça coûte.

Très bien, ce système. Très sage et très sain. L'argent, c'est fait pour circuler, pas pour rester planqué. Il faut absolument envisager une aide aux cambrioleurs. Chaque coffre percé devrait donner droit à une ristourne fiscale. Et question TVA, c'est très simple. Il n'y a qu'à la moduler. On ne peut pas taxer de la même façon le voleur à la tire et le braqueur de banque. Ce ne serait pas honnête.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Chirac : « aucun élément de consensus avec le gouvernement actuel »

M. Chirac avant de quitter Paris le dimanche 22 septembre pour Nouméa avait accordé une longue interview à l'hebdomadaire *le Point*. Le président du RPR, qui s'exprimera en Nouvelle-Calédonie et à Tahiti, puis aux journées parlementaires de son parti le 4 octobre à Menton, rode dans ce texte les réponses qu'il fera à M. Fabius dans son tête-à-tête télévisé du 27 octobre. Il y affirme notamment : « *Je ne vois aucun élément de consensus avec le gouvernement actuel.* »

Ne constituent donc pas de tels éléments politiques les simples approbations qu'apporte M. Chirac à trois initiatives récentes du pouvoir : le voyage de M. Mitterrand à Mururoa, bien que « *ce geste spectaculaire soit un peu la conséquence des erreurs faites dans l'affaire calédonienne et l'affaire Greenpeace* » ; le projet EURÊKA, bien que « *ce soit une petite affaire à côté de l'IDS* » ; la réforme du système des juges d'instruction préparée par M. Badinter.

M. Chirac refuse de parler d'une éventuelle « cohabitation » après 1986, « *car personne ne peut dire aujourd'hui ce que sera la situation politique au lendemain des élections législatives* ». Il ne peut donc prendre aucun « *engagement personnel* », alors que M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial RPR, souhaitait qu'il devienne premier ministre après l'alternance.

Il se distingue surtout de M. Raymond Barre en disant que ce débat est « *stérile, inutile et dangereux* ». Il explique : « *Stérile, car il ne se fonde sur aucune réalité institutionnelle. Dans nos institutions, jamais une majorité à l'Assemblée nationale n'a eu le pouvoir de chasser le président de la République. Inutile, parce que seul François Mitterrand, si l'on exclut les hypothèses extrêmes, décidera de son maintien. Dangereux, parce qu'il divise l'opposition au moment même où elle a le plus besoin de s'unir.*

Les Français doivent savoir que l'opposition respectera la Constitution quoi qu'il arrive. Rien dans cette Constitution n'oblige le président de la République à quitter ses fonctions sous prétexte qu'une nouvelle majorité arrive à l'Assemblée nationale. Point final. »

A la question de savoir si M. Barre « *respecte l'esprit de la Constitution* », M. Chirac répond toutefois : « *Je le souhaite de tout cœur* ». Quant à la préparation des listes de l'opposition pour les élections législatives, il estime qu'« *il faut agir cas par cas en fonction des situations locales* ». Enfin, interrogé sur son score personnel inférieur à celui de son parti dans les sondages, il répond : « *Si mon parti a une bonne image de marque actuellement, son président ne doit pas y être totalement étranger.* »

M. Chirac développe aussi longuement le programme du RPR tel qu'il est contenu dans l'ouvrage *le Renouveau* adopté en juin 1985 par son mouvement. Il souligne notamment qu'il faut « *rompre avec la socialisation progressive de notre société qui est à l'origine d'une partie importante de nos malheurs* ». Il traite des questions économiques, fiscales et sociales, et il note : « *Il est aujourd'hui de bon ton, au gouvernement et dans l'opposition, de ne prévoir que du sang et des larmes. Etre churchillien est à la mode. Mais ne sous-estimez pas les capacités de redressement de notre pays si les choses changent, et elles doivent changer.* » Pour M. Chirac, « *Il faut se garder de deux dangers, la sinistrose et la démagogie* ».

Le numéro du « Monde » daté 22-23 septembre 1985 a été tiré à 461 420 exemplaires

A H C D E F G H

